DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12783 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 5 MARS 1986

Dictateurs-cambrioleurs

La dictature n'est plus ce qu'elle était. Depuis le début des années 70, une douzaine de régimes autoritaires ont laissé la place à des démocraties. L'Europe avait donné le bon exemple avec le coup d'Etat portugais, la magistrale transition espagnole et la chute des colonels grecs. Les membres les plus récents du club des convertis, Haïti et les Philippines, géographiquement aussi éloignés qu'on peut l'être, ont en commun la forfaiture de leurs chefs d'Etat, partis en exil les poches pleines, après avoir copieusement pillé le Trésor public.

Dans le cas de Ferdinand Marcos, le détournement touche à la caricature. L'oncle Picsou de Manille a quitté le pays – où il percevait un très symbolique traitement de 5 700 dollars par an – chargé de billets, d'or et de pierres précieuses que les douaniers américains, effarés, ont dû aller chercher dans... des boîtes de couches Pampers. Certains gabelous ont déclaré forfait, saisis de crampes pour avoir trop compté de billets de banque. La fortune du « bienfaiteur du peuple philippin » se monterait à 3 milliards de dollars – la moitié des dépenses militaires annuelles de son pays, – investis pour une part dans des immeubles de Manhattan.

Tout aussi rapace, mais n'ayant à fracturer qu'un coffre sonnant le creux, Jean-Claude Duvalier, flanqué de son avide parentèle, aurait réussi à engranger, selon les estimations de la Banque mondiale, environ 400 millions de dollars, près de deux fois le budget de l'Etat. Il est vrai que le *Rapetout* de Port-au-Prince ne reculait devant rien : caisse noire alimentée par la régie des tabacs et la Loterie nationale, comptes personnels à la Banque centrale au titre de la... défense nationale, et même détournement, par monsieur Beau-Père, d'un pétrolier destiné à Haïti et revendu contre espèces sonnantes à l'Afrique du Sud.

Devant ces énormes malversations – qui font presque regretter le style de « dictateur intègre » incarné jadis par Salazar, – une réaction de bon sens commence à s'ébaucher. Les Etats-Unis semblent décidés à ne plus rejeter, au nom du respect de la propriété privée, les requêtes des régimes qui, comme celui de Mme Aquino, héritent d'un Etat cambriolé. Juridiquement, cela pose toutefois d'épineux problèmes. Il faut prouver – même si cela crève les yeux – que l'ancien « homme fort », « ami de l'Amérique », a exporté, souvent par le biais d'hommes de paille, une fortune acquise par rapine et brigandage. Les Etats-Unis, qui parvinrent jadis à « faire tomber » les grands truands de la Mafia – princes du non-lieu – en épluchant leurs comptes, ne manquent pas d'expérience en la matière.

En tout cas, il y a quelque chose d'hypocrite et de dérisoire à voir tant d'Etats qui parfois aidèrent grandement les dictateurs à se maintenir au pouvoir et les entourèrent de courbettes refuser avec horreur l'hospitalité aux excellences déchues. Le chah, naguère, en a su quelque chose dans son errance de moribond renié par ses anciens amis. Si la communauté internationale entend vraiment prouver sa vertu à l'endroit des Marcos, Duvalier et autres Bokassa, il serait plus moral et plus efficace de faire rendre gorge aux pillards de biens publics. En exil, un chef d'Etat déchu a droit à un toit. C'est un procès qu'il faut lui faire s'il est seulement en cavale.

(Lire page 40 l'article de JEAN-MARC THÉOLLEYRE.)

FLAMBÉE DE VIOLENCE EN ULSTER

Les protestants irlandais défient Mme Thatcher

La journée de grève des protestants d'Irlande du Nord, lundi 3 mars, a été marquée par de graves affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Elle exprime le refus radical de l'accord conclu par Londres et Dublin le 15 novembre dernier. Un défi pour le premier ministre britannique, mais aussi pour les dirigeants unionistes, débordés par leurs troupes.

De notre envoyé spécial

Belfast. – La situation s'aggrave en Irlande du Nord. Il se confirme que les dirigeants unionistes sont en train de perdre le contrôle du mouvement de protestation qu'ils ont lancé depuis la signature de l'accord anglo-irlandais. La grève générale de vingt-quatre heures, organisée le 3 mars, a été marquée par de multiples et violents incidents.

Les appels au calme, maintes fois répétés par M. James Molyneaux et le pasteur Ian Paisley, dirigeants des deux partis unionistes, n'ont pas été entendus. Tout ce qu'ils avaient précisément dénoncé les jours précédents s'est produit d'emblée : installation de barrages, menaces et pressions diverses. Comme ils le craignaient, sans oser l'avouer, ils ont été dépassés par les éléments les plus extrémistes. Tous les moyens ont été employés pour faire respecter par la force le mot d'ordre de grève. Mais il y a eu bien pis...

Dès le matin, des arbres avaient été abattus au travers des routes ; la principale autoroute de la province a été longtemps interdite à la circulation par des manifestants, qui avaient répandu de l'huile et des clous sur la chaussée. Très passive au début, la police (en très grande majorité protestante) a été obligée d'intervenir de plus en plus fréquemment, notamment à Londonderry, pour éviter de justesse des affrontements intercommunautaires. Dans l'après-midi, les policiers ont été pris à partie dans des désordres qui ont rapidement pris de l'ampleur à Belfast et dans plusieurs localités.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

LES AMBITIONS DE M. CHABAN-DELMAS

La course à Matignon trouble l'opposition

L'insistance avec laquelle M. Jacques Chirac est présenté comme le seul premier ministre possible en cas de nette victoire de l'opposition UDF-RPR continue de provoquer quelque agacement à droite. Après que les dirigeants de l'UDF eurent manifesté leur présence dans une éventuelle compétition pour Matignon, M. Jacques Chaban-Delmas a rappelé, lundi 3 mars, qu'il est « toujours prêt ».

« *Prêt à tout, mais pas à n'importe quoi* », précise l'ancien premier ministre, selon lequel le futur chef du gouvernement devra proposer un programme qui ira « *dans le sens de la plate-forme UDF-RPR* ». « *Ce n'est pas la majorité qui va imposer au président de la République un premier ministre. Ça, ce n'est plus la constitution, c'est la IVe République* », a-t-il déclaré mardi à Europe I. Cette appréciation apparaît comme une réponse aux prétentions des amis de M. Chirac.

Ainsi se poursuit un débat sur la cohabitation dans lequel pourtant les principaux dirigeants de l'opposition avaient affirmé qu'ils ne s'englueraient pas. Les socialistes y ajoutent leurs voix. Ainsi M. Bérégovoy a-t-il pris le relais des déclarations faites dimanche par M. Mitterrand, selon lesquelles le président de la République préférerait « *renoncer à ses fonctions* » plutôt que de « *renoncer aux compétences de sa fonction* ». Le ministre de l'économie et des finances décrit les initiatives d'une nouvelle majorité (dénationalisations, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, etc) qui créeraient des difficultés entre le président et le gouvernement.

M. Bérégovoy se dit convaincu que le président de la République « *ne laissera pas faire n'importe quoi* ». Tous les dirigeants socialistes développent ce thème et exposent les dangers d'une cohabitation dont M. Fabius dit depuis longtemps qu'elle menace de conduire à « la pagaille ».

(Lire nos informations et l'article de JEAN-YVES LHOMEAU page 7.)

IRLANDAIS DE VINCENNES

Le rapport secret

Le général Boyé souligne la responsabilité du commandant Prouteau, conseiller technique à l'Elysée, et du capitaine Barril, alors chef du GIGN.

PAGE 19



Le Monde *publie avant les élections du 16 mars des bilans de l'action gouvernementale depuis 1981*

Aujourd'hui : la recherche

PAGE 11

Le dilemme des communistes philippins

Poursuite de la lutte armée ou « coopération critique » avec Mme Aquino ?

PAGE 6

Le baril de pétrole à 12,50 dollars

Poursuivant la guerre des prix, l'Arabie saoudite a augmenté sa production.

PAGE 37

UN ARTICLE DU PRÉSIDENT DU CNPF

L'emploi, l'emploi, l'emploi !

par YVON GATTAZ

Beaucoup de Français considèrent que les trois priorités actuelles pour notre pays sont :

– *tout d'abord l'emploi ;*
– puis l'emploi ;
– et enfin l'emploi.

Trois priorités obsessionnelles dont nous ne pourrons nous libérer qu'en leur trouvant des solutions vraies et durables. Les incantations, fussent-elles émouvantes, ne suffisent pas à exorciser le chômage ! Faut-il alors nous résigner devant tant d'impuissance ? Certainement pas, nous qui savons bien que la décadence commence lorsque les hommes disent « que va-t-il nous arriver ? » et non plus « qu'allons-nous faire ? ».

Ne nous trompons pas de méthode : le chômage est dû tout d'abord à la diminution du nombre des emplois. D'après l'OCDE, l'évolution de l'emploi chez les sept Grands entre 1983 et 1985 montre que la France aura été, pendant cette période, le seul grand pays moderne à perdre des emplois, alors que les six autres pays en gagnaient *(voir le tableau par ailleurs)*.

On sait depuis quelques jours que la perte officielle d'emplois pour 1985 s'est encore élevée à 85 000, sans compter les pertes d'emplois dans l'agriculture, et que le nombre de demandeurs d'emplois, après un léger fléchissement, a augmenté de 2,3 % pour le seul mois de janvier 1986.

Par ailleurs, la France est le pays où le chômage des jeunes est le plus important et le plus long : 40 % des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans, et un jeune chômeur sur cinq l'est depuis plus d'un an.

Plus qu'un problème économique, plus qu'un problème social, le chômage des jeunes est un problème sociétal. Quel peut être en effet l'horizon de jeunes chômeurs ? Au mieux, ils se déshabitueront du travail, ce qui est grave pour l'avenir de la France. Au pire, ils tomberont dans la délinquance, et entre ces deux extrêmes, ils risquent de connaître toutes les formes de désespérance.

Qu'on y prenne garde : si une explosion sociale devait se produire un jour en France, elle viendrait non plus de salariés plus ou moins satisfaits de leur travail ou de leur salaire, mais de jeunes chômeurs désespérés à qui la société n'aurait pas su trouver d'autres perspectives que le triste métier de chômeur.

Si, à juste titre, tous les Français et leurs dirigeants parlent du chômage avec émotion, qui peut mieux parler de l'emploi que ceux qui le créent : les chefs d'entreprise ? L'emploi n'est certes pas la finalité directe de l'entreprise, mais il est une résultante immédiate de sa prospérité. Pour éviter toute confusion, disons immédiatement qu'il n'existe pas de remède miracle au chômage. Cela se saurait. Les chefs d'entreprise ne sont pas des marchands d'orviétan.

Par contre, il n'existe pas non plus de fatalité inéluctable du chômage, contrairement à ce que semblerait montrer l'interprétation hâtive de certains modèles économétriques qui prolongent le passé de façon rectiligne. En fait, on peut démentir ces prévisions pessimistes par une attitude volontariste, comme le montre bien le titre même de l'ouvrage d'Octave Gelinier : *le Chômage guéri... si nous le voulons* (1).

(Lire la suite page 36.)

(1) Éditions Hommes et techniques.

LA FRANCE, PREMIER PAYS A ÉVALUER LES MÉDECINES DOUCES

Guérir autrement ?

Le rapport « Evaluer les médecines différentes. Un défi ? », remis au gouvernement par les membres du groupe de réflexion « Médecines différentes », sera rendu public jeudi 6 mars. On connaîtra le même jour la composition du conseil d'administration de la Fondation de recherches sur les thérapeutiques alternatives, ainsi que le nom de son président.

La gauche au pouvoir n'aura donc pas manifesté un simple intérêt académique pour les « médecines différentes ». En décidant, à quelques jours de l'échéance électorale, d'accélérer le mouvement d'institutionnalisation et d'évaluation de pratiques jusqu'ici officiellement ignorées, Mme Georgina Dufoix enclenche définitivement un processus dont on mesure mal aujourd'hui quelles seront les conséquences. « *Tâchons*, résume-t-elle dans ces colonnes, *de prendre le risque de l'erreur.* » L'enjeu n'est pas mince, le risque non plus.

On a beaucoup insisté, ici ou là, sur l'engagement personnel et les *a priori* favorables du porte-parole du gouvernement vis-à-vis des pratiques médicales non officiellement enseignées à l'Université. C'est toutefois compter sans les prises de position du président de la République, qui, il y a tout juste un an, expliquait à M. André Bergeron qu'il s'agissait là d'« *une réalité sociale qu'il n'est pas possible d'ignorer* » et que beaucoup de Français, tout en restant « *attachés à la qualité de leur médecine* » souhaitaient « *la voir s'ouvrir à d'autres pratiques alternatives ou complémentaires, tout en étant assurés de leur efficacité et de leur inocuité* ». Il s'agissait, en somme, de traduire le concept de consensus dans le champ de la pratique médicale.

Mettant en œuvre une stratégie devenue aujourd'hui classique, on demanda alors un rapport à un groupe de spécialistes majoritairement sympathisants de ces pratiques. Parallèlement, on commença à mettre en œuvre certaines de leurs suggestions à venir. Le dispositif préliminaire arrive aujourd'hui à son terme. C'est ainsi que, au moment où le rapport va être rendu public, la Fondation de recherche sur les thérapeutiques alternatives, dotée cette année d'un budget de subvention de 4 millions de francs, réunira son premier conseil d'administration.

On pourrait, dans cet ensemble de mesures, critiquer tel ou tel choix : l'importance donnée au mouvement consumériste – souvent mal à l'aise en matière de santé publique, – ou encore la volonté de boucler ce dossier au plus vite, au risque évident de heurter et de ne pas se donner les moyens du consensus tant désiré.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 13.)

Demain CAMPUS, le supplément Etudiants du *Monde*

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

étranger

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le bilan de la mutinerie dans la police s'élèverait à 150 morts et à 500 blessés

selon un hebdomadaire d'opposition

De notre correspondant

Le Caire. – Le nouveau ministre de l'intérieur égyptien, le général Zaki Badr, a implicitement accusé son prédécesseur, le général Ahmed Rouchdi, de négligence ayant eu pour conséquence la mutinerie parmi les conscrits des forces de la sécurité centrale (FSC). De son côté, le premier ministre, M. Ali Lotfi, a affirmé que *« tout responsable des événements sera soumis à la loi car nul n'est au-dessus de la loi »*.

Dans une interview au quotidien officieux *Al Ahram*, le général Badr, qui commentait la purge dans les hautes sphères du ministère de l'intérieur, a affirmé : *« Nous avons certainement le sentiment qu'il y a eu négligence ; il y aurait dû y avoir des informations préalables sur la dégradation de la situation et l'éventualité d'une mutinerie. »* En effet, selon le général Badr, les organismes de sécurité interne de la police ont mis la main sur des tracts *« émanant de certaines tendances politiques »* visant à infiltrer les FSC. Il a rappelé à cet égard que les maximalistes musulmans de l'organisation Al Jihad avaient établi des rapports soulignant la nécessité d'infiltrer les FSC.

Le ministre a, d'autre part, estimé qu'il n'y a eu négligence en ce qui concerne les relations entre les officiers et les conscrits, pour ce qui est des conditions de vie des hommes des FSC. L'hebdomadaire *Al Chaab*, organe du Parti socialiste du travail (gauche populiste), indique à cet égard que les conscrits se plaignaient d'être traités *« comme des animaux »*, d'avoir une nourriture insuffisante tant au point de vue de la qualité que de la quantité, et d'être obligés de passer des heures supplémentaires en tant que domestiques dans les maisons des officiers.

L'hebdomadaire d'opposition indique, par ailleurs, que la prolongation d'un an du service des conscrits de la police n'était pas une rumeur, comme l'a affirmé le gouvernement. Le journal publie un article de la loi de la conscription selon lequel tout appelé se présentant après la date prévue pour son engagement au service militaire voyait sa durée prolongée d'un an. Selon *Al Chaab*, cette clause n'avait pas été appliquée, et ce n'est que récemment que les responsables du ministère de l'intérieur, pour des raisons d'économie dans l'entraînement, ont décidé de recourir à cette clause. Le nouveau ministre de l'intérieur a implicitement confirmé les informations du journal.

Al Chaab donne enfin un bilan, qu'il affirme être de source militaire, des victimes des dernières émeutes : 150 morts et 500 blessés. Le bilan officiel était de 36 morts et 325 blessés.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Une couverture en direct par les médias locaux

De notre correspondant

Le Caire. — A quelque chose malheur est bon. La mutinerie des forces de la sécurité centrale a été une occasion pour les médias égyptiens de briser le mur du silence après les hésitations de la nuit du mardi 25 février. La presse, qu'elle soit officieuse ou d'opposition, a fait preuve d'une maturité nouvelle. Finis les démentis systématiques, oubliées les non-informations qui nourrissaient les colonnes. Les journaux ont dépêché reporters et photographes à tous les endroits chauds. La radio n'a pas joué la grande muette. Elle a suivi de près les développements de la situation. Les présentateurs de la télévision, aux attitudes de sphinx, ont cédé l'écran aux images.

Les Egyptiens ont non seulement pu constater les importants dégâts occasionnés par les émeutes, mais ils ont vu, en prime, les chars d'assaut tirant au canon sur la caserne mutinée de Guizeh, au pied des Pyramides. On est loin des silences observés lors de la fusillade du Sinaï ou de l'affaire du détournement du Boeing d'Egypt Air. Cette fois, les Egyptiens n'ont plus été obligés de recourir aux radios étrangères pour savoir ce qui se passait dans leur propre pays. La presse officieuse a même ouvert ses colonnes aux divers courants de l'opposition, qui ont mis en garde contre toute atteinte à la démocratie prenant les émeutes pour prétexte.

Toutefois, deux tabous sont restés : le président et l'armée. Il n'en demeure pas moins que cette liberté de ton est exceptionnelle. Reste à savoir s'il s'agit d'une ouverture durable de la part d'un pouvoir comptant sur les médias de tous bords pour stabiliser, grâce à la formation d'un nouveau consensus national, un pays qui affronte une très grave crise.

A. B.

Israël

Les obsèques du maire de Naplouse ont donné lieu à une vibrante manifestation de nationalisme palestinien

De notre correspondant

Jérusalem. – Les obsèques de Zafer-Al-Masri, le maire de Naplouse assassiné la veille, ont donné lieu, lundi 3 mars, à une massive et vibrante manifestation de nationalisme palestinien. Environ vingt mille personnes – des jeunes en grande majorité – ont défilé dans les rues de la première ville de Cisjordanie en scandant des slogans patriotiques et en brandissant des drapeaux de l'OLP. Cette cérémonie a suscité, selon ses participants, le plus vaste rassemblement populaire jamais vu à Naplouse depuis la mort de Nasser en 1970.

Bien avant l'heure prévue, la foule est allée chercher le corps du défunt au domicile familial, puis l'a porté à travers la ville, hissé sur une civière, jusqu'à la grande mosquée, dans une impressionnante clameur rythmée par le glas des tambours des fondamentalistes musulmans, les sifflements aigus et le cri des slogans. Des bannières de l'OLP enveloppaient la dépouille mortelle et le cercueil. Nombre de membres du clan Masri, venus de Jordanie et même d'Arabie saoudite et emmenés par leur doyen Hikmat, ancien vice-président du Sénat hachémite, ont conduit le maire assassiné jusqu'au cimetière de Naplouse, tandis que les haut-parleurs égrenaient sans cesse les sourates du Coran.

Il n'y avait aucun soldat dans les rues empruntées par le cortège, mais un incident a éclaté après la cérémonie quand un policier israélien ouvrit le feu sur un groupe de manifestants. Tous les commerçants avaient fermé boutique, en vertu d'un deuil collectif de trois jours. Aucun représentant officiel du gouvernement n'assistait aux funérailles. Quelques personnalités israéliennes d'extrême gauche étaient présentes, dont les deux députés de la Liste progressiste pour la paix (judéo-arabe), ainsi que plusieurs diplomates occidentaux dont les consuls généraux américain, français et britannique à Jérusalem.

La cérémonie a fourni l'occasion aux habitants de Naplouse, ville connue pour sa ferveur nationaliste, de démontrer avec éclat leur appui à l'OLP et leur attachement à Yasser Arafat, dont les portraits se mêlaient à ceux du disparu. Cette expression de soutien à la centrale palestinienne prit un tour anti-israélien, mais surtout antijordanien et antisyrien.

En témoignent les slogans criés par les jeunes manifestants qui, souvent coiffés ou masqués du traditionnel keffieh à damier noir et blanc, lançaient leurs mots d'ordre en faisant le « V » de la victoire : *« OLP, unité ! »*, *« Par le sang et l'esprit, nous vengerons Masri, nous libérerons la Palestine ! »*, *« Hussein, cochon, il faut te lier les mains ! »*, *« Assad, tu es un lion au Liban et un lapin sur le Golan ! »* Avant même d'arriver à sa dernière demeure, Zafer Al-Masri, longtemps tenu pour projordanien, avait été transfiguré à jamais en un héros et un martyr de la cause palestinienne.

Le sentiment antijordanien

La tonalité politique de cette journée de deuil eût été sans doute différente si l'assassinat avait eu lieu il y a seulement quelques semaines. Mais, depuis la rupture entre le roi Hussein et Yasser Arafat, les « Palestiniens de l'intérieur » fidèles à l'OLP – à savoir la grande majorité d'entre eux – donnent de nouveau libre cours à ce sentiment antijordanien toujours latent à l'ouest du Jourdain et qui resurgit à la moindre occasion.

La presse nationaliste de Jérusalem-Est ne se gêne pas, caricatures grinçantes à l'appui, pour vilipender le souverain hachémite en lui prêtant une nouvelle fois les pires desseins. Les éditoriaux accusent le roi d'avoir trompé Yasser Arafat, avec la complicité de Washington, en tentant de lui extorquer toujours plus de concessions. Fondé ou non, le reproche en dit long sur la méfiance que les milieux nationalistes nourrissent envers Amman.

Le roi a cherché à ramener ses partisans en Cisjordanie mais sans grand succès jusqu'à présent, aucun responsable d'envergure n'ayant rallié sa cause. Seuls quelques centaines de bédouins et d'anciens fonctionnaires jordaniens qui craignent pour le versement de leur retraite ont fait le voyage d'Amman. La manifestation de lundi visait notamment à rappeler au roi que le rapport des forces ne lui était guère favorable. Quant à l'hostilité que suscite le président Assad dans les territoires, c'est une constante, au moins depuis les événements du nord du Liban à la fin de 1983. Les manifestants de Naplouse semblaient conscients plus qu'à l'ordinaire de cette vérité déjà ancienne selon laquelle le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même.

Avant la cérémonie funéraire, un grave incident s'était produit dans le camp de réfugiés de Balata, à l'orée de Naplouse. Une trentaine de résidents avaient attaqué une patrouille israélienne à coups de pierres, puis l'un d'eux, qui tentait d'étrangler un soldat, fut tué par le commandant de la patrouille.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

L'ASSASSINAT DU « MÉDECIN DES PAUVRES »

Un témoignage de Mme Hallak

Mme Rachel Hallak, dont le mari est l'un des quatre otages juifs libanais dont l'Organisation des opprimés sur terre revendique l'assassinat, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Je n'écris pas seulement en mon nom et au nom de ma famille, mais aussi au nom de tant de patients et d'amis de mon mari qui me téléphonent de Beyrouth pour me dire qu'ils sont outrés de la nouvelle de l'exécution du docteur Elie Hallak et révoltés par les calomnies lancées contre lui par ses geôliers.

L'Organisation des opprimés de la terre a revendiqué son enlèvement et, onze mois plus tard, son exécution, en invoquant l'« islam ». Moi, je ne connais pas cette organisation. Par contre, je connais très bien les habitants de mon quartier d'Aïn-el-Mreïssé (Beyrouth-Ouest), musulmans chiites pour la plupart. Pendant vingt-six ans, mon mari a vécu et pratiqué parmi eux sa profession. Pédiatre renommé, il était aimé et estimé, et n'acceptait pas d'argent des pauvres, quelle que soit leur confession. Ce sont bien mes voisins chiites qui se sont jetés sur les miliciens armés pour les empêcher de le kidnapper. *« C'est seulement pour l'interroger »*, prétextèrent ses ravisseurs. *« Alors, je viens avec lui »*, répondit une femme chiite du quartier dans une tentative ultime de le protéger. Elle fut repoussée.

C'est aussi les habitants chiites du quartier qui multiplièrent pressions, pétitions et démarches pour obtenir sa libération. Leur sollicitude m'empêcha de craquer. Combien de fois je suis allée avec eux en week-end dans les villages du Sud. Ils me rassuraient : *« Son enlèvement n'est que monnaie d'échange à des fins de pression politique; son dossier est propre. »*

Et pour cause; ils l'avaient intimement connu si longtemps dans notre quartier et connaissaient tous ses mouvements. Ils pouvaient témoigner mieux que personne qu'il était totalement apolitique, pour la simple raison que sa profession avait envahi toute sa vie.

Et voilà que ses geôliers l'accusent dans leur communiqué d'avoir utilisé son beau métier pour couvrir des activités d'« espionnage » ! Nous étions convaincus qu'on ne lui ferait jamais aucun mal. Ne l'appelait-on pas *« le docteur des pauvres »* dans la presse libanaise pendant sa détention ? J'ai vécu d'espoir pendant dix mois à Beyrouth, bien que ses amis chiites aient été systématiquement découragés de l'aider, par des menaces.

En 1975, la guerre civile avait éclaté dans notre beau pays. Dans le quartier et à l'école, nos trois fils étaient pressés de s'engager dans les milices rivales par leurs amis, tant chrétiens que musulmans (il n'y avait pas, au début, cette distinction entre juif et non-juif). Mon mari et moi détestions la violence et la politique.

Dès 1978, j'ai emmené mes enfants poursuivre leurs études en France. La guerre durait et je pressais mon mari de nous rejoindre. Il aurait bien voulu, mais comment se refaire professionnellement quand on approche de l'âge de la retraite, avec une famille à nourrir ? Il préféra continuer à travailler parmi ceux qu'il aimait. Nous nous voyions aux vacances scolaires. Bien des chiites que nous connaissions avaient fait le même choix. Et voilà que ses geôliers l'accusent maintenant d'utiliser notre présence en France comme couverture pour « espionnage » et d'avoir eu un passeport français ! Pauvre Elie ! Surchargé de travail, il envoyait un employé chiite à l'ambassade de France et attendait son visa vingt et un jours comme tout le monde.

Il y a deux ans, le président de la communauté juive libanaise mourut. On demanda à mon mari d'être vice-président. Il n'en avait guère le temps. Mais comment refuser cela à une communauté désormais squelettique et composée en majorité d'indigents et de grabataires ? Il accepta à contrecœur. Il n'en fallait pas plus pour que ses ravisseurs l'accusent, onze mois après son enlèvement, d'être *« chef du réseau Mossad »*.

Mais l'accusation mérite qu'on s'y arrête, en ces temps où les milices libanaises rivalisent à qui exhibera à la télévision la bande vidéo la plus sensationnelle (testament du commando-suicide avant l'opération, etc.).

Je note que ses geôliers ont été incapables de fournir la moindre évidence prouvant sa soi-disant culpabilité. Il y a tout lieu de se demander pourquoi ils se seraient privés d'un tel argument publicitaire s'il y avait eu la moindre vérité dans leurs accusations. J'ai demandé par la voie de la presse libanaise que l'on me fournisse la preuve de ses « aveux » si vraiment il y a eu des aveux.

La mort de mon mari est un grand malheur pour moi et mes enfants. Salir sa mémoire est un malheur encore plus grand. Mais j'ai foi en Dieu pour rétablir la vérité.

LE PARTI HEZBOLLAH ANNONCE L'« EXÉCUTION » DE ONZE PERSONNES

Le parti libanais Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien) a annoncé lundi 3 mars l'*« exécution »* de onze personnes, dont deux femmes, accusées d'avoir commis l'attentat à la voiture piégée de Bir-el-Abed, qui avait fait 75 morts et 256 blessés, le 8 mars 1985 dans la banlieue sud de Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane.

Le Hezbollah a distribué un rapport polycopié de 69 pages affirmant que l'opération a été planifiée par une section spéciale des services de renseignements militaires libanais, en collaboration avec la CIA (service de renseignements américain) et le Mossad (service de renseignements israélien). Elle aurait été exécutée par une antenne de cette section à Beyrouth-Ouest, dont 11 membres ont été arrêtés et exécutés par le Hezbollah, qui publie leurs noms et leurs photographies. – *(AFP.)*

LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE

Une mise en demeure des pays du Golfe à Téhéran

Alors que de violents combats se poursuivent, selon Bagdad et Téhéran, autour du port irakien de Fao et au nord du front, les ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CGC) ont « condamné », lundi 3 mars, *« l'occupation par l'Iran de territoires irakiens »*, demandent à Téhéran de ramener « de toute urgence » ses troupes *« aux frontières internationales »*, et invitent les nations arabes à prendre une position *« unanime et unitaire »* face à la situation « dangereuse » que traverse la région.

Le communiqué final, publié à l'issue de la 18e session ordinaire des chefs de la diplomatie des six pays membres du CCG (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Bahrein, Qatar et Oman), invite l'Iran à *« cesser ses menaces proférées contre les pays du Golfe »*. Ces menaces *« ébranlent la stabilité et la sécurité de la région »*, souligne le communiqué, qui poursuit : *« Les forces communes »* des pays du CCG *« sont prêtes à intervenir en n'importe quel point »* de la région *« qui serait menacé »*.

D'autre part, les experts de l'ONU chargés d'enquêter sur l'utilisation de gaz chimiques par l'Irak dans son conflit avec l'Iran ont quitté Téhéran au terme de leur mission.

CORRESPONDANCE

L'avocate des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad affirme qu'ils ont été victimes d'« une décision politique »

Nous avons reçu la lettre suivante de Me Madeleine Terrasson, l'avocate des deux opposants irakiens expulsés le 19 février dernier en direction de Bagdad, où ils risquent la peine de mort :

Le commentaire dont vous avez fait suivre les informations que vous donnez en page 4 de votre journal daté de samedi 1er mars, au sujet des Irakiens expulsés de France le 19 février 1986, appelle de ma part une mise au point.

En effet, vous accréditez la thèse du ministère de l'Intérieur en indiquant que j'aurais agi trop tard, laissant ainsi le ministre dans l'ignorance des risques encourus par des opposants au régime de Saddam Hussein, expulsés en Irak.

Je peux affirmer que les autorités connaissaient parfaitement la position d'opposants de mes clients, qui ont été interrogés toute la journée du 12 février dans les locaux de la DST et ensuite tous les jours au centre de rétention administrative du dépôt. Le motif même de l'arrêté d'expulsion était de prétendus liens avec l'Iran.

Comment a-t-on pu dans ces conditions décider de les livrer à l'Irak ?

Si Hamza Hadi Fawzi et Khair al Din n'avaient pas déposé plus tôt de demande de statut de réfugiés devant l'OFPRA, c'est qu'ils craignaient, comme tous les Irakiens, des représailles graves pour les quelques membres de leur famille restés en Irak. Par ailleurs, il n'était pas question, d'après les autorités, de les envoyer à Bagdad ; ils devaient choisir entre la Libye, la Syrie ou le Liban. Eux préféraient aller dans un pays où ils avaient de la famille.

En tout état de cause, j'avais reçu moi-même des assurances d'un haut responsable du ministère qu'ils ne seraient pas renvoyés en Irak.

Dans le même sens, il y avait eu de très nombreux contacts avec toutes les associations : France Terre d'asile, Amnesty International, etc., pour insister auprès du ministère des relations extérieures et du ministère de l'intérieur pour qu'ils ne soient pas expulsés en Irak.

La demande d'admission au statut de réfugié auprès de l'OFPRA n'a aucun caractère suspensif. Seule la requête devant la commission de recours des réfugiés interrompt l'exécution de l'expulsion d'un réfugié sous la protection de l'OFPRA. Les autorités se souciaient fort peu d'ailleurs de l'effet suspensif d'une telle requête, puisque M. Abdul Hadi Ala'a, qui était titulaire d'un certificat de réfugié et pour lequel j'avais déposé ladite requête, a été sous mes yeux et ceux de mon associé Alain Weber, emporté de force pour un embarquement à Orly, que je n'ai pu empêcher *in extremis* qu'après une très longue négociation avec le même responsable du ministère de l'intérieur.

Il est clair que cette prétendue « bavure » est le fruit d'une décision politique et non pas, comme vous l'avez laissé entendre, le fait d'une défense tardive.

[Nous n'avons pas « accrédité » la thèse du ministère de l'intérieur ; nous l'avons seulement mentionnée, affirmant que cela ne diminuait d'ailleurs en rien la responsabilité des autorités françaises dans cette affaire. C'est en vain que nous avions essayé de joindre Me Terrasson pour vérifier les explications du ministère.]

AFRIQUE

LA FÊTE DU TRONE AU MAROC

Le roi Hassan II a rendu un hommage particulier à l'armée et à la police

De notre envoyé spécial

Marrakech. – Le roi Hassan II a voulu que le vingt-cinquième anniversaire de son intronisation soit célébré, lundi 3 mars, mais avec une économie de moyens de bon ton en une période où des sacrifices sont demandés à la population pour l'assainissement de la situation financière du royaume.

A leurs propres frais, dit-on, huit mille représentants des quarante-huit provinces sont venus participer à Marrakech à des réjouissances organisées au demeurant dans tout le royaume. Quelque deux mille cavaliers, logés sous des tentes, ont donné, deux jours durant, le traditionnel spectacle des fantasias devant la population marrakchie. Parmi ces hôtes de la ville historique, nombreux sont ceux originaires du Sud et notamment des « provinces sahariennes ».

« Faire de la démocratie une réalité »

Dans le traditionnel discours du trône au cours duquel le roi, s'adressant directement à son *« cher peuple »* fait le bilan de ses activités d'une année, l'accent a été mis sur la visite qu'il a faite au début de 1985 à ses « provinces sahariennes ». Il considère *« l'accueil grandiose et les manifestations de joie et de bienvenue comme un véritable référendum d'autodétermination »*.

Un hommage particulier est rendu à l'armée et à la police, qui *« ont annihilé les attaques de nos ennemis, fait avorter leurs complots et défendu le territoire avec courage »*.

Parlant de la Chambre des représentants issue des dernières élections législatives, le roi a affirmé sa certitude que *« les divers aspects de l'activité parlementaire serviront à faire progresser l'exercice de la démocratie, lui permettront d'atteindre un niveau susceptible de satisfaire nos besoins et feront de cette démocratie une réalité de tous les jours »*

Dans le bilan de l'activité diplomatique, l'accent est d'abord mis sur la nécessaire unité de la gestion *« nation arabe »* pour la défense de la cause palestinienne. Puis une grande partie de ce bilan est consacrée à la visite officielle à Paris, fin novembre. Le roi précise qu'il *« a profité de la circonstance pour attirer l'attention des Marocains résidant en France sur ce qui leur est utile »*.

La présence de Juan Carlos d'Espagne

A ce propos, le souverain a déjà eu l'occasion de préciser que, pour sa part, il ne souhaite pas que ses sujets se mêlent des affaires françaises en militant par exemple pour l'obtention d'un droit de vote. Il a donné dans son discours un exemple remarqué de neutralité personnelle en saluant tour à tour *« notre grand ami S.E. François Mitterrand, président de la République »* et *« notre très cher ami M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui nous a reçu avec cordialité et considération à la mairie de la capitale »*.

Il n'y a pas eu d'invitation officielle aux membres des gouvernements étrangers en tant que tels. Ce qui n'empêchait pas la présence, parmi les Africains et les Marocains notamment, de nombreuses personnalités venues à titre privé en tant qu'amis du Maroc. Parmi les Français il y avait notamment MM. Michel Jobert, ancien ministre, et François de Grossouvre, ancien chargé de mission auprès du président de la République.

Hôte de la dernière heure, le roi Juan Carlos d'Espagne est arrivé à Marrakech lundi soir. Selon un communiqué officiel, c'est lui qui *« a manifesté le désir de témoigner personnellement à Sa Majesté le roi Hassan II ses sentiments fraternels »*. Une telle initiative n'est évidemment pas sans signification quelques semaines après que les populations espagnole et musulmane furent au bord de l'affrontement dans les enclaves de Ceuta et de Melilla.

JEAN DE LA GUERIVIÈRE.

Algérie

● *Libération du chanteur Aït Menguellet.* – La cour d'appel a infirmé le jugement du 29 octobre dernier et réduit la peine du chanteur kabyle à deux ans de prison avec sursis. Celui-ci avait été initialement condamné par le tribunal correctionnel d'Alger à trois ans d'emprisonnement pour détention illégale d'armes de chasse et de guerre. (*le Monde* du 31 octobre 1985). – *(Corresp.)*

Libye

Tripoli décide la création de « commandos suicides » pour « frapper les intérêts américains et sionistes »

Le Congrès général du peuple, la plus haute instance exécutive et législative en Libye, a annoncé lundi 3 mars la création de « commandos suicides » dans le but de frapper *« en tout lieu, les intérêts américains et sionistes »*, rapporte l'agence de presse libyenne Jana.

Le Congrès général du peuple, qui vient de clôturer ses travaux, a adopté une résolution appelant à *« frapper les ambassades américaines et sionistes dans le monde arabe »*, à *« pourchasser les organisations secrètes et publiques du mouvement sioniste mondial »*. Le Congrès a également lancé un appel à l'ouverture en Libye de *« camps d'entraînement militaire aux différents types d'armes à l'intention de tous les frères arabes résidant en Libye »*, indique l'agence. Ces *« frères arabes »*, constitueront le *« noyau d'une armée arabe unifiée qui engagera, sous le commandement du colonel Kadhafi, la bataille de la libération »*.

Le Congrès a, par ailleurs, décidé d'*« œuvrer en vue de détruire les radios arabes hostiles au mouvement révolutionnaire arabe »* et de *« consolider la voix des comités révolutionnaires »* (libyens).

Le Congrès général du peuple regroupe les congrès populaires de base, les comités populaires (équivalent aux ministères), les syndicats, unions et organisations professionnelles. C'est l'instance suprême du pouvoir en Libye *« remis au peuple »* par le colonel Kadhafi.

Le gouvernement remanié

D'autre part, le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Triki, « souffrant », a été remplacé à son poste par M. Hassan Kamal al Mansour. Le nouveau Comité populaire général, c'est-à-dire le gouvernement dont le chef a aussi été changé, compte désormais onze membres au lieu de vingt précédemment. Voici la composition du nouveau CPG :

– *Secrétaire du Comité populaire général (premier ministre)*, M. Jadallah Azouz al Talhi (nouveau) ;

– *Secrétaire au plan*, M. Fawzi al Chakchouki (inchangé, mais déchargé de l'économie et des affaires pétrolières) ;

– *Secrétaire au trésor*, M. Mohamed Kassem Cherlala (inchangé) ;

– *Secrétaire aux communications et au transport maritime*, M. Moubarak al Chamekh (inchangé) ;

– *Secrétaire au bureau des relations extérieures*, M. Hassan Kamel al Mansour (nouveau) ;

– *Secrétaire à la fonction publique*, M. Mohamed Abdallah al Mabrouk (inchangé) ;

– *Secrétaire au commerce et à l'économie*, M. Ibrahim Mohamed al Bichari (l'économie a été détachée du plan, et le portefeuille du commerce n'existait pas dans le précédent gouvernement) ;

– *Secrétaire à l'industrie*, M. Hassan Abdel Ati al Barghachi (nouveau, pour un nouveau secrétariat qui remplace les secrétariats à l'industrie lourde et légère de l'ancien CPG) ;

– *Secrétaire à la santé*, M. Abdallah Hussein Khdoura (nouveau) ;

– *Secrétaire à l'enseignement et à la recherche scientifique*, M. Ahmed Ibrahim (nouveau, pour un secrétariat auquel a été rattaché l'ancien Centre de recherche scientifique) ;

– *Secrétaire à l'information et à la culture*, M. Mohamed Ali Charafeddine al Fitouri (inchangé).

[Ancien secrétaire (ministre) libyen du pétrole, M. Hassan Kamal Al Mansour, nouveau chef de la diplomatie, était secrétaire général adjoint de l'UAA (Union arabo-africaine, signée le 13 août 1984 par le roi Hassan II du Maroc et le colonel Kadhafi). Après des études de droit à l'université du Caire, il devient conseiller juridique dans l'industrie pétrolière en 1970. Représentant de la Libye à la Cour internationale de justice à La Haye, il est ensuite ambassadeur aux Nations unies de 1972 à 1976, en France (1976 à 1978) et en Chine (1978-1981). Il est nommé secrétaire du pétrole de 1982 à 1984, et exerce la présidence de l'OPEP de fin 1983 à décembre 1984.

Sur décision du colonel Kadhafi, M. Hassan Kamal Al Machour avait changé son nom en Al Mansour (qui signifie « le victorieux ») en janvier 1985, car, selon le leader de la révolution libyenne, *« il n'y a pas d'opprimés* (Al Machour signifie l'opprimé) *dans la révolution* (libyenne), *il n'y a que des victorieux »*.]

● *Démenti.* – Le ministère djiboutien des affaires étrangères et de la coopération a catégoriquement démenti lundi 3 mars les déclarations de M. Christian Nucci (*le Monde* du 1er mars) selon lesquelles la Libye procède actuellement dans les pays sahéliens, notamment à Djibouti, à une campagne d'enrôlement pour sa légion islamique qui se bat au Tchad. Le ministère djiboutien a estimé que ces propos étaient *« sans fondement »*, réaffirmant que le gouvernement djiboutien ne permettrait sous aucun prétexte, à aucun Etat quel qu'il soit, d'avoir la possibilité de recruter ses nationaux. La Libye avait pour sa part démenti dès vendredi les déclarations de M. Nucci, les qualifiant de *« mensongères et sans fondement »*. – *(AFP.)*

République Sud-Africaine

Sept Noirs tués par la police près du Cap

De notre correspondant

Johannesburg – Sept Noirs, membres présumés de l'ANC (Congrès national africain), ont été tués par la police lundi 3 mars à Guguletu, township situé à proximité du Cap. Selon les explications fournies par les responsables de la sécurité, ceux-ci avaient été informés qu'une embuscade devait avoir lieu contre un convoi de police. Un traquenard a donc été monté. Quand la camionnette attendue s'est présentée à un carrefour, elle a été contrainte de stopper. Toujours selon la police, ses occupants auraient alors tiré et lancé une grenade blessant légèrement un membre des forces de l'ordre. Ces dernières ont immédiatement répliqué.

Quatre « terroristes » ont été tués sur place et trois autres « abattus » dans les buissons proches. Une quantité non spécifiée d'armes a été récupérée, dont plusieurs AK 47 ainsi que des grenades. Telle est la version des faits rapportée par la police, qui a immédiatement bouclé le secteur. Cette fusillade, la plus sérieuse depuis longtemps, témoigne de l'escalade de la lutte que se livrent les services de sécurité sud-africains et le mouvement nationaliste noir.

Les accrochages sont de plus en plus fréquents. Il y a quinze jours, deux autres membres présumés de l'ANC étaient tués près de Port-Elizabeth. La semaine dernière à Soweto, à proximité de Johannesburg, un troisième a été également « abattu ».

L'année 1985 aura vu une augmentation de 309 % du nombre des *« atteintes à la sécurité »*, selon l'Institut des études stratégiques de Pretoria. Depuis le début de 1986, la tendance s'est encore accélérée. Phénomène nouveau toutefois, il y a de plus en plus d'attentats à la mine et d'attaques à la grenade. Ils représentent près de la moitié des incidents recensés l'an dernier. Pour la première fois il y a un mois, un engin blindé a sauté sur une mine à Mamelodi, l'un des townships de Pretoria. Bien qu'il n'y ait pas eu de blessés, cette nouvelle dimension du terrorisme préoccupe les autorités, d'autant que le champ d'action des poseurs de bombes s'élargit et s'étend notamment à la région du Cap, où une vingtaine de grenades ont explosé l'an dernier. *« L'ouverture d'un nouveau front »*, constate M. Tom Lodge, spécialiste des mouvements politiques noirs.

Malgré une répression féroce et souvent efficace grâce à de bons renseignements, ainsi qu'en témoigne la fusillade de Guguletu, l'ANC augmente sa pression et parvient à infiltrer des armes et des explosifs au cœur du pays. L'année 1986, déclarée par l'ANC « année de umkhonto we sizwe » (la lance de la nation), le bras armé du mouvement, risque bien d'être une des plus difficiles pour l'Afrique du Sud dans la lutte contre le terrorisme.

MICHEL BOLE-RICHARD.

EUROPE

Suède

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT D'OLOF PALME

« Un travail de professionnel » *selon les experts*

De notre correspondant

Stockholm. – La police suédoise n'a pas donné la moindre information, lundi 3 mars, sur les développements de l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme. Elle estime que son travail est *« plus important que l'information du public »*. Ce silence peut être interprété de deux façons : ou bien l'enquête est entrée dans une phase jugée intéressante qui exige une grande discrétion, ou bien – ce qui semble beaucoup plus probable – elle piétine.

Les seuls indices dont disposent les policiers sont un signalement diffus de l'assassin (un homme d'assez grande taille aux cheveux bruns, âgé de trente à quarante-cinq ans, portant un parka ou un manteau court de couleur bleu marine) et deux balles de 9 millimètres de type Winchester 357 Magnum Metal Piercing. Contrairement à ce qu'ont d'abord affirmé les enquêteurs, celles-ci sont toujours dans le commerce. Elles peuvent être achetées dans plusieurs magasins d'armes en Suède, bien que la fabrication de ce type de munition ait cessé il y a cinq ans.

La police suédoise a alerté Interpol ainsi que la brigade criminelle et les services anti-terroristes ouest-allemands à la suite des appels téléphoniques reçus peu après le meurtre par des fonctionnaires de l'ambassade de Suède à Bonn et dont les auteurs prétendaient parler au nom de la Fraction armée rouge (*le Monde* du 4 mars).

A Stockholm pas plus qu'à Bonn on ne semble toutefois accorder beaucoup de crédit à cette revendication du « commando Holger Meins » intervenue alors que la télévision ouest-allemande avait déjà diffusé la nouvelle de la mort du premier ministre suédois. Selon l'un des plus éminents experts suédois des affaires criminelles, le professeur Nils Beijerot, tout indique cependant que l'assassinat a été commis par un groupe terroriste international. *« L'attentat*, a-t-il dit à la radio, *a été méticuleusement planifié. Le meurtrier savait qu'Olof Palme n'avait pas de gardes du corps ce soir-là, il a frappé à l'endroit idéal pour prendre la fuite et utilisé une arme d'une puissante force de pénétration. C'était un travail de professionnel, et l'assassin avait probablement un complice dans les parages. Personne en Suède, à mon avis, n'est capable d'agir avec autant de sang-froid. »*

A Stockholm, la police est de plus en plus critiquée pour la lenteur de son intervention après le drame, et l'on s'étonne en particulier que les deux balles aient été retrouvées par des passants. Par ailleurs, malgré les dispositions prises, les frontières ne sont pas hermétiques, et il semble toujours relativement aisé de quitter la Suède sans être inquiété. Des voyageurs se rendant en train au Danemark ont déclaré, par exemple, ne pas avoir été contrôlés à la douane.

ALAIN DEBOVE.

Pologne

Ouverture du procès de cinq responsables de la KPN

Varsovie. – Le procès de cinq responsables de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN) s'est ouvert lundi 3 mars devant le tribunal de Varsovie. Les accusés, MM. Leszek Moczulski, un historien de cinquante-cinq ans, président de la KPN, Andrzej Szomanski, également historien, et trois jeunes gens, Adam Slomka et Krzysztof Krol (ouvriers) et Dariusz Wojcik (étudiant), ont été conduits au tribunal menottes aux mains. L'accès de la salle d'audience a été interdit à la presse, et les familles ne peuvent même pas donner d'information aux journalistes sous peine de perdre leur carte d'entrée. Les accusés sont poursuivis pour *« réactivation et direction d'une organisation illégale »* et *« activités visant à troubler l'ordre public »*. Ils encourent une peine de deux à dix ans de prison. Contrairement à Solidarité, la KPN (fondée en 1979) se présente comme un parti politique qui dénie au Parti communiste le monopole de la représentation des opinions et de la détention du pouvoir. Ses principaux dirigeants ont été arrêtés dès le mois de septembre 1980, condamnés en 1982 à sept ans de prison et libérés après l'amnistie de 1984.

La KPN avait tenu peu après un congrès et des enregistrements effectués pendant ce congrès par la police politique figurent parmi les pièces à conviction. – *(AFP, UPI, Reuter.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

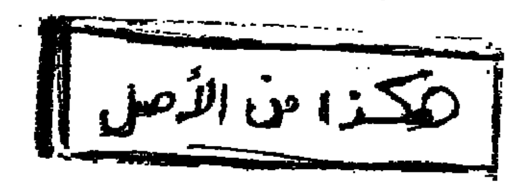
Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.



هكذا من الأصل

EUROPE

LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE AU XXVIIe CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

Cherchez la réforme

De notre correspondant

Moscou. — Où est donc cette *« réforme radicale de l'économie »* annoncée par M. Gorbatchev à l'ouverture du vingt-septième congrès ? Sûrement pas dans le « Rapport sur le développement économique et social de l'URSS jusqu'à l'an 2000 » présenté lundi 3 mars par M. Nikolas Ryjkov. Ce document devait être le second en importance après le « rapport politique » du secrétaire général lui-même. Le premier ministre, qui a une allure sportive et quasiment juvénile très inhabituelle pour un membre du Politburo, a lu sa copie avec conviction.

Il s'agit encore d'un discours fleuve. Les Soviétiques « officieux » qui arpentent les couloirs du centre de presse pour distiller la bonne parole aux correspondants occidentaux avaient pourtant affirmé avant l'ouverture du congrès que celui-ci serait très « ramassé » et que les interventions seraient « courtes ». N'ont-ils fait que prendre leurs désirs pour la réalité ?

Tout et son contraire

Ce congrès prévu pour s'achever le jeudi 6 mars aura duré très exactement autant de jours que le précédent en 1981 sous Brejnev. Les « rapports » respectifs du secrétaire général et du premier ministre ont été au moins aussi longs. Seules les interventions des autres dirigeants ainsi que celles des premiers secrétaires régionaux et des simples délégués ou présidents de kolkhozes — qui ne parleront probablement qu'une seule fois de leur vie dans de telles circonstances — ont été limitées généralement à une dizaine de minutes.

Le rapport économique de M. Ryjkov est une déception. Malgré des velléités de réformes, il n'annonce aucun changement majeur au système planifié soviétique. L'URSS, à l'en croire, ne prend apparemment pas la voie de l'expérience hongroise et encore moins chinoise.

Il y a des ébauches de suggestions en faveur d'un peu plus d'*« autonomie financière »* pour les entreprises ou de plus grandes *« corrélations »* entre les bénéfices qu'elles réalisent et les salaires qu'elles versent à leurs employés. Chacune de ces propositions est corrigée immédiatement ou un peu plus loin par une prise de position opposée. L'ensemble du texte ne va d'ailleurs jamais au-delà de déclarations d'intention d'autant plus vigoureusement assenées qu'elles sont imprécises et souvent contradictoires entre elles. L'« autonomie financière » des entreprises est prônée avec la dernière énergie. La *« réalisation des plans »* est impossible *« sans la perfectionnement des méthodes de gestion économique »*, estime M. Ryjkov. *« Ce ne sont pas des améliorations partielles qui doivent y être apportées, mais, comme l'a indiqué Mikhaïl Gorbatchev dans son rapport politique, c'est une réforme radicale qui s'impose »*, ajoute-t-il.

En quoi consiste cette dernière ? Il y a d'abord une mise en garde : *« Nous n'avons jamais justifié et nous ne justifierons jamais les espoirs des idéologues bourgeois de nous voir abandonner le principe fondamental et intangible de la planification centralisée »*, affirme le premier ministre. Il est aussitôt interrompu par des applaudissements nourris... Il poursuit — cette fois dans une relative indifférence : *« En même temps, le parti œuvrera résolument à l'extension de la marge de manœuvre des entreprises, à l'accroissement de leurs responsabilités en matière de résultats économiques, à l'approfondissement de leur autonomie financière. »* Les deux propositions sont antithétiques. Elles figurent dans le même paragraphe du rapport. Laquelle faut-il retenir ?

La première probablement. MM. Gorbatchev et Ryjkov souhaitent sincèrement une plus grande responsabilité des entreprises, mais ils la croient possible dans le cadre « intangible » de la planification centralisée.

Il serait fastidieux de poursuivre la même analyse pour chacune des propositions du premier ministre. Citons cependant la question des salaires. *« Il faut faire dépendre davantage la rémunération du travail de chacun de sa contribution personnelle eu résusltat économique obtenu en bout de chaîne »*, affirme M. Ryjkov. Mais la masse salariale mise à la disposition de l'entreprise reste, malgré quelques correctifs, fixée d'en haut et garantie par le planificateur central.

Une entreprise qui a trop investi, sur ses fonds propres, trop construit de logements sociaux, versé des primes trop élevées pourra-t-elle annoncer à ses employés que leur salaire ne peut leur être versé ? Qu'il soit permis d'en douter. Tout le système soviétique est construit sur la garantie absolue de recevoir un salaire — médiocre — quoi qu'il arrive. M. Ryjkov ne suggère d'ailleurs nulle part que les entreprises mal gérées doivent procéder à des licenciement « secs ».

Contrairement à ce qu'on attendait, M. Ryjkov n'a annoncé aucun changement du système planifié...

Le reste du rapport économique du premier ministre est traditionnel. M. Ryjkov a annoncé une augmentation des salaires nominaux de plusieurs dizaines de millions de Soviétiques. Il a indiqué que la rémunération ouvrière s'accroîtrait au total de 25 % à 30 % dans les cinq années à venir. Les *« travailleurs des branches non directement liées à la production, instituteurs, médecins, infirmières, enseignants du secondaire et supérieur seront également augmentés »* dans une proportion non précisée.

Des chiffres mirifiques

Le premier ministre a d'autre part dévoilé les résultats obtenus pendant le onzième plan (81-85). L'URSS a officiellement connu pendant cette période une croissance annuelle d'environ 3,1 %. Les expert occidentaux sont nettement plus réservés et estiment que la progression en termes réels a été inférieure à 1 % en moyenne chaque année et même de l'ordre de 0,5 % si l'on considère les deux derniers plans, c'est-à-dire les dix dernières années (1976-1985).

M. Ryjkov a reconnu que *« des tendances défavorables »* étaient apparues *« au cours des années 70 »* et *« non seulement ne s'étaient pas atténuées mais s'étaient même renforcées en début des années 80 »*. Il a regretté le *« fléchissement du taux de croissance »* en 1981 et 1982. En 1982, année de la mort de L. Brejnev, *« le taux d'accroissement de la production industrielle »* a été, selon lui, *« inférieur de moitié à la moyenne »* des années 76-80.

Mais qu'on se rassure, l'URSS a enregistré *« à partir de 1983* (l'année Andropov) *certains changements positifs »*. Depuis, cette évolution s'est poursuivie, et devrait *« s'accélérer »* jusqu'à l'an 2000.

En quinze ans, selon les prévisions conjointes de MM. Gorbatchev et Ryjkov, *« sera créé un potentiel économique à peu près égal à celui qui a été accumulé »* depuis 1917. Le revenu national sera multiplié par deux.

La croissance devrait atteindre 5 % dans les cinq années qui précéderont l'aube du troisième millénaire. M. Ryjkov est bien dans la ligne de l'optimisme soviétique traditionnel mais il devra sans doute, s'il est encore premier ministre en l'an 2000, apporter quelques correctifs à ces chiffres mirifiques.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. MITTERRAND SANS DOUTE EN JUIN A MOSCOU

Moscou. — Le président François Mitterrand se rendra probablement en visite en Union soviétique au mois de juin prochain, a annoncé, lundi 3 mars, l'un des conseillers diplomatiques du Kremlin. *« Nous attendons une visite qui devrait intervenir en juin »*, a déclaré M. Guiorgui Arbatov en réponse à la question d'un journaliste.

Le chef de l'Etat français s'est déjà rendu à Moscou en juin 1984, alors que M. Constantin Tchernenko était au pouvoir. M. Mikhaïl Gorbatchev, qui lui a succédé, a, pour sa part, fait une visite à Paris en octobre dernier.

M. CHEVARDNADZE REMPLACÉ PAR M. DOBRYNINE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ?

M. Edouard Chevardnadze pourrait quitter son poste de ministre des affaires étrangères pour prendre en charge le département international du comité central, en remplacement de M. Boris Ponomarev, qui est âgé de quatre-vingt-un ans, indiquent des diplomates occiendentaux à Moscou, qui affirment tenir ces informations de responsables soviétiques. M. Chevardnadze, membre du bureau politique, pourrait lui-même être remplacé par M. Anatoli Dobrynine, soixante-sept ans, ambassadeur à Washington depuis vingt-cinq ans.

Ce changement d'affectations signifierait que le poids spécifique du ministère des affaires étrangères se trouverait nettement diminué, au profit du département international du comité central. Il s'agirait là de la poursuite d'un processus engagé depuis la mise à l'écart de M. Andreï Gromyko, dépossédé, l'été dernier, de la direction de la diplomatie pour être « promu » président du présidium du Soviet suprême. — *(Reuter.)*

Le ballet des dirigeants des pays frères

De notre correspondant

Moscou. — Le « camp socialiste » au complet est rassemblé, et M. Gorbatchev se fait un devoir de rencontrer l'un après l'autre chaque « numéro un ». M. Jivkov, qui entretient des rapports personnels mitigés avec le secrétaire général, a été reçu le premier, comme l'exigent à la fois le protocole et l'ordre alphabétique des pays du pacte de Varsovie. Le chef du PC et de l'Etat bulgares a évidemment *« apprécié hautement »* les travaux du vingt-septième congrès du PC soviétique. La rencontre s'est déroulée *« dans un climat d'unité, de cordialité et d'amitié fraternelle »*. M. Kadar a été plus discret et plus nuancé.

Lui aussi, évidemment, a *« apprécié hautement »*, mais le communiqué officiel fait état en outre d'*« échanges de vues »* sur *« certaines questions des relations soviéto-hongroises »*. Le ton de ce texte, rédigé conjointement, c'est-à-dire préparé par les Soviétiques et approuvé par leurs interlocuteurs, évoquerait plutôt un certain intérêt de Moscou pour l'« expérience hongroise ». MM. Gorbatchev et Kadar veulent *« améliorer la qualité et accroître l'efficacité »* de la coopération entre les deux pays en donnant à celle-ci *« des formes nouvelles dans les domaines prioritaires du progrès scientifique et technique »*.

Il ne faudrait pas s'exagérer l'importance de cette déclaration d'intention. L'URSS n'est pas — en tout cas pas encore — engagée dans la voie hongroise, qui consiste à utiliser résolument les mécanismes de l'économie de marché pour mieux faire fonctionner un « système » quasiment mixte. M. Gorbatchev a évoqué dans son « rapport d'activité » quelques possibles innovations de ce genre. Mais rien de tel n'existe encore dans la vie réelle des entreprises soviétiques. Les Hongrois, eux, appliquent ces recettes depuis des années.

Le général Jaruzelski a été fort peu visible à Moscou, mais on l'a vu en revanche — à la télévision — déposer une gerbe devant un monument de Vilnius (Lituanie). L'épisode ne manque pas de sel : Vilnius (Wilno) a été souvent polonaise au cours de son histoire mouvementée, notamment avant la dernière guerre, et une minorité polonaise y subsiste, qui s'efforce, non sans de sérieuses difficultés, de conserver sa langue et ses traditions. L'assistance donnait l'impression d'être émue de voir un Polonais, mais pas nécessairement enthousiaste que ce soit celui-là précisément.

Les « numéro un » du camp voyagent en effet dans le pays à l'occasion des congrès. Ont-ils le droit de « sécher » une séance ? En tout cas chacun semble effectuer une rapide visite hors de Moscou, parfois très loin du « centre ».

M. Ceausescu s'est distingué en estimant — il fut le seul à le dire, mais d'autres le pensent sans doute davantage que lui — que le socialisme se construit *« selon des étapes différentes et sous des formes diverses, en fonction des pays concernés »*. Le piquant dans l'affaire est que M. Kadar fait ce que dit M. Ceausescu, qui lui-même pratique, à l'intérieur, l'orthodoxie la plus désolante.

Le « compromis » à la Karmal

A la périphérie du « camp », mais soutenu par la présence de quelque cent quinze mille soldats soviétiques qui accomplissent *« fraternellement »* leur *« devoir internationaliste »*, M. Karmal se rattache spontanément aux chefs d'Etat précédemment cités. Le numéro un afghan tenait samedi 1er mars une conférence de presse. Il a longuement évoqué la possibilité d'*« un compromis »*. Le sens qu'il donne à ce mot mérite d'être analysé : *« Ce terme appartient à la science politique, mais nous devons nous souvenir qu'un compromis qui viole nos principes est contraire à notre foi. Si nous l'oublions, nous devenons des infidèles ! »*, a-t-il affirmé.

La métaphore politico-religieuse du chef — athée — de l'Etat afghan s'est éclaircie par la suite : *« Il ne peut y avoir de compromis avec les « bandits » qui touchent les dollars de la CIA, qui mettent le feu aux maisons de leur propre pays, qui sont aux ordres de Washington ou de Téhéran »*, a-t-il déclaré.

M. Karmal n'imagine donc pas de compromis avec la résistance elle-même. Il est seulement prêt à s'entendre avec *« ceux qui ont rejoint la contre-révolution par erreur et le regrettent aujourd'hui. »* Il faut évidemment que ces derniers soient désormais *« décidés à défendre les acquis de la révolution »*. La nuance est importante. Le compromis pour M. Karmal, c'est que les guérilleros acceptent de devenir des soldats de son armée régulière.

Un éditorialiste de *la Pravda* avait d'emblée, mais prudemment, posé une question sur l'*« évolution politique »* de la situation. M. Karmal a répondu en regrettant le comportement du Pakistan, qui serait, selon lui, le seul *« obstacle »* à *« une solution négociée »*. Un journaliste britannique s'est enquis, avec une feinte innocence, de savoir si la tenue du vingt-septième congrès était susceptible de *« rapprocher »* la date du retrait des troupes soviétiques. Le chef de l'Etat afghan a rétorqué sur un ton furieux que ces dernières *« ne resteraient pas éternellement »*. Il a ajouté que les correspondants britanniques posaient décidément trop de questions...

DOMINIQUE DHOMBRES.

[Le « grave problème de l'Afghanistan » a cependant été évoqué à la tribune du congrès par un délégué du PC italien, M. Hugo Pecchioli. *« Le respect de la souveraineté des Etats et de l'indépendance des peuples est une question de principe qui ne souffre pas d'exception, »* a déclaré le délégué italien, avant d'ajouter : *« Les interventions militaires dans d'autres pays sont inadmissibles. »* Par contre le représentant du PCF, M. Gaston Plissonnier, n'a pas soufflé mot de l'Afghanistan dans son discours.]

Irlande du Nord

Les protestants défient Mme Thatcher

(Suite de la première page.)

Parce qu'ils étaient bombardés à coups de pierres, ils ont dû riposter en tirant des balles en plastique (mesure rare à l'encontre de protestants). Trois personnes ont été blessées. Au cours de la soirée, dans les principaux fiefs loyalistesde Belfast, des barricades ont été érigées et des dizaines de voitures incendiées. Dans le quartier de Shankill les forces de l'ordre ont même essuyé des coups de feu et elles ont riposté. Il n'y a toutefois pas eu de victime.

La grève a été imposée autant qu'elle a été suivie. Au commencement de la journée devant l'une des entrées des chantiers navals de Belfast, le pasteur Paisley démentait encore les rumeurs d'une campagne systématique « d'intimidation » et il ajoutait : *« Cela n'est pas nécessaire, car la grande majorité de la population unioniste est restée chez elle... »* Certes, mais ce n'était pas, tant s'en faut, une preuve de participation délibérée au mouvement, comme voulait le laisser entendre le pasteur. A quelques mètres de lui, nous avons vu des membres du piquet de grève qui notaient le numéro des rares voitures des ouvriers qui osaient franchir les portes de leur usine. En Irlande du Nord, on sait ce que cela signifie ; ceux qui enfreignent les consignes de leur « camp », nationaliste ou unioniste, s'exposent à des représailles plus ou moins sévères. A Lurgan, les deux cents employés d'une fabrique de vêtements assiégés, parce qu'ils avaient choisi de travailler, ont été évacués avant l'incendie des ateliers.

En divers endroits, il était clair que les membres des organisations paramilitaires protestantes, telle l'Ulster Defence Association (UDA), jouaient un rôle déterminant et ne cherchaient plus à se cacher. C'est l'un des faits nouveaux de la situation. Jusqu'à présent, ces organisations s'étaient montrées discrètes, mais on savait qu'elles attendaient leur heure. Elles se préparaient, se livrant à un recrutement accéléré et constituant entre elles un nouveau groupement, les Ulster Clubs, pour « soutenir activement » la campagne orchestrée par les leaders des partis politiques. Leurs dirigeants envisageaient depuis longtemps l'« échec » de ces derniers. En janvier, déjà, M. John McMichael, porte-parole de l'UDA, nous avait déclaré en pesant ses mots : *« Il est possible que l'action des politiques se révèle inefficace face à Mme Thatcher ; dans ce cas, une situation disons de « troubles civils » pourrait succéder à celle de la « désobéissance civile » prévue actuellement »* (boycottage de l'administration). Il tenait ces propos à la veille des élections partielles provoquées par la démission en bloc des quinze députés unionistes. Vingt-quatre heures plus tard, on apprenait que ceux-ci, qui souhaitaient faire de ce scrutin un « référendum » pour un non massif à l'accord anglo-irlandais, n'avaient pas atteint leur objectif.

Depuis, MM. Molyneaux et Paisley ayant affaire à un gouvernement de plus en plus résolu à appliquer l'accord, ont essayé de trouver avec Mme Thatcher une sorte de compromis préalable à une éventuelle discussion entre Londres, Belfast et Dublin. Mais soupçonnés d'avoir fléchi, ils ont été désavoués par les « durs » du comité de coordination de la campagne du refus — où les membres des Ulster Clubs sont très présents. Ils ont été contraints de faire marche arrière, ce qui a entamé considérablement leur autorité..

Peuvent-ils aujourd'hui rétablir leur leadership au sein de la communauté protestante ? Leur marge de manœuvre est des plus étroites et d'autant plus que leurs dissensions gommées depuis des mois peuvent refaire surface en temps de crise. La formation de M. Molyneaux, la plus nombreuse et la mieux établie dans toute la province, est relativement plus modérée que celle du bouillant pasteur Paisley, qui ne semble guère apprécier de passer, pour une fois, pour un « mou ». S'ils s'en tiennent à un strict programme de désobéissance civile en évitant les manifestations dans la rue ou les grèves, ils risquent de provoquer davantage l'impatience des extrémistes et des groupes paramilitaires qui leur reprochent faiblesse ou inefficacité face à Mme Thatcher. S'ils donnent l'impression de céder au vœu de cette minorité agissante, pour tenter de mieux la contrôler, le gouvernement aura certainement beau jeu de faire appel à la raison de la « majorité silencieuse ».

Le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord a déjà donné une idée de l'attitude que pourrait avoir le gouvernement de Londres pour inciter les dirigeants unionistes à ne pas courir le risque d'une escalade qu'ils ne peuvent maîtriser. Soulignant une fois de plus le paradoxe d'une rébellion de la part de gens qui se disent *« loyalistes »* et déclarant que le 3 mars avait été l'une des journées les plus *« déplorables »* pour l'*« image »* de l'Irlande du Nord, *M. Tom King a insisté sur les effets redoutables que pourraient avoir des désordres prolongés sur l'économie de la province. Or le chômage y est le plus fort dans le Royaume-Uni (22 %) et les investisseurs continuent de s'y faire extrêmement rares. Les chantiers navals de Belfast risquent de perdre une importante commande du ministère de la défense. Le constructeur aéronautique Short qui vient de connaître plusieurs succès auprès des Américains, pourrait voir son avenir remis en cause. Enfin le président Reagan qui, pour appuyer l'accord anglo-irlandais, a promis une aide de 250 millions de dollars à la province, pourrait revenir sur son engagement.*

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

L'UNITA affirme détenir 150 coopérants étrangers

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, opposition armée au régime angolais) a annoncé, dans deux communiqués publiés lundi 3 mars à Lisbonne, avoir capturé plus de cent cinquante coopérants étrangers et avoir pris plusieurs localités aux forces gouvernementales angolaises. Selon l'UNITA, parmi les ressortissants étrangers, figurent des Portugais, des Britanniques, des Allemands de l'Ouest, des Roumains et des Philippins. La capture des otages a eu lieu, affirme l'UNITA, samedi dernier lors de la prise de la ville diamantifère d'Andrada, au nord-est de l'Angola. L'UNITA a eu ce mardi un contact téléphonique avec le comité international de la Croix-Rouge à Genève qui devrait s'occuper de leur libération. D'autre part, l'UNITA a affirmé dans un communiqué que les localités de Toto, dans la province du Zaïre (nord de l'Angola), de Kambondo, dans la province de Malanje (centre), de Quibala, dans la province du Kuanza-Sud (centre-ouest), et de Vila-da-Quinjenje, dans la province de Benguela (centre-ouest), avaient été conquises par le mouvement de M. Savimbi lors d'opérations menées les 25 et 26 février. L'UNITA a ajouté qu'elle avait tué pendant la même période quarante-huit membres de l'armée régulière angolaise (FAPLA), capturé cinq autres et détruit huit voitures militaires. De son côté, selon une source militaire à Luanda, les FAPLA auraient tué quarante-trois éléments de l'UNITA au cours de récentes opérations menées dans trois provinces du centre du pays (Huila, Bié et Huambo). – (AFP.)

AUTRICHE

M. Kurt Waldheim dément avoir fait partie d'organisations nazies

Vienne. – M. Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU et candidat à la prochaine élection présidentielle en Autriche, se défend formellement d'avoir fait partie des SA et d'organisations estudiantines national-socialistes dans les années 30. Le magazine autrichien *Profil* avait publié une photo, sortie des archives militaires autrichiennes, où l'on voyait M. Waldheim revêtu de l'uniforme des fameuses « sections d'assaut » hitlériennes. Sans nier l'authenticité du document, un porte-parole de M. Waldheim a indiqué que ce dernier montait de temps à autre des chevaux appartenant à la SA, mais qu'il était abusif d'en inférer son appartenance à ce mouvement. M. Waldheim est soutenu dans sa course à la présidence de la République par le Parti populaire, principale formation de l'opposition conservatrice, contre le candidat du Parti socialiste, M. Kurt Steyer, ancien ministre de la défense. – (AP.)

COTE-D'IVOIRE

Le retour de l'ancien maire d'Abidjan

Abidjan. – M. Emmanuel Dioulo, ancien député, ancien maire d'Abidjan et homme d'affaires influent, qui avait quitté clandestinement la Côte-d'Ivoire le 20 mars 1985, à la suite d'une affaire de détournement de fonds qui a défrayé la chronique locale, a regagné son pays, lundi 3 mars, par la grande porte. Il est arrivé, après un exil de près d'un an, à bord de l'avion présidentiel ramenant M. Félix Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, d'un séjour de plus de deux semaines en Europe. Ancien président de la COGEXIM (Compagnie générale d'export-import), spécialisée dans le négoce du café et du cacao, M. Dioulo, quarante-neuf ans, était accusé d'avoir détourné quelque 25 milliards de francs CFA. Il a bénéficié sur le plan pénal, comme près de dix mille prisonniers, de l'amnistie générale décrétée par le président ivoirien à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance, le 7 décembre dernier (fête nationale). Mais si M. Dioulo n'est plus poursuivi sur le plan pénal et recouvre tous ses droits sur le plan civil, il n'en reste pas moins qu'il a été condamné à rembourser à la Banque nationale pour le développement agricole (BNDA) 25 milliards de francs CFA, correspondant à la dette de la COGEXIM, dont M. Dioulo est propriétaire. – (AFP.)

HONGRIE

Opération de police contre l'édition clandestine

Vienne. – La police a confisqué, le 28 février, de nombreuses publications clandestines à une vingtaine d'opposants réunis au buffet d'une piscine de Budapest et procédé, lundi 3 mars, à une perquisition chez un autre opposant, apprend-on de source émigrée hongroise à Vienne. Cette réunion, annoncée dans le numéro de janvier de la revue samizdat *Hirmondo* (le Messager), devait être la première d'une série de rencontres bihebdomadaires au même endroit. Ces rencontres avaient pour but de rétablir les activités de la « boutique samizdat » de l'architecte Laszlo Rajk, interrompues depuis trois ans par les autorités. Dans son ancien appartement, au centre de Budapest, M. Laszlo Rajk, fils du ministre de l'intérieur hongrois exécuté en 1949, avait vendu pendant un an des publications indépendantes – qui échappent à la censure. – (AFP.)

SUISSE

La droite nationaliste progresse aux élections cantonales

Berne. – Les résultats des élections du dimanche 2 mars dans le canton de Vaud et à Zurich ont confirmé la permanence d'un courant nationaliste en Suisse. Dans le canton de Vaud, l'Action nationale fait son entrée au législatif régional en s'adjugeant 6 sièges sur 200. Alors que la droite nationaliste avait obtenu 16 élus sur 100 aux élections communales de Lausanne d'octobre dernier, sa percée a donc été moins forte que prévu. Les principaux perdants sont les communistes, qui ne disposeront plus que de 3 mandats contre 6 auparavant. Une fois de plus, les quatre partis représentés au sein du gouvernement vaudois se taillent la part du lion : 70 radicaux (+ 2), 52 socialistes (– 1), 45 libéraux (– 2) et 13 démocrates du centre (– 2). Aux élections municipales de Zurich, la poussée de l'extrême droite a été plus forte puisque l'Action nationale passe de 2 à 11 sièges sur 125 au législatif. Autres bénéficiaires, les Verts ont remporté 5 mandats. Ces gains se sont faits essentiellement au détriment des trois grands partis, à commencer par les radicaux, qui se contentent désormais de 27 sièges (– 9), les socialistes en gardent 39 (– 3) et les démocrates-chrétiens 17 (– 2). Le maire radical a néanmoins été élu, et les partis dits bourgeois restent majoritaires à l'exécutif de la métropole économique de la Confédération. – (Corresp.)

ASIE

Birmanie

Offre de négociation du PC insurgé

Bangkok. – Le Parti communiste de Birmanie, la plus forte insurrection armée à combattre le gouvernement de Rangoon, a appelé à l'ouverture de négociations en vue d'« *une réconciliation nationale* », a-t-on appris lundi 3 mars. La radio clandestine du PC, la Voix du peuple de Birmanie, a diffusé le 23 février un appel du comité central du parti exprimant le souhait d'engager des pourparlers « *avec toute personne patriote ou toute organisation politique* ». Le PC birman propose trois points qu'il présente comme indissociables : la cessation des hostilités, le démantèlement de ce qu'il nomme « *la dictature de parti unique* » de Rangoon et le rétablissement de l'unité nationale. Ces trois points sont virtuellement les mêmes que ceux déjà avancés lors des premières négociations – sans succès – avec Rangoon, en 1980 et en 1981.

L'appel, daté du 25 octobre 1985, a suivi la tenue d'un congrès du parti (du 9 septembre au 2 octobre) au cours duquel le PC birman avait réaffirmé son orientation maoïste axée sur la lutte armée contre les autorités de Rangoon. Ce congrès avait confirmé la rupture avec la Chine, qui avait auparavant cessé son aide militaire au mouvement. Le PCB, qui finance en grande partie son armée par le commerce et la transformation de l'opium de la région du Triangle d'or en héroïne, entretient des relations cordiales avec quelques-unes des douze insurrections ethniques qui s'opposent également à Rangoon. – (AFP.)

Bangladesh

● *Elections législatives le 26 avril.* – Le président Ershad, a indiqué, lundi 3 mars, que la date du 26 avril a été retenue pour les prochaines élections législatives. Les formations de l'opposition ont vivement protesté, demandant l'abolition immédiate de la loi martiale. Selon la presse, des groupes de manifestants s'en sont pris, dès dimanche soir, au gouvernement en descendant dans la rue. C'est la quatrième fois que le président du Bangladesh annonce la tenue d'élections législatives depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir il y a six ans. Il les avait auparavant ajournées par trois fois. – (AFP.)

هكذا من الأصل

ASIE

Philippines

« COOPÉRATION CRITIQUE » OU POURSUITE DE LA LUTTE ARMÉE ?

Les hésitations des communistes

Mme Aquino a annoncé la formation d'une commission de réconciliation chargée de négocier une trêve avec la NAP (Nouvelle Armée populaire, insurgée). Dans un entretien publié ce mardi 4 mars par le *Washington Post*, le chef de l'État philippin a précisé que des laissez-passer seront délivrés aux insurgés *« afin que nous puissions comprendre leurs requêtes et ce qu'ils offrent au gouvernement en échange »*.

Auparavant, Manille avait annoncé qu'une nouvelle Constitution serait rédigée dans un délai de trois mois. Des dirigeants du KBL (Mouvement de la Nouvelle Société, parti de M. Marcos) ont déclaré, de leur côté, qu'ils étaient prêts à reconnaître Mme Aquino comme présidente et à coopérer avec elle. Ils ont toutefois contesté la réorganisation de l'administration provinciale entreprise par le nouveau régime.

Entre-temps, le ministère de la défense a dissout deux unités — le Service de renseignement et de sécurité nationale (NISA) et le Groupe de la sécurité présidentielle (PSC) — qui étaient autrefois placées sous l'autorité directe du général Fabian Ver, en fuite avec M. Marcos. La police a annoncé, de son côté, que des stocks d'armes avaient été saisis chez de nombreux partisans de M. Marcos. Elle a également affirmé que, en l'espace de trois jours, les combats contre la guérilla communiste avaient fait vingt-trois victimes, dont dix-neuf lors d'une seule embuscade lundi (*le Monde* du 4 mars).

Aux Etats-Unis, le gouvernement philippin a obtenu une ordonnance judiciaire bloquant provisoirement toutes transactions sur cinq propriétés new-yorkaises qui appartiendraient à M. Marcos. Selon un rapport des services secrets américains, la fortune des Marcos aux Etats-Unis s'élèverait à près de 3 milliards de dollars, dont 350 millions de dollars en biens immobiliers à New-York.

De notre envoyé spécial

Manille. — Les communistes, dont l'insurrection armée a gagné ces dernières années la plupart des provinces des Philippines, apparaissent aujourd'hui comme les parents pauvres du mouvement populaire qui a conduit à la chute du régime Marcos, et ils s'interrogent sur l'attitude à adopter à l'égard du nouveau pouvoir.

Certains membres du PC ne cachent pas, en privé, avoir fait une analyse *« erronée »* de la situation en appelant au boycottage de l'élection du 7 février, qu'ils considéraient comme une nouvelle *« mascarade électorale »*, et sont favorables à une *« coopération critique »* avec Mme Aquino. D'autres, au contraire, affirment que *« la lutte armée doit être poursuivie »* et que le gouvernement Aquino *« pose les mêmes problèmes fondamentaux que le régime de M. Marcos, même si celui-ci a été chassé »*.

La décision de Mme Aquino de faire libérer l'ensemble des prisonniers politiques, dont la plupart sont considérés comme des membres ou des sympathisants du PC et, à ce titre, accusés de subversion, témoigne de son souci de respecter ses engagements électoraux mais apparaît aussi comme un geste de bonne volonté et d'ouverture à l'égard des communistes.

Quatre cent quarante et un prisonniers politiques ont été, ou seront, libérés. Parmi les libérés figurent déjà le RP Edicio de La Torre, accusé d'être un dirigeant du Front national démocratique (NDF), organisation de masse clandestine dans la mouvance du PC, le lieutenant Victor Corpus, qui, après avoir dévalisé l'armurerie de l'académie militaire de Baguio, rejoignit les rangs de l'Armée nouvelle du peuple (NPA, bras armé du PC), et M. Horacio Morales, brillant technocrate, ancien vice-président de l'Académie du développement des Philippines, qui, le jour où Mme Marcos devait lui adresser les félicitations du gouvernement, avait fait savoir qu'il avait déjà rejoint le maquis communiste.

Les cas des quatre prisonniers qui doivent être examinés mercredi sont plus épineux, et leur libération suscite de sérieuses résistances de la part des militaires. On affirme, cependant, dans l'entourage de Mme Aquino qu'ils devraient être relâchés incessamment. Il s'agit de M. José-Maria Sison, considéré comme le fondateur du Pparti communiste des Philippines (né d'une scission en 1967 au sein de l'ancien Parti communiste, PKP, qui existait depuis les années 30) et de M. Bernabé Buscayno, alias commandant Dante, qui serait l'un des chefs de l'insurrection armée. Les deux autres prisonniers qui posent des problèmes sont également des cadres du PC : MM. Ruben Alegre et Alejandro Birondo. Le gouvernement Aquino a également autorisé le retour aux Philippines des étudiants radicaux bloqués en Chine depuis 1971.

En libérant les chefs de l'insurrection communiste, le nouveau gouvernement prend un risque calculé. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ouverture à l'égard des communistes dans l'espoir que, comme ce fut le cas avec les rébellions communistes des Huks au début des années 50, une partie de la guérilla renoncera à la lutte armée et coopérera avec un pouvoir réformiste.

L'insurrection communiste compte actuellement de 15 000 à 16 000 hommes et elle s'est fortement renforcée (au rythme de 20 % par an) au cours des deux dernières années. On estime, dans l'entourage de Mme Aquino, rejoignant d'ailleurs en cela les analyses américaines, qu'une bonne partie de ceux qui ont rejoint les rangs de l'insurrection communiste ont été mus moins par des motivations strictement idéologiques que par le sentiment qu'il était vain d'espérer renverser le régime autrement que par la force.

L'entourage de Mme Cory Aquino

La politique qu'entend mener le nouveau gouvernement afin de juguler le développement de l'insurrection communiste se développe sur deux plans. D'abord, entamer des négociations avec le PC en vue d'un cessez-le-feu de six mois et, pendant cette période de trêve, examiner à quelles conditions le Parti communiste pourrait bénéficier d'un statut légal. En même temps, poursuivre une politique de justice sociale, de décentralisation du pouvoir et de démantèlement des groupes armés privés, faisant la loi dans les campagnes, afin d'assainir une situation qui favorise l'insurrection.

Cette politique se heurte à certaines difficultés. D'une part, les communistes ont dans leurs rangs des militant ayant une formation idéologique beaucoup plus forte que les Huks des années 50. D'autre part, les réformes que veut entreprendre le gouvernement prendront du temps, et il n'est pas certain dans ces conditions qu'il parvienne à désamorcer le processus de radicalisation de l'opposition dans les campagnes. A plus forte raison s'il ne peut mettre fin à l'existence des armées privées.

Dans l'entourage de Mme Cory Aquino, on estime cependant que le mouvement populaire, qui a porté l'opposition modéré au pouvoir, a isolé les communistes, et que ceux-ci peuvent difficilement adopter une position intransigeante qui les couperait davantage des forces vives du pays. En outre, la réforme en cours au sein de l'armée — en particulier, la politique d'assainissement entreprise — risque de rendre l'approvisionnement en armes de la NPA plus difficile : n'ayant pas de soutien extérieur, l'insurrection communiste se fournit en armement sur le dos de l'armée régulière, soit en lui prenant, soit en lui achetant ce dont elle a besoin.

En libérant les chefs de l'insurrection communiste, le nouveau gouvernement a pris un risque calculé...

Le débat interne en cours au sein du comité central du PC sur l'attitude à adopter vis-à-vis d'un gouvernement qui se dit réformiste et bénéficie d'un incontestable soutien populaire ravive de vieilles divergences. Déjà, au milieu des années 70, un courant pragmatique avait été favorable à la lutte « para-légale » (c'est ainsi que naquit le Front national démocratique), tandis qu'un autre, plus dogmatique, prônait la lutte armée sans compromis.

L'hypothèse d'un cessez-le-feu n'est pas exclue par nos interlocuteurs communistes, mais à certaines conditions (sécurité des négociations, éventuelle amnistie pour les membres de la NPA). Mais il semble hors de question, pour l'instant, de déposer les armes. Les communistes sont, en effet, préoccupés par le contrôle effectif du nouveau pouvoir sur son armée. La libération des chefs de l'insurrection a fait l'objet de résistances de la part du ministère de la défense et du général Ramos. Même parmi les officiers réformistes, ces libérations suscitent quelque mécontentement : elles sont perçues comme des mesures démagogiques risquant, à terme, de compromettre la sécurité nationale.

Dans un premier temps, les communistes semblent s'orienter vers une attitude de *« coopération critique et vigilante »* avec le gouvernement de Mme Aquino. *« Nous voulons conserver nos distances, ne pas attaquer Mme Aquino elle-même, dans la mesure où elle a ouvert des espaces démocratiques, mais nous nous méfions de ceux qui l'entourent »*, nous a dit un membre du PC. Cette attitude reflète celle de M. José-Maria Sison, qui, certes, n'a plus de rôle actif au sein du comité central (il a été arrêté en novembre 1977) mais qui conserve vraisemblablement une influence morale sur ses compagnons de lutte. Il n'est pas impossible, dit-on dans l'entourage de Mme Aquino, qu'il puisse jouer un rôle de médiateur avec ceux qui sont encore en liberté.

Le Front national démocratique semble vouloir profiter de la période de tolérance et d'ouverture à l'égard des communistes pour mener *« un travail d'action politique, de mobilisation et d'organisation des masses en vue de constituer un contrepoids aux intérêts de l'élite et des militaires qui sont représentés dans ce gouvernement, tout en exerçant des pressions sur Mme Aquino, afin qu'elle tienne ses engagements »*, nous dit l'un de ses membres. *« Nous ne mettons pas en question* a priori *les prises de position démocratiques de la nouvelle présidente* estime, pour sa part, le Père de Torre, *et nous allons formuler un certain nombre de demandes précises. Nous verrons comment elle y répondra. »*

Tant les organisations qui sont dans la mouvance du PC, comme le Front national démocratique, que Bayan, dont certains membres sont également liés aux communistes, mais qui est une fédération légale d'organisations, semblent, dans un premier temps, vouloir coopérer avec le gouvernement de Mme Aquino : *« Il est prématuré de juger ce gouvernement qui n'est en place que depuis moins d'une semaine »*, nous dit M. Lean Alejandro, jeune secrétaire général de Bayan, en ajoutant : *« Les Philippins ont voté pour Cory Aquino parce qu'ils voulaient des changements. S'ils ne les obtiennent pas, ils descendront dans la rue. Mais, pour l'instant, nous devons donner sa chance à Cory. »*

PHILIPPE PONS.

Chine

Mao Tse-toung poète plagiaire

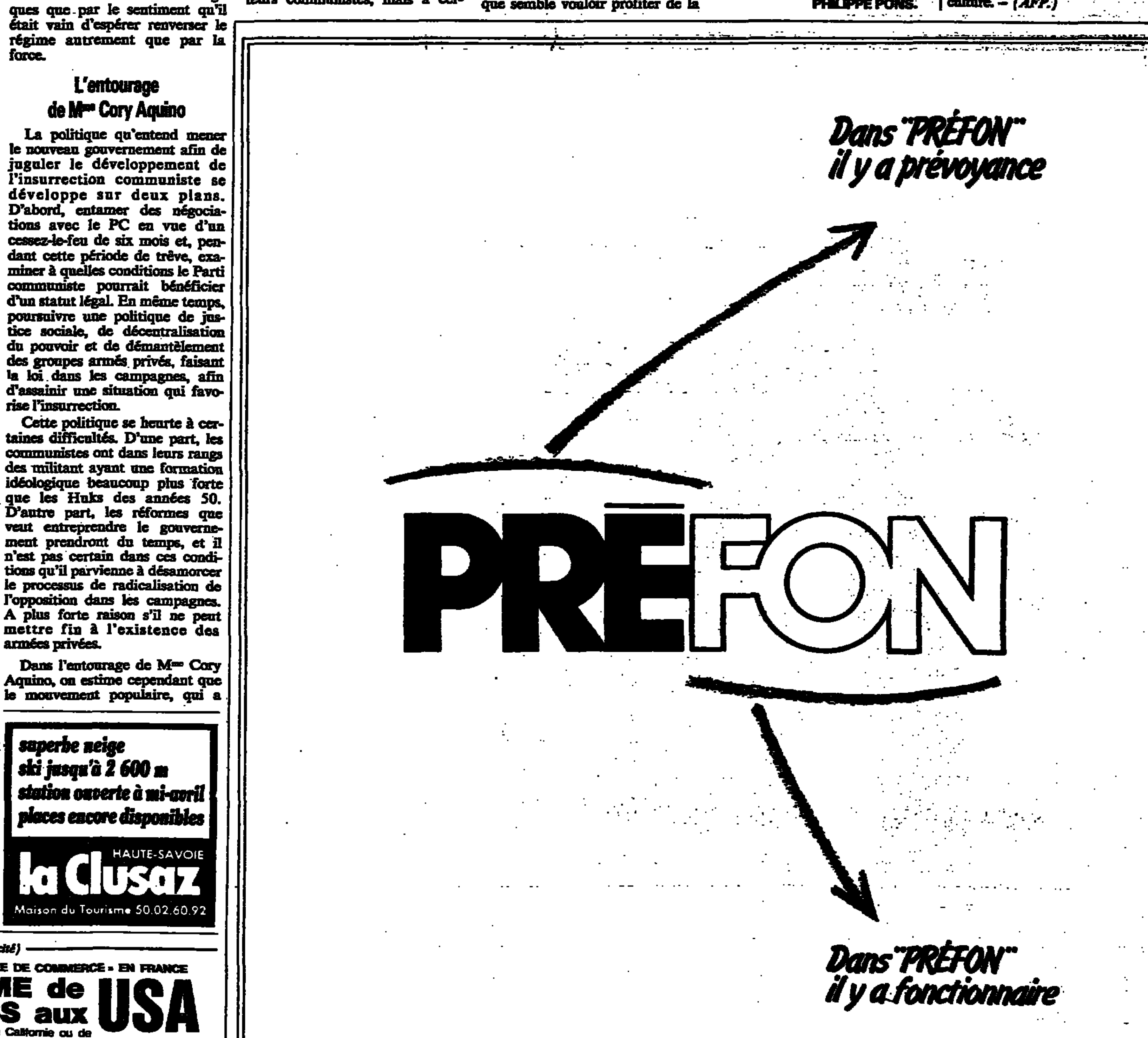
Pékin. — Des poèmes populaires attribués à Mao Tse-toung sont en fait l'œuvre d'un étudiant qui a été emprisonné lorsqu'il s'est plaint d'avoir été plagié, a révélé, lundi 3 mars, un magazine officiel.

Les poèmes étaient parus sous le titre *Poèmes inédits du président Mao* pendant la révolution culturelle (de 1966 à 1976), indique l'hebdomadaire de langue anglaise *Peking Review*, qui cite le magazine de Nanjing *Zhou Mo* « Week-end ».

Chen Mingyuan, qui est maintenant, à quarante-trois ans, chercheur à l'Académie des sciences, s'est rendu compte du plagiat lorsqu'un ami lui a envoyé un volume des *Poèmes inédits*. *« Ces poèmes n'ont pas tous été écrits par le président Mao*, a-t-il alors dit à un de ses amis. *Beaucoup sont de moi »*.

En dépit du soutien de Chou En-lai, une campagne menée par l'épouse de Mao, Jiang Qing, a finalement conduit à son arrestation. Mme Jiang ordonna, à l'époque, que Chen ne soit jamais réhabilité. — *(AP.)*

● *Exclusion d'un écrivain du PC.* — M. Zhou Erfu a été exclu du Parti communiste pour avoir *« compromis la dignité nationale ainsi que la sienne propre »*, lors d'une visite officielle au Japon, a annoncé, lundi 3 mars, l'agence Chine nouvelle, qui ajoute que l'écrivain a notamment *« bafoué la position solennelle du gouvernement chinois, en se rendant à Tokyo au sanctuaire de Yasukuni, où sont honorés des criminels de guerre japonais de la seconde guerre mondiale »*. L'écrivain a également été destitué de ses fonctions de vice-président de l'Association chinoise pour l'amitié entre les peuples et de vice-président du Comité des échanges culturels avec l'étranger, dépendant du ministère de la culture. — *(AFP.)*



politique

M. BÉRÉGOVOY : les conditions d'une démission du président

Interrogé, lundi 3 mars lors du Club de la presse d'Europe 1, sur les conditions d'une éventuelle démission du président de la République, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a déclaré : *« Il va de soi que si c'était la pagaille, le président en tirerait normalement les conséquences. Il n'accepterait en aucune façon que ses compétences soient mises en cause. »*

Interrogé sur les raisons qui pourraient pousser M. Mitterrand à se démettre, il a ajouté : *« Dans le domaine économique et financier, les dénationalisations, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la remise en cause de certains avantages fiscaux, toutes ces raisons pourraient suffire à créer des difficultés entre le président et un gouvernement qui agirait ainsi. C'est au président qu'il appartiendra de prendre la décision quand il estimera que ce qui a été fait, et bien fait, risque d'être détruit (...). Je sais qu'il ne laissera pas faire n'importe quoi. »*

● ***La Ligue des droits de l'homme : voter à gauche.*** – La Ligue des droits de l'homme, qui avait appelé, en 1981, à voter pour François Mitterrand, affirme aujourd'hui que *« les libertés individuelles et collectives ont considérablement progressé au cours de la législature qui s'achève »*.

La Ligue des droits de l'homme invite, dans ces conditions, *« à refuser leur voix à toutes les listes de candidats dont les programmes conduisent à la remise en cause de ces acquis. En permettant ainsi la défaite de la droite et de l'extrême droite, ils marqueront leur volonté de poursuivre et développer l'œuvre entreprise. »*

LA COURSE DE M. CHABAN-DELMAS VERS MATIGNON

L'Histoire avec M. Mitterrand, des histoires avec M. Chirac

Démentir les propos qu'un journal vous prête sans pour autant les contredire, c'est du grand art, et M. Jacques Chaban-Delmas mérite un prix d'excellence. Selon *la Tribune de Genève*, l'ancien premier ministre a déclaré à l'un de ses journalistes : *« Je suis prêt »* à devenir chef du gouvernement après les élections législatives. Il a surtout ajouté, selon la même source, que les conditions posées par M. Jacques Chirac dans la même perspective traduisent une *« prétention* [de] *caractère inadmissible* [qui] *équivaut à un retour à la IVe République »*.

Interrogé, ce mardi 4 mars, par Europe 1, M. Chaban-Delmas a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une interview, mais plutôt de propos tenus lors d'une conversation et qui avaient été mal interprétés. En fait le maire de Bordeaux ne veut pas être le premier ministre de M. François Mitterrand mais n'exclut pas pour autant de devenir le chef du gouvernement de la France. La nuance est forte, mais elle est aussi banale dans la mesure où M. Mitterrand admet lui-même la formule – qu'il juge *« excellente »* – appliquée naguère par M. Chaban-Delmas à l'équilibre de la cohabitation : *« Le président préside, et le gouvernement gouverne. »* L'affaire se jugera au contenu que chacun entend donner à ces mots communs. Là est essentiel, et l'essentiel est inconnu.

Quant à la *« prétention »* de M. Chirac, il ne s'agit pas là, si l'on entend bien, d'un jugement de valeur sur les *« conditions »* posées par le maire de Paris. M. Chaban-Delmas ne les juge pas *« exorbitantes »*. Il l'a dit lundi à Radio-Bordeaux-Gironde. L'ancien premier ministre applique plutôt cette appréciation à la manière dont M. Chirac s'impose comme le seul premier ministre possible pour la simple raison, implicite, qu'il sera le chef de la formation parlementaire la plus importante de la future majorité. C'est du moins ce que l'on peut conclure de l'analyse exposée par M. Chaban-Delmas à Europe 1 : *« Qu'il soit RPR ou UDF* [le premier ministre] *aura la confiance de la majorité. Ce n'est pas la majorité qui va imposer au président de la République un premier ministre. Ça, ce n'est plus la Constitution, c'est la IVe République. »*

Au bout du compte, cette affaire à grand tapage, compliquée à souhait, peut être résumée de la manière suivante : M. Chaban-Delmas se verrait bien chef du gouvernement – on le savait déjà – et conteste à M. Chirac la capacité à y prétendre seul. Il est *« toujours prêt »*, selon la formule qu'il affectionne, *« prêt à tout, mais pas à n'importe quoi »*. Lorsqu'il place très haut la barre de la cohabitation, comme il l'a fait le 12 décembre dernier lors de l'émission « Questions à domicile » – il ne conférait alors qu'un rôle extrêmement réduit au chef de l'Etat, – le maire de Bordeaux donne des gages à l'actuelle opposition et se situe sur le même terrain que M. Chirac. Lorsqu'il défend les prérogatives du président de la République – lequel choisit comme il veut le premier ministre, – il adresse un clin d'œil à M. Mitterrand.

Ses relations avec M. Mitterrand sont probablement meilleures, en tout cas humainement plus profondes, qu'avec M. Chirac. MM. Chaban-Delmas et Mitterrand ont une histoire commune ancienne, nourrie de réciproque estime. MM. Chaban-Delmas et Chirac n'ont eu que des histoires.

« Oui »

Clin d'œil pour clin d'œil, le maire de Bordeaux se souvient certainement de la visite en sa ville de l'actuel président de la République, le 11 octobre dernier. Ce jour-là, M. Mitterrand, qu'il connaît et tutoie en privé depuis 1943, qui a gouverné avec lui dans les cabinets Mendès France (1954) et Guy Mollet (1956), avait remarqué : *« Nos routes se sont croisées, décroisées, recroisées, décroisées depuis les premiers jours de la Résistance (...). Nous représentons les histoires de la France et, ensemble nous en sommes l'histoire. Si je préfère la mienne à la vôtre, vous me le pardonnerez. Vous pourriez, le cas échéant, énoncer une remarque semblable. »* *« Oui »*, avait soupiré M. Chaban-Delmas.

L'ancien premier ministre dirait bien *« oui »* une nouvelle fois, bien qu'il ne soit plus question de *« faire tout son possible pour essayer d'aider d'une manière ou d'une autre »*, comme il disait en mars 1983 en évoquant l'hypothèse d'une rupture entre les « marxistes » et les socialistes. Il doit bien y avoir quelque chose à renouer entre lui et le Mitterrand qui, en 1969, pesait ainsi l'avenir du discours sur la « nouvelle société » du premier ministre Chaban : *« En vous regardant, je ne doutais pas de votre sincérité ; mais en regardant votre majorité, je doutais de votre réussite. »*

L'échec de la « nouvelle société » est largement dû au travail de sabotage entrepris à l'époque par deux conseillers de Georges Pompidou, alors président de la République, Mme Marie-France Garaud et M. Pierre Juillet, lesquels placèrent ensuite leurs espoirs dans M. Jacques Chirac. Ce sont eux aussi, *via* M. Chirac, qui firent capoter la candidature de M. Chaban-Delmas au premier tour de l'élection présidentielle de 1974.

Cela crée des inimitiés tenaces, et l'histoire des relations Chirac-Chaban n'est faite, de 1969 à nos jours, que de chausse-trapes, rancœurs et fausses réconciliations. En novembre 1975, M. Chaban-Delmas confiait au *Progrès* de Lyon : *« Je n'irai pas à Colombey avec M. Chirac, qui n'a découvert le gaullisme qu'en comptant les sièges à l'Assemblée nationale. Je déteste les mômeries. J'y vais avec des gaullistes, pas avec des farceurs. »* Peut-être y est-il allé depuis, mais cette colère-là, M. Chaban-Delmas ne l'a jamais démentie.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le « New York Times » dresse un bilan positif des cinq premières années du septennat

De notre correspondant

Washington. – Avec toutes les réserves requises par les faits et l'obligation d'objectivité, le *New York Times* a dressé, dimanche 2 mars, un bilan particulièrement flatteur des cinq premières années du septennat de M. Mitterrand.

« Quoi qu'il arrive [en France] *durant les deux prochaines années de son mandat*, écrit en conclusion d'un long article le correspondant à Paris du quotidien américain, M. Richard Bernstein, *on pourrait bien se souvenir de M. Mitterrand comme d'un bon président non pas à cause d'une révolution idéologique conduite sous sa direction, mais à cause de ses impressionnantes qualités intellectuelles et morales et parce que la France, sous cet homme qui se définit comme de gauche, s'est rapprochée du reste du monde. »*

L'analyse du *New York Times*, qui consacrait à cet article la « une » de son supplément magazine hebdomadaire, est parfaitement simple : au-delà d'une rhétorique socialiste qui a pu, quelque temps mais sans réalité profonde, peser sur la politique menée, M. Mitterrand aura essentiellement géré les affaires avec une rigueur assez efficace pour qu'on puisse à la fois se demander *« si la gauche classique va disparaître comme véritable alternative politique »* et constater qu'il *« est difficile d'estimer que M. Mitterrand (...) se soit vraiment mal débrouillé durant les cinq dernières années »*.

Bien au contraire, laisse entendre le *New York Times*, puisque *« l'une des plus importantes décisions de M. Mitterrand en politique étrangère a été de se déclarer en faveur de l'installation en Europe des missiles nucléaires de portée intermédiaire »* ; que cette décision n'a été qu'un *« élément d'un engagement plus large en faveur d'une défense forte »* ; que *« sous les socialistes, les relations de la France et de ses alliés, les Etats-Unis en particulier, peuvent être regardées comme meilleures qu'elles ne l'ont été durant des décennies »*, et que, *« de la même manière, les technocrates qui dirigent aujourd'hui la France n'ont pas eu de mauvais résultats »*.

« Le pays, considère en effet le correspondant du *New York Times*, *a autant de vigueur dans la liberté que jamais, et plus, peut-on penser, que durant le règne du prédécesseur de M. Mitterrand, dans la mesure où la politique socialiste a engagé une décentralisation du grand Etat jacobin français (...). La liberté d'entreprise a clairement survécu*, [et s'il] *est vrai que le chômage est à un niveau record, cette grande tache sur l'économie s'est, elle-même, légèrement estompée ces derniers mois. Parallèlement, et alors que l'opposition de droite avait prédit que les socialistes présideraient à une inflation galopante, ce mal est lentement soigné. La Bourse a atteint des records de hausse, le commerce extérieur s'est amélioré, le franc reprend de la force et la technologie française rencontre un respect nouveau à travers le monde. »*

« Plus important, peut-être que tout, ajoute le grand quotidien de New-York, *le pays jouit, sous les socialistes, d'une période de paix intérieure (...) comme à aucun moment dans ce siècle* [dans la mesure où il n'y a pas] *de divisions majeures de l'opinion sur la puissance nucléaire, la politique étrangère ou les dépenses militairess. »*

En fait, croit pouvoir écrire le quotidien américain, *« de nouvelles formes de vie politique française apparaissent* [et l'on voit] *une évolution vers le centre* [telle que] *les socialistes et les partis de droite vont de plus en plus ressembler aux républicains et aux démocrates aux Etats-Unis – un parti légèrement à la droite du centre et l'autre à la gauche, capables, chacun, d'arriver au pouvoir sans effrayer l'électorat (...) »*.

En ce sens, la gauche française se sera « normalisée » et aura avec elle banalisé la France, que le *New York Times* décrit comme étant moins qu'hier *« une entité suivant fièrement et avec défi son propre chemin »*. L'article n'en est pas moins titré *Le socialisme assiégé*, réalité qui, très visiblement, peine le plus influent des quotidiens américains.

BERNARD GUETTA.

LA CAMPAGNE DU RPR EN HAUTE-SAONE

« T'as voulu parodier Brel... »

De notre correspondant

Vesoul. – *« T'as voulu voir Paris et on a vu Vesoul »*, lançait récemment la campagne de publicité du RPR, pastichant ainsi la chanson de Jacques Brel. Voilà Vesoul devenue synonyme d'endettée, de chômage et de restaurants du cœur : *« T'as voulu le socialisme, t'as vu c'que ça a donné. »*

1968 est bien loin. Cette année-là, le chef-lieu de la Haute-Saône avait considéré comme un honneur d'avoir été préféré, pour le titre d'une chanson – clin d'œil, à Vierson, Honfleur, Hambourg, Anvers, Byzance, Paris ou le Cantal. Quinze ans après, à Vesoul, Brel allait avoir sa « place ».

« T'as voulu parodier Brel... », peuvent ricaner ceux qui connaissent bien les chanteurs. Ils ont déniché, eux, la fausse citation faite par le parti de M. Chirac : *« Non, Jacques Brel n'a jamais écrit « T'as voulu voir Paris et on a vu Vesoul. »* Sans doute ne prête-t-on qu'aux riches !

Comment la campagne du RPR a-t-elle été perçue à travers les placards des journaux nationaux ? La tête de liste d'opposition aux législatives est le député... RPR Christian Bergelin, et le chef de file de l'opposition aux régionales, le maire UDF-PR Pierre Chantelat.

Le PS, lui, se déclare *« indigné »* par les promoteurs de la campagne : *« La publicité qu'ils font de Vesoul en dit long sur l'estime qu'ils portent à leurs concitoyens. »*

Le député RPR ? M. Bergelin, reconnaît n'avoir *« pas été consulté au moment de la conception »*. Mais *« après tout, chaque fois que l'on parle de Vesoul, ce ne peut être que profitable. »*

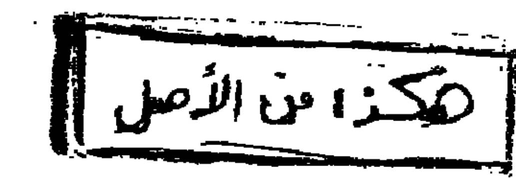
Le maire UDF ? Il invite les sceptiques à *« venir se rendre compte sur place de la qualité de notre environnement et de notre développement économique »*.

Pourtant, son adjoint aux finances, M. Bernard Ferry (PR), ne voit pas la chose d'un même œil, qui vient de demander à M. Chirac de *« réparer le tort »* causé par un message ravalant Vesoul au rang de *« coin de France le plus rétrograde et le plus paumé »*.

Il est vrai qu'élu député suppléant PR de M. Bergelin en 1981, M. Bernard Ferry, devenu le président départemental d'un club barriste, n'a été retenu dans aucune des listes communes UDF-RPR pour les élections du 16 mars...

Le parti chiraquien avait voulu dénigrer le gouvernement socialiste en utilisant l'image d'une cité giscardienne, et c'est le courant barriste qui proteste le plus...

ANDRÉ MOISSÉ.



POLITIQUE

Propos et débats

M. Barre : parfait

« Sous la Ve République, le président ne se soumet pas ; lorsque le verdict du suffrage universel lui est hostile, il se démet et il va demander au peuple de lui confirmer sa légitimité » : *lundi soir 3 mars à Villeurbanne, M. Barre a réaffirmé ainsi son credo anticohabitationniste, ajoutant que,* « si le président veut tirer à hue, les Français veulent pour leur part tirer à dia ». *Evoquant l'idée émise par M. Mitterrand selon laquelle il renoncerait à sa fonction plutôt qu'aux compétences de sa fonction, M. Barre a déclaré :* « C'est parfait. »

M. Hernu : la République

Pour M. Charles Hernu, qui était lundi 3 mars l'hôte de la presse anglo-américaine, au lendemain du 16 mars, M. Mitterrand « sera l'homme de l'incarnation de la République ». « Il n'est ni un soliveau ni un dictateur, *a ajouté l'ancien ministre de la défense ;* il ne démissionnera pas, il présidera et il choisira le premier ministre. Et, contrairement à ce que je lis ici ou là, il y a beaucoup plus de candidats premier ministre qu'on ne le croit dans l'opposition et dans la majorité. »

M. Lecanuet : démission

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a répété que, selon lui, si M. Mitterrand est désavoué, il doit partir. D'ailleurs, a-t-il ajouté : « La démission du président le grandirait ». « Il aurait dû le faire lorsque les communistes et les socialistes se sont séparés ; ce jour-là, le rêve mitterrandien s'écroulait », *a conclu le maire de Rouen. Interrogé sur le nom du futur premier ministre, M. Lecanuet a indiqué :* « Je crois que M. Chirac remplit les conditions que le RPR peut souhaiter ; je ne ferai aucune difficulté pour lui donner ma confiance. »

M. Méhaignerie : égalité

M. Pierre Méhaignerie, qui tenait à Rennes une réunion commune avec MM. Rossinot et Léotard, a affirmé que l'hypothèse d'un éclatement de l'UDF au lendemain des élections est « à éliminer ». « Rien ne permet, a-t-il dit, d'obliger tel ou tel courant à se séparer ; l'UDF est à égalité avec le RPR, mais ne concluez pas de nos déclarations que nous courons après un poste de premier ministre. »

M. Toubon : le paillasson

« Si le président décide de se retirer, ce n'est pas nous qui le retiendrons », *a déclaré lundi 3 mars, à Pontoise, M. Jacques Toubon. Le secrétaire du général du RPR a précisé :* « Je ne me vois pas me coucher sur le paillasson de l'Elysée pour empêcher M. Mitterrand d'en sortir ; si le président continue d'exercer ses fonctions de président et non pas ses pouvoirs de chef de la majorité, nous, de notre côté, opposition unie, nous irons gouverner ensemble ».

M. Marchais : les faits

M. Marchais a reproché, lundi 3 mars à Ivry, à M. Mitterrand d'avoir « pris date avec les dirigeants de la droite en leur indiquant de manière précise comment il les associerait au pouvoir ». *Le secrétaire général du PC a poursuivi :* « Les Français n'ont pas encore voté que déjà ce que tout le monde appelle la cohabitation s'inscrit dans les faits ». *Selon lui, la droite s'étant engagée à respecter la Constitution, la cohabitation ne posera pas de problèmes.*

M. Jospin : géométrie variable

M. Lionel Jospin, qui menait campagne, lundi 3 mars à Orléans puis à Paris, a estimé que « vouloir vider de son contenu la fonction et le rôle du président dans le système qui est le nôtre, c'est poser un problème constitutionnel ». « Il n'existe pas, *a-t-il ajouté,* de Constitution à géométrie variable ; il n'existe pas de système politique où, selon le moment, le président est la clé de voûte des institutions et, selon d'autres moments, il devient une stèle que l'on met dans un coin du système. » *Le premier secrétaire du PS a également estimé que, si l'opposition présente un programme économique et social* « qui entre en conflit, en collision, avec les orientations et les valeurs sur lesquelles le président a été élu, il y a forcément un problème politique ».

M. Crépeau : l'avenir

Pour M. Michel Crépeau, nouveau garde des sceaux, et toujours maire de La Rochelle, « il y a de la place à l'avenir pour un grand parti social-démocrate et un grand parti libéral-conservateur ». *Ancien président du MRG, M. Crépeau constate qu'aujourd'hui les petits partis ne dépassent pas 3 % aux élections et qu'*« il n'y a plus beaucoup de choses qui séparent les socialistes des radicaux de gauche ». *M. Crépeau a également affirmé qu'il ferait partie d'*« un gouvernement d'ouverture, si celle-ci est possible », *mais qu'il ne participera pas* « à un gouvernement de droite RPR-UDF ».

PRÉCISIONS – Une coupe malencontreuse a rendu incorrect le passage consacré aux colistiers de M. Christian Poncelet pour les élections régionales en Lorraine (*le Monde* du 27 février) : les deux socioprofessionnels sont MM. Daniel Gremillet, trésorier du Centre national des jeunes agriculteurs, et Jacques Mimier, président de l'Union patronale lorraine. Figure également sur la liste de M. Poncelet M. Pierre Kempf, seul conseiller général UDF des Vosges engagé pour les élections régionales.

D'autre part, le Syndicat national de la petite et moyenne industrie (SNPMI) nous précise que MM. Pierre Descaves et Guy Harlé d'Ophove, candidats du Front national dans l'Oise, ont donné leur démission du SNPMI lorsqu'ils se sont engagés dans la campagne électorale (*le Monde* du 26 février, page consacrée à la Picardie).

Mardi 4, à 20 h 30

« POUR LA GAUCHE »

Le Cercle Bernard Lazare, le Michmar, Socialisme et judaïsme, le GERSS, Identité et Dialogue, le Cercle Amical reçoivent :

M. le ministre de la défense, Paul Quilès.

M. le ministre Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat aux universités.

M. l'ambassadeur Gilles Martinet.

M. Georges Sarre, secrétaire national aux relations extérieures du Parti socialiste.

M. le sénateur Robert Pontillon.

Sous la présidence de M. le sénateur Michel Dreyfus-Schmidt.

10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-71-68-19.

POINT DE VUE

Mais enfin quoi pour la France ?

par AYMAR ACHILLE-FOULD (*)

MÊME si l'on a exercé diverses responsabilités au niveau de l'Etat, rien n'est plus difficile, lorsque l'on appartient – ce qui est mon cas – à l'une des formations de l'opposition (CDS-UDF), que de prétendre donner des leçons à ses amis et à ses adversaires. On passe pour présomptueux, sinon orgueilleux. On risque de créer problèmes et états d'âme... Reste qu'à travers l'ambiguïté de la campagne électorale les électeurs ont trop souvent le sentiment de contempler des jeux de gladiateurs, sinon de clowns, dont l'enjeu leur échappe.

Les « petites phrases » quotidiennes ne sauraient suffire à donner aux Français envie de se battre collectivement. Même si les événements leur sont souvent présentés sous un aspect démagogique, les doutes qu'ils conservent à l'égard des hommes politiques et des choix qu'ils vont avoir à faire sont dus à ce que nous n'avons pas, les uns et les autres, le courage d'aborder les vrais problèmes.

Qu'allons-nous leur proposer ? Ils en ont assez des promesses non tenues, des clameurs et des querelles de chefs... S'agit-il vraiment :

– De 50 F de plus par mois pour les TUC, dont je connais, comme Edmond Maire, les angoisses, dans la situation précaire et provisoire qui leur a été proposée ?

– De 550 F de plus pour les fonctionnaires, plutôt que d'organiser le véritable équilibre entre l'Etat et le privé, chacun jouant clairement son rôle ?

– De l'octroi, grâce à telle ou telle gratuité, d'une prime électorale aux fonctionnaires de notre administration des PTT, plutôt que d'assurer en budget et en personnel ce service de l'Etat, dépouillé petit à petit de ses moyens pour des raisons conjoncturelles ?

– De savoir si l'on a réussi ou non, grâce à la police, à permettre à M. Berlusconi de grimper au dernier étage de la tour Eiffel, plutôt que d'organiser en toute liberté et hors de toute pression les relations de demain entre l'audiovisuel et la presse écrite ?

A tort ou à raison, je sens profondément que bien des Français, fussent-ils d'opinions différentes, sentent qu'il est temps, dans un effort commun et solidaire, de redresser la France. Ils savent qu'il faut se battre. A nous, hommes politiques, d'être dignes du courage dont ils font preuve. A nous de leur dire :

– L'éducation de nos enfants, ce n'est pas une lutte de classes ou de doctrines, c'est la possibilité, pour chaque famille, de choisir son école.

– La communication de demain exige un effort encore plus soutenu de la part des responsables, notamment pour la poursuite de la maîtrise des moyens informatiques dès l'école, ainsi que la vigilance indispensable pour obtenir une garantie absolue des libertés individuelles.

– Nous sommes dans une situation économique difficile, en retard sur nos partenaires européens. Quels que soient les indices qui s'améliorent grâce à la conjoncture extérieure, et que bien évidemment le gouvernement actuel utilise sur le plan électoral avec quelque liberté d'interprétation, car de lourdes factures seront quand même à payer ; en termes d'impôts ou de sécurité sociale, nous avons des efforts communs à accomplir, pour nous, pour l'organisation des retraites, pour l'avenir de nos enfants.

– Investisseurs, industriels, PME, dès que seront assouplies les dispositions réglementant l'emploi, les charges des entreprises et les pressions fiscales, vous devrez considérer comme un devoir impératif d'embaucher des jeunes.

– La conception que nous avons à nous faire de l'Europe ne tient pas seulement – quelle qu'en soit l'importance – aux interminables discussions de tapis vert entre agriculteurs, mais à la place recentrée et déterminante où se trouve désormais la France de demain après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Pour entrer de plain-pied dans la vie moderne, rude et compétitive, la France a des atouts qui ouvrent les perspectives de son développement – celles de l'aéronautique, de l'espace, d'une politique de la mer, – à la condition que les Français soient convaincus que ce sont là les grands desseins de demain et qu'ils méritent effort et volonté.

Nous ne pouvons laisser croire aux Français qu'il suffit d'attendre paisiblement la fin du mois. Nous devons les convaincre qu'il y a grandeur et solidarité – même au prix du risque que cela comporte, dans la liberté et la volonté d'entreprendre. D'ailleurs, ils ne veulent pas d'une France à genoux. Ils sont soucieux de la grandeur, de la vigueur économique et de l'image de notre pays à l'extérieur. Pour ces valeurs-là, je suis certain qu'ils sont prêts à se mobiliser et à se battre. A nous d'avoir le courage de les y entraîner.

(*) Ancien ministre.





Le Front national attaque en justice les listes constituées par ses dissidents

Le Front national demande à la justice de bouter ses contestataires hors de la compétition électorale : le parti de M. Jean-Marie Le Pen vient d'engager des procédures en référé contre les listes du front d'opposition national (FON) constituées par ses dissidents dans huit départements : Corse-du-Sud, Gironde, Isère, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Vaucluse, Gard et Moselle (1). Il revendique, en effet, la paternité de cette appellation.

Regroupés depuis l'été dernier derrière MM. Roger Palmiéri, doyen de l'assemblée régionale corse, qui avait, le premier, annoncé la création d'un FON (*le Monde* du 16 octobre 1985) et Hugues d'Alauzier, chef de file de la fronde en Vaucluse, les animateurs du Front d'opposition national ont appris avec surprise que, en date du 5 novembre 1985, l'un des lieutenants du président du Front national, M. Dominique Chaboche, vice-président du parti, membre de l'Assemblée européenne, avait déposé des statuts s'attribuant la propriété de l'appellation FON et de quelques autres variantes, afin de faire obstruction à leurs intentions.

Pour M. d'Alauzier, il s'agit d'une *« bassesse politique »*. M. Palmiéri, pour sa part, a écrit au garde des sceaux pour réclamer la levée de l'immunité parlementaire de M. Chaboche, qu'il accuse d'avoir voulu nuire aux citoyens regroupés derrière le FON pour les élections.

De son côté, Mme Pierrette Le Pen, qui a fait acte de candidature sur les listes du FON en Gironde, a fait savoir qu'elle était prête à renoncer à porter son nom pendant la campagne, bien que le tribunal ait rejeté, en première instance, la demande de son mari. Elle a déclaré : *« Jean-Marie Le Pen a voulu m'interdire de porter le nom de Le Pen pendant la campagne électorale. Pour y parvenir, il a saisi la justice en référé. La justice m'a donné raison et autorisé à m'appeler toujours Le Pen. Jean-Marie Le Pen, fidèle à son agitation procédurale, a interjeté appel de cette décision alors que la campagne commençait, les bulletins de vote étaient déposés, les affiches apposées à mon nom. Je n'ai pas les moyens de suivre ses excentricités judiciaires, n'étant pas, moi, assujettie à l'impôt sur les grandes fortunes. Le nom de Le Pen, est donc dans ses moyens, pas dans les miens. D'autant que depuis les affaires Pordea, Demarquet et la présence d'un mooniste dans les listes du Front national (2), ce nom de Le Pen devient bien lourd à porter et ne me paraît plus valoir un procès. J'abandonne donc, pour cette campagne électorale, l'exclusivité du nom de Le Pen à Jean-Marie Le Pen en lui laissant l'unique responsabilité. »*

Dans l'esprit de Mme Le Pen cette déclaration équivalait à un retrait de sa candidature. Le code électoral ne lui permet plus, toutefois, d'opérer officiellement ce retrait. Mme Le Pen figurera donc sous ce nom sur la liste dissidente que conduit en Gironde M. Bernard Michelet.

M. Demarquet, en revanche, ne figure sur aucune liste. L'ancien député poujadiste, qui revendiquait, à l'automne dernier, avec le soutien de plusieurs dissidents, la direction de la fronde dirigée contre M. Le Pen, s'est retrouvé isolé, la nature de ses attaques contre son ancien compagnon d'armes ayant déconcerté ses partisans.

(1) Le Front d'opposition national (FON) présente des listes aux élections législatives et régionales dans sept départements (Corse-du-Sud, Gironde, Isère, Maine-et-Loire, Vaucluse, Gard, Moselle). En Loir-et-Cher il se présente uniquement aux régionales. Dans le Var et les Pyrénées-Orientales, les listes dissidentes du Front national sont indépendantes du FON.

(2) Mme Le Pen fait allusion à un adepte de la secte Moon candidat sur les listes du Front national dans le Nord.

● *Le Front national condamné à Grenoble.* – Le tribunal de grande instance de Grenoble a rendu, lundi 3 mars, une ordonnance interdisant au Front national, sous peine d'une astreinte de 10 000 F par infraction constatée, la diffusion, par le répondeur téléphonique de sa section locale, d'un message proférant des menaces contre une journaliste du *Dauphiné libéré*, Mlle Noëlle Roy. Le parti de M. Jean-Marie Le Pen, mécontent d'un compte rendu réalisé par cette journaliste après un meeting, lui avait promis *« des larmes de sang »*. A l'occasion de ce même meeting, tenu le lundi soir 24 février, un journaliste de RMC avait, en outre, été obligé de quitter les lieux par des militants du Front national alors que plusieurs d'entre eux donnaient des coups de pied dans sa voiture.

LA CLASSE POLITIQUE SAISIE PAR LE MARKETING

La méthode SVM

Il y a les grands et les petits, les bons et les mauvais, mais tous y passent. Pas un de nos hommes politiques n'échappe à la moulinette du marketing politique – expression qui les fait grimacer.

C'est presque de la vieille histoire. Roland Cayrol raconte, dans un essai qui vient de paraître, comment M. Gaston Defferre fut le premier en France à recourir à des méthodes modernes, en 1963, à l'occasion de sa candidature à la candidature présidentielle. Ce fut le coup médiatique de « Monsieur X ».

M. Gaston Defferre ne s'était pas encore dévoilé que *l'Express* de Jean-Jacques Servan Schreiber peignait déjà le portrait d'un mystérieux personnage politique tout nouveau, tout beau. Avec dix ans d'avance sur M. Jacques Chaban-Delmas, il tenta de freiner sa fougue et adopta une démarche présidentielle. Il fit l'effort de lire ses discours sans lunettes, discours du coup tapés à la machine en majuscules... Il fit trois petits tours aux Etats-Unis, histoire de se donner une image d'homme politique international, etc. Sa candidature, on le sait, fut un bide. Mais le marketing politique était né en France.

Plus de vingt ans ont passé. Les hommes politiques et les citoyens croulent sous les sondages. Tous nos besoins et désirs sont pesés, disséqués. Nous sommes gavés de *shows* télévisés. Mais par qui ? Comment ? Roland Cayrol demande un peu plus de démocratie et suggère quelques règles de salubrité publique.

Il est temps. Un passage à la télévision est devenu, dans la vie politique, l'égal d'un bon sacre à Reims sous la royauté. En 1956, rappelle Thierry Saussez, il y avait deux cent soixante mille téléviseurs en France. Aujourd'hui, vingt-cinq millions de téléspectateurs communient tous les soirs à la grand-messe de l'information sur TF 1, Antenne 2 et FR 3.

Le général de Gaulle a très vite compris la nécessité de bien « passer » sur le petit écran. Après s'être vu en vieux monsieur, le nez chaussé de lunettes, lisant ses déclarations en 1958, il demanda conseil au publicitaire Marcel Bleustein-Blanchet. De cette entrevue date la « modification » : plus de lunettes, discours appris par cœur, des mots qui font mouche.

La télévision, ça se travaille. Et c'est décisif. Thierry Saussez assure que, à la fin du premier tour de la campagne présidentielle, en 1981, 7 % des électeurs ont reconnu que leurs intentions de vote avaient été modifiées par les émissions télévisées.

Pour ces examens de passage, qui angoissent tant nos grands hommes, Michel Bongrand, l'un des pionniers de la communication politique en France, donne un conseil : *« Soyez vous-même, soyez vous-même, soyez vous-même : c'est la méthode SVM. »* Tous les hommes politiques s'en gargarisent, mais cela ne suffit pas.

Au reste, Michel Bongrand se montre convaincu que si la forme prend tellement d'importance, c'est que les convictions des politiciens sont solides. Et son livre, qui aurait pu être un hymne aux techniques de la communication, est en fait un vade-mecum à l'usage des électeurs sur le thème *« vos hommes politiques ne sont pas si mal que ça »*. A tous les novices happés par l'ambition, il montre les difficultés du parcours du combattant : la mairie, le conseil général, la députation, le premier maroquin... la présidence.

Quand on en arrive aux derniers obstacles, il est grand temps de se préoccuper sérieusement de son image et de sa publicité. Jean-Michel Goudard, qui travaille pour M. Jacques Chirac en période électorale, raconte avec humour deux de ses fiascos en la matière.

Tous y passent

Dans un ouvrage illustré (mais beaucoup plus universitaire et touffu), Jean-Paul Gourevitch nous entraîne dans un voyage à travers les publicités politiques du monde entier. Les exemples sont récents et intéressants. On apprend ainsi que, sur les murs soviétiques, Brejnev avait la *« mise stricte »* à Moscou et les yeux bridés en Ouzbékistan, que Mme Margaret Thatcher a accepté de se faire cadrer de face et de montrer ses jambes à la télévision – mais oui – sur les conseils de son marabout en communication, le célèbre G. Reece. On vous le disait : tous et toutes y passent.

LAURENT GREILSAMER.

★ Roland Cayrol : *la Nouvelle Communication politique*. Larousse, 214 p., 69 F.

★ Thierry Saussez : *Politique séduction*. J.-C. Lattès, 239 p., 75 F.

★ Michel Bongrand : *Splendeurs et misères de la politique*. Larousse, 204 p., 69 F.

★ Jean-Michel Goudard : *Je vous salue fiascos !* J.-C. Lattès, 234 p., 78 F.

★ Jean-Paul Gourevitch : *la Politique et ses images*. Médiathèque, Edilig, 212 p., 140 F.

● *M. Plissonnier au congrès du PCUS.* – Intervenant le vendredi 28 février devant le vingt-septième congrès du Parti communiste d'Union soviétique, M. Gaston Plissonnier, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du PCF, a fait l'éloge de la *« protection de la personnalité »* engendrée par le système soviétique et a ajouté que le système occidental étouffe les individualisations. *« Le PCUS révèle la nature démocratique du socialisme »*, a-t-il affirmé, alors que le capitalisme, selon lui, fait fi des intérêts de la personne *« et des millions de travailleurs, de jeunes, sont condamnés au chômage »*.

RECTIFICATIF. – Contrairement à ce qu'une inversion malencontreuse donnait à penser dans l'article consacré au déplacement de M. Laurent Fabius dans la région Midi-Pyrénées (*le Monde* du 27 février), le département où s'affrontent pour les élections législatives MM. Jean-Michel Baylet (MRG) et Hubert Gouze (ex-PS, exclu de son parti) est le Tarn-et-Garonne.

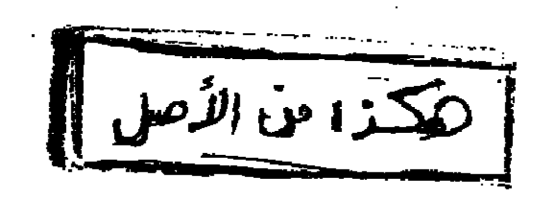
... attaque en justice ... par ses dissid...

PAR LE MARKETING

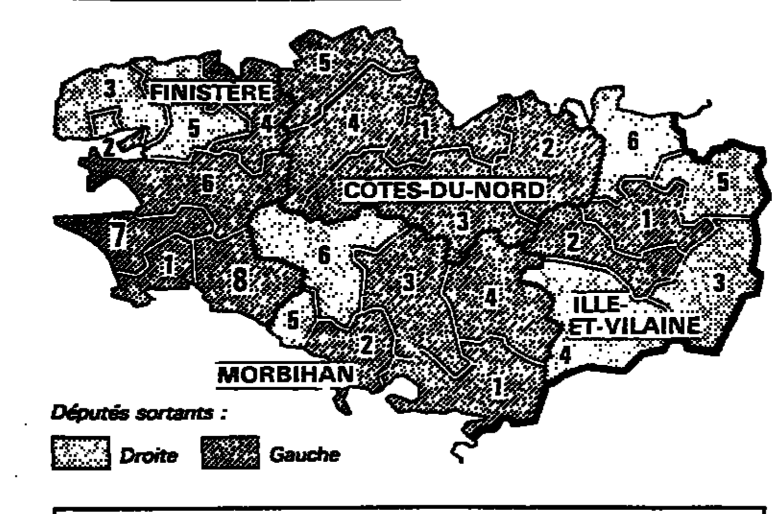
SVM

Tous y passent

LES POINTS DANS LES POCHES



BRETAGNE



RÉGIONALES

Président du conseil régional : Raymond MARCELLIN (UDF-PR)

Nombre de sièges à pourvoir : 81

COTES-DU-NORD : 16
FINISTÈRE : 25
ILLE-ET-VILAINE : 22
MORBIHAN : 18

LÉGISLATIVES

NOMBRE DE SIÈGES A POURVOIR
COTES-DU-NORD 5
FINISTÈRE : 8
ILLE-ET-VILAINE : 7
MORBIHAN : 6

DÉPUTÉS SORTANTS

COTES-DU-NORD

Yves Dollo (PS)
Charles Josselin (PS)
Didier Chouat (PS)
Maurice Briand (PS)
Pierre Jagoret (PS)

FINISTÈRE

Bernard Poignant (PS)
Joseph Gourmelon (PS)
Jean-Louis Goasduff (RPR)
Marie Jacq (PS)
Charles Miossec (RPR)
Jean Beaufort (PS)
Jean Peuziat (PS)
Louis Le Pensec (PS)
ancien ministre de la mer
réélu le 8 mai 1983
après son départ
du gouvernement

ILLE-ET-VILAINE

Clément Théaudin (PS)
suppléant d'Edmond Hervé
secrétaire d'Etat
chargé de la santé
Jean-Michel Boucheron (PS)
Pierre Méhaignerie (UDF-CDS)
Alain Madelin (UDF-PR)
Michel Cointat (RPR)
Jean Hamelin (RPR)

MORBIHAN

Raymond Marcellin (UDF-PR)
Aimé Kerguéris (app. UDF-PR)
élu le 18 décembre 1983
en remplacement
de Christian Bonnet
devenu sénateur
Jean-Charles Cavaillé (RPR)
Loïc Bouvard (UDF-CDS)
Jean-Yves Le Drian (PS)
Jean Giovannelli (PS)

REPÈRES

COTES-DU-NORD

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 395631 ; abst., 15,33 % ; suff. ex., 331531. MARCHAIS, 53724 (16,20) ; MITTERRAND, 92735 (27,97) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 97762 (29,48) ; GISCARD D'ESTAING, 90306 (27,23) ; CHIRAC, 56549 (17,05) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 63371 (19,11).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 396393 ; abst., 22,52 % ; suff. ex., 304150. PC, 50831 (16,71) ; PS, 125856 (41,37) ; UDF-RPR, 119141 (39,17).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 404636 ; abst., 36,60 % ; suff. ex., 247866. PC, 31374 (12,65) ; PS, 60089 (24,24) ; UDF-RPR, 107501 (43,37) ; FN, 12934 (5,21).

FINISTÈRE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 595439 ; abst., 17,49 % ; suff. ex., 486369. MARCHAIS, 48561 (9,98) ; MITTERRAND, 132343 (27,21) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 140873 (28,96) ; GISCARD D'ESTAING, 149041 (30,64) ; CHIRAC, 95074 (19,54) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 106110 (21,81).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 596494 ; abst., 26,11 % ; suff. ex., 436871. PC, 41388 (9,47) ; PS, 172012 (39,37) ; UDF-RPR, 209441 (47,94).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 603919 ; abst., 43,54 % ; suff. ex., 333367. PC, 27973 (8,39) ; PS, 77801 (23,33) ; UDF-RPR, 162986 (48,89) ; FN, 22193 (6,65).

ILLE-ET-VILAINE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 491872 ; abst., 17,41 % ; suff. ex., 400516. MARCHAIS, 29541 (7,37) ; MITTERRAND, 103118 (25,74) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 111027 (27,72) ; GISCARD D'ESTAING, 132068 (32,97) ; CHIRAC, 80919 (20,20) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 92716 (23,14).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 492593 ; abst., 29,30 % ; suff. ex., 343868. PC, 17130 (4,98) ; PS, 132371 (38,49) ; UDF-RPR, 178226 (51,82).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 505022 ; abst., 43,66 % ; suff. ex., 274242. PC, 12595 (4,59) ; PS, 59021 (21,52) ; UDF-RPR, 139941 (51,02) ; FN, 17837 (6,50).

MORBIHAN

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 414217 ; abst., 16,77 % ; suff. ex., 340703. MARCHAIS, 32806 (9,62) ; MITTERRAND, 85751 (25,16) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 91396 (26,82) ; GISCARD D'ESTAING, 117067 (34,36) ; CHIRAC, 65253 (19,15) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 73393 (21,54).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 414323 ; abst., 25,84 % ; suff. ex., 303818. PC, 26275 (8,64) ; PS, 111105 (36,56) ; UDF-RPR, 163057 (53,66).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 424973 ; abst., 42,55 % ; suff. ex., 235402. PC, 16840 (7,15) ; PS, 46291 (19,66) ; UDF-RPR, 115469 (49,05) ; FN, 21509 (9,13).

Dissidences et normalisation

Le 17 mars, c'est promis, on ressort les vieux clichés : la Bretagne va redevenir une « terre de mission » pour les socialistes. La lente conquête avait paru tourner au triomphe en 1981, dans les Côtes-du-Nord (cinq députés sur cinq) et le Finistère (six sur huit). Du même coup, le reflux de 1986 prendra inévitablement – et sans doute injustement – des allures de déroute. En revanche, le socialisme d'Ille-et-Vilaine (deux sortants sur six dans le seul département breton qui bénéficiera d'un siège supplémentaire) et du Morbihan (deux sur six) peut espérer rester sur son quant-à-soi.

M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'intérieur (UDF-PR), tête de la liste d'union de l'opposition dans le Morbihan, peut dormir tranquille. Les demi-vedettes socialistes (M. Edmond Hervé, maire de Rennes et secrétaire d'Etat, M. Louis Le Pensec, ancien ministre, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat, chefs de file dans l'Ille-et-Vilaine, le Finistère et les Côtes-du-Nord) ne sont pas en mesure de contester sa suprématie. A droite, il est encore un peu tôt pour M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre, président du CDS, d'autant qu'il conduit, en Ille-et-Vilaine, une liste concurrente de celle du RPR.

La vie politique régionale a été lentement gagnée par ce qu'on appelle, sur le terrain, « le Sida brestois ». La ville couve depuis longtemps une maladie politique dont les premiers symptômes s'étaient révélés à l'époque où elle était dirigée par une municipalité d'union de la gauche (1977-1983). Elle fait des ravages depuis que l'opposition a repris la municipalité. Elle a gagné les Côtes-du-Nord, où M. Bertrand Cousin, adjoint au maire de Brest, parachuté dans le département voisin, a provoqué quelques dégâts. Elle touche aussi Quimper, dont le maire, M. Marc Becam, conduit une liste d'opposition dissidente et entre ainsi en concurrence avec son premier adjoint.

Le phénomène de la dissidence n'épargne pas non plus les socialistes d'Ille-et-Vilaine, où M. Hervé doit affronter deux listes « divers gauche », dont l'une est animée par son premier adjoint. En revanche, le Morbihan offre une bel exemple de « normalisation ». M. Jean-Dominique Giovanelli, député socialiste sortant, élu en 1981 contre la candidate officielle du PS et placé ensuite en quarantaine par son propre parti, figure cette fois, le plus officiellement du monde, en deuxième position (inconfortable, il est vrai) sur la liste socialiste.

La campagne, organisée comme ailleurs autour de thèmes nationaux, porte aussi sur les conséquences régionales de la crise économique, qui affecte la réparation navale, le bâtiment, la construction téléphonique dans les Côtes-du-Nord, la pêche un peu partout et l'agriculture. Les secteurs géographiques les plus touchés sont le Trégor (Lannion, Guingamp), les pays de Fougères, Redon et Saint-Malo.

La contagion de Brest

De notre correspondant

Brest. – « *Hersant* », « *Zorro* », « *Don Quichotte* » ; voilà ce qu'on a trouvé, inscrits sur quelques bulletins de vote, lors de l'élection, en juillet dernier, du nouveau maire de Brest. Cela donne une petite idée de la dégradation du combat politique dans une ville qui observe avec agacement les zizanies municipales.

M. Jacques Berthelot, l'ancien maire RPR élu en 1983 et lâché par les dirigeants nationaux de son parti parce que ses méthodes autoritaires menaçaient d'éclabousser bien au-delà de Brest, a laissé la place à un autre RPR, M. Georges Kerbrat. Changement de décor : chassé par ses amis, il a abandonné les vastes bureaux du quatrième étage de la mairie, qui dominent la rue de Siam et la rade, pour le deuxième niveau de l'hôtel de la communauté urbaine de Brest, où il travaille dans une petite pièce munie de deux fauteuils seulement et qui donne sur une cour intérieure.

La mairie de Brest va mieux, apparemment, mais les luttes fratricides qui s'y sont déroulées ont laissé des traces. Les sombres batailles au sein de l'opposition pour la constitution des listes législatives et régionales ont mené tout droit à la mise en place de listes dissidentes suscitées par M. Gabriel de Poulpiquet, ancien député gaulliste, qui fut à son époque le mieux élu de France. Du même coup, une autre crise municipale menace, à Quimper, puisque le maire, M. Marc Bécam, a pris la tête des « listes Poulpiquet » et que deux de ses adjoints figurent sur les listes officielles concurrentes. Mieux, la zizanie brestoise s'est exportée jusque dans les Côtes-du-Nord où le parachutage de M. Bertrand Cousin, adjoint (RPR) au maire de Brest, a fait éclater une sérieuse querelle au sein du RPR local.

M. Jacques Berthelot a donc quitté la scène politique, bien qu'il reste conseiller général et premier vice-président de la communauté urbaine et qu'on ait cru un moment qu'il pourrait entrer en dissidence pour les élections législatives. Il ne désespère pas pour autant de revenir en force ; « *Je reprendrai la mairie de Brest dans trois ans*, dit-il. *Si du moins ça tient jusque-là.* » Pour l'heure, M. Berthelot travaille aux côtés de M. Georges Lombard (UDF), celui-là même qui a puissamment contribué, en mai 1985, à le bouter hors de la mairie. M. Berthelot conteste : « *Ce n'est pas Lombard qui a semé la pagaille. Ce sont certains membres de l'équipe municipale qui ont fichu le maire à la porte et ils ont fait porter le chapeau à Lombard.* » Et voilà que, justement, M. Lombard figure en deuxième position sur la liste régionale dissidente.

« Le vieux lion »

Rien n'est simple, dans le Finistère, on le voit. En juillet, le RPR et l'UDF avaient passé un accord (trois UDF et deux RPR éligibles aux législatives) moyennant quoi le doyen du conseil municipal de Brest, M. Kerbrat, serait élu maire, au détriment de M. Georges Lombard. Ce dernier eut beau condamner « *la dictature des états-majors des partis politiques* », rien n'y fit. M. Kerbrat fut élu, mais il n'en alla pas de même pour le respect de la deuxième partie du contrat.

En septembre, brusquement, le RPR fit savoir qu'il n'avait jamais entendu parler d'un quelconque accord. Il réclama son tribut : trois éligibles. La bataille dura deux mois et l'UDF finit par lâcher un éligible contre la tête de liste aux régionales.

Colère de M. de Poulpiquet, dit « *le vieux lion* », député gaulliste de 1958 à 1978. Courroucé par ces combinaisons politiques, il reprit du service et s'en alla chasser les fortes têtes afin qu'elles fassent souffler sur le département un fort vent d'opposition aux listes officielles. Résultat : la création d'un comité pour la défense des institutions de la Ve République et la mise en place de listes régionales et législatives conduites, à la surprise générale, par M. Marc Bécam, sénateur, conseiller général, maire de Quimper. Le nom de M. Berthelot – encore lui – avait été avancé un moment. Mais l'intéressé raconte fièrement : « *De Poulpiquet demandait aux candidats de lui faire une lettre. Je n'ai jamais demandé à qui que ce soit le droit d'être candidat.* »

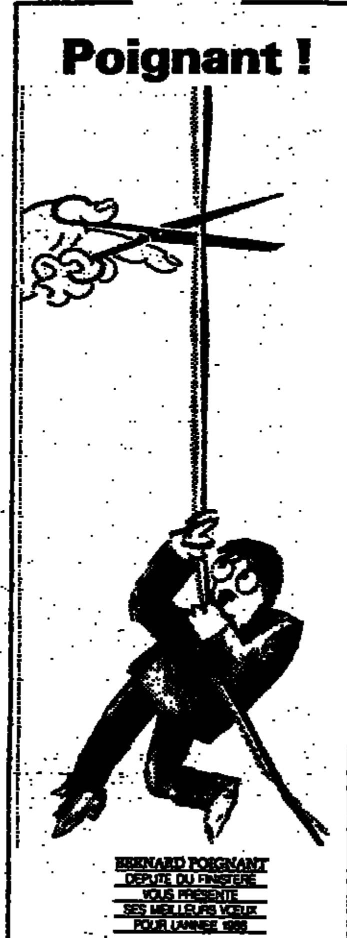
La décision de M. Becam provoque des remous au sein de la municipalité de Quimper, dont deux adjoints figurent dans la liste opposée : MM. Alain Gérard (RPR) et Jean-Yves Cozan (CDS). M. Gérard, qui figure en cinquième position aux législatives derrière MM. Jean-Louis Goastuff (RPR), Charles Miossec (RPR), tous deux sortants, Cozan (CDS) et Ambroise Guellec (CDS), en conçoit quelque amertume. La crise municipale de Brest pourrait bien s'exporter après mars dans le sud du département. « *Attention au « SIDA » brestois !* », prévient M. Jean-Michel Perhirin, président départemental du RPR.

La crise s'exporte jusqu'aux Côtes-du-Nord. Le parachutage de M. Bertrand Cousin, adjoint au maire de Brest, envoyé par le RPR à la conquête de ce département de gauche, a provoqué la colère parmi ceux qui étaient supposés être ses amis. Trois élus RPR, dont le maire de Lannion, M. Yves Nédélec, ont été exclus du mouvement de M. Chirac. Deux d'entre eux, MM. Nédélec et Joncour, conseiller général, conseiller municipal de Saint-Brieuc, figurent sur une liste concurrente de celle de M. Cousin, conduite par M. Sébastien Couëpel (CDS).

Les socialistes, dans ces conditions, peuvent espérer limiter les dégâts dans ce département où ils détiennent les cinq sièges sortants.

GABRIEL SIMON.

Poignant !



M. Bernard Poignant, élu en 1981 député socialiste de la première circonscription du Finistère, mérite la palme de l'humour. Ce rocardien, fils d'ouvrier boulanger, a été l'une des victimes du scrutin proportionnel et des difficultés de dosage qui en ont été la conséquence au sein du PS. Il ne sera plus député, mais il figure – maigre consolation – en deuxième position sur la liste régionale du PS.

L'intéressé était fixé depuis longtemps sur son sort. La carte de vœux qu'il a largement diffusée pour la nouvelle année en témoigne : drôle et... poignant.

M. Jean Giovannelli, socialiste et breton toujours

Cabochard, Jean-Dominique Giovannelli, natif d'Inzinzac-Lochrist (Morbihan) ? Evidemment, puisqu'il est l'enfant d'un Corse et d'une Bretonne. Socialiste, le maire d'Inzinzac-Lochrist ? Naturellement, puisque son grand-père, qui, en 1910, a choisi « l'exil » au bout du continent, chassé par la pauvreté corse, en a trouvé une autre dans le Morbihan, ouvrière celle-là, aux forges d'Hennebont. Naturellement, puisque le grand-père était radical et le père SFIO. Naturellement, puisqu'on criait, enthousiaste, « *Vive la sociale !* » dans les toutes petites oreilles de Jean-Dominique, et que, dans les années 1958-1962, il hurlait lui-même « *Non à la guerre* », celle d'Algérie. Évidemment, puisqu'il est député socialiste sortant et que, deuxième de liste, il a une bonne chance de rempiler le 16 mars.

« *Évidemment* », « *naturellement* »... C'est à voir ! Socialiste ? On lui en a refusé le titre en 1981 lorsqu'il a été élu à l'Assemblée nationale après avoir commis un crime de dissidence contre la candidate officielle du PS, Mme Chantal Perez. Tout fier de ce beau combat prestement gagné, M. Giovannelli était arrivé au Palais-Bourbon la bouche en cœur, persuadé qu'on pardonnait tout aux vainqueurs, fussent-ils d'abominables dissidents. Lors de la première réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, il frôla l'apoplexie en découvrant que son nom figurait parmi la liste des pelés, des galeux, inclassables et suspects « divers gauche ».

Colère du pestiféré, qui refusa tout net d'aller siéger dans l'enclos où l'on projetait de parquer ceux dont on se méfiait, radicaux de gauche compris. Ce jour là, M. Jean-Dominique Giovannelli fut à deux doigts d'en venir aux mains avec M. Lionel Jospin. Il menait grand tapage dans les couloirs. « *Divers gauche ? je regrette. Moi, je suis militant socialiste. Et Jospin qui dit que j'ai triché !* » Sale affaire. L'humeur bagarreuse du perturbateur donnait mauvais genre à la nouvelle majorité.

On a mis du temps à lui pardonner. M. Jean Giovannelli a siégé sur les bancs des non-inscrits de l'Assemblée nationale, parmi ceux dont on ne parle jamais et qui, d'ailleurs, n'ont presque jamais droit à la parole, au dernier rang, tout en haut de l'hémicycle. « *J'étais au piquet, là-haut, et je fermais ma gueule. J'écoutais.* » Et il « *rigolait* » quand même, car, de ce poste d'observation lointain, on perçoit avec la bonne distance les rodomontades des camarades excités par l'exercice tout nouveau du pouvoir, fiers d'en découdre avec cette droite qui les avait tenus si longtemps dans le mépris, décidés à faire entrer dans ce palais du peuple le vocabulaire trop longtemps remâché de la « *lutte des classes* ». M. Giovannelli « rigolait », l'affreux jojo, parce que la lutte des classes, on l'avait plongé dedans quand il était tout petit et que, accommodée à la sauce du parisianisme, cela verse parfois dans l'outrance comique.

Socialiste ? Il a fallu attendre la fin de 1983 pour qu'on lui fasse la grâce de le considérer comme tel en l'intégrant au groupe parlementaire. Deux années de purgatoire. A l'époque, il en aurait pleuré. Aujourd'hui, il en « *rigole* » encore.

Lui faire ça à lui, Jean-Dominique Giovannelli, né le 4 mars 1939 à Inzinzac-Lochrist, fils de celui qui fut maire de cette commune de 1945 à 1977, maire lui-même par relais immédiat ! A lui qui milita – et même un peu plus, mais il n'en veut point parler, par pudeur – contre la guerre d'Algérie ! A lui qui fit campagne, en 1965, pour M. Mitterrand candidat à la présidence ! A lui qui adhéra dès 1969 au nouveau Parti socialiste de M. Alain Savary, puis, deux ans plus tard, à celui d'Epinay, créé en 1971 ! Sans parler du fait que c'est M. François Mitterrand lui-même qui l'encouragea, par l'intermédiaire de son ami Georges Dayan, à se présenter aux législatives de 1978, galop d'essai avant la course victorieuse de 1981.

Et l'on aurait des doutes ? Car ce dissident de 1981 passait à Paris pour un mal-élevé, peut-être bien rocardien d'ailleurs, puisque sa fédération l'était. Monsieur avait eu le mauvais goût de faire l'original, et c'est là que se situe le fin mot de l'histoire. M. Jean Giovannelli a un petit faible pour les minorités et – démocrate et diplomate – il préfère qu'elles disposent d'un droit à l'expression publique plutôt – c'est le Corse et le Breton qui parlent – que de poser des bombes par-ci par-là. Et voilà pourquoi il a donné sa signature au PSU, à la veille de l'élection présidentielle de 1981, afin que Mme Huguette Bouchardeau puisse présenter sa candidature. Au diable les interdits !

Du coup, la direction du Parti socialiste ne tint aucun compte de la volonté des militants locaux, qui voulaient un Giovannelli député. Elle dépêcha sur place une dame parachutée. Giovannelli le cabochard fut élu quand même.

Cabochard... c'est à voir ! M. Jean Giovannelli a tout de même montré, pendant cinq ans, qu'il n'est pas si « *bordélique* » – pour parler comme lui – qu'on l'a dit. A l'Assemblée nationale, il a été bien sage, et en 1985-1986 il ne s'est pas précipité pour tenter de sauver sa place de député. Il n'en veut plus à personne, pas même à M. Jospin, et voue au contraire une reconnaissance éternelle à M. Pierre Joxe, qui, président du groupe socialiste à l'Assemblée, a calmé ses douleurs. M. Jean Giovannelli, réputé méchant et qui ne l'est pas vraiment, lui attribue une « *gentillesse formidable* ». Il aime bien aussi M. Fabius et M. Rocard. Bref, il n'est pas sectaire pour un sou. Il prendra, pour 1988, qui s'imposera, pour peu qu'il ne menace pas le Parti socialiste d'éclatement, « *Rocard, Jospin, Fabius ou... Mitterrand !* » Surtout pas de dissident !

JEAN-YVES LHOMEAU.





Le Monde

SCIENCES

Recherche : promesses tenues

La recherche n'a pas trop mal vécu sous les gouvernements socialistes. Deux points faibles cependant : la mobilité des chercheurs et la pénétration du secteur industriel.

« L'UN *des enseignements de ces dernières années est que les nations ne sont plus maîtresses, pour elles-mêmes, de la vitesse à laquelle les innovations ou les découvertes sont mises à jour ou mises en application : c'est le pays le plus agressif, le plus audacieux qui impose aux autres son rythme* », disait, en avril 1981, le candidat socialiste François Mitterrand. La question posée, ajoutait-il, est dès lors simple. « *Quelle place pour la France dans cette compétition internationale ? A la tête ou à la traîne ? Au cinquième rang, après les Etats-Unis, l'URSS, le Japon, la RFA ou au premier rang ? Vassal ou éclaireur ? Mon choix est fait. Je veux qu'au cours du septennat prochain la France de la science soit à la tête du peloton. Et j'en prendrai les moyens.* »

Discours de circonstance ? La suite a prouvé que ce n'était pas seulement de simples promesses électorales. Une fois élu, le président n'a pas trahi le candidat Mitterrand. Tout au long de la législature, la recherche est restée, tant dans le discours que dans les faits, une priorité du gouvernement. Avec naïveté parfois, dans la mesure où la recherche, cette « *clé du renouveau* », est parée d'un peu trop de vertus propres à faire sortir rapidement le pays de la crise. Mais avec raison aussi, puisque, de l'aveu même de Laurent Schwartz (1), la recherche était en 1981 « *menacée de mort par asphyxie* » du fait de « *l'effondrement du recrutement des jeunes chercheurs à partir de 1970* ». Après les efforts des années 60 en sa faveur, « *le déclin*, disait-il, *puis la stagnation de 1970-1980, risquent fort d'amener une baisse significative de la recherche en France pendant la décennie 1980-1990* ».

« Un grand show convivial »

Cette indigence reconnue, le premier gouvernement Mauroy va s'efforcer de la combattre en créant pour la recherche un ministère propre. A sa tête, on nomme un politique plutôt qu'un technicien : Jean-Pierre Chevènement. Si l'homme est un partisan convaincu de l'importance de la recherche et de la technologie, il a aussi le souci de son image de marque et entend bien se servir de son passage à ce poste pour l'améliorer. Les deux desseins ne sont d'ailleurs pas incompatibles et, fort de l'aval présidentiel, Jean-Pierre Chevènement va se donner les moyens de sa politique en organisant, en janvier 1982, les Journées nationales de la recherche et de la technologie.

Grand-messe pour certains, cet événement spectaculaire aura le mérite trop rare de rassembler et de rapprocher scientifiques, industriels, décideurs, syndicalistes et responsables de l'administration pour « *un grand show convivial* ». Mais ce carrefour sera aussi l'occasion d'esquisser les grandes lignes de ce que sera, quatre ans durant, l'instrument de la politique gouvernementale en matière de recherche, à savoir la LOP : la loi d'orientation et de programmation de la recherche. Une loi dont les objectifs sont particulièrement ambitieux et qui vise à :

– rejoindre le peloton de tête des pays industrialisés et faire en sorte que les dépenses de recherche et de développement représentent, en 1985, 2,5 % du PIB contre 1,83 % seulement en 1980 ;

– développer l'emploi scientifique dans les grands organismes publics de recherche à un rythme annuel moyen de 4,5 % ;

– doter les personnels de recherche d'un statut comparable à celui des agents de la fonction publique tout en tenant compte des caractéristiques propres des métiers de la recherche ;

– harmoniser les statuts des organismes de recherche et élargir leur mission (création de filiales, valorisation des résultats de la recherche, etc.) ;

– développer la politique régionale de recherche ;

– *améliorer la diffusion de la culture scientifique et technique.*

Ce plan n'est pas du goût de tous, et le Sénat, tout en reconnaissant le bien-fondé de certaines des orientations de la LOP, ne se gêne pas pour le faire savoir. Les éléments de prévision de la loi, dit-il, « *s'apparentent plus à une définition indicative des moyens qu'à une programmation financière contraignante* », et il serait « *regrettable et dangereux*, ajoute-t-il, *de faire naître de fausses espérances dans la communauté scientifique* ». Qu'importe. Sur la lancée de l'effort consenti, bien tardivement, à la recherche par le gouvernement Barre, on décide d'aller de l'avant. La recherche connaît alors ses meilleurs budgets et se développe à un rythme soutenu. Mais pas tout à fait égal à celui retenu par la loi, qui était de 17,8 % par an, en moyenne et en volume, sur la période 1982-1985.

« Un îlot de prospérité »

Ce bel élan va connaître un net ralentissement dès 1984. Rigueur budgétaire et annulation de crédits décidés par les services du ministre de l'économie, Jacques Delors, affectent alors la recherche, qui, malgré tout, reste prioritaire. Ses moyens progressent toujours plus vite que le budget général de l'Etat, ce qui fait dire à certains qu'elle est encore « *un îlot de prospérité dans un océan de rigueur* ». Mais, à l'heure des bilans, beaucoup ne manquent pas de faire remarquer qu'au lieu des 17,8 % fixés, la croissance des budgets de recherche n'a pas dépassé 9,4 %. Les mêmes, bien que reconnaissant « *à leur juste mérite les efforts entrepris* », soulignent également que les promesses faites en matière d'emploi n'ont pas été tenues, que la croissance dans ce domaine ne dépasse pas 2,6 % là où 4,5 % avaient été prévus et que, enfin, on est à 2,3 % du PIB, alors que l'on avait fixé la barre à 2,5 %.

Si les objectifs chiffrés n'ont donc pas été atteints, force est de reconnaître que la recherche n'a pas trop mal vécu pendant toute cette période. D'autant que ses personnels ont vu leur métier reconnu par un nouveau statut proche de celui des agents de la fonction publique. Ebauché par Jean-Pierre Chevènement, ce projet ne verra le jour qu'en janvier 1984, sous le ministère de Laurent Fabius. Son successeur, Hubert Curien – plus un technicien cette fois qu'un politique, – le peaufinera pour l'adapter à la spécificité des organismes de recherche. Toutes mesures qu'une grande partie de la communauté scientifique comme la plupart des organisations syndicales accueillent favorablement, alors que d'autres fustigent cette « *fonctionnarisation qui ouvre la porte au laxisme* ».

Quoi qu'il en soit, les augmentations budgétaires, fussent-elles inférieures aux prévisions trop ambitieuses de Jean-Pierre Chevènement, et les mesures en faveur des personnels de recherche ne sont rien sans un minimum de programmation.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ÉLISABETH GORDON.

(Lire la suite page 12.)

(1) Membre de l'Institut, auteur d'un rapport sur l'enseignement et le développement scientifique rendu public en janvier 1982.

BUDGET CIVIL DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

	Budget (milliards de francs)	Taux de croissance en francs courants	Taux de croissance en francs constants	Créations de postes
1981	19,68	17,6 %		615
1982	25,41	29,1 %	14,8 %	1 580
1983	32,52	28 %	16,9 %	2 462
1984	37,58	15,6 %	7,7 %	905
1985	39,64	5,5 %	0 %	1 008
1986	43,82	10,6 %	6,3 %	1 400
Moyenne 1982-1986		17,4 % (*)	8,9 %	

(*) Au cours de cette période (1982-1986), le budget de l'Etat a eu un taux de croissance, en francs courants, limité à 9,3 %.

Trois points de vue

Alain Devaquet

Un bilan en demi-teinte

CONSEILLER scientifique de M. Jacques Chirac et maire du onzièmearrondissement, M. Alain Devaquet reconnaît « *qu'une volonté existe de donner à notre recherche scientifique les moyens de sa double mission, de rayonnement intellectuel par l'acquisition de la connaissance et de développement technologique par la mise au point de produits et de procédés.* » Cette volonté se manifeste essentiellement par « *l'effort en faveur de la recherche fondamentale, des programmes mobilisateurs et de la formation des jeunes chercheurs, mais elle s'enlise dans une coûteuse politique des personnels qui se développe aux dépens des moyens de travail donnés aux chercheurs* ».

En effet souligne-t-il, « *les coûts de main-d'œuvre au sens large sont passées de 7,5 milliards de francs en 1981 à quelque 15 milliards en 1985* », alors que l'augmentation du nombre de postes (qui devait être de 4,5 % par an) *n'a été en* moyenne que de 3 %. « *Cette augmentation trop importante des dépenses (pour un recrutement somme toute modeste) consomme totalement les moyens qui auraient permis d'améliorer l'entretien des infrastructures des laboratoires.* » Les dépenses dans ce domaine sont pratiquement « *restées constantes en valeur depuis quatre ans* ». De même, ajoute-t-il, « *au lieu de financer de coûteuses réformes de statuts du personnel, il aurait mieux valu utiliser les crédits correspondants à doter les laboratoires de moyens suffisants* ».

Analysant le financement de la recherche depuis 1981, M. Devaquet constata que « *la loi d'orientation a eu le grand mérite de contraindre l'Etat à faire un effort continu et relativement important* », mais que ce financement a été « *très inégal* ». En effet, si le budget du ministère de la recherche a nettement progressé, d'autres composantes (PTT, recherche universitaire) n'ont que faiblement augmenté, ou même ont régressé (recherche militaire). Le maire du onzième note à ce sujet que « *la progression du financement universitaire correspond pour l'essentiel à l'accroissement de l'effectif des chercheurs ; la remise à niveau des crédits opérationnels n'a pas été réalisée* ».

M. Devaquet est aussi sévère lorsqu'il analyse l'action du gouvernement en matière de recherche industrielle. Il constate que, « *contrairement au discours officiel, les entreprises ont fait un effort sur leurs ressources propres au moins égal à celui de l'Etat au cours de la période 1981-1985* ». Les objectifs de financement par l'industrie et par les administrations étaient respectivement de 0,93 et 1,57 % du PIB alors que les résultats en 1985 sont de 0,98 et 1,27 %. « *Le retard financier est donc imputable en totalité à l'Etat* », et M. Devaquet précise qu'on peut évaluer « *à près de 10 milliards de francs sur ces quatre ans l'insuffisance du transfert financier de l'administration vers les entreprises* ».

Le plan triennal adopté l'an dernier aurait dû avoir pour but de corriger ces effets négatifs. Or, selon M. Devaquet, il ne donne pas au ministre les moyens de réaliser ses bonnes intentions. « *Décider la création nette de 1 400emplois par an est une orientation souhaitable mais qui entraînera un accroissement de 4,5 à 5 % des dépenses de main-d'œuvre. Dès lors, les autorisations de programmes ne peuvent progresser chaque année de 3 à 3,5 % en volume* ». Ce qui ne permet pas de respecter les priorités annoncées: le soutien des programmes, la réalisation de grands équipements scientifiques, les incitations à la recherche industrielle. « *A l'évidence*, conclut M. Devaquet, *l'enveloppe n'est pas à la hauteur des ambitions* ».

François Kourilsky

« Transfuser ! »

POUR le vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT), M. François Kourilsky, la volonté politique de faire de la recherche une priorité nationale est incontestablement l'un des points forts de la législature. « *Nous n'avons pas eu besoin*, dit-il, *de convaincre le gouvernement de l'importance de la recherche. On nous a demandé ce qu'il était important de faire et non pourquoi il fallait le faire.* »

De ce point de vue, la création d'un ministère propre pour la recherche et la technologie fut pour M. Kourilsky une bonne chose. Tout comme l'a été le regroupement dans une enveloppe unique des moyens budgétaires consacrés à ce secteur d'activité. Cela a donné à la politique de recherche un « *début de cohérence* » et à ses responsables « *un outil de pilotage que beaucoup de pays nous envient* ». D'ailleurs, affirme-t-il, « *les objectifs de la loi ne pourront pas être atteints si l'on se prive de cette structure* ».

Durant cette période, de nombreux laboratoires sont sortis de « *l'état de paupérisme où beaucoup étaient à la fin de la dernière décennie* ». « *Simultanément à l'effort fait en faveur de la recherche fondamentale*, souligne M. Kourilsky, *s'est manifesté un nécessaire intérêt pour la recherche industrielle.* » En France, la recherche dans les entreprises reste « *encore insuffisante tant en ce qui concerne le financement que l'exécution* ».

Bilan plutôt positif, donc. Mais le vice-président du CSRT ne cache pas que « *il reste énormément à faire* », et que, « *si un mouvement a été lancé pendant les premières années de la législature, il faut l'organiser et le développer* », car « *les échelles de temps de la recherche n'ont rien à voir avec celles des volontés politiques et des lois* ». En d'autres termes, il appelle à une continuité d'action.

Il reste selon lui à effectuer des « *transfusions* » entre universités, organismes de recherche et entreprises, à introduire souplesse et mobilité chez les nouveaux fonctionnaires, à « *apprendre aux établissements de recherche à gérer leurs ressources humaines.* » Enfin, il faut développer la recherche industrielle dans des secteurs qui ne sont pas touchés par les grands programmes et que la France n'a pas l'habitude de prendre en compte (agro-alimentaire, textile, bâtiment et travaux publics, etc.). Reste un point auquel M. Kourilsky tient particulièrement : celui de la nécessaire évaluation des organismes et des programmes de recherche. « *Si la volonté de le faire*, dit-il, est affirmée, *le passage aux actes n'est pas encore commencé.* »

Philippe Lazar

Pour la mobilité

DIRECTEUR général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Philippe Lazar fut le rapporteur général du Colloque national Recherche et technologie. Ce colloque voulait décloisonner la recherche, créer les conditions d'un dialogue entre les chercheurs et les autres acteurs socio-économiques. *Il y a dans une grande mesure* réussi. Cette « *modification de l'état d'esprit* » paraît à Philippe Lazar un acquis majeur de la législature. L'ouverture était nécessaire et sentie comme telle, mais des formules malheureuses du type « *pilotage par l'aval* » lui avaient beaucoup nui. « *Il fallait réussir cette ouverture dans un climat de « partenariat » et non de dépendance* », souligne-t-il.

Un autre point important est « *l'effort financier considérable en faveur de la recherche* ». A titre d'exemple, le directeur général de l'INSERM indique que le budget de *son organisme a doublé* entre 1981 *et* 1986, *passant de* 0,83 *à* 1,65 *milliard de francs, ce qui laisse,* après la prise en compte des hausses de prix, une belle progression en volume. Lui paraît spécialement importante la continuité de cet effort, inscrite dans deux lois de programmation.

Ces acquis des cinq dernières années ont été souvent soulignés. Il n'en est pas de même d'un troisième. « *Nous avons pu constater,* » explique Philippe Lazar, *un accroissement corrélatif de l'efficacité de l'appareil de recherche et de ce qu'il est convenu d'appeler son organisation démocratique. Il est compatible, et à mon avis complémentaire, de faire appel à la participation des différents acteurs à tous les niveaux, et d'accroître leur efficacité. On met souvent en cause les syndicats. Je crois que c'est radicalement faux. S'ils sont en situation de ne pouvoir s'exprimer qu'à travers des revendications corporatistes, ils en expriment. Si on les amène à se placer en position de responsabilité par rapport aux orientations de l'orgnisme, ils le font. A l'INSERM, je le dis sans détour, nous avons fermé cinquante-trois laboratoires en quatre ans, pour un total de deux cent soixante dix au départ. Un millier de personnes ont changé d'activité. Cela s'est fait avec l'accord des forces syndicales.* »

Philippe Lazar insiste beaucoup sur cette mobilité interne, *qui lui paraît plus significative que l'externe*, car « *quand des gens travaillent bien, il n'y a pas de raison qu'ils partent* ». Il reconnaît que la mobilité externe pourrait être plus importante, mais elle ne dépend pas des chercheurs. Il attend actuellement des propositions de l'industrie pharmaceutique, laquelle pourrait embaucher une dizaine de chercheurs.

Voilà pour les points positifs. Quant aux points vraiment négatifs, Philippe Lazar n'en trouve pas.

هكذا من الأصل

Le réseau ferré sous l'œil d'Astrée

Un système de surveillance très prometteur mis au point par le service des études de la SNCF.

SOMMÉE par l'opinion publique et par le gouvernement de trouver une parade aux catastrophes ferroviaires de l'été 1985, la SNCF a découvert que son service des études avait conçu un système remarquablement prometteur, capable d'éviter les tamponnements comme à Flaujac (Lot) ou les excès de vitesse comme à Argenton-sur-Creuse (Creuse). Astrée (automatisation du suivi en temps réel) a été retenu pour savoir, avant dix ans, où se trouvent tous les trains et communiquer avec eux.

Il existe une bonne quinzaine de raisons de connaître exactement la position d'un train. Cette localisation permet d'éviter qu'un convoi en rattrape un autre, d'actionner un aiguillage ou de fermer un passage à niveau en temps opportun. La SNCF a donc développé plusieurs méthodes pour situer ses locomotives et ses wagons : cela va de la plus sommaire, à savoir le coup d'œil du chef de gare qui signale l'arrivée d'un train, à la plus perfectionnée, qui permet de débloquer automatiquement les portes d'une rame du côté où se trouve le quai. Le moyen le plus classique est le circuit de voie, qui détecte la présence d'un train dans un canton (portion de voie de 1 500 mètres environ) permet d'interdire d'y pénétrer.

Ces dispositifs présentent l'inconvénient d'être supportés par l'infrastructure, c'est-à-dire que les signaux, les pédales et les circuits sont liés à la voie. Ce qui implique que tout système doit être installé sur la totalité des 70 000 kilomètres gérés par la SNCF, à moins de faire des arbitrages et donc des impasses comme à Flaujac, où la voie unique n'était pas équipée avec des blocks automatiques en service entre Paris et Lille. Astrée rompt avec cette tradition.

La mémoire du réseau

Chaque locomotive emporte des microprocesseurs où sont disponibles en permanence les caractéristiques du convoi : destination, composition, charges, capacité de freinage. Cette mémoire dispose aussi de la carte générale du réseau ferroviaire français, avec la position des gares, des bifurcations et des voies de service. La locomotive est équipée d'un radar Doppler qui évalue sa vitesse avec une précision de l'ordre de 0,1 % et qui permet de mesurer le chemin parcouru avec une erreur de l'ordre de 1 mètre par kilomètre. Des balises au sol, dont la position a été mémorisée, permettent de « recaler » le système et de localiser le train. Dans ces conditions, la locomotive est en mesure d'émettre en permanence le message suivant : *« Je suis le train X ; je roule à l'endroit Y, à la vitesse Z, et voici ma fiche d'identité. »* Pour plus de sécurité, il est prévu que chacun des 250 000 wagons seront munis soit d'une radio à courte portée (3-20 mètres), soit d'une transmission acoustique afin d'informer en permanence la locomotive de leur présence ou de leur décrochement.

Des satellites de secours

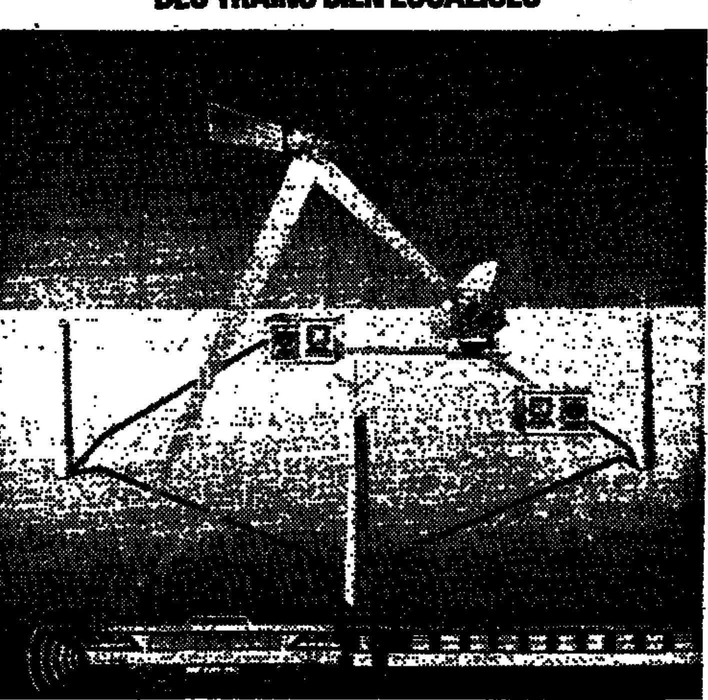
Un autre ordinateur embarqué dans la motrice prend alors en charge l'émission du message et le transmet de façon analogique au réseau Radiocom 2000, inauguré par les PTT le 21 janvier 1986. Celui-ci permet à tout mobile d'entrer en communication téléphonique avec n'importe quel abonné et vice versa. La couverture de 85 % du territoire national sera assurée, en 1990, grâce à des relais radio délimitant cinq cents « cellules » territoriales où des canaux (de quatre à vingt-quatre) sont utilisés. La SNCF souhaiterait, dans chaque « cellule », disposer d'un canal prioritaire qui acheminera les messages des locomotives au centre de suivi, le « serveur ». Celui-ci pourra alors gérer le trafic de façon optimale et, à son tour, donner des ordres par le même canal à chacune des locomotives. Il faudra boucher les « trous » du réseau Radiocom 2000, à savoir les tunnels, les cuvettes et les tranchées où les communications ne peuvent parvenir. La SNCF installera en ces points délicats des câbles rayonnants, des répéteurs à large bande ou des stations radio déportées.

Le fin du fin pourrait consister en l'utilisation des satellites géostationnaires du type Géostar. Vers 1992-1995, ceux-ci émettront des signaux qui aideront les mobiles à se localiser à 10 mètres près et les mettront en contact avec leur « serveur ». Un peu moins précis et plus coûteux que l'ensemble radar Doppler-Radiocom 2000, ce recours aux satellites sera limité aux situations de panne ou de carence du système au sol.

Astrée révolutionne la SNCF. Pour la première fois, celle-ci n'a pas cherché à se doter de son propre réseau de transmission, mais elle s'est tournée vers ceux dont c'était le métier, les PTT. La SNCF utilisera le réseau public de télécommunications très économique. Deuxième bouleversement : ce n'est plus l'infrastructure qui supporte le système de localisation, mais le matériel roulant, et les conséquences de ce choix semblent très prometteuses. Il sera beaucoup moins coûteux d'équiper les 10 000 locomotives, autorails et draisines que les 70 000 kilomètres de voies ferrées. Astrée aura encore le mérite d'être un système universel : il concernera la totalité des trains, et donc l'ensemble du territoire. Finie la disparité entre l'extrême sécurité d'un TGV et le cantonnement téléphonique sur les voies uniques du Massif Central ! Petits ou grands, en plaine ou en montagne, à 30 km/h ou à 280 km/h, tous les convois bénéficieront de la même sécurité.

La troisième innovation tient au caractère multifonctionnel du système. La conjonction de la parfaite localisation et d'une communication instantanée entre le mobile et le serveur permet d'imaginer une multiplicité de fonctions qui en dissimulent sûrement d'autres. L'espacement des trains s'effectuera d'une façon idéale puisque, à la vitesse de 30 km/h, il n'est pas nécessaire de maintenir une distance de 3 km ou de deux « cantons » entre les convois. Le centre de suivi régional préviendra instantanément les deux trains qui s'élancent l'un vers l'autre sur une voie unique. Il déclenchera le freinage d'urgence de la locomotive en excès de vitesse. Les travailleurs des chantiers ferroviaires seront alertés de l'arrivée d'un train par un signal sonore individuel.

DES TRAINS BIEN LOCALISÉS



Dans le système Astrée, la motrice émet un signal indiquant sa position. Celui-ci est capté par le réseau Radiocom 2000 des PTT, et transmis à un ordinateur de contrôle, lequel peut éventuellement diffuser par la même voie un message d'alerte. Une transmission par satellite est prévue en recours.

Une addition de 8 milliards de francs

Intelligent, souple, le système fait appel au dernier cri de la micro-informatique et de la télécommunication. Il est donc cher, mais pas coûteux. Ce paradoxe tient au fait que la SNCF devra dépenser, en dix ans, de 8 à 10 milliards de francs pour embarquer des ordinateurs à bord de ses dix mille motrices, pour implanter balises et relais le long des voies et surtout pour concevoir les programmes et les matériels informatiques.

En revanche, les économies générées par Astrée seront considérables et la SNCF ne peut encore les évaluer avec précision. Inutile de monter des freins à disque plus coûteux de 40 % sur les wagons, car ils n'auront jamais à freiner en catastrophe. Inutile d'équiper la totalité du réseau avec le système radio sol-train propre à la SNCF. Une conduite des trains plus économique pourra éviter 10 % des dépenses d'énergie. Le non-renouvellement des blocs, des signaux et des téléphones à l'ancienne, la suppression de fonctions astreignant les agents à des tâches de surveillance fastidieuses, la satisfaction des usagers qui sauront précisément leur heure d'arrivée ou celle de leurs marchandises, réduiront les dépenses et généreront des recettes supplémentaires qui amortiront Astrée en peu d'années.

Dans un an, certains wagons transportant des matières fissiles seront les premiers à expérimenter Astrée. L'administration tient à les localiser et à les suivre en priorité. Il en coûtera 15 millions de francs. Dès la fin de 1988, l'ensemble du parc roulant d'une région sera équipé de radars et d'ordinateurs connectés avec un serveur. Coût : 100 millions de francs. Vers 1991-1992, il sera temps de lancer un appel d'offre pour équiper tout le réseau avec Astrée, qui rapprochera un peu le train de l'avion en le reliant par la voie des ondes à une véritable banque de données.

La SNCF cherchait la sécurité. Elle a trouvé l'occasion de prendre un coup de jeune grâce à la fée Electronique.

ALAIN FAUJAS.

Recherche : promesses tenues

(Suite de la page 11.)

Programmation de la recherche fondamentale d'abord, qui connaît une progression relativement importante de ses moyens pendant tout l'exercice de la LOP, alors que, d'ordinaire, la pression de la nécessité avait plutôt tendante à favoriser le court terme ou le très court terme. Programmation sectorielle tous azimuts ensuite, qui prend en compte des secteurs nouveaux tels que les biotechnologies, les sciences humaines, les relations Nord-Sud, mais se garde bien d'oublier les priorités « traditionnelles » des grands programmes que sont l'électronucléaire, l'espace, l'aéronautique civile et l'Océan. Programmation aussi de la coopération en matière de recherche européenne avec ESPRIT, Eurêka, Ariane et bien d'autres réalisations.

Programmation, enfin, de la recherche industrielle, dont chacun s'accorde à souligner la criante insuffisance. Tout au long de leur mandat, les trois ministres de la recherche ont aidé à son développement et proposé des mesures incitatives. En vain ? Certainement pas. Mais, à l'heure du bilan, il reste beaucoup à faire même si des progrès — modestes — ont été accomplis. C'est avec la quasi-absence de mobilité des chercheurs, un des points faibles du bilan gouvernemental, et il ne faut guère s'étonner que ces recherche industrielle ; d'engager une politique à long terme de l'emploi scientifique conduisant à créer chaque année 1 400 emplois ; d'améliorer l'évaluation des programmes de recherches ; de doter les laboratoires de moyens

LA SUCCESSION DES MINISTRES

	Premier gouvernement Mauroy
Mai 1981	Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie.
	Deuxième gouvernement Mauroy
Juin 1982	Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie.
Mars 1983	Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche.
	Gouvernement Fabius
Juillet 1984	Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

thèmes soient à nouveau pris en compte par le plan triennal de la recherche (1986-1988) présenté en juin 1985 par Hubert Curien.

Ce plan, qui vise à poursuivre le rétablissement de la position scientifique et technologique de la France, se propose de donner un véritable coup de fouet à la leur permettant de rivaliser avec leurs concurrents étrangers. Bref, de faire un effort tel que la dépense nationale pour la recherche et le développement atteigne 3 % du PIB à la fin de la décennie.

Vaste programme qui ne se réalisera qu'à la condition que les sommes aujourd'hui consacrées à la recherche (environ 100 milliards de francs) augmentent d'environ un tiers, ce qui suppose, comme le faisait remarquer un expert, que *« l'industrie prenne son destin en main. »* A cette condition, la France pourra peut-être gagner une ou deux places dans le concert des nations industrialisées. Mais rien n'est sûr dans la mesure où la France, bien qu'elle soit dans le peloton de tête, occupe toujours — du fait aussi des efforts entrepris à l'étranger — la même place en dépit des vœux présidentiels et des progrès accomplis.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ÉLISABETH GORDON.

LE SACRE DES MÉDECINES DOUCES

Cinq recommandations

Intitulé « Evaluer les « médecines différentes. Un défi ? » Le rapport du groupe de réflexion se compose d'un document de 102 pages et d'annexes portant principalement sur les méthodes d'évaluation expérimentales pouvant être mises en œuvre dans différents domaines : acupuncture, homéopathie, phytothérapie, aromathérapie, thérapies manuelles, naturothérapie et sophrologie (1).

Colligeant les résultats de quatre sondages (effectués en 1978, 1981, 1984 et 1985), les auteurs du rapport notent *« un désir très net »* de la population de voir ces techniques enseignées à l'Université et pratiquées en contexte hospitalier aussi bien qu'en cabinet. Ils soulignent d'autre part que les médecins eux-mêmes sont de plus en plus intéressés par des pratiques qu'on ne leur a jamais enseignées en faculté.

Les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie rappelées dans le texte indiquent ainsi que la proportion des omnipraticiens à mode d'exercice particulier (MEP) a augmenté de 10 % par an de 1981 à 1984. On compte officiellement en France près de deux mille cinq cents docteurs en médecine – jeunes pour la plupart – qui se rangent dans la catégorie des médecines douces. On recense aussi aujourd'hui plus de treize cents médecins en formation dans la filière « médecines naturelles » de la faculté de Bobigny.

Le rapport insiste sur le caractère social des *« médecines différentes »*. Elles ont de plus une dimension médiatique et économique considérable : le chiffre d'affaire des laboratoires français d'homéopathie est de 620 millions de francs, la consommation des plantes médicinales est à 35 000 tonnes (plus de 350 millions de francs) et certaines mutuelles commencent à rembourser à titre expérimental les prestations d'ostéopathes et de chiropracteurs ? Parallèlement, le rapport note que les tribunaux condamnent moins fréquemments et moins lourdement ces derniers. Les auteurs relèvent ainsi que depuis 1976 dix-huit chiropracteurs condamnés pour exercice illégal de la médecine se sont vu dispenser de peine *« compte tenu des témoignages favorables recueillis à leur endroit »*. *Idem* ou presque pour les ostéopathes.

Une partie importante du rapport est consacrée aux points de vue des associations de consommateurs ainsi qu'aux différentes thèses en présence. Le mouvement consumériste entend être consulté et réclame une information sur l'inocuité et l'efficacité des thérapies différentes.

Du côté officiel (instances académiques, ordinales, universitaires, organismes de recherche, etc.), comme du côté « parallèle », on développe une série d'arguments apparemment imparables. Les auteurs du rapport les ont utilement recensés. Le camp officiel, on plaide (sans surprise) pour la raison, la démarche expérimentale, l'objectivité et le respect de l'état actuel des connaissances scientifiques ; où l'on souligne aussi les dangers inhérents à des pratiques médicales non évaluées qui peuvent faire perdre de précieuses chances à des personnes souffrant de maladie grave.

De l'autre, le camp « parallèle », attaque le caractère *« réductionniste »* de la biomédecine d'aujourd'hui, sa prétention non fondée de sciences quasi exacte. Des exemples bien connus (Semmelweiss, Pasteur) de victimes de l'impérialisme doctrinaire sont cités. On n'oublie pas non plus l'importance de la *« contribution déterminante »* de non-médecins aux progrès de la médecine et le fait que ce sont les tenants de la médecine officielle qui réclament les preuves d'efficacité ou d'inocuité, alors que ce sont eux, précisément, qui disposent de la totalité des moyens pour le faire.

Comment sortir de l'impasse ? En évaluant le plus rationnellement possible les pratiques qui pour l'essentiel, ne l'ont jamais été. relèvent les anomalies de la situation présente (poids excessif des laboratoires pharmaceutiques, confusion inquiétante entre thérapeutiques et pharmacothérapie, failles réglementaires, etc.).


Dessin de JY.

Les auteurs concluent par une série de recommandations qui, expliquent-ils *« engagent une politique de santé publique »*. Il faudrait ainsi, selon eux :

● **Créer une instance de recours.** – Composée de personnalités reconnues en fonction de leur compétence et de leur esprit d'impartialité, autonome, elle devrait favoriser la recherche fondamentale dans les domaines controversés. Elle devrait également avoir un rôle dans l'information du grand public.

● **Modifier certains textes législatifs et réglementaires.** – Il s'agirait notamment de modifier la réglementation sur l'autorisation de mise sur le marché des médicaments. Les auteurs préconisent aussi une réglementation des procédures d'essai des thérapeutiques ne relevant pas de la catégorie des médicaments (thérapies physiques, manuelles, chirurgicales, psychologiques, ou mettant en jeu les radiations de nature diverse, en particulier les radiations ionisantes).

● **Préciser les garanties et les droits des usagers.**

● **Améliorer la qualité de l'information.** – Il faudrait notamment au cours des études secondaires une information qui puisse être donnée tant sur la médecine classique que sur les techniques différentes en développant l'esprit critique.

● **Harmoniser la formation médicale.** – Les auteurs proposent la création d'un diplôme interuniversitaire d'acupuncture et d'homéopathie.

J.-Y. N.

(1) Le groupe de travail Médecines différentes était composé de huit membres : MM. Pierre Cornillot (CHU Bobigny), Jean-Yves Follezou (CHU Pitié-Salpêtrière-INSERM), Paul Janiaud (INSERM), Jacques Lacaze, Pierre Magnant et Pierre Tubéry (tous les trois membres du Comité pour la défense et l'expérimentation des médecines alternatives) ainsi que de MM. Raymond Pautrizel (Bordeaux) et Simon Schraub (Besançon, CHU-INSERM).

Le rapport n'est pourtant signé que de sept membres de ce groupe de travail. Le professeur Simon Schraub, bien qu'ayant participé aux travaux du groupe, *« a souhaité ne pas l'honorer de sa signature »*. Plus précisément, la position du professeur Schraub diverge des autres membres du groupe en ce qui concerne les propositions et les recommandations formulées dans le rapport. *« Ma conduite,* explique-t-il *est dictée par le fait que je ne suis compétent qu'en cancérologie et qu'il ne m'est pas possible de donner un avis sur les autres médecines et thérapeutiques différentes. »*

Guérir autrement

(Suite de la première page.)

L'essentiel, pourtant, n'est pas là. Il n'est peut-être pas non plus dans l'impulsion donnée à la reconnaissance universitaire de pratiques largement mises en œuvre sur le terrain comme l'acupuncture ou l'homéopathie. Le souci des hospitalo-universitaires de ne pas voir leur échapper la formation médicale initiale, dont ils ont la charge, et les raisons économiques qui poussent aujourd'hui de plus en plus de jeunes médecins vers les « modes d'exercice particuliers » auraient tôt ou tard abouti aux mêmes conséquences.

En revanche, l'important ici est bien – phénomène unique au monde – la mise en place décidée par le gouvernement d'un processus d'évaluation scientifique de *l'ensemble* des thérapeutiques alternatives. Une évaluation scientifique doublée d'une évaluation *« psychologique et sociologique »* du phénomène et d'un processus d'information et de communication orienté vers le grand public (1). Un objectif ambitieux et, sans doute, au bout du compte, une espérance : celle d'établir les bases rationnelles de l'actuelle croyance populaire dans ceux qui tirent aura et succès de leur position marginale. Reste à savoir si la douleur, le mal de vivre et le difficile dialogue qu'entretiennent avec leur corps nos contemporains sont réductibles au seul rationnel. Si tel n'était pas le cas, les remèdes retenus par la gauche, dans le louable et double souci d'enrichir les acquis de la médecine moderne, grâce aux non-médecins, tout en luttant contre le charlatinisme, n'auraient, en définitive, été qu'une brève illusion.

JEAN-YVES NAU.

(1) Entre autres objectifs, la Fondation se propose d'impliquer les associations de consommateurs et celles d'usagers dans les recherches et la diffusion des résultats des études et à structurer un réseau d'information publique par les médias (télévisions, radios, journaux).

Pour en finir avec les rieurs

La Fondation de recherche sur les thérapeutiques alternatives, c'est lui. Ou plutôt, devrait-on dire, la fondation de la Fondation puisque – il tient à le préciser – il n'en sera pas le président. C'est le docteur Jean-Pierre Muyard, un Jurassien – né à Dôle en 1940 – encore tout étonné de se trouver là, avenue de Ségur, dans ce bureau du ministère des Affaires sociales.

Un regard doux-rêveur qui n'arrive pas à masquer – malgré des verres épais – le pétillement des yeux, la gentillesse toute en persuasion, voire en fermeté, de qui sait exactement ce qu'il veut. Et qui finit par l'obtenir. Il y a du soixante-huitard dans cet homme – là, comme en témoigne sa carrière : interne des hôpitaux psychiatriques de Lyon en 1963, licencié en sociologie, il a été le collaborateur de deux chercheurs originaux parmi les plus éminents, Henri Laborit (de 1972 à 1976) et Roger Guillemin, prix Nobel de médecine, en 1976. En 1977, il crée à Montvaillant, dans les Cévennes, un institut de recherches sur les rythmes biologiques et une clinique du sommeil. Là, au cœur du pays cévennol, il fait la connaissance de Georgina Dufoix, qui, lorsqu'elle deviendra ministre, se souviendra de ce médecin « pas comme les autres », doué d'un véritable talent de dialecticien. Elle fera appel à lui pour cette aventure des thérapeutiques alternatives auxquelles elle tient tant.

En trois mois, de décembre 1985 à mars 1986, la fondation est mise sur pied. On lui alloue un budget de près de 4 millions de francs. On installe le centre d'évaluation thérapeutique proprement dit à Cannes, dans une clinique que dirigera le docteur Muyard. Le projet n'a guère eu le temps de moisir au fond d'un tiroir. Les premiers commentaires ne tardent pas. Du sourire entendu – les médecines alternatives, cela fait « forcément » sourire – jusqu'au classique « elle est folle » pour qualifier ce ministre, porte-parole du gouvernement, qui se commet, et avec quelle fougue, dans les médecines parallèles C'est du « patasocialisme », dit-on.

Vingt-cinq millions de fous ?

Des réactions qui, aujourd'hui encore, font bondir notre bon docteur : *« On ne peut tout de même pas balayer d'un revers de plume le fait que 40 % de la population a recours à ce type de médecine. Pas plus qu'il n'est possible de qualifier de « truands » l'ensemble des dix mille médecins qui déclarent pratiquer ces médecines. 25 millions de Français et dix mille médecins seraient-ils fous ? Face à un tel phénomène, il était important de tenter d'apporter des réponses en fournissant aux consommateurs une évaluation qui soit faite avec un minimum de sérieux.*

La politique de l'autruche, celle qui consiste à rejeter tout en bloc comme celle qui, au nom de la tolérance, accepte de fermer les yeux sur un phénomène dont on ne veut surtout pas entendre parler – n'a jamais servi à quoi que ce soit. Il fallait avoir le courage – politique – d'en sortir ».

Un point réconfortant pour le docteur Muyard, le retentissement qu'a eu à l'étranger l'annonce de la création de cette fondation. Ainsi, par exemple, plusieurs universités – dont celles de Los Angeles et de Montréal, lui ont fait savoir qu'elles étaient prêtes à collaborer. Pourtant, de nombreuses voix, et non des moindres, se sont élevées en France pour condamner le principe même de l'existence de cette fondation. Au nom d'un « scientisme » exacerbé, répond le docteur Muyard.

Le débat le passionne, et, du même coup, tout y passe, à commencer par l'enseignement de la médecine tel qu'il est prodigué aujourd'hui dans les facultés : *« Quelle est la place de la psychologie et de la psychotérapie dans les études médicales ? Quelques cours livresques et puis rien, sinon un métier que l'on apprend dans une structure hyperprotectrice et hiérarchisée à outrance, l'hôpital. Dans tout cela, où est la relation médecin-malades... »*

Il se donne trois ans pour réussir. *« A Cannes,* dit-il, *j'aurai une obligation de résultats »*. Jusque-là, il espère que les rieurs de toute espèce auront la bonne grâce d'attendre... et de se taire.

FRANCK NOUCHI.

Le risque de l'erreur

par GEORGINA DUFOIX (*)

Nul ne peut ignorer que les Français s'intéressent de façon croissante à des thérapies distinctes de celles que prescrit la majorité des membres du corps médical et qu'enseignent nos universités.

Le débat n'est plus marginal, dans la mesure où le phénomène de société, même s'il ne valide en rien ces pratiques du point de vue de la science, exige une évaluation, puis une régulation, que les pouvoirs publics sont loin d'assurer aujourd'hui. Le temps de l'interdiction est révolu. Tout autant que celui du mépris.

Notre société est en pleine évolution dans son rapport au corps, à la santé, à la responsabilité individuelle face à la maladie et face à la mort. Il ne faut pas exclure que les médecines différentes apportent à ces questions une réponse qui serait mieux entendue de nos contemporains.

Quelle que soit la convergence des attentes du public et de l'offre médicale, il convient toutefois de ne pas lui donner *a priori* force de loi. Lorsqu'on constate l'émergence de pratiques en net divorce avec la norme, voire avec la réglementation, la première urgence est, pour les pouvoirs publics, de ne pas céder à ce que j'appellerai un coup d'Etat silencieux, accompli à l'insu de tous.

L'absence de règles dans un domaine aussi grave que la santé publique est un déni du droit des gens à être soigné dans les meilleures conditions.

Le succès des médecines alternatives, et parfois l'intérêt de leur approche thérapeutique, l'explosion quantitative de leur impact en nombre de praticiens comme en nombre de patients, la vogue des enseignements – surtout pour les plus sérieux d'entre eux, – sont la face relativement positive d'une autre réalité, beaucoup plus périlleuse, pour la santé des individus comme pour leur protection sociale : des thérapies, des médicaments dont l'efficacité et l'innocuité n'ont pas été officiellement reconnues, mais qui font l'objet d'un remboursement au même titre que des remèdes ayant subi, avant d'être mis sur le marché, le long processus réglementaire d'expérimentation et d'évaluation, risquent, s'ils sont inefficaces, d'entretenir l'illusion dangereuse d'une prise en charge médicale et de coûter cher, en pure perte, à la collectivité.

Fermer les yeux sur l'exercice des pratiques thérapeutiques les plus diverses sans contrôle aucun, c'est laisser la place à tous les charlatanismes, à tous les amateurismes, à tous les « coups de pub », lieux de prédilection des médias avides de sensationnel.

Evaluer ?

Encore ce danger n'est-il qu'anecdotique. Car, après tout, ces médecines que l'on suspecte de brouiller les règles du jeu médical ne sont au banc de la science que parce qu'elles se sont développées hors de l'autorité morale et scientifique de la Faculté. Elles ne sont dangereuses que pour autant qu'elles sont incontrôlées. Accepter de les accueillir dans la communauté scientifique pour en apprécier, selon des méthodes appropriées, la validité, l'efficacité thérapeutique et l'innocuité ne paraît pas déraisonnable. Au contraire.

J'entends déjà les objections des adversaires de l'ouverture : évaluer ? la science ne fait que ça. Elle dispose des méthodes appropriées. Que la demande médicale des Français se soit modifiée ne modifie en rien la validité de l'acquis scientifique. Il n'y a pas de médecines différentes. Il n'y a qu'une différence de comportement social devant la santé.

Mais ce n'est qu'à partir du moment où seront réunies les conditions de base – disponibilité du corps médical à évaluer les pratiques alternatives et constitution des outils d'évaluation – que pourra s'exercer de façon sereine et incontestable la discrimination entre n celui de censeur du savoir, mais, structure d'accueil d'une connaissance humaniste portant au plus haut le concept de liberté.

Exigence et modestie

De tels enjeux nécessitaient d'entrer rapidement dans le concret. J'ai donc pris la décision de favoriser la mise en place d'une structure opérationnelle, sorte de point focal de toute cette problématique : la Fondation de recherches sur les thérapeutiques alternatives vient de voir le jour. Son objectif est de mettre au point et de tester des méthodologies nouvelles d'évaluation adaptées aux médecines différentes, ainsi que de communiquer ou d'initier des recherches épistémologiques, en particulier en vue de formuler des modèles théoriques permettant de définir une recherche fondamentale spécifique.

Outre plusieurs comités scientifiques ou techniques en liaison avec les structures universitaires et les unités de recherche de l'INSERM ou du CNRS, la fondation disposera d'un outil majeur : un Institut d'évaluation clinique ayant pour vocation de valider certaines pratiques médicales largement répandues, telles que l'acupuncture, la phytothérapie, l'homéopathie, les pratiques manuelles, afin d'en apprécier l'efficacité, l'innocuité et le coût par rapport à des méthodes thérapeutiques courantes.

On aura perçu, je l'espère, l'esprit d'ouverture qui anime une telle initiative, moteur d'une politique de reprise en compte globale du fait médical sans aucune anticipation sur les résultats des recherches qui vont être entreprises.

Ma préoccupation, dans ce débat qui, en raison de l'importance de l'enjeu, ne parvient pas toujours à garder l'objectivité nécessaire, est de retrouver deux principes qui ont permis à l'esprit humain ses plus grandes conquêtes : la modestie et l'exigence.

D'aucuns penseront que c'est mettre le loup dans la bergerie. Je leur répondrai par la voix de Rabindranath Tagore, sage parmi les sages : *« Si vous fermez la porte à toutes les erreurs, la vérité restera dehors. »*

Sachons prendre le risque de l'erreur. Les yeux grands ouverts.

(*) Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LES VACANCES DE JÉROME GARCIN

DANS le dernier numéro de *l'Événement du jeudi*, Jérôme Garcin a eu l'idée simple mais amusante de demander à cinquante « créateurs » (les guillemets ne sont pas de lui) de juger la critique. La question exacte était : *« Que pensez-vous sincèrement de la critique ? »* Par prudence et parti pris, je n'évoquerai que les réponses des écrivains, laissant dans l'ombre peintres, pianistes, acteurs, chanteurs, cinéastes, sculpteurs, etc. Les enquêteurs ont retenu dix de mes confrères : trois femmes (Jeanne Bourin, Geneviève Dormann et Françoise Sagan), un membre de l'Académie française (Jean d'Ormesson), trois académiciens Goncourt (François Nourissier, Robert Sabatier et Michel Tournier), un consul (Pierre Jean-Rémy), un prix Goncourt, qui sent presque encore la peinture (Yann Queffélec) et un éditeur (Jean-Marc Roberts).

Pour des personnes qui ne sont pas nées de la veille, qui ont connu et connaissent le succès, j'ai été frappé par leur relative amertume et leur naïveté, en général. Nombreux sont les écrivains interrogés qui regrettent le bon vieux temps, la critique d'autrefois, qui, elle, faisait son travail. Ainsi Jean d'Ormesson songe avec nostalgie aux grands critiques de l'entre-deux guerres *« qui n'ont pas été remplacés »* ; ainsi Geneviève Dormann parle avec lyrisme *« des vieux papas de la profession qui savaient juger un livre »*. De Florence, Pierre-Jean Rémy rêve au *« au rez-de-chaussée du* Monde : *c'était important pour l'auteur, le lecteur »*. Françoise Sagan résume assez bien cette illusion rétrospective : *« Autrefois les critiques comme Rousseaux ou Henriot parlaient du livre, de son style, de l'intrigue... c'était peut-être vieillot, scolaire, mais au moins instructif. Aujourd'hui, rares sont ceux qui se livrent à ce genre d'exercice. »*

Les incompris

Nous serions prêts à sortir nos mouchoirs de paysan. Heureusement, Michel Tournier veille au grain et remet, sur ce point, les choses à leur place. Il affirme bien, lui aussi, que la critique n'est plus ce qu'elle était mais c'est sinon pour s'en féliciter, du moins pour dire que ce n'est pas un si grand mal. *« Il y a un siècle, ou même cinquante ans, un pape de la critique... décidait sans appel qui avait du talent, qui n'en avait pas... Ce pape s'appelait Sainte-Beuve, Paul Souday, Albert Thibaudet. Cette tyrannie était odieuse, d'autant que ces messieurs ne se faisaient pas faute de se tromper lourdement. La lecture aujourd'hui des* Lundi *de Sainte-Beuve est accablante. On le voit constamment porter aux nues d'obscurs rimailleurs, traiter Charles Baudelaire comme quantité négligeable...* (1) » Tournier fait alors la remarque que la puissance de cette critique « papale » a été refoulée par trois nouveautés. L'écrivain vend désormais sa propre salade : *« interviews... dans la presse, puis à la radio, désormais à la télévision »*.

Un des griefs qui reviennent le plus souvent à l'encontre des critiques d'aujourd'hui, c'est leur narcissisme. *« Quand elle est à l'œuvre, c'est pour parler de tout autre chose que du livre »*, affirme Pierre-Jean Rémy. Cet avis est partagé par Jean d'Ormesson : *« Ils s'écoutent écrire »* au lieu de parler des points forts ou faibles des livres.

Nourissier, dans des attendus assez subtils abonde dans ce sens : *« Narcisse se contente d'écrire de bons textes indépendamment du contenu du livre. Il en sort un bel article qui n'a malheureusement aucune utilité critique. »* Sagan, très en verve ce jour-là, ajoute : *« Ils se veulent des gens d'humeur, comme si l'objectivité était honteuse. Passablement narcissiques, ils parlent du* « livre que j'ai lu » *et non du* « livre que tel ou tel a écrit ». Pour Jean-Marc Robert, revenu de bien des choses, c'est par faiblesse que les critiques seraient méchants, car *« c'est plus facile d'être brillant par le sarcasme que dans l'éloge »*. Je ne vois guère que Robert Sabatier pour oser avancer des évidences : *« Un bon critique doit être partisan, ne pas avoir peur d'être injuste, savoir ce qu'il veut et ne pas avoir peur de perdre son emploi. »*

2 TOUJOURS PLUS !

NOS dix écrivains récalcitrants ont ceci de commun qu'au moins un de leurs ouvrages s'est vendu à plus de cent mille exemplaires, qu'ils ont des presses copieuses, qu'ils sont tous passés à « Apostrophes », que certains de leurs livres ont été traduits dans une ou plusieurs langues et qu'ils se bousculent dans les collections de poche. Beaucoup de films ou d'adaptations télévisées ont été tirés de leurs œuvres. Enfin, s'ils souhaitent écrire des papiers sur les livres, sur la politique, sur ce qu'ils veulent – et certains ne s'en privent pas, – les colonnes des journaux leur sont grandes ouvertes.

Ils font partie d'une étroite minorité d'écrivains – on dirait aujourd'hui une nomenklatura, – peut-être 1 ou 2 % des femmes et des hommes de lettres, et pourtant ils se plaignent, c'est ça que je trouve étrange ! On les lirait mal. On ne parlerait pas de leurs ouvrages avec les égards qui leur seraient dus. Pour l'immense majorité des écrivains dont les ventes oscillent entre trois cents exemplaires et deux mille, la question se pose un peu différemment : ce qui les inquiète, ce n'est pas tant de savoir si la soupe sera bonne, mais de savoir s'il y aura soupe ! On ne se vend peut-être pas beaucoup plus lorsqu'on grappille une dizaine d'articulets et un grand papier que quand on est passé sous silence – parce que ça existe d'être passé sous silence – mais du moins ce brouhaha, si médiocre soit-il, vous donne chaud au cœur et, surtout, rassure l'éditeur, qui ne fermera pas sèchement la porte au nez à votre prochain manuscrit. Les chances restent ouvertes.

Bien entendu, c'est l'enfant de chœur de la glorieuse troupe. Yann Queffélec, qui vend la mèche, nous livre naïvement les vraies raisons de cette susceptibilité des nantis. Depuis son Goncourt, nous dit-il, il a changé. *« J'ai moi-même été critique, et depuis que j'écris* (sous-entendu : depuis mon prix), *je m'aperçois que je ne pourrais plus l'être. »* Notre bon garçon *« s'étant heurté à la difficulté de l'écriture »* a désormais trop de respect *« pour l'effort et la discipline »*. Il lui serait désormais *« pratiquement impossible de parler d'un livre en toute objectivité »*. Si l'on gratte les belles considérations morales qui suivent, on s'aperçoit que depuis que Yann Queffélec s'est fait un nom et un prénom, il aimerait bien que ça dure, qu'on ne touche pas à ce bel édifice. Et comme gage de bonne volonté, avec beaucoup de solennité, il abjure ses erreurs passées, la critique ! Il ne parlera plus des autres sinon, éventuellement, pour en dire du bien. Qu'on en fasse autant à son égard.

Sagan rêve lorsqu'elle évoque, les larmes aux yeux, la noble figure d'André Rousseaux (qui devient, dans *l'Événement*, Mousseau !), qui sévissait au *Figaro littéraire* et, avant guerre, à la *Revue universelle*, de Jacques Bainville et Henri Massis. Ayant sans doute quelque peu résisté, ce maurassien têtu se distinguera à la Libération par sa fureur épuratrice. De sa tranchée du *Figaro littéraire* (qui s'appelait, je crois, *le Littéraire)*, il put enfin tirer sur le talent avec bonne conscience. Massacrer Montherlant, Giono, Céline et Jouhandeau de leur vivant, c'est un plaisir et un palmarès que peu de critiques ont pu s'offrir. Cela permit à Jean Paulhan de tourner le bonhomme en ridicule et de nous offrir dans *les Cahiers de la pléiade* une exquise leçon de littérature.

Les vieux messieurs de la critique, qui savaient si bien parler des livres, qui prenaient tout leur temps, qui savaient discerner et les beautés et les laideurs, sont une vue de l'esprit. Mais c'est vrai qu'ils aimaient asseoir sur leurs genoux les petites filles acides et tendres, et leur raconter de belles histoires. Et je comprends que Françoise S. et Geneviève D. songent à eux avec nostalgie. C'est gentil, et si féminin, de vous souvenir avec tendresse de ces messieurs d'autrefois qui vous faisaient si bien la cour.

3 « LA PENSION DES NONNES »

JE dois beaucoup à l'American Express, qui m'a permis de lire tranquille en avion cette semaine. L'American Express est non seulement la carte que vous connaissez peut-être, mais aussi une agence de voyages. Son dernier thème, c'est la mer et les îles. Je vous laisse broder là-dessus. Pour lancer ses croisières, l'AE avait invité quelques journalistes sur une Caravelle. On déjeunait à Olbia, en Sardaigne. On prenait le thé à Ibiza et on se retrouvait à Orly vers 22 h 30. Ça m'allait comme un gant : beaucoup de kilomètres sans trop bouger et dans un temps record. Orly-Olbia me permit de savourer *la Pension des nonnes*, de Pierre Veilletet (aux éditions Arléa, 49 F). Veilletet appelle ça roman. Et c'est vrai que pour un livre de 94 pages, il y a cette fameuse épaisseur romanesque. Disons récit puisque le mot nouvelle fait fuir le chaland. Dans cette *Pension*, on voyage. Première partie Gênes ; II Hambourg. Il y a modification. Un gigolo qui pourrait sortir d'une nouvelle de Colette ou Sagan (ce qui n'est pas la même chose) et qui se métamorphoserait au fil des trains, des taxis, des promenades au bord de l'eau en personnage de Simenon-Butor. Beaucoup de noms, et discordants pour un premier livre d'un auteur de quarante-trois ans qui a des lettres et du talent. Veilletet est un curieux lambin qui ferait dans le court. On dirait qu'il attend que la pâte sèche. Près d'Olbia, on trouverait des ânes blancs, le temps m'a manqué pour vérifier.

(1) Dans son *Contre Sainte-Beuve*, Tournier va un peu loin. Il reproche à l'auteur des *Lundis* d'avoir *« passé sous silence Rimbaud »*. Comme il est mort en 1869, ce silence est d'outre-tombe !

« LES MINES DU ROI SALOMON »

Un film de gags et d'aventures

Une jolie blonde intrépide, Sharon Stone, débarque en Afrique à la recherche de son père, archéologue. Il a disparu après avoir trouvé les traces des mines du roi Salomon. Sharon Stone est habillée en bermudas – comme on en portera dès que le temps le permettra – qui s'amenuisent jusqu'au petit short échancré. Il est vrai qu'elle en voit de drôles, entre les affreux Allemands, eux aussi à la recherche du trésor, les cannibales, l'abominable reine noire qui semble faite de boue plissée, et autres...

J. Lee Thomson pastiche délibérément quelques films célèbres et en particulier, jusque dans la musique, *Indiana Jones*, mais sur un rythme bien poussif. Il est vrai que le vaillant aventurier n'est pas Harrison Ford. C'est Richard Chamberlain. Il s'agite dans tous les sens, essaie de paraître ce qu'il a été, maquillé comme un passeport, et le visage figé, comme rafistolé. Lifting ou hémiplégie ?

La mise en scène alterne vraies cascades, gags, trucages kitsch. Il s'agit plus de faire rire que d'emporter dans les folies baroques des romans de Haggard, dont le scénario s'inspire très lointainement.

C. G.

★ Voir les films nouveaux.

Les livres de l'amour éternel

Ceux qui, dans les années 60, eurent le privilège de lire *She* dans l'édition Pauvert d'alors en gardèrent la mémoire marquée d'une balafre de feu. L'amour y célébrait un prodige souverain, le mythe ultime de la beauté faite femme, Ayesha, qui attend pendant deux mille ans, au cœur d'un volcan refroidi, le retour de son amant. Mieux que la plus folle aventure, il s'agissait d'un livre où la folie d'aimer avait pouvoir de défier les âges.



Sous le titre générique *Elle-qui-doit-être-obéie*, les éditions Robert Laffont viennent de rééditer les cinq romans qui composent la saga d'une passion impérissable : *Elle ou la Source de feu ; le Retour d'Elle ; la Fille de la sagesse ; les Mines du roi Salomon, Elle et Allan Quatermain*, de Sir Rider Haggard, le plus étrange des romanciers britanniques.

Célébré par la société de son temps comme économiste et juriste, Rider Haggard (1856-1925) sut s'évader très loin de ces sciences austères. Ami de Kipling, il donna libre court dans ses écrits à la fureur fantastique et au trouble de toutes les aventures. Francis Lacassin l'évoque sous les traits d'un enchanteur inspiré : *« Chérissant l'invraisemblable et cultivant la stupeur, il avait pressenti quelque quarante ans avant André Breton que le surréel est vérité, et la réalité, imposture. »*

Le pied de la momie

Rien n'est raisonnable en cette œuvre qui excède les acquis de l'imaginaire, alors même qu'elle s'est épanouie (comble d'ironie dont l'auteur se plaît à jouer) durant les années triomphantes de la normalité victorienne. En maints passages, tandis que se développent les épisodes les plus incroyables, les plus cruels ou les plus irradiés d'exquise perversité, le narrateur souligne combien tout cela est inconvenant.

Certaines séquences constituent de purs joyaux qui auraient mérité de prendre place dans *l'Anthologie de l'humour noir*, dans un recueil des blasons du corps féminin ou dans un prochain florilège du fétichisme. Où a-t-on vanté avec autant de sauvage délicatesse la grâce d'un pied de femme ? D'un pied glorifié, si l'on ose dire, pour lui-même, puisque le reste de la momie avait été brûlé... *« Je me demandais rêveusement quelle était la beauté qu'il avait portée dans les splendeurs et les cortèges d'une civilisation oubliée ; quelle enfant joyeuse, quelle rougissante jeune fille, quelle femme enfin épanouie ? Quels palais son pas léger avait-il effleurés ? Avec quel courage avait-il foulé les chemins de la mort ? Auprès de qui s'était-il glissé, dans le silence de la nuit, tandis que dormait l'esclave noir sur le pavé de marbre, et qui avait surpris son bruit furtif ? Peut-être encore s'était-il posé sur les fières épaules d'un conquérant vaincu par la beauté d'une femme, et peut-être les lèvres des rois avaient-elles effleuré sa blancheur ?... »*

Qu'un seul pied puisse engendrer tant de pages visionnaires suggère la démesure réservée au portrait de l'héroïne considérée dans son entier ! Ayesha, plus déesse que femme par son sublime éclat, demeure pourtant plus femme que déesse par l'absolue passion qui l'attache au souvenir de Kallikratès. Qu'est-ce que deux millénaires de patience pour qui a reconnu au premier regard, non pas l'homme de sa vie, mais l'homme de son éternité, l'Elu du destin ?

Et voilà qu'il surgit, surmontant les épreuves des tempêtes, des barbares et des fièvres sous l'identité du jeune explorateur Leo Vincey, mais avec les traits ressuscités de Kallikratès. Et voilà que le temps renoue la seule durée qui compte aux yeux des amants : le présent de leur présence.

Aussi, quand Horace Holly, l'archéologue disgracié, tuteur et mentor de Leo Vincey, interroge Ayesha sur les profonds enseignements qu'elle ramène de son long séjour d'éternité, le dialogue s'achève-t-il par un hymne exalté.

« Au-delà de la sagesse, quel bien espérer ?

– Mais l'amour, cher Holly, l'amour qui embellit tout ce qui nous entoure et insuffle un sens divin à la poussière même que foulent nos pas. »

Pour l'amour, Ayesha et Leo repartiront dans des errances sans fin, des rives du Zambèze jusqu'aux cimes du Tibet et jusqu'au bout des temps.

ANDRÉ VELTER.

★ *Elle-qui-doit-être-obéie*, de H. Rider Haggard, préface de Francis Lacassin, collection « Bouquins », Robert Laffont, 914 pages, 95 francs.

La nuit des Pharaons, de Rider Haggard, 176 pages, 37 francs, et douze autres titres parus aux Nouvelles éditions Oswald (37 francs ou 63 francs le volume).

MUSIQUE

AU CENTRE POMPIDOU

La longue nuit du Quatuor Kronos

En adoptant une tenue vestimentaire aussi insolite pour des intrumentistes classiques qu'ordinaire pour des musiciens de rock, les membres du Quatuor Kronos de San-Francisco semblent avoir pris de l'avance pour nous transporter dans l'avenir. Pourtant, ils ne jouent que des œuvres du passé, qu'elles aient été écrites il y a six mois, ou dans les années 30. Préférant à celui du premier violon le nom du vieux dieu grec, symbole du temps, célèbre pour avoir dévoré ses enfants, ils proclament bien haut que rien n'est fixe, surtout pas l'avant-garde et que si les esthétiques se suivent en s'opposant, elles s'absorbent puis se confondent.

De 18 h 30 à minuit et demi, le Quatuor Kronos n'a pas joué moins de neuf œuvres, de Bartok à Xenakis, en passant par Schoenberg et Philip Glass, donnant en bis des arrangements de rock. La dernière partie, diffusée en direct par France-Musique, était exemplaire de cette volonté de réunir les tendances les plus contradictoires en apparence. Ainsi, au Quatuor numéro 2 d'Elliott Carter (né en 1904), le plus éminent représentant aux Etats-Unis d'une tradition européenne où tous les raffinements d'écriture semblent compliquer à plaisir, succédait le Sixième quatuor de Terry Riley (né en 1935), père de la musique répétitive, intitulé *Salome Dances for Peace* où l'on discerne surtout, en l'absence de polyphonie véritable, une technique de développement calquée sur celle des ragas de l'Inde.

On a peine à comprendre comment des interprètes capables de maîtriser avec une aisance stupéfiante les difficultés dont sont hérissées les partitions de Carter peuvent trouver quelque intérêt à la relative indigence des œuvres de Riley. Peut-être éprouvent-ils simplement le besoin de respirer après un si rude effort de concentration. Mais il se pourrait bien que l'avenir rassemble ce que nous avons séparé au nom d'une certaine idée de la pureté de l'avant-garde ; ce serait la véritable leçon de cette « Nuit des quatuors » placée au beau milieu du festival que le Centre Georges-Pompidou organise jusqu'au 15 mars. En comparaison, les concerts du Quatuor Arditti, les 7 et 8 mars, seront plus confortables. Au programme : Bartok, Carter, Donatoni, Finissy... Des modernes sans contestation possible pour aujourd'hui.

GÉRARD CONDÉ.

VARIÉTÉS

AU PALAIS DES SPORTS

L'industrie de Holiday on Ice

Holiday on Ice s'est installé au Palais des sports pour dix semaines. Le succès paraît inépuisable pour ce spectacle familial annuel où cohabitent champions de patinage, clowns, tableaux folkloriques ou exotiques et personnages de dessins animés.

La formule a été inspirée par Sonja Henie, championne de patinage artistique et étoile de Hollywood dans les années 30. Holiday on Ice a fait sa première apparition à Paris en 1950 au Vel-d'Hiv, pour dix-sept représentations.

Holiday on Ice est le spectacle le plus répandu dans le monde en Amérique latine, au Canada, au Japon, en Australie, en Europe de l'Est et de l'Ouest. Aux Etats-Unis, trois troupes se produisent en permanence.

Pour le reste du monde, tout part de Berne, seule ville européenne où les patinoires ont une glace permanente. Une revue est montée chaque année et tourne pendant quatre ans en suivant un parcours immuable, de Nice à Hongkong, de l'Amérique latine à l'Australie. Quatre troupes de quatre-vingt-dix personnes chacune circulent ainsi. En septembre prochain, trois de ces troupes seront en France avec des spectacles différents, et séjourneront en moyenne une semaine dans chaque ville, voyageant avec un système de containers, transportant plusieurs pistes de glace. Cinq cents séances de Holiday on Ice seront données en France cette année pour un million deux cent mille spectateurs.

La grande extension de Holiday on Ice dans notre pays est relativement récente : elle date du milieu des années 70, avec la création, un peu partout dans l'Hexagone, de palais des sports et de halls d'exposition et avec... le développement des clubs du troisième âge, dont le public a remplacé, les mercredis, celui des enfants et de leurs parents.

Les patineurs d'un ballet de Holiday on Ice restent en général deux à quatre ans dans la troupe. Les têtes d'affiche, de six à quinze ans, et les comiques parfois plus longtemps encore : un Canadien, Guy Longpré, déguisé en marin, fait ainsi, depuis un quart de siècle, le même numéro burlesque.

CLAUDE FLÉOUTER.



COMMUNICATION

UN NOUVEAU QUOTIDIEN BRITANNIQUE : « TODAY »

Une révolution bien entamée

De notre correspondant

Londres. – L'histoire a souvent commis quelques inexactitudes en fixant le début d'une ère nouvelle. Par simplification elle retiendra vraisemblablement que la transformation de la presse britannique a commencé le 4 mars 1986. C'est la date que porte le numéro 1 de *Today*, le dernier-né des quotidiens nationaux en Grande-Bretagne, un enfant prodige ; mais la révolution que signifie cette opération est déjà bien entamée. Voici près d'un an que l'annonce de l'événement a bouleversé Fleet Street, le sanctuaire londonien de la presse, maintenant en voie d'éclatement et contraint depuis plusieurs mois à des révisions déchirantes.

Paradoxe et anachronisme : les journaux nationaux britanniques représentent une immense industrie (15 millions d'exemplaires en semaine, plus de 18 millions le dimanche), auprès de laquelle la presse française paraît bien sous-développée. Mais les méthodes de production de Fleet Street n'ont guère changé depuis au moins un siècle. La plupart des quotidiens en sont restés au procédé du plomb fondu. Ils entretiennent à grands frais des équipements vétustes, servis par un personnel pléthorique, défendu par des syndicats jusqu'à présent très puissants et souvent accusés d'être en grande partie responsables d'un suprenant retard. Le modernisme de *Today* serait à peine remarqué dans d'autres pays.

Today est le premier quotidien britannique en couleur, et – ce qui est plus important – il fait appel au dernier cri de l'électronique. Dans un immeuble discret situé loin de Fleet Street, les rédacteurs composent directement leurs articles sur écran (c'est la « rédaction électronique »), la photocomposition est complètement intégrée dans un système géré par ordinateur, l'impression en offset est assurée simultanément selon le procédé du fac similé dans trois centres près de Londres, à Manchester et à Birmingham (il le sera bientôt dans une quatrième unité, au nord-est de l'Angleterre).

Divisions syndicales

Résultat : il suffit de cinq cents personnes (dont cent vingt-cinq journalistes) pour produire *Today*, quand les effectifs des titres concurrents s'élèvent à un ou plusieurs milliers d'employés (trois mille au *Daily Telegraph* pour un tirage comparable). Avec un diffusion initiale d'environ un million d'explaires, le jeune fondateur de *Today*, M. Eddy Shah, quarante-deux ans, estime pouvoir réaliser un bénéfice annuel de 20 millions de livres, presque le double de celui de la totalité des autres journaux en 1984... (1)

Nouveau venu à Londres, M. Shah n'est toutefois pas un inconnu. Il s'est déjà fait un nom en créant un petit groupe de journaux gratuits dans les Midlands où, fin 1983, profitant des nouvelles lois voulues par le gouvernement Thatcher, il a réussi, après un dur conflit, à imposer l'engagement d'ouvriers n'adhérant pas aux syndicats du Livre, qui perdaient ainsi leur monopole. C'était là le signe avant-coureur du bouleversement que connaît aujourd'hui Fleet Street. En créant *Today*, M. Shah continue d'ignorer les deux grandes organisations ouvrières de la presse, SOGAT et NGA. Il a conclu l'an dernier un accord, alors sans précédent, avec un syndicat étranger à Fleet Street, celui des électriciens et électroniciens, le EETPU, qui a accepté de voir le droit de grève très sévèrement limité, cette participation provoquant de pénibles dissensions à l'intérieur du TUC (Trade Unions Congress), la centrale syndicale unique.

> *Today, premier quotidien britannique en couleur, et imprimé avec les techniques modernes, révolutionne la presse à Londres. Les patrons de Fleet Street n'ont toutefois pas attendu M. Eddy Shah pour engager le fer avec les puissants syndicats du Livre anglais.*

Avec sa formule prometteuse : réduction considérable des effectifs et des coûts de production, M. Shah, malgré son inexpérience, n'a guère eu de mal à trouver des investisseurs dans la City, un groupement très divers où l'on trouve la chaîne hôtelière Trusthouse Forte et l'entreprise de travaux publics McAlpine, ou encore la filiale britannique de la Banque nationale de Hongrie. Certains de ces bailleurs de fonds n'ont jamais caché leur soutien au Parti conservateur. D'autres se veulent résolument « apolitiques », comme M. Shah lui-même.

Today, s'attaque essentiellement au « haut de gamme » de la presse dite « populaire », le *Daily Mail* (1,8 million d'exemplaires), le *Daily Express* (1,9 million d'exemplaires), conservateur, et, dans une moindre mesure au *Daily Mirror* (3,3 millions d'exemplaires), travailliste. La concurrence de M. Shah est d'autant plus inquiétante pour ces journaux que leur tirage est actuellement en baisse (de 3 à 13 %). Il réagissent : mardi matin dans les kiosques, le *Mail* et *l'Express* sont parus au côté de *Today* avec plusieurs pages en couleur et le *Mirror* compte faire de même prochainement.

Mais les conséquences du phénomène *Today* dépassent largement le stade de cette seule compétition : elles remettent en cause le fonctionnement et l'avenir de l'ensemble de la presse nationale.

Avant même que M. Shah ne mette son projet à exécution, M. Rupert Murdoch, le propriétaire du plus grand groupe international (*Times*, *News World*, *Sun*) a suivi l'exemple de *Today*. En janvier, du jour au lendemain, M. Murdoch a quitté Fleet Street et claqué la porte au nez des Syndicats du Livre (*le Monde* du 28 janvier et 4 février). Plus de 5000 ouvriers ont été licenciés et la société éditrice, News International, a fait appel au même syndicat (l'EETPU) et aux mêmes techniques que M. Shah. M. Murdoch voulait diminuer ainsi ses coûts de production de près de 80 % : prédiction sans doute excessive, mais des experts admettent qu'il pourra faire une économie de 60 millions de livres en un an s'il parvient à surmonter les effets du boycottage que lui imposent SOGAT et NGA, ce qui perturbe toujours sérieusement la distribution des titres de son groupe.

A ce sujet, une solution est peut-être en vue, malgré les affrontements des dernières semaines, qui ont valu plusieurs dizaines d'interpellations parmi les manifestants. A l'initiative du TUC, M. Murdoch a accepté le principe de négociations dès cette semaine avec les syndicats, y compris l'EETPU, qui semble n'être plus menacé d'être exclu de la centrale pour avoir joué les « jaunes ». Chacun a mis un peu d'eau dans son vin. M. Murdoch, pour sa part, pourrait, au minimum, accepter de règler des indemnités de licenciements.

Le « Fleet Street de l'an 2000 »

En décembre, après des mois de crise larvée, M. Robert Maxwell, patron du groupe Mirror, est parvenu de justesse à obtenir de SOGAT et NGA la suppression progressive, mais assez rapide, de plus de deux mille emplois, soit près d'un tiers du personnel. Une même proportion de réduction des effectifs est envisagée par le groupe Express à brève échéance. En fait, la plupart des journaux nourrissent un tel projet, ainsi que celui d'inaugurer des nouvelles imprimeries (comme M. Murdoch) dans l'ancien quartier des docks de Londres, qui va devenir le « Fleet Street de l'an 2000 ».

En outre, on ne compte plus les projets de création de nouveaux titres. L'ancien président de Marks and Spencer, lord Sieff, vient d'annoncer le lancement de *l'Independent* pour octobre. M. Maxwell, de son côté, a révélé qu'il allait diffuser très prochainement un quotidien supplémentaire (en couleur) en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre, ce qui a causé à Glasgow, ces dernières semaines, l'éclatement d'un conflit avec les employés du *Daily Record*, quotidien régional appartenant au groupe Mirror, et chargé d'assurer la confection de la nouvelle publication sans la moindre augmentation de main-d'œuvre.

M. Shah ne l'ignore pas : c'est par lui que le scandale est arrivé. « Révolutionnaire », oui, mais modeste. Il refuse d'assurer seul le bouleversement. Il a déclaré, le 3 mars, quelques heures avant la sortie de *Today* : « *Fleet Street était depuis trop longtemps dépassé, bien avant ma naissance. On ne peut diffuser toute la presse à l'échelle nationale à partir du centre de Londres, dans une rue étroite et embouteillée. La seule raison de l'absence quasi totale de changement est que l'on n'a pas permis à Fleet Street d'évoluer.* » Le promoteur de *Today* a même reconnu avoir rencontré ces derniers jours, et jusqu'à l'heure H, de « *multiples problèmes* », des défaillances électroniques : « *Today est né avec deux heures de retard.* »

FRANCIS CORNU.

(1) Voir le dossier intitulé « Crise dans la presse britannique – La bataille de Fleet Street », dans *le Monde* du 25 décembre 1985.

● *M. Berlusconi candidat à un deuxième canal sur TDF 1.* – La société italienne Fininvest de M. Silvio Berlusconi est candidate à un canal sur le futur satellite de télévision directe TDF 1. Le gouvernement français a déjà attribué un canal de ce satellite à la « 5 » de MM. Berlusconi et Seydoux, un autre à la future chaîne culturelle (la « 7 ») à vocation européenne et un troisième au patron de presse britannique Robert Maxwell. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a fait connaître officiellement, par l'intermédiaire du gouvernement du Luxembourg, sa demande d'une « option » jusqu'au 31 juillet ; le quatrième canal du satellite, s'il était attribué à la CTL, pourrait être germanophone, mais un canal en français pourrait se trouver disponible par la suite sur le satellite jumeau de secours TDF 2.

Le directeur du « Quotidien de la Réunion » dénonce une « cabale » contre son journal

De notre correspondant

Saint-Denis. – Le directeur du *Quotidien de la Réunion*, M. Maximin Chane Ki Chune, sera-t-il poursuivi par le parquet de Saint-Denis pour outrage à la justice ? L'hypothèse est sérieusement envisagée par le procureur de la République du tribunal de grande instance de Saint-Denis.

L'affaire remonte au 11 février dernier. Ce jour-là, un tract anonyme raciste et calomnieux est répandu dans les rues du chef-lieu du département, reprochant au directeur du *Quotidien de la Réunion* de prétendues malversations financières à l'intérieur d'un groupe de plusieurs sociétés qu'il dirige.

Le tract, intitulé « Les tribulations d'un chinois à la Réunion », faisait allusion aux origines ethniques de M. Chane Ki Chune et l'accusait, ainsi que la communauté chinoise de l'île, d'opérer des « pressions » sur les banques de la place. Ce même 11 février, le procureur de la République, M. Schiano, saisissait la brigade financière de la sûreté urbaine départementale aux fins de démasquer les auteurs du libellé anonyme, et aussi de vérifier si les allégations contenues dans le tract étaient fondées. Le lendemain, le directeur du *Quotidien de la Réunion* portait plainte contre X... pour diffamation.

Sous le titre « La machination », *le Quotidien de la Réunion* protestait, dans son édition du vendredi 22 février, contre la procédure engagée par le procureur de la République, ainsi que contre l'attitude de l'inspecteur de la brigade financière. Celui-ci avait, en effet, déclaré à deux journalistes entendus par lui dans le cadre d'une enquête préliminaire que son souci principal était de « *coincer M. Chane Ki Chune* » et, « *accessoirement* », de retrouver les auteurs du tract. Des propos qu'il devait fermement démentir par la suite.

La réplique du journal suscita quelques remous au palais de justice de Saint-Denis. Le procureur de la République envisage d'engager une action judiciaire contre le directeur du *Quotidien de la Réunion*.

ALIX DIJOUX.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA MAISON DE BERNARDA - Cité Internationale, Galerie (45-89-38-69) 20 h 30.
LA VILLE-Nanterre, Amandiers (47-21-18-81) 20 h 30.
UNE SAISON EN ENFER - Nanterre, Théâtre par le Bus (47-75-91-69) 20 h 30.
LE PARC - Chaillot (47-27-81-15) 19 h 30.
LES VIEILLES DAMES - Fontaine (48-74-74-40) 20 h 30.
FINALEMENT QUOI - Paris Villette (42-02-02-68) 21 h.
SOUVENIRS DE SOLEIL - Marie Stuart (45-08-17-80) 20 h 30.
BECKETT DE TROIS COTES - Théâtre Noir (43-46-91-93) 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : la Traviata.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : la Tragédie de Macbeth.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, 19 h 30 : le Parc de B. Strauss.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Oncle Vania.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : Ballet de l'Opéra de Shanghaï.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 18 h 30 : Paolo Conte ; 20 h 45 : le Dragon.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Terminus Hôpital.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : le Sexe faible.
ATHÉNÉE (47-42-67-27). Salle Ch.-Bérard, 20 h 30 : L'Indien cherche le Bronx.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h : le Mahabharata.
BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Rififoin dans les labours ; 22 h : La mort, le moi, le nœud.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 20 h 45 : Mon frère personnel.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). La Resserre, 20 h 30 : Yes, peut-être ; Galerie 20 h 30 : La Casa de Bernada Alba.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Interviouve.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Procès d'intentions.
DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes ; 22 h : l'Homme de parenthèse.
EPICERIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe - Charlotte la gourmande.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : French Kiss.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff ; 22 h 15 : Kamikaze.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : Un amour infini ; 21 h : Chute libre.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 21 h : l'Issue.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : Largo Desolato.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), II. 19 h : Enfantillages ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg. Petite salle : 21 h 30 : Ceux qui vivent ceux qui luttent.
MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 30 : Souvenirs de soleil ; 18 h 30 : le Président ; 22 h : Casse-Pipe.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (42-65-90-00), Grande Salle, 21 h : le Résident. — Petite salle, 21 h : la Baie de Naples.
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 45 : la Prise de Berg-op-Zoom.
MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
MONTPARNASSE (43-20-89-90). Grande Salle, 20 h 45 : les Gens d'en face. Petite Salle, 21 h : Frédéric et Voltaire.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Escalier.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Voisin, voisine.
PELOUSE DE REUILLY sous chapiteau (45-85-47-10), 20 h 30 : Andromaque.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : l'Ecornifleur ; 19 h : Esquisses viennoises.
PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), 20 h 30 : Deux trous rouges au côté droit.
POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : Mimie en quête d'hauteur.
QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : Le regard observé, récit.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II : 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (42-78-91-15), 20 h 30 : Hôtel Azur.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
TH.13 (45-88-16-30), 20 h 30 : le Veilleur de nuit.
TH. DE MÉNILMONTANT, 20 h 30 : la Passion à Ménilmontant.
TH. NOIR (43-46-91-93), 20 h 30 : Beckett de trois côtés.
TH. PARIS-CENTRE (46-47-50-50)), 21 h : Elles nous parlaient d'amour.
TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : Finalement, quoi ?.
TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : le Bal de Néanderthal ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.
THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). Grande Salle, 20 h 30 et 18 h 30 : Jacques le Fataliste. — Petite Salle, 20 h 30 : Pour un oui ou pour un non ; 18 h 30 : Diderot et l'abbé Barthélémy.
TH. DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Electre.
TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Gringoire ; 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Sale affaire du sexe et du crime.
TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégourdis de la 11e.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : les Jeux de la nuit ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CONNÉTABLE (42-77-41-40) 22 h 30 : M. Fanon.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.
SENTIER DES HALLES (42-36-27-27), 20 h : La baignoire qui venait du froid.

Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : G. Moutier (Bach/Busoni, Schubert, Rachmaninov...).
Centre Bösendorfer, 20 h 30 : Elèves de G. Mounier.
Grande Halle de La Villette, 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. E. Ericson (Jolivet, Lesur, Messiaen...).
Salle Cortot, 20 h 45 : Ensemble orchestral de l'Ile-de-France, dir. B. de Saint-Maurice (Vivaldi, Mozart, Schumann).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. V. Fedosseiev (Rimsky-Korsakov, Sibelius, Stravinsky).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : Orchestre de chambre P. Menet, F. Kleynjans (Boccherini, Rossini, Kleynjans).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Haydn, concerto pour trompette. Les sept paroles du Christ.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : F. Chopel.
BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : A. Sundy Band.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : R. Guérin.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h : Viva Maria.
ELDORADO (42-08-23-50) 22 h : TC Matic.
GIBUS (47-00-78-88), 22 h : Quai des Brumes.
MONTANA (45-48-93-08), 22 h : R. Urtreger, R. Galeazze.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : J.-M. Vauzelle.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : B. Cobham's Glass Menagerie.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Cl. Luter.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : M. Slim.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : L. Tabackin, G. Arvanitas, J. Samson, Ch. Saudrais.
LA PINTE (43-26-26-15), 22 h : Witness.
REX CLUB (42-36-83-93), 20 h 30 : les Infidèles.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : M. Saury.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : M. Valois, J.-F. Jenny-Clark, T. Rabeson.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (48-33-16-16), 20 h 30 : la Vie de Clara Gazul.
BOBIGNY, MC, (48-31-11-45), 21 h : l'Homme gris (petite salle) ; 21 h : Marat-Sade (grande salle).
BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (46-03-60-44), 20 h 30 : le Café.
CHATENAY-MALABRY, La Piscine (46-61-33-33), 20 h 30 : Vautrin/Balzac.
CRÉTEIL, Maison des arts (48-99-90-50), 20 h 30 : le Monstre Turquin.
IVRY, Théâtre des Quartiers (46-72-37-43), 20 h 30 : Arlequin poli par l'amour - la Tête noire.
MONTREUIL, Auditorium, 20 h 30 : G. Siracusa, B. Achiary, M. Doneda.
NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30 : la Ville.
PONTOISE, Th. des Louvrais (30-30-33-33), 20 h 30 : Phèdre.
SAINT-MAUR, Rond-Point-Liberté (48-89-22-11), 21 h : le Crime anglais.
SARTROUVILLE, Théâtre (39-14-23-77), 21 h : Vol de nuit.
SCEAUX, Les Gémeaux (46-60-05-64). 20 h 30 : Groupe de recherche de l'Opéra de Paris.
TRAPPES, CAT (30-62-84-38), 20 h 30 : Sol.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 4 mars

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Films et cinéastes découverts par L. Delluc : la Fête espagnole ; Ame d'artiste, de G. Dulac ; 19 h, Courts métrages réalisés par les étudiants de l'IDHEC (1re et 3e années 1985) ; 21 h, Hommage à B. Davis : Femmes marquées, de L. Bacon (v.f.).

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
AMERICAN WARRIOR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).
ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp. ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
LE BATEAU-PHARE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Bienvenue Montparnasse, 14e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Gaumont Opéra, 2e (45-42-60-33).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).
LES BISOUNOURS (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
BLACKOUT (A., int. -13 ans, v.o.) : Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 6e (43-35-30-40).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
CHORUS LINE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
COMMANDO (*) (A., v.o.) : 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).
CONTACT MORTEL (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
CUORE (It., v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).
L'EFFRONTÉE (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).
ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LA GALETTE DU ROI (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33).
LA GITANE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14-Juillet-Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 11e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).
HAUT LES FLINGUES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LES INTERDITS DU MONDE (Fr.) (**) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).
LES LONGS MANTEAUX (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-50-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
MACARONI (It. v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA MAIN DANS L'OMBRE (All. v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : République, 11e (48-05-51-33).
MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.
NATTY GANN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). — V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
PADRE NUESTRO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
PEAU D'ANGE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
PLENTY (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
RAMBO II (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82)) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).
RÉVOLUTION (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ROCKY IV (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).
ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
SECRET HONOR (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-59-41).
SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
SILVERADO (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94). — V.f. : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.
SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; … (45-62-41-46) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES SUPERFLICS DE MIAMI (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).
TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
TURTLE DIARY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76). — V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40).
VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

LES FILMS NOUVEAUX

A DOUBLE TRANCHANT, film américain de Richard Marquand (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALLAN QUATTERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON, film américain de J. Lee Thompson (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Grand-Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

LE BARBIER DE SÉVILLE, film allemand de Jean-Pierre Ponnelle (v.o.) : Reflet-Balzac Opéra, 8e (45-61-10-60).

CARRÉ BLANC (*), film français d'Isabelle Pierson, Gilles Delannoy : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Montparnasse (ex-Paramount-Montparnasse), 14e (43-35-30-40) ; Paramount-Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

CANEVAS LA VILLE, film français de Charles Dubois : Utopia, 5e (43-26-84-65).

L'ÉLU, film américain de Jeremy Paul Kagan (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Trois-Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Reflet-Lafayette, 9e (48-74-97-17) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST, film franco-algérien de Mahmoud Zemmouri : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Reflet-Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio, 9e (47-70-63-30) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Olympic Marilyn, 14e (45-43-99-41) ; Images, 18e (45-22-47-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA TÉLÉ, film français de Marie-Claude Treilhou : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

PAULETTE, film français de Claude Confortès : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Colisée, 8e (45-62-41-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Montparnasse (ex-Paramount-Montparnasse), 14e (43-35-30-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA REVANCHE DE FREDDY (* — 13 ans), film américain de Jock Sholder (v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

ROMANCE CRUELLE, film soviétique de Eldar Riazanov (v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; v.f. : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

L'UNIQUE, film français de Jérôme Diamant Berger : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Elysées Lincoln, 8e (45-61-10-60) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).
LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BELLISSIMA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-33-91-68).
CABARET (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
CARMEN (Saura) (v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LE CRI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).
LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE JUSTICIER DANS LA VILLE (no 2) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
NOSTALGHIA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ORPHÉE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
OMAR GATLATO (Egyptien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).
PARIS TEXAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
LE PÈRE DE LA MARIÉE (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (43-59-36-14).
PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 14e (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
RAGTIME (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
REPO MAN (A., v.o.) : Europa, 5e (43-26-84-65).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
SANG POUR SANG (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).
THÉORÈME (It.) (**) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).
LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Magie quotidienne

Leur magie est devenue quotidienne. Elles s'infiltrent dans les publicités et les bulletins météo, les génériques et les vidéo-clips. On les reconnaît au premier coup d'œil à leur éclat un peu froid, à leurs mouvements trop lisses et trop réguliers. Nouvelles stars de l'écran, elles ont déjà leur festival et leurs magazines, leurs fans et leurs nuits de gala. Elles ? Les images de synthèse.

Au fil des émissions qui leur sont consacrées, ces images de synthèse ont perdu tous leurs mystères. On a vu et revu l'ordinateur définir cet espace cathodique à trois dimensions, calculer chaque point de l'objet, puis habiller cette forme de texture et de couleur pour enfin l'animer. Pourtant, cette rigoureuse alchimie qui transforme le nombre en lumière n'en finit pas d'étonner peintres et philosophes, poètes et scientifiques, comme le simple téléspectateur.

Qu'ont-elles donc de si fascinant ces images de synthèse ? C'est la question qui traverse la série de quatre émissions coproduites par Antenne 2 et l'Institut national de la communication audiovisuelle. Commentant photos et bandes de démonstration, le philosophe Michel Serres tente une réponse : les nouvelles images seraient la première création plastique qui, à la différence de la peinture ou de la sculpture, n'ait pas besoin de matière mais soit capable de l'inventer.

Parallèlement, Philippe Quéau (INA), auteur de l'émission, suggère son interprétation : les images de synthèse marient l'idée et le visible, l'abstrait et le sensible. *« A travers elles, c'est notre propre pensée que nous idolâtrons »*, écrit-il dans *Eloge de la simulation*, remarquable ouvrage qu'il vient de consacrer au sujet. A voir l'ordinateur dessiner atomes et planètes, réinventer le soleil et le corps humain, on sent bien qu'il ressuscite quelque chose du vieux rêve prométhéen.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

★ « Nombre et lumière », les lundi 10, 17 et 24 mars à 22 h 15 sur Antenne 2.

Mardi 4 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **Feuilleton : Grand Hôtel.**
D'Anne-Marie Damamme. Réal. Jean Kerchbron. Avec D. Mesguich, P. Guers, S. Sanders...
Si au dernier épisode le thème de l'espionnage se compliquait à souhait, il semble que pour cet avant-dernier numéro les histoires de famille ou de belle-famille prennent le relais...

21 h 25 **Documentaire : La grande aventure de l'industrie.**
Série de J.-R. Albertin, J.-P. Cottet, M. Jaeger, G. Lanzun, réal. Francis Bouchet.
La fin des adjudants. Dans les années 60, l'industrie française se développe largement, mais elle fonctionne encore sur le modèle d'une division du travail taylorienne.

22 h 20 **Performances.**
Magazine de l'actualité culturelle de M. Cardoze.
Invité : Paolo Conte, chanteur italien à l'affiche du Théâtre de la Ville du 4 au 8 mars.
Au sommaire : Aux chapeaux chics : le retour du chapeau féminin ; Les hommes « murs » : qui sont ces silhouettes d'hommes qui se promènent sur les murs parisiens ? Evocation du jazz à travers les œuvres de Thelonious Monk, Count Basie, Charlie Parker.

22 h 55 **Journal.**

23 h 10 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A2



20 h 35 **Les dossiers de l'écran : Un printemps de glace.**
Téléfilm de R. Cowen et D. Lipman, réal. J. Erman, avec A. Quinn, G. Rowlands, B. Gazzara, S. Sidney...
Le titre anglais de ce téléfilm, An Early Frost, *veut dire en fait « Une gelée précoce », car le sujet est la vie pleine de promesses du héros, interrompue, avant de pouvoir éclore, par le SIDA. A voir.*

22 h 20 **Débat : le SIDA ou la peste du XXe siècle.**
Avec le professeur J.-P. Escande, les docteurs W. Rozenbaum, D. Seux, J. Ruffié et D. Defert, président de l'association Aides, Mme O. Zemor, journaliste, et un malade.

23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **La dernière séance : soirée Errol Flynn.**
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui, présentée par Jacques Villeret.
Actualités des années 50 ; à 22 h 35 publicité des années 50 ; à 22 h 40 Tom et Jerry et Tex Avery ; à 22 h 55 attraction.

20 h 45 **Premier film : Kim.**
Film américain de V. Saville (1951), avec E. Flynn, D. Stockwell, P. Lukas, R. Douglas, T. Gomez.
Un orphelin d'origine européenne, déguisé en hindou, aide un marchand de chevaux afghan à renseigner les services secrets britanniques. Une imagerie désuète, un enfant-espion qui vole la vedette à Errol Flynn.

23 h **Journal.**

23 h 25 **Deuxième film : Capitaine Blood.**
Film américain de Michael Curtiz (1935), avec E. Flynn, O. de Havilland, L. Atwill (v.o. sous-titrée).
A la fin du dix-septième siècle, un médecin irlandais, condamné politique vendu comme esclave aux Antilles, devient corsaire. Ici, Errol Flynn connut son premier succès, dans un rôle de héros qui allait devenir, pour lui, une spécialité.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, L'âge en fleur ; 17 h 15, Dynastie ; 18 h, Effraction (avec G. Wolinski) ; 18 h 55, Mighty Mouse ; 19 h 5, Informations ; 19 h 30, Campagne électorale.

CANAL PLUS

20 h 35, les Compères, film de F. Veber ; 22 h 15, Vive les femmes, film de C. Confortès ; 23 h 40, l'Inconnu de Las Vegas, film de L. Milestone ; 1 h 40, Série : Mike Hammer.

LA « 5 »

20 h 30 **Cinéma : l'Enfer mécanique.**
Film de E. Silverstein (1977).

22 h 30 **Jonathan.**
Magazine de l'aventure.

23 h 30 **Rediffusion des programmes de la soirée.**

TV 6

De 14 h à 2 h, programme musical.

FRANCE CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Diagonales, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : gros plan sur Angelic Garnett.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE MUSIQUE

20 h 30 Concert : récital d'orgue Michel Chapuis, orgue historique Callinet de l'église des Cordeliers de Lons-le-Saunier. Œuvres de J.-S. Bach, J. Boyvin, J. Blanc.
23 h Les soirées de France-Musique : Rachmaninov.

Mercredi 5 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 30 **Football en direct de Milan : Inter de Milan-FC Nantes.**
Quarts de finale (aller) de la Coupe de l'UEFA. Pendant la mi-temps, à 21 h 15, tirage du Loto.

22 h 20 **Par la force des choses : Des éléments déchaînés.**
Série de Raoul Commien. Avec le concours d'Haroun Tazieff.
Pour ce deuxième numéro d'une émission en trois parties, il est question des incendies de forêts, des avalanches, des inondations, de la pollution en mer.

23 h 15 **Football : FC Barcelone-Juventus de Turin.**
Et à 0 h 10. Sous réserves, ce match de la Coupe d'Europe des clubs champions, quart de finale (aller), sera en différé de Barcelone.

0 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Téléfilm : Attendez que maman revienne.**
De B. Eyre et B. Persky. Avec P.-M. Glaser, D. Wallace.
... Ou comment un papa poule « macho » se rend compte que s'occuper d'un foyer et de trois enfants n'est pas de tout repos.

22 h 10 **Magazine : Moi... je.**
De B. Bouthier.
Au sommaire : Le téléphone rose (l'érotisme par téléphone) ; Ils vendent tout (les attachés de presse) ; La main de masseur (le « kiné » des comédiens) ; Stars à mi-temps (les travailleurs qui mènent une double vie, en chantant et jouant pendant leurs loisirs).

23 h 10 **Histoire courte.**

23 h 45 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Variétés : Pollen.**
Emission de Jean-Louis Foulquier.

21 h 35 **Thalassa.**
Magazine de la mer de Georges Pernoud.

22 h 20 **Journal.**

22 h 50 **Cinéma : la Trace.**
Film français de B. Favre (1983), avec R. Berry, B. Bonvoisin, S. Chemineau, M. Perrone, R. Renucci.
Un paysan du royaume de Savoie se fait colporteur l'hiver, jusqu'en Italie. Mais l'hiver 1859-1860 n'est pas comme les autres.

0 h 30 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

21 h, Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas, film de L. Comencini ; 22 h 45, Furyo, film de N. Oshima ; 0 h 40, le Dernier Combat, film de L. Besson ; 2 h 30, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30 **Feuilleton : Flamingo Road.**
22 h 15 **L'inspecteur Derrick.**
22 h 30 **Big bang.**
23 h 30 **Rediffusion du programme de la soirée.**

TV 6

De 14 h à 2 h, programme musical.

FRANCE CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire, avec Bruno Roy. Portrait de Robert Walser, poète, écrivain suisse.
21 h 30 Musique : Muturzicule au Cervin, œuvre électro-acoustique d'A. Savouret.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE MUSIQUE

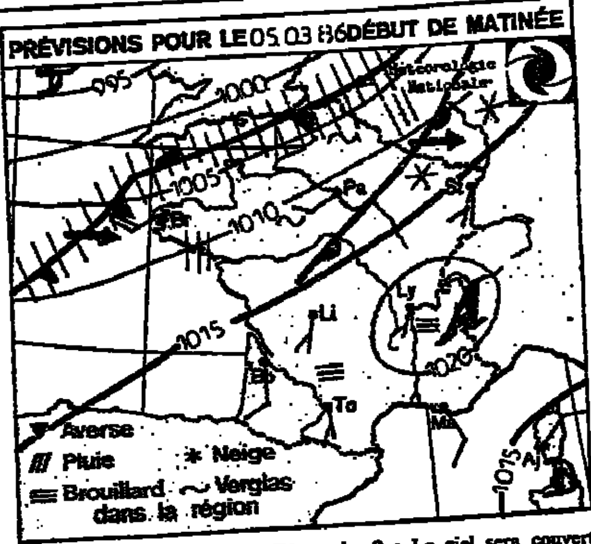
20 h 30 Concert (donné le 28 février à la salle Pleyel) : *les Maîtres chanteurs de Nüremberg* (ouverture), de Wagner ; *Concerto pour violon et orchestre en mi mineur*, de Mendelssohn ; *Tableaux d'une exposition* (orchestration de Maurice Ravel), de M. Moussorgski, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlanov, sol. V. Tretiakov.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club, en direct du New Morning.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (*le Monde* du 1er mars).

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 04 03 86 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 4 mars à 0 heure et le mercredi 5 mars à minuit.

Le champ de pression va faiblir sur le nord du pays laissant pénétrer une perturbation atlantique tandis que la partie sud de la France restera protégée par des pressions relativement élevées.

Mercredi matin : Le ciel sera très nuageux de la Bretagne au Nord, au Bassin parisien et au Nord-Est. De plus, il pleuvra faiblement sur ces régions. Ces pluies, seront précédées de pluies verglaçantes, des Ardennes à la Champagne, de chutes de neige dans le Nord-Est.

Le vent de sud-ouest soufflera assez fort près des côtes de la Manche. Sur le reste du pays, le ciel sera peu nuageux avec des brouillards localement givrants, de la Franche-Comté au Lyonnais et au Massif Central. Dans la journée, les nuages gagneront vers le Sud, de l'Aquitaine au nord du Massif Central et au nord des Alpes. Les pluies se renforceront sur l'ouest des Pays de la Loire au Nord.

Les températures seront en hausse. Les gelées matinales (– 3 à – 4 degrés) ne persisteront que du Massif Central au Nord-Est. L'après-midi, il fera doux sur l'ensemble du pays : de 5 à 9 degrés sur la moitié nord, de 9 à 13 degrés dans la moitié sud, et près de 16 degrés sur le littoral méditerranéen et en Corse.

Évolution prévue pour la fin de semaine :

Le temps froid laissera place à un temps plus doux mais dans l'ensemble assez nuageux.

Jeudi 6 : Le matin, le ciel sera brumeux, puis nuageux avec des éclaircies au sud d'une ligne La Rochelle/Saint-Raphaël. Plus au nord, le ciel sera très nuageux avec des pluies de la Loire-Atlantique au Cotentin et au Nord.

L'après-midi, le temps sera très nuageux des Charentes au Centre et au Nord-Est. Plus au nord, de belles éclaircies se développeront tandis qu'au sud, le temps sera très nuageux. Le ciel se couvrira dans le Sud-Est en soirée.

Les températures minimales seront de 0 à 3 degrés dans l'Est et le Centre, de 3 à 6 degrés ailleurs. Les températures maximales seront de 5 à 9 degrés en allant de l'est vers l'ouest, de 12 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Vendredi 7 : Sur l'ensemble du pays, le ciel sera très nuageux avec des nuages bas près des côtes de la Manche. Des éclaircies plus belles se développeront dans la journée mais le ciel restera couvert dans le Sud-Est.

Les températures minimales et maximales seront stationnaires.

Samedi 8 : Après dissipation des brumes et des brouillards matinaux, le temps sera ensoleillé excepté en Bretagne où le ciel deviendra nuageux puis couvert avec quelques pluies dans l'après-midi, et près de la Méditerranée où le ciel sera couvert toute la journée. Le vent de sud sera modéré à assez fort près des côtes bretonnes. Vent d'est assez fort près des côtes méditerranéennes. Les températures minimales seront en légère baisse, les températures maximales seront sans grand changement.

Dimanche 9 : Le ciel sera couvert avec quelques pluies le matin des Charentes au Bassin parisien et au Nord. Celles-ci s'évacueront vers l'est dans la journée. Ailleurs, le temps sera nuageux avec des éclaircies plus nombreuses dans l'ouest du pays. Le temps demeurera toutefois très nuageux près de la Méditerranée.

Les températures minimales et maximales seront voisines de celles de la veille.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 3 mars, le second le minimum de la nuit du 3 mars au 4 mars) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 11 et 9 ; Bordeaux, 10 et – 1 ; Bréhat, 5 et 2 ; Brest, 5 et 1 ; Cannes, 16 et 5 ; Cherbourg, 2 et – 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et – 7 ; Dijon, 4 et – 8 ; Dinard, 4 et – 3 ; Embrun, 11 et – 3 ; Grenoble-St-M.-H., 7 et – 3 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 8 et – 4 ; La Rochelle, 6 et – 2 ; Lille, 0 et – 6 ; Limoges, 6 et – 4 ; Lorient, 6 et – 2 ; Lyon, 7 et – 4 ; Marseille-Marignane, 13 et 4 ; Nancy, 2 et – 7 ; Nantes, 5 et – 3 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Montsouris, 2 et – 1 ; Paris-Orly, 2 et – 1 ; Pau, 10 et 7 ; Perpignan, 16 et 10 ; Rennes, 4 et – 2 ; Rouen, 2 et – 4 ; Saint-Etienne, 9 et – 5 ; Strasbourg, 2 et – 4 ; Toulouse, 9 et 6 ; Tours, 1 et – 4.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 7 ; Genève, 6 et – 5 ; Lisbonne, 13 et 10 ; Londres, 5 et – 1 ; Madrid, 13 et 1 ; Rome, (n.c.) et 11 ; Stockholm, 5 et – 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

BIBLIOGRAPHIE

ANNUAIRE PROTESTANT. – L'annuaire protestant 1986 comprend, outre les renseignements officiels, la liste des pasteurs, des églises (avec heures et lieux de cultes), de tous les journaux protestants, ainsi que des écoles, maisons de vacances, de retraite, etc. On peut encore bénéficier jusqu'au 20 mars du prix spécial de souscription : 110 F port compris (après le 20 mars, 130 F) en envoyant dès maintenant un virement postal au CCP Paris 1351422 Librairie Fischbacher, 33, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 43-26-84-87.

CONCOURS

PLACE A L'INITIATIVE. – Divers partenaires (caisse d'épargne écureuil, collectivités locales et maisons de quartier) proposent aux associations de cette ville nouvelle un concours destiné à leur permettre de réaliser des projets à caractère économique, social ou culturel utiles au développement local. Les dossiers de candidature peuvent être retirés dès maintenant à la caisse d'épargne écureuil, place des Cerclades, BP 386, 95028 Cergy-Pontoise Cedex. Tél. : 30-73-22-33. Ils devront lui être renvoyés avant le 29 mars. Les lauréats recevront des bourses d'un montant de 10 000 F à 40 000 F et une aide logistique.

FORMATION

DÉCLARATIONS FISCALES. – L'Association des trésoriers et responsables d'associations (AFTA) organise, avec le concours d'experts reconnus, un après-midi d'exposés-débats ayant pour thème « Les obligations déclaratives fiscales et sociales des associations dans le cadre d'une activité économique et du bénévolat ». Elle aura lieu mercredi 12 mars, à 14 h 30 précises, à la Fiduciaire juridique et fiscale de France (18 *bis*, rue de Villiers, à Levallois-Perret). L'AFTA souhaite ainsi éclairer les associations sur leurs droits et leurs obligations. Participation aux frais : adhérents, 200 F ; non-adhérents, 300 F.

★ AFTA, 41, avenue de l'Opéra, 75078 Paris Cedex 02. Tél. : 42-98-02-26.

SCIENCES

HALLEY DANS L'ESPACE. – Dès l'automne 1985, la mairie de Paris a présenté une exposition consacrée à la comète de Halley et à l'exploration de l'espace. Le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville l'accueillera de nouveau, du 3 mars au 30 avril, enrichie de photographies de la comète obtenues depuis. La partie consacrée à la conquête de l'espace sera totalement réaménagée pour évoquer les grands événements spatiaux de 1986 : le survol de la planète Uranus par la sonde Voyager-2, la mission de la sonde européenne Ulysse pour l'étude des pôles du Soleil, etc.

★ Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris. Tous les jours sauf dimanches et fêtes. Entrée gratuite.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 4 MARS

– *M. Raymond Barre*, ancien premier ministre, député UDF du Rhône, est invité sur Europe 1, à 18 heures.

– *M. Pierre Joxe*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est reçu au journal de 18 heures, sur RTL.

– *M. Alain Juppé*, secrétaire national du RPR, et *M. Michel Delebarre*, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, participent à un « Face à face », à propos de l'emploi, sur RTL, à 18 h 30.

– *M. Jacques Toubon*, secrétaire général du RPR, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MERCREDI 5 MARS

– *M. Laurent Fabius*, premier ministre, est reçu sur RMC, à 8 heures.

– *Mme Georgina Dufoix*, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est invitée au journal de 18 heures, sur RTL, et à un « Face à face » avec *M. Jacques Barrot*, secrétaire général du CDS et député UDF de Haute-Loire, à propos de la protection sociale, à 18 h 30, sur RTL.

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du Parti socialiste, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

– *M. Charles Hernu*, ancien ministre, maire de Villeurbanne, est interviewé sur Europe 1, à 19 h 15.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 3 et mardi 4 mars :

DES ARRÊTÉS

● Du 18 février 1986 fixant la liste des spécialités dans lesquelles le service normal hebdomadaire des praticiens des hôpitaux à temps partiel peut être réduit à quatre demi-journées.

● Du 10 février 1986 modifiant l'arrêté du 23 mai 1984 relatif au piégeage des populations animales.

● Du 26 février 1986 relatif aux périodes d'ouverture de la pêche du saumon durant l'année 1986.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 5 MARS

« L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Chimay », 15 heures, 17, quai Malaquais (P.-Y. Jaslet).

« La maison des Compagnons du devoir et du tour de France, déjeuner dans le réfectoire », sur réservation uniquement, tél. : 42-33-01-53 (M. Hager).

« L'architecture classique au musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Hauts Lieux et découvertes).

« Versailles : le couvent de la reine. Mique et l'architecture néo-classique », 14 h 30, grille petite écurie, gauche avenue de Paris.

« Les passages de Paris », 15 heures, 9, rue de Beaujolais.

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, devant l'église Saint-Gervais (Approche de l'art).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, 36, quai du Louvre (AITC).

« Le style Empire au musée Marmottan », 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (Arcus).

« Musée du Louvre : les objets d'art Louis XIV et Louis XV », 14 heures.

« Musée de Cluny : le point sur la tapisserie de *la Dame à la licorne* », 14 heures et « Les collections du Mauritshuis de La Haye », au Grand Palais, 18 heures, Clio, tél. : 47-34-25-15.

« Dans les ateliers d'un tourneur restaurateur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (M. Ragueneau).

« Cités d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels, cours et passages de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, place Saint-Michel (Les Flâneries).

« Hôtels du Marais (nord), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau.

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Tout ce qui est en haut, en bas de la table d'émeraude. Jung parle de synchronicité que dit la science moderne », Colette Tréhel, mathématicienne.

1, rue Descartes, amphi Poincaré, 18 h 30 : « La science comme solidarité », Richard Rorty, débat public ouvert par Jean-François Lyotard.

Salle Saint-Pierre, 121, avenue Achille-Peretti, Neuilly-sur-Seine, 20 h 30 : « Science et responsabilité, méditation d'un biologiste ».

5, rue Largillière, 19 h 30 : « De Menès à Cléopâtre : 3 000 ans d'histoire », cycle audiovisuel de quatre cours. Inscriptions : 45-24-49-08.

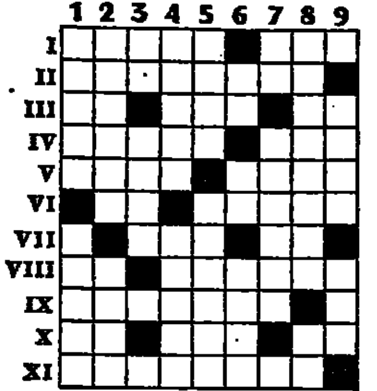
62, rue Madame, 19 heures : « Présentation du film de G. Luneau *les Femmes du Mithila*.

Sénat, salle Médicis, 15, rue de Vaugirard, 18 heures, sous les auspices du Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien, le RP Irénée-Henri Dalmais parlera des Eglises syriaques en Orient.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4175



HORIZONTALEMENT

I. Agent de liaison de l'avant-garde et de l'arrière-garde. Tapis vert. — II. Riche... lieu. — III. Note. Curaçao ou Madère. Personnel. — IV. Bêche ou bûche. Mauvaise langue pour un Languedocien. — V. Site ou cité lacustre. N'a la taille fine que débarrassée de sa gaine. — VI. Copulative. Les imitateurs de cette classe n'apprécient guère la classe. — VII. Pâte à modeler. On passe chaleureusement de l'un à l'autre malgré sa fraîcheur. — VIII. « Division » de « cavalerie ». Réfléchissent ou rafraîchissent. — IX. Plus apprécié dans l'industrie que dans le commerce. — X. Dans une joyeuse mimologie. Sentinelle romaine. Copulative. — XI. Offertes à l'oreille ou à la vue.

VERTICALEMENT

1. Travaille pour la galerie. Salit la débauchée ou honore l'ouvrière. — 2. Tiercé dans le désordre ou désordre organique. Reste muette quand on la met en boîte. — 3. Divinité. Jumeaux, ils sont adoptés par de nombreux couples. — 4. Employé de marque à l'hôtel principal de la ville. Chambre froide. — 5. Système de transmission par chaîne. L'un a souvent gratté sur la neige, l'autre du papier. — 6. Personnel. Préposition. Très avancée sur son temps. — 7. Grecque. Tel un moyen de transport prohibé. — 8. Profite de la leçon. Préposition. — 9. Abrita l'école du paradoxe. Cornichon ou navet.

Solution du problème n° 4174

Horizontalement

I. Rebouteux. — II. Electrise. — III. Soc. Roder. — IV. Pi. Vice. — V. Ail. Ras. — VI. Rivalise. — VII. Aragon. Ré. — VIII. Tore. Dais. — IX. Inerte. Es. — X. Oiseux. Na !. — XI. Ne. Se. Psi.

Verticalement

1. Respiration. — 2. Eloi. Ironie. — 3. Bec. Avares. — 4. Oc. Viagères. — 5. Utrillo. Tue. — 6. Troc. Index. — 7. Eiders. — 8. Use. Aériens. — 9. Xérès. Essai.

GUY BROUTY.

RELIGION

Un sacrifice humain au bord du lac Titicaca

Un paysan indien, Clemente Limanchi Sihuari, 37 ans, a été tué — démembré à coups de hache — et offert en sacrifice pour apaiser la colère du lac Titicaca. Ce meurtre rituel a été découvert le 2 mars par la police péruvienne dans le village de Chumunrani, province d'Azangaro, à 1.300 kilomètres au sud-Est de Lima.

Effrayés par les crues exceptionnelles du lac sud-andin, le plus haut du monde, les villageois se sont livrés à la cérémonie ancestrale du sacrifice humain. Selon l'un des neuf enfants du jeune paysan, ses restes ont été enterrés en quatre endroits du village. *« Le ciel était en colère et le lac nous avait châtiés »*, ont expliqué les habitants à la police.

Ces villageois sont des Indiens Aymaras — un million environ — qu'on trouve dans le sud du Pérou et la Bolivie. Leur culture est l'une des plus anciennes d'Amérique latine. Elle remonterait à 430 avant J.-C. et a résisté en partie aux conquêtes des Incas et des Espagnols. Les Aymaras avaient jadis coutume d'honorer ainsi le Soleil (Inti) ou la Terre.

Parfois un animal était symboliquement mis à mort, mais c'est la première fois, à l'époque moderne, qu'un sacrifice humain est ainsi connu en Amérique du Sud.

Au Mexique, ces sacrifices avaient été pratiqués à grande échelle par les Aztèques au XVe siècle : le dernier cas connu dans la région remonte à 1982, au Guatemala : des militaires indiens avaient tué des enfants et mangé leur foie.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Caroline et Nicolas,
annoncent la naissance de leur petite sœur

Mélanie Michèle Marjolijn,

à Grenoble, le 25 février 1986.

Michèle et Peter DE KLERK,
Pinet-Saint-Martin d'Uriage,
38410 Uriage.

Décès

— Mme Pierre Ader,
son épouse,
M. et Mme Henri Ader,
et leurs enfants,
Mme Pierrette Ader-Girerd,
ses enfants et petits-enfants,
M. Bertrand Ader,
et ses enfants,
M. et Mme Dominique Ader,
et leurs enfants,
M. et Mme Emmanuel Ader,
et leurs enfants,
M. et Mme Christophe Viellard,
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme H.-D. Fromanger,
M. Etienne Ader,
M. Eugène Ader,
Le Père François Ader S. J.,
M. Léon Burrus,
M. et Mme Robert Burrus,
M. Jacques André,
M. et Mme Henri Viellard,
M. et Mme François Burrus,
M. et Mme Pierre Nicod,
ses sœur, frères, belles-sœurs et beaux-frères,
Les familles Maurice Ader, Dubourg, Henry Burrus et Caeymaex,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Pierre ADER,
notaire honoraire,
ancien président
de la Chambre des notaires de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

endormi dans la paix du Seigneur à Poliné, le dimanche 23 février 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 26 février 1986 à Pavie (Gers), suivie de l'inhumation à Auch.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 12 mars 1986 à 11 heures en l'église Saint-Thomas d'Aquin, sa paroisse, place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris (7e).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Philibert Beney,
M. et Mme Jacques Merger,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Lepineux,
et leurs enfants,
ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Philibert BENEY,
inspecteur départemental honoraire
de l'éducation nationale,
médaillé militaire,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 26 février 1986 dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 3 mars 1986, en Mâconnais, dans la plus stricte intimité.

— Mme Pierre Botta-Fargues,
M. Michel Botta,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOTTA,
officier du Mérite
et dévouement français,
officier des Palmes académiques,

leur époux et père, survenu le mardi 18 février 1986, à Châtenay-Malabry (92), dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation au cimetière de Longjumeau (91), dans le caveau de famille, ont eu lieu dans l'intimité le vendredi 21 février 1986.

1, rue des Moulins-à-Vent,
92260 Fontenay-aux-Roses.

[M. Pierre Botta, né en 1927 à Saint-Maximin (Var), est l'auteur du premier livre de langue française traitant de *l'Education thérapeutique des enfants infirmes moteurs cérébraux*. Il a créé un établissement du second degré pour assurer leur scolarité et mis au point des techniques de rééducation adaptées à cette forme de handicap.]

— Mme Léon Brichet,
son épouse,
Nicole Brichet,
André et Helga Brichet,
Michel Brichet,
ses enfants,
Martin Brichet,
son petit-fils,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Léon BRICHET,
directeur général
honoraire des Eaux et Forêts,
professeur émérite
à l'université catholique de Louvain,
administrateur honoraire
de la Donation royale,

survenu inopinément à Louvain dans sa quatre-vingt-troisième année, le 18 février 1986.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, a eu lieu à Bourseing-Vieille.

225, Waversebaan,
3030 Louvain (Belgique).

— M. et Mme Jacques Périer,
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Mérie,
et leurs enfants,
Mme Michèle Cayla,
M. et Mme Yves-Léon Cayla,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léon CAYLA,
née Yvonne ACCAOUI,

survenu le 28 février 1986 à Saint-Germain-en-Laye, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse a lieu le mardi 4 mars en l'église de Saint-Germain-en-Laye.

A leur deuil, les enfants et les petits-enfants de Mme Cayla associent le souvenir de son époux,

le gouverneur général CAYLA,

décédé le 25 avril 1965 à Saint-Germain-en-Laye.

26, rue de Pontoise,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Tassin-la-Demi-Lune (69).
Mme Jean Durand-Saladin,
née Marguerite Malot,
a la douleur de faire part du décès de sa fille

Colette,

à l'âge de cinquante ans, à la suite d'une longue maladie.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau familial, au cimetière de Saint-Cloud-Montretout (92).

21, avenue du Général-Leclerc.
69160 Tassin.

— M. et Mme Jean-Claude Goldbrenner,
M. Elie Goldbrenner,
Mme Sonia Mandel,

Les familles Scharfman, Goldbrenner, Redlich, Landsberg et Korman,

ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Willy GOLDBRENNER,
ancien déporté
et médaillé de la Résistance,

leur père, grand-père, frère, oncle et cousin, survenu à Cannes le 1er mars 1986 dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 mars 1986 à 14 h 45 au cimetière de l'Abadie, annexe à Cannes.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Bertrand-Lépine,
06400 Cannes,

11903 Falkirk Drive
Potomac
MD 20854 (USA).

— M. et Mme Paul Le Dolley,
M. et Mme Michel Bénichou,
ses enfants,
Olivier, Eric et Bertrand,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alphonse LE DOLLEY,

survenu brutalement le 2 mars 1986 dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à Coudeville (50), le mardi 4 mars, à 15 heures.

— Mme Noëlle Michéa,
son épouse,
M. Jean-Claude Michéa,
son fils,
M. et Mme Jean-Paul Carle,
et leur fils,
son beau-fils, sa fille et son petit-fils,
Ses familles, parentés, alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abel MICHÉA,

journaliste à *l'Humanité*,

survenu le 1er mars 1986 à l'âge de soixante-cinq ans.

La crémation aura lieu le jeudi 6 mars à 14 heures au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20e.

— Mme A. Motchane,
Mme G. Morhange,
Leurs enfants, nièces et petits-enfants,
font part du décès de

Yvonne MORHANGE,

le 18 février 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Mme et M. le docteur Pierre Sarremejean,
François-Pierre, Jean-Jacques, Yves Navarre,
La famille Saur,
Ses anciennes élèves,
Ses amis de la Colline, font part du rappel à Dieu, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

Marguerite SARREMEJEAN,
agrégée de l'Université,

le 3 mars 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi 6 mars 1986 en la cathédrale de Condom (Gers), à 11 heures.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le mercredi 2 avril 1986 à 11 heures en la chapelle des Figons à Aiguilles (Bouches-du-Rhône).

Chemin du Barthélémy,
Charbonnières-les-Bains 69260.

Avis de messes

— Une messe à la mémoire de

Edouard SOUBERBIELLE

sera célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Paris par le Père Jacques Perrier, curé de la cathédrale, le lundi 10 mars 1986 à 17 heures (et non aux lieu et date précédemment annoncés).

Le grand orgue sera tenu par Michel Chapuis, en hommage à son Maître.

Messes anniversaires

— On nous prie de rappeler qu'une messe en souvenir de

Matthieu GALEY

sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9e, le mercredi 5 mars 1986 à 17 h 30.

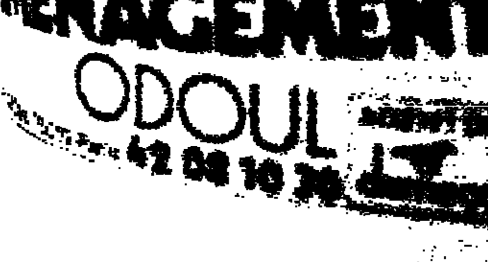
RESULTATS COMPLETS N° 28 — LOTO SPORTIF

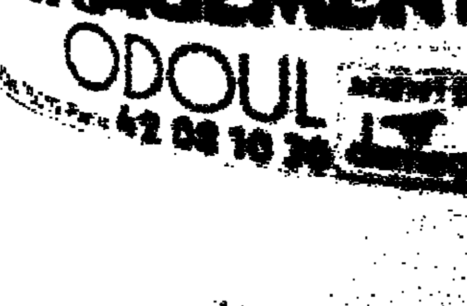
	Equipe 1	Equipe 2	Résultat coché
1	MONACO	MARSEILLE	N
2	LENS	AUXERRE	2
3	RENNES	NICE	1
4	NANTES	BREST	2
5	TOULON	NANCY	1
6	SOCHAUX	PARIS-S.G.	2
7	TOULOUSE	LILLE	1
8	BASTIA	BORDEAUX	2
9	STRASBOURG	LAVAL	1
10	METZ	LE HAVRE	N
11	THONON	BEZIERS	1
12	MARTIGUES	MONTPELLIER	1
13	SÈTE	TOURS	1
14	REIMS	ABBEVILLE	1
15	R.C. PARIS	ANGERS	1
16	VALENCIENNES	CAEN	N

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	—	—
15 bons résultats	46	153 940,00 F
14 bons résultats	966	7 330,00 F
13 bons résultats	11 057	640,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	9 343	336,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 28 Févr. 1986 : 4 5 8 9 11 12 15

TRIPLE PACTOLE 20.000.000 F PROCHAIN LOTO SPORTIF





société

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

Un rapport secret révèle, dès 1983, la responsabilité de MM. Prouteau et Barril

Le pouvoir savait clairement, dès 1983, à quoi s'en tenir sur la responsabilité primordiale des deux ex-supergendarmes, Barril et Prouteau, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. C'est ce que révèle un rapport du général Boyé, inspecteur général de la gendarmerie, adressé au ministre de la défense, le 13 juin 1983. A la lecture de ses principaux passages, il apparaît bien qu'on a préféré protéger les responsables de l'opération de Vincennes, en ne suivant pas les recommandations sévères du général Boyé, notamment à l'encontre du capitaine Barril. De plus, ce rapport souligne le rôle du commandant Prouteau dans le « feu vert » donné à l'opération, rôle que celui-ci a publiquement toujours nié. Alors qu'il concerne, à l'évidence, une information judiciaire en cours, ce rapport est toujours, dans sa partie essentielle, classé *« secret défense »*. Seule la *« chronologie des événements »* qu'il comporte a été fournie au juge d'instruction, M. Alain Verleene. Le reste du rapport est toujours jalousement protégé par le ministère de la défense. A la lecture des principales citations que nous publions, extraites de cette partie classée « secret défense », on s'apercevra aisément que la révélation de ce document ne menace en rien la défense nationale. Le secret paraît ici d'opportunité, destiné à « couvrir » des responsables et à cacher la vérité.

Le pouvoir n'aurait donc pas été mêlé à son corps défendant à l'affaire dite des Irlandais de Vincennes, mais aurait sciemment couvert les fautes et les mensonges des gendarmes qui participèrent, en août 1982, à cette « bavure » de la lutte antiterroriste. C'est ce que ne cessent de répéter deux protagonistes essentiels de ce feuilleton politico-policier, le commandant Jean-Michel Beau et M. Bernard Jégat.

Le rapport du général Boyé

Voici les principaux passages du rapport remis le 13 juin 1983 au ministre de la défense par le général Boyé, inspecteur général de la gendarmerie. Ce document de seize pages, avec une annexe de dix-neuf pages, est la conclusion d'une enquête de commandement ouverte le 25 mai 1983. A l'exception de la citation concernant le rôle du commandant Prouteau, tous les passages cités sont extraits de la seconde partie du rapport, toujours tenue confidentielle au nom du « secret défense » par le ministère de la défense.

Selon le général Boyé, le capitaine Paul Barril a bien demandé l'aval de son ami, le commandant Christian Prouteau, qui venait d'être nommé conseiller technique à l'Elysée, avant de lancer l'opération de Vincennes. *« Le capitaine fait part de sa conviction* [sur les Irlandais] *au chef d'escadron Prouteau, en repos à Jard-sur-Mer (Vendée), et lui demande des instructions. Ce dernier lui prescrit d'exercer une surveillance et de demander le soutien d'une équipe judiciaire. Il dit en avoir informé le ministre de la défense, qui lui aurait donné son accord pour déclencher une intervention. Il donne le feu vert au capitaine Barril. »*

La formulation laisse entendre que le général a même entendu le commandant Prouteau. Or celui-ci, face aux attaques du commandant Beau, qui assure avoir toujours rendu compte à l'Elysée – y compris des mensonges faits au juge d'instruction, – a régulièrement nié son implication dans cette affaire. Le commandant Beau *« cherche maintenant, en citant mon nom, à dégager sa responsabilité par ces allégations qui ne reposent sur aucune réalité »*, assure, le 9 avril 1984, M. Prouteau après les premières accusations du commandant Beau. *« Hiérarchiquement, le commandant Beau ne dépendait pas de moi, je n'avais aucun ordre à lui donner et je ne lui en ai jamais donné »*, répète-t-il, le 22 janvier dernier, après avoir, de nouveau, été mis en cause par le commandant Beau.

Le GIGN sans contrôle

Le capitaine Barril fut encore plus catégorique, le 31 octobre 1985, défendant son *« ami »* Prouteau : *« Le commandant Prouteau n'a absolument rien à voir dans cette affaire. Lui était à l'Elysée en train de faire son travail et, moi, j'étais au GIGN... »* A la lecture du rapport du général Boyé, qui est antérieur à toutes ces dénégations, la réalité semble plus complexe.

L'utilisation abusive du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) par l'Elysée après la nomination, en août 1982, du commandant Prouteau comme conseiller technique du président de la République, est jugée *« malsaine »* par le général Boyé. *« Il faut rendre le GIGN à sa mission initiale »*, écrit-il, *« celle d'une réserve d'intervention venant apporter son concours dans des situations critiques. »* Son dévoiement comme service spécial de la présidence est le premier thème longuement abordé par le général dans les *« mesures proposées »* qui constituent la deuxième partie du rapport. A l'évidence, c'est là qu'il faut, selon lui, chercher la cause profonde de la « bavure » de Vincennes. Le ton est sans appel.

« L'utilisation du GIGN pour des missions occultes de lutte antiterroriste, qui nécessitent de longues périodes d'observation et des interventions par surprise, qui ne peuvent être opérées en uniforme sans compromettre leur efficacité, ne me paraît pas conforme à l'esprit dans lequel a été créée cette unité. Elle ne peut que porter préjudice à son renom et à celui de la gendarmerie, dont elle fait partie intégrante. » « Il ne me paraît pas sain non plus, ajoute le général, *que l'emploi et surtout la vie quotidienne de cette unité ne soient pas contrôlés par la hiérarchie de l'arme, comme cela est le cas pour toute autre unité de la gendarmerie. »*

On apprend ainsi que, en 1983, un an après la création de la mission antiterroriste du commandant Prouteau à l'Elysée, le GIGN est pratiquement devenu autonome sous l'impulsion du conseiller technique présidentiel et de son ami – alors *« chef du GIGN »*, assure le général Boyé, – le capitaine Barril. *« La direction générale de la gendarmerie ignore, la plupart du temps, ce que fait le GIGN et où se trouvent les militaires qui le composent (...). Depuis que le chef d'escadron Prouteau a été chargé de mission dans la lutte anti terroriste, la direction générale n'est plus informée de la majorité des déplacements du GIGN et apprend (...) fréquemment par la voie de la presse la présence insolite de militaires du GIGN, généralement en tenue civile, en un point quelconque du territoire. »*

Le général enfonce le clou : *« La hiérarchie organique (...) découvre généralement par hasard que les militaires du GIGN sont en stage de ski, de plongée, de maître-chien ou en séance de tir dans un stand privé, sans qu'aucune demande ni aucun compte rendu soient passés par elle (...). Le chef du GIGN paraît ainsi décider souverainement des programmes d'instruction, des envois en stage et, d'une manière générale, de ses relations avec des organismes intérieurs ou extérieurs à l'arme, sans que puisse être exercé un quelconque contrôle par le commandant du 1er groupement blindé. »*

Le rapport recommande donc une mise au pas de l'unité d'élite. L'action du GIGN devra, à l'avenir, recevoir l'accord de la direction générale de la gendarmerie. Sa dissociation des unités satellisées par l'Elysée, où se trouvent détachés des gendarmes du GIGN – le GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République), le GAM (Groupe d'action mixte, animé par le commandant Prouteau) – est jugée *« indispensable »*.

Le commandant Beau et la raison d'Etat

Sévère pour le commandant Beau, qui, devant lui, dut reconnaître, pour la première fois, avoir organisé la *« version concertée »* offerte par les gendarmes au juge d'instruction, le général Boyé ne l'accable pourtant pas. C'est qu'il estime que celui-ci a été entraîné dans cette ténébreuse affaire par d'autres...

« Cet officier supérieur a été entraîné sur ordre de ses chefs dans une opération dont il ne pouvait cerner à l'origine toutes les conséquences. Contacté successivement par le chef d'escadron Prouteau et par le capitaine Barril, il a présumé que cette affaire, décidée au plus haut niveau de l'Etat et présentée à lui sous sceau du secret, relevait de l'affaire d'Etat. » Certes, endossant la responsabilité des opérations de police judiciaire, le commandant Beau fut l'artisan du mensonge judiciaire, faisant *« pression sur ses subordonnés, au cours d'une réunion organisée par ses soins, pour que soit présentée une version concertée, non conforme à la vérité. »*

Ces *« fautes »* justifient *« une sanction exemplaire »*, écrit le général, mais en jugeant *« souhaitable qu'il soit tenu compte des circonstances particulières qui l'ont amené à les commettre et du courage dont il a fait preuve ultérieurement en revendiquant la totale responsabilité de cette affaire »*. Le général recommande un blâme et la traduction *« devant un conseil d'enquête »*.

Les « fautes graves » du capitaine Barril

Le général Boyé dresse un réquisitoire bien plus sévère à l'encontre du capitaine Barril, qu'il qualifie *d'« instigateur de cette affaire »* avant d'étudier *« sur le plan déontologique (...) le rôle personnel joué par le capitaine »*.

« En entourant la présentation qu'il a faite de cette opération au chef d'escadron Beau d'une atmosphère de mystère confortée autant par le très haut niveau auquel il affirmait que la décision était prise (présidence de la République) que par la nécessité de garder le plus grand secret et par la dangerosité supposée des terroristes concernés, cet officier, volontairement ou non, a fortement contribué aussi bien à fausser l'appréciation qu'a pu avoir le chef d'escadron Beau de sa liberté de manœuvre qu'à justifier un aménagement de la procédure pour cause de raison d'Etat. »

Le général accumule les griefs contre le capitaine : *« L'indigence des informations »* communiquées au commandant Beau ; *« le déclenchement prématuré de l'arrestation hors la présence des enquêteurs habilités » ; « avoir toléré que l'ensemble du personnel de son unité opère en civil »*... Surtout, le général souligne que le capitaine a continué à lui donner *« une version encore inexacte des faits par rapport à l'ensemble des témoignages recueillis »* et *« a donné des consignes au personnel de son unité »* pour qu'il fasse de même. Il propose des sanctions identiques à celles visant le commandant Beau : suspension, conseil d'enquête, blâme du ministre.

Ces recommandations ne furent pas suivies par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Le capitaine Barril fut simplement mis en disponibilité, pour cinq ans et sur sa demande, de la gendarmerie, mais ne reçut aucun blâme ni aucune convocation devant un conseil d'enquête *« en vue d'éventuelles mesures statutaires »*. Inversement, le commandant Beau, muté dans un « placard » de l'ex-sécurité militaire, la direction de la protection et de la sécurité de la défense, fut avec son subordonné, le major Windels, le seul gendarme inculpé, de *« subornation de témoins »*. Le chef d'escadron Prouteau, quant à lui, a été promu préfet et lieutenant-colonel, toujours au même poste, à l'Elysée.

La responsabilité du pouvoir

Feuilleton politico-policier du septennat, l'affaire des Irlandais de Vincennes arriverait-elle à son terme ? Si l'on tient compte de l'accumulation des informations et de la dispersion des zones d'ombre, l'épilogue n'est sans doute pas loin. En revanche, si le critère est l'activité de la justice, sa curiosité et son empressement, on est loin du compte : l'information judiciaire confiée à M. Alain Verleene semble au point mort, tandis que le parquet reste muet et immobile devant les informations, révélations et accusations déversées par certains protagonistes. Pourtant ceux-ci n'hésitent pas à hausser les enchères, mettant en cause directement la présidence de la République, faits précis, noms et dates à l'appui.

Résumé des épisodes précédents. Le 28 août 1982, en pleine vague d'attentats terroristes, l'Elysée annonce, de façon inhabituelle, des arrestations *« importantes »* dans les milieux du *« terrorisme international »*. L'opération a été réalisée par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dirigé par le capitaine Paul Barril, tandis que son ancien responsable, le commandant Christian Prouteau, vient d'être nommé à la tête d'une cellule antiterroriste à l'Elysée. Très vite, des doutes sont émis sur l'importance de la prise, trois républicains irlandais.

Mais des armes et un explosif ont été saisis... Le 1er février 1983, une enquête du *Monde* émet des doutes sur l'origine de ces pièces à conviction et sur la régularité de la procédure. La justice ne s'émeut pourtant pas, la chambre d'accusation de Paris estimant, en mars, que l'arrestation s'est faite dans les règles. Coup de théâtre en mai : deux gendarmes ayant participé aux opérations de police judiciaire à Vincennes reconnaissent avoir menti sur ordre au juge d'instruction pour cacher l'absence des Irlandais durant la perquisition. Celle-ci devient dès lors illégale, la procédure est annulée, les Irlandais sont libérés. Deux gendarmes, le commandant Jean-Michel Beau et le major José Windels, appelés à la rescousse par le GIGN pour superviser le travail de police judiciaire, sont inculpés de *« subornation de témoins »*.

Trois graves accusations

MM. Prouteau et Barril ne sont pas inquiétés, comme si les fautes et les mensonges s'étaient passés en dehors d'eux. On aurait pu en rester là, au stade de la suspicion sans preuves. C'était compter sans l'évolution psychologique de deux hommes, deux maillons essentiels qui ne vont pas tarder à « craquer ». Le commandant Beau d'abord. Il a, dans un premier temps, accepté, par *« solidarité gendarmique »*, de tout prendre sur lui, ce qui lui valut son inculpation. Mais, relégué dans un poste de figuration à l'ancienne sécurité militaire, la DPSD, il voit sa carrière enrayée, sinon brisée. En 1984, devant le juge d'instruction, puis en ce début d'année, devant la presse, il va désormais en dire plus, refusant d'être le « lampiste » de l'affaire.

Second maillon faible : M. Bernard Jégat. Entendu par la justice en octobre 1985, cet ancien compagnon de Michael Plunkett, le principal des trois Irlandais, s'avère être l'informateur du capitaine Barril. Ses motivations sont ambiguës : il parle parce que, après avoir travaillé avec la cellule antiterroriste de l'Elysée, puis avec la Direction de la surveillance du territoire (DST), il se sent « lâché » et insuffisamment protégé. Et il assure avoir remis lui-même au capitaine Barril, quelques jours avant l'opération, certaines des « pièces à conviction » prétendument « saisies » à Vincennes.

Les deux hommes ont certes des comptes à régler. Mais leurs témoignages se confortent et se complètent, alors qu'ils ne se sont jamais rencontrés. En résumé, ils portent trois graves accusations : 1) ce n'était pas une bavure, mais un montage réalisé par le capitaine Barril ; 2) l'Elysée l'a appris dans les quelques jours qui ont suivi les arrestations, Bernard Jégat ayant alerté la présidence du zèle du capitaine qui mettait ainsi en danger la vie de son informateur ; 3) le commandant Prouteau a avalisé la version concertée et mensongère servie, dans un premier temps, à la justice et en fut régulièrement tenu au courant, notamment par le commandant Beau.

Période électorale ? Raison d'Etat ? La justice écoute, mais ne réagit pas. Depuis l'audition de M. Jégat, aucune nouvelle audition ou confrontation n'a eu lieu. Cela permettrait pourtant de donner corps – ou d'infirmer – ces accusations précises. Ce qui est déjà certain, c'est que l'Elysée n'a guère tenu grief à ses « supergendarmes » qui ont, à la fois, saboté une enquête, ignoré le code de procédure pénale et menti à la justice... Un document jusqu'à présent inédit montre que, quoi qu'il en ait dit, l'attention du pouvoir avait été attirée dès 1983 sur le rôle essentiel du commandant Prouteau et du capitaine Barril dans cette affaire.

Il s'agit du rapport remis le 13 juin 1983 au ministre de la défense par le général Boyé, inspecteur général de la gendarmerie nationale, après une *« enquête de commandement »*. En 1983, le détail du « montage » n'est pas encore connu, pas plus que l'existence de M. Jégat. L'hypothèse n'en est pas moins avancée par le général Boyé, qui la repousse prudemment : *« Les déclarations qui m'ont été faites (...) ne permettent d'avancer que le GIGN aurait pu apporter tout ou partie des armes et explosifs. »*

Mais si ce rapport ne fait pas encore toute la clarté, il situe déjà nettement les responsabilités dans l'engrenage du mensonge. Il met en effet en évidence le rôle du commandant Prouteau dans le « feu vert » donné à l'opération, dénonce l'imbrication du GIGN et de la présidence de la République et dresse un réquisitoire contre le capitaine Barril. Or, à part une mise en ordre du GIGN, ses recommandations sont restées lettre morte, notamment les sanctions demandées contre le capitaine. Pourquoi ?

EDWY PLENEL.

ÉDUCATION

M. PAUL ZECH PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON-I

M. Paul Zech, médecin spécialiste de néphrologie, a été élu, lundi 3 mars, président de l'université Claude-Bernard (Lyon-I). Il remplace un scientifique, M. Claude Dupuis, administrateur provisoire de cet établissement depuis quatre ans. M. Zech a été élu au premier tour par soixante-dix-neuf voix. M. Marcel Brissaud, responsable national du SNE-Sup, a obtenu trente et une voix et il y a eu vingt-neuf bulletins blancs.

[Né le 26 août 1932 au Vigan (Gard), M. Paul Zech a fait toutes ses études à Lyon. Ancien interne des hôpitaux de cette ville, il devient chef de clinique en 1966. Agrégé en 1970, il est nommé professeur spécialiste de néphrologie-hypertension. Chef de service à l'hôpital Edouard-Herriot, il était depuis 1980 directeur de l'UER médicale de Grange-Blanche.]

FAITS DIVERS

Dans le 10e arrondissement

ATTENTAT CONTRE UN BAR PARISIEN FRÉQUENTÉ PAR DES YOUGOSLAVES

Deux consommateurs ont été sérieusement blessés et neuf plus légèrement atteints, lors d'une explosion d'origine criminelle qui s'est produite, lundi soir 3 mars, vers 22 heures, dans un bar, 6, rue de Lancry, à Paris (10e). Les dégâts sont importants à l'intérieur de l'établissement – fréquenté essentiellement par des Yougoslaves – qui a été entièrement dévasté. Les enquêteurs du laboratoire central ont découvert des traces d'explosif à l'angle du bar. Selon toute vraisemblance, il pourrait s'agir d'un règlement de comptes.

Les deux personnes les plus gravement atteintes ont été hospitalisées à la Pitié et à Tenon. Les autres victimes ont reçu des soins aux hôpitaux Saint-Antoine et Saint-Louis.

UN PÉTROLIER GREC PREND FEU DANS LE GOLFE DE GASCOGNE : DEUX MORTS, TROIS DISPARUS

Un pétrolier grec de 127 000 tonnes et de 282 mètres, le *Galini*, a pris feu le 3 mars alors qu'il se trouvait dans le golfe de Gascogne. Il était vide et se dirigeait d'Immingham, en Grande-Bretagne, vers Lisbonne. Les causes de l'incendie n'étaient pas encore déterminées avec précision le 4 mars en fin de matinée, mais on pense que des difficultés dans la salle des machines et avec les chaudières ont provoqué des explosions, qui elles-mêmes ont entraîné un incendie.

Plusieurs navires se sont portés au secours du *Galini*, qui était assisté le 4 mars par des remorqueurs. Sur un équipage de 34 personnes, 29 ont été sauvées mais 6 sont blessées. On compte 3 disparus et 2 morts. – *(AFP.)*

SPORTS

● FOOTBALL : *préavis de grève des joueurs de Bastia.* – Leurs salaires de décembre, janvier et février n'ayant pas été versés, les joueurs professionnels du SEC Bastia ont annoncé, lundi 3 mars, leur intention de ne pas jouer, vendredi 7 mars, au Havre, le match comptant pour le championnat de France. Malgré le concordat accepté le 30 janvier dernier par les créanciers – la dette étant ramenée de 23 à 6 millions de francs – la situation financière du club corse demeure alarmante. Sollicitée par les joueurs bastiais, la Ligue nationale de football pourrait intervenir pour débloquer la situation, car un forfait de Bastia au Havre risquerait de fausser la fin du championnat.

EN BREF

● *Le professeur Ruprecht Haensel, directeur du synchrotron.* – Le professeur ouest-allemand Ruprecht Haensel, directeur de l'Institut Laue-Langevin à Grenoble, vient d'être nommé directeur général de la source européenne de rayonnement synchrotron. Assisté d'une équipe de direction composée d'un Anglais, d'un Allemand et d'un Français, il aura pour tâche de mener les études nécessaires à la construction à Grenoble de ce laboratoire. Les travaux devraient commencer en 1987, sur un site non encore déterminé, et s'achever en 1992.

ESPACE

La comète de Halley dans le champ des Vega

La sonde spatiale soviétique Vega-1 s'approche de la comète de Halley et devait envoyer, mardi 4 mars dans la matinée, ses premiers clichés, qui devaient être presque immédiatement communiqués à la communauté scientifique et, sans doute aussi, aux télévisions. Ces images devaient marquer le coup d'envoi de deux semaines placées sous le signe de Halley, première comète qui sera sera photographiée et étudiée de près par une véritable armada de sondes spatiales. Après Vega-1, qui passera jeudi 6 mars, à quelque 8 500 kilomètres du noyau de la comète, ce sera au tour de sa sœur jumelle, Vega-2, de s'approcher plus encore du noyau de l'objet céleste, qu'elle survolera, dimanche 9 mars, à 7 500 kilomètres.

Les sondes Vega, sur lesquelles sont embarqués des matériels français, joueront là un rôle de pionniers. D'éclaireurs aussi puisque les informations qu'elles transmettront permettront à l'Agence spatiale européenne d'ajuster la trajectoire de Giotto, véritable « sonde kamikaze » qui frôlera – à 500 kilomètres – le noyau de Halley, dans la nuit du 13 au 14 mars. Ce devrait être là le « clou » de cette quinzaine cométaire.

Entre-temps, les sondes japonaises Suisei et Sakikage auront, elles aussi, croisé dans la banlieue de Halley. Bien que restant plus éloignées de la comète que les engins soviétiques et européen – 140 000 kilomètres, le 7 mars, pour la première ; 7 millions de kilomètres, le 11 mars, pour la seconde – elles devraient notamment fournir aux astronomes d'intéressants clichés en infrarouge. Il reviendra, enfin, à l'engin américain ICE de clôturer ce ballet des sondes en passant, le 28 mars, à 31 millions de kilomètres du noyau de Halley, pour étudier les vents solaires qui aplatissent la chevelure de la comète.

SECTEURS DE POINTE

DEUX NOUVEAUTÉS CHEZ HEWLETT PACKARD

Ordinateurs à grande vitesse

La firme américaine annonce la sortie pour le milieu de 1987 de deux nouvelles machines. Leur caractéristique : moins d'instructions mais une vitesse d'exécution supérieure.

De notre envoyé spécial

Palo-Alto (Californie). — Hewlett Packard présente trois nouveaux ordinateurs. L'un est immédiatement disponible mais n'a rien d'original. Les deux autres ont une architecture nouvelle mais ne seront disponibles qu'à la fin de 1986 et dans le milieu de 1987. Faut-il déclarer, comme le fait M. John Young, président de la firme : *« C'est la plus importante annonce que nous ayons jamais faite »* ? Une réponse affirmative n'est pas exclue.

Les deux ordinateurs annoncés avec quelques mois d'avance ont une architecture de type RISC (Reduce instruction set computer), architecture très à la mode depuis deux ans — au moins dans les discours et les publications théoriques — parce qu'elle semble bien être le seul moyen utilisable à court terme pour augmenter la vitesse de calcul. Les nouveaux ordinateurs, qui prolongent vers le haut la série 3000 et portent le nom de modèles 930 et 950, constituent du fait de ce changement d'architecture une vraie nouveauté — ce qui, en matière d'annonce informatique, n'est pas toujours le cas. Et surtout, ces ordinateurs ne sont que les premiers d'une nouvelle lignée de machines. L'intention affichée chez Hewlett Packard est de basculer progressivement toute la gamme informatique vers cette nouvelle architecture.

C'est ici le point important. D'autres constructeurs ont déjà mis sur le marché des ordinateurs à architecture RISC. Mais ce sont de petites sociétés, souvent créées pour l'occasion, comme Ridge, dont Bull a acquis la licence et francisé la machine sous le nom de SPS-9. Quand des « grands » y sont venus, Bull, comme déjà dit, ou IBM avec son PC/RT, *c'était pour occuper* un créneau très particulier, pour couvrir des besoins un peu marginaux à l'égard des applications les plus répandues, celles qui apportent l'essentiel du chiffre d'affaires.

Soucieux de fidéliser leur clientèle, ils évitent les changements brutaux, générateurs de perturbation pour les programmes des clients.

Problème majeur : la compatibilité

Le problème majeur, c'est la compatibilité : le langage machine des ordinateurs RISC étant très différent de celui des ordinateurs classiques, tous les programmes sans exception devront être revus avant de « tourner » sur les nouvelles machines. Or il est vital que ces adaptations soient faites en un temps très court.

On y a beaucoup travaillé chez Hewlett Packard. M. Joël Birnbaum, directeur de la recherche, explique que les travaux ont commencé il y a cinq ans. Il a fallu quatre mois pour juger de l'intérêt de l'architecture RISC puis cinq mois pour construire un premier prototype. Le reste du temps a été consacré à résoudre les problèmes d'adaptation et à vérifier que la compatibilité entre ancienne et nouvelle architecture, impossible au niveau des instructions de la machine, était rétablie à celui des compilateurs et des systèmes d'exploitation, et donc au niveau des programmes des utilisateurs.

Pour atteindre ce but, il a fallu quelque peu transiger avec les principes. Ce qui caractérise l'architecture RISC, c'est, comme son nom l'indique, une forte diminution du nombre des instructions différentes que peut exécuter la machine. On se restreint à celles qui sont les plus fréquemment employées. Les autres sont simulées par de petits programmes. La théorie et de longues vérifications expérimentales ont montré qu'il s'ensuivait, à technologie identique, un gain important en vitesse d'exécution, en tenant compte de quelques autres facteurs, comme la multiplication du nombre des registres (mémoires électroniques à accès très rapide) qu'autorise le changement d'architecture.

Les dirigeants de Hewlett Packard préfèrent appeler *« précision »* leur architecture, car s'ils se sont inspirés des principes RISC, ils les ont largement adaptés à leurs besoins. En particulier, s'agissant d'ordinateurs qui font des tâches de gestion, la réduction du nombre d'instructions est moins importante qu'elle ne peut l'être pour des machines à vocation uniquement scientifique.

Transition en douceur

D'autres adaptations des principes du RISC ont été introduites, toujours pour faciliter une transition en douceur des anciennes vers les nouvelles machines, ce qui est vital pour un constructeur dont le chiffre d'affaires informatique avoisine les 4 milliards de dollars.

Le passage des anciennes aux nouvelles machines se fera, pour ce qui est du matériel, par le simple changement de quelques cartes électroniques. Pour le logiciel, de nouveaux compilateurs ont été écrits, afin de profiter pleinement des avantages de la nouvelle architecture. Celle-ci ouvre des réserves de puissance à une gamme d'ordinateurs qui en manquaient quelque peu — et c'est ce qui a incité les dirigeants de Hewlett Packard à franchir ce pas dangereux qu'est un changement complet d'architecture.

L'effet sur la clientèle va certainement être suivi avec intérêt par les autres constructeurs, que l'évolution technologique placera un jour ou l'autre devant des choix analogues.

MAURICE ARVONNY.

Supprimer ce qui n'est pas indispensable

BRANCH 30 %

LOAD 35 %

STORE 15 %

AUTRES INSTRUCTIONS 20 %

Une analyse de nombreux programmes a montré que l'ordinateur consacre l'essentiel de son temps à des instructions simples : transfert de données de la mémoire à l'unité de traitement (LOAD) ; rangement de résultats en mémoire (STORE) ; branchements d'un point à un autre du programme (BRANCH). Les autres instructions, de structure plus complexe, servent peu. Le principe de l'architecture RISC est de supprimer toutes celles qui ne sont pas strictement indispensables. Cela simplifie beaucoup le dessin de l'unité de traitement, qui peut ainsi exécuter nettement plus vite les instructions d'usage fréquent.

Une formation aux métiers de la distribution

Depuis 1980, l'Institut européen d'études commerciales supérieures de Strasbourg (IECS) délivre un diplôme d'université « Techniques de distribution ». A l'origine de cette initiative, la brasserie Kronenbourg, qui confie la distribution de ses produits à de multiples grossistes et dépositaires. La brasserie souhaitait dynamiser ses distributeurs, souvent des entreprises de type familial. *« Kronenbourg a défini ses besoins, nous avons proposé une formation adaptée,* observe M. Francis Hirn, directeur des études à l'IECS, *nous avons eu une véritable démarche marketing. »*

Cette formation sur douze mois fait alterner stages et enseignements théoriques, cours d'universitaires et cours de praticiens de la distribution. Elle propose aux étudiants deux options : « Management et logistique de la distribution de gros » et « Gestion du point de vente grande surface ».

Cette formation est organisée par l'université Strasbourg-III — dont dépend l'IECS — en collaboration avec la Fondation de la distribution (Coca-Cola, Cusenier, Evian, Kronenbourg, Moët et Chandon et la Fédération nationale des boissons). Pour la seconde option, la Fondation bénéficie de l'aide financière de cinq groupes de distribution : Casino, Cedis, Docks de France, Promodes et la Société alsacienne de supermarchés. Le coût de la formation annuelle d'une vingtaine d'étudiants, par option, s'élève à 400 000 francs.

J. de B.

Demain

Téléphone en l'air

British Airways va mettre, à titre d'essai, en service des téléphones à bord de trois de ses 747. La compagnie sera la première à offrir à ses passagers la possibilité d'effectuer des appels téléphoniques transmis par satellite.

British Airways s'est associée à British Telecom International et Racal Decca pour réaliser ces essais qui ont été rendus possibles grâce à la décision de l'organisation International Marine Satellite d'utiliser un satellite de réserve pour les communications aéronautiques. Racal fournira l'équipement transmission/réception en vol, ainsi que des antennes spéciales.

Pour utiliser les téléphones fixés aux cloisons de l'appareil, les passagers devront se servir d'une carte de crédit qui débloquera le combiné, les mettant ainsi en liaison avec un *standard téléphonique situé à terre* qui assurera la communication avec leurs correspondants. Au début, les passagers ne pourront effectuer que des appels vers l'extérieur et n'auront pas la possibilité d'en recevoir, mais British Airways espère ultérieurement offrir la disponibilité d'appels dans les deux sens.

Pour aider la productique en Ile-de-France

La région d'Ile-de-France rassemble le quart des entreprises du secteur de la productique (360 PMI en France, soit une centaine en Ile-de-France, ce qui représente un effectif régional de l'ordre de six mille personnes). Face à la concurrence étrangère (du Japon, de l'Allemagne, des Etats-Unis), ces PMI ont besoin de faire appel à des techniques nouvelles, de créer des produits compétitifs, et donc de réaliser des calculs très sophistiqués qui nécessitent la présence de spécialistes et de matériels informatique et électronique très coûteux pour elles. PROMOTEC (1) propose d'aider ces PMI en améliorant leur technicité grâce aux moyens humains et matériels dont dispose l'un de ses adhérents, le CERMO (Centre d'étude de recherches de la machine-outil).

Ce programme d'actions comporte quatre phases :

1) une action de sensibilisation de toutes les entreprises constructrices d'équipement de productique de la région d'Ile-de-France (environ 100 PMI) réalisée par le CERMO : articles dans des journaux spécialisés, réunion d'information, contacts téléphoniques, mailing... ;

2) un diagnostic financier et commercial d'une durée totale de deux jours, réalisé par des consultants spécialisés pour une vingtaine d'entreprises afin de leur permettre de mieux connaître leurs capacités à évoluer ;

3) une expertise technico-économique (durée moyenne quatre jours) réalisée par les spécialistes du CERMO pour une vingtaine de PMI, l'Etat et la région d'Ile-de-France prenant à leur charge 80 % du coût total, l'entreprise payant un ticket modérateur (20 %) ;

4) enfin des interventions techniques spécialisées réalisées par le CERMO au profit de cinq ou six PMI.

L'Etat et la région subventionnent en partie ces interventions.

(1) Pôle technologique national pour la conception des machines-outils et équipements de productique (Association loi 1901) ; adhérents : CERMO, CETIM, ENSAM, ECP, SYMAP.

Sport et recherche

Pourquoi ne considérerait-on pas le sport comme un véritable *« objet de recherche »* ? Sciences et sport font en effet bon ménage lorsqu'il s'agit de mieux comprendre la physiologie de l'athlète et de ses muscles, d'élaborer de nouveaux matériaux à l'intention des fabricants de *matériels*, etc.

Des recherches sur ces différents thèmes seront désormais développées, si l'on en juge par l'accord-cadre que le ministère de la jeunesse et des sports et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ont signé, le 28 février. L'objectif qu'affichent les partenaires est de *« poursuivre cette collaboration jusqu'à la valorisation »*, afin d'aider les fabricants à développer des *« matériels de haute technicité »* et de mettre au point de nouvelles méthodes d'entraînement.

JEUNES INGENIEURS : A GRENOBLE, RECHERCHER LA PERFORMANCE C'EST ETRE PERFORMANT DANS LA RECHERCHE DE LA QUALITE

Au sein d'HP France, nos disivions situées à Grenoble sont
chargées au niveau mondial du développement, de la produc-
tion et du Marketing de matériels performants, réseaux et ordi-
nateurs personnels.
La clé de notre réussite : la recherche permanente de la QUA-
LITE des personnes que nous recrutons, des processus que nous
utilisons et des solutions que nous offrons à nos clients.
Actuellement nous cherchons
DES JEUNES INGENIEURS
ELECTRONICIENS OU INFORMATICIENS.

Division réseaux

Ingénieur support technique

Vous êtes l'expert technique d'une gamme de produits
- matériels et logiciels - et intervenez pour apporter des solu-
tions réseaux optimales adaptées aux besoins de nos clients.
Votre maîtrise des procédures réseaux ainsi que votre sens de
la communication et de la synthèse vous permettront de conseil-
ler nos ingénieurs dont vous assurez la formation technique.
Votre réussite vous permettra d'évoluer, dans un premier temps,
vers des fonctions de supervision ou de consultant.
De formation supérieure en électronique ou en informatique,
vous êtes une personne de communication et maîtrisez bien la
langue anglaise. Une première expérience est un atout sans
être une obligation.
Réf. : GND/1/M.

Ingénieurs recherche et développement

Organisé en groupes de projets, notre Département Recherche
et Développement étudie et met au point de nouveaux produits
à impact mondial.
En étroite relation avec le Marketing et la Production, vous
êtes responsable de la conception et de la réalisation de pro-
duits et de modules matériels et logiciels, de leur intégration
aux projets ainsi que de la réalisation de documentations.
Votre réussite vous permettra d'évoluer, dans un premier temps,
vers une responsabilité de Chef de Projet.
Vous possédez une formation supérieure en électronique ou en
informatique (grande école d'ingénieur), êtes une personne de
communication et maîtrisez bien l'anglais. Aucune expérience
n'est exigée.
Réf. : GND/2/M.

Ingénieur de production

Au sein d'une équipe de production d'analyseurs de protocole
de réseaux, vous êtes responsable d'un important transfert de
technologie entre les Etats-Unis et la France.
De plus, vous assurez le support technique de ces produits et la
formation des techniciens.
De formation supérieure en électronique (grande école d'ingé-
nieur) vous êtes aussi une personne de terrain, apte à une com-
munication efficace aussi bien en français qu'en anglais.
Cette fonction est idéale pour évoluer par la suite vers des fonc-
tions de supervision.
Réf. : GND/3/M.

Division ordinateurs personnels

Ingénieur de production

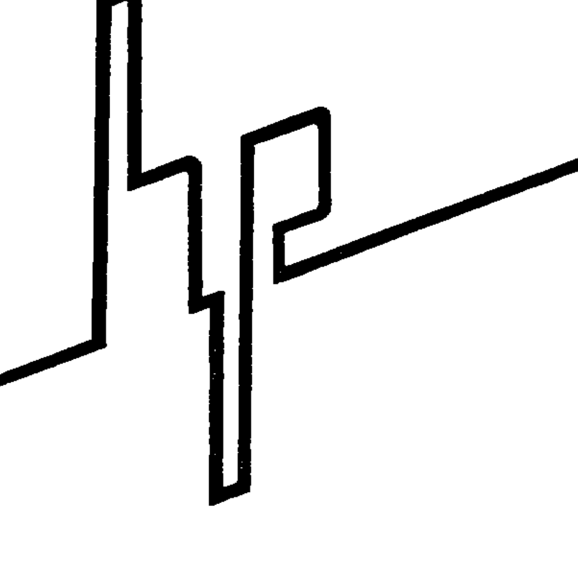
Au sein d'une équipe de production d'ordinateurs personnels,
vous êtes responsable de la mise en production des produits
conçus dans nos laboratoires, du support de nos processus de
production.
Vous êtes le garant de la qualité, de la fiabilité et de la
conformité de nos produits par rapport aux contraintes et aux
spécifications de nos différentes divisions.
En ce sens, votre rôle d'interface avec les différents départe-
ments des divisions et la sous-traitance est essentiel.
De formation supérieure en électronique (grande école d'ingé-
nieur), vous vous sentez une personne de terrain et maîtrisez
bien l'anglais. Aucune expérience n'est exigée.
Réf. : GPCD/2/M.

Ingénieur support technique

Vous êtes l'expert technique d'une gamme de produits
- matériels et logiciels - au sein du Centre de Marketing d'In-
formatique Personnelle.
Votre connaissance des microprocesseurs - logiciels, systèmes
d'exploitation et matériels - ainsi que votre sens de la commu-
nication et de la synthèse vous permettront de conseiller nos
ingénieurs dont vous assurez la formation technique.
De formation supérieure en électronique ou en informatique,
vous êtes une personne de communication et maîtrisez bien la
langue anglaise dont vous vous servez quotidiennement avec
nos divisions aux Etats-Unis ainsi qu'avec nos bureaux de ven-
tes dans toute l'Europe. Une première expérience est un atout
sans être une obligation.
Ce poste vous permettra d'évoluer à terme vers des fonctions
de manager au sein de nos différents départements Marketing.
Réf. : GPCD/3/M.

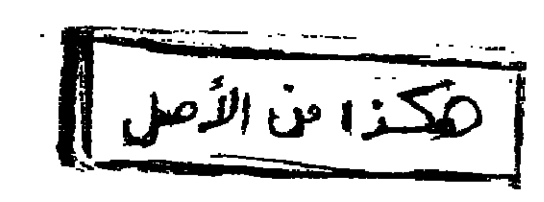
HEWLETT-PACKARD est une entreprise internationale qui prati-
que une gestion par objectif de son personnel. Elle offre de
larges perspectives de carrière tant sur le plan national
qu'international.
Merci d'adresser votre candidature comprenant un CV et une
lettre précisant clairement vos motivations et la référence choi-
sie à Jean-Philippe DARA, HEWLETT-PACKARD FRANCE,
Service Recrutement, 5 av. Raymond Chanas 38320 Eybens.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE CA
3e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.





PERFORMANCES A L'APPUI.



هكذا من الأصل

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

MAÎTRISE DES ARCHITECTURES MINIS-MICROS + TALENT D'ORGANISATEUR = DIRECTEUR ORGANISATION ET INFORMATIQUE HF

DANEL

• Premier Groupe français de production de formulaires informatiques.

• Plus de 1 000 personnes, 8 usines et 5 Directions Régionales des Ventes réparties sur le territoire national, un Siège à BOULOGNE-BILLANCOURT tout nouvellement construit, voici pour la toile de fond... L'ambition de rester le premier en utilisant dans notre métier les technologies nouvelles, voici pour la volonté... Construire notre futur système d'information dans le sens d'une informatique dédiée aux utilisateurs et au service de nos clients, voici la mission de celui ou de celle que nous souhaitons accueillir au sein de l'équipe de Direction...

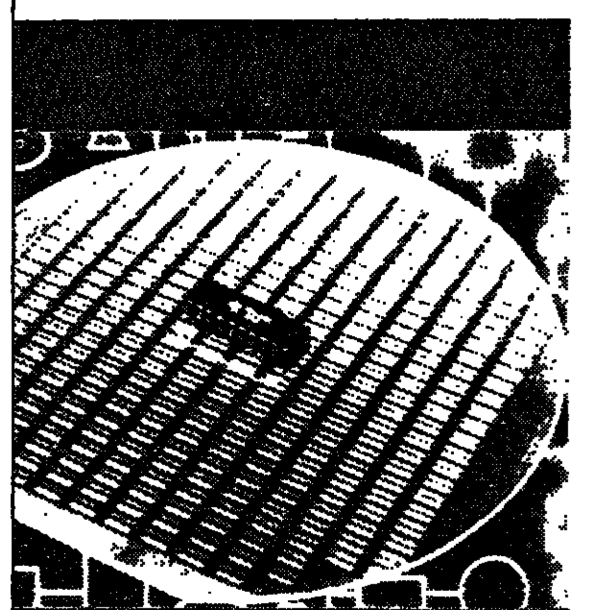
• Vous êtes de formation supérieure : école d'Ingénieur complétée par un cycle de gestion. Vous avez 7 à 10 ans d'expérience, particulièrement sur des systèmes minis-micros. Vous avez une bonne connaissance des applications de gestion et tout spécialement de la gestion de production. Accessoirement, vous êtes familier de la gamme HP 3000.

• Vous êtes convaincu, sans verser dans la mode, qu'un système informatique réellement dédié aux utilisateurs doit, à la limite, pouvoir se passer "d'informaticiens-informaticiens..." Vous saurez trouver plus de satisfaction dans le rôle de conseil, d'assistance et de coordination qu'à comptabiliser votre nombre d'octets en ligne... perspectives du poste obligent. Enfin, il va de soi que vos qualités humaines font de vous un véritable homme de dialogue.

Un dossier de candidature très complet, envoyé sous référence MD/04, intéressera vivement notre Conseil :

oryade Jean-Marie VIOU
4, rue Marcel-Cachin - 93400 SAINT-OUEN

DEPUIS 28 ANS, L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS



Jeunes Ingénieurs, donnez un nom à votre réussite professionnelle.

Pionniers dans les domaines de l'électronique de pointe, c'est parce que nous avons un passé que nous savons réfléchir et préparer votre avenir.
Notre société vous donne la possibilité d'exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation, au sein de notre division SEMI CONDUCTEURS.

INGENIEURS DES VENTES réf. SC/0386/1 M

Ingénieurs, vous avez 2 à 3 ans d'expérience de la vente industrielle, si possible de produits de haute technologie, et vous souhaitez rejoindre une société dans laquelle la vente est un tremplin d'évolution reconnu (vers des responsabilités commerciales, de produits, etc...).
Responsables de la gestion et du développement d'un portefeuille-clients sur un segment de marché précis -Télécom, Aérospatiale, Informatique,...- vous commercialisez l'ensemble de nos produits : micro-processeurs, circuits personnalisés...

RESPONSABLE D'ANALYSE MARKETING réf. SC/0386/2 M

Essentiel à la compréhension de notre environnement et à notre évolution, vous aurez dans ce poste à analyser les données Marketing par marché, à en examiner les tendances. Vous apportez votre contribution à la réflexion du management en lui présentant les synthèses.
Vous devez avoir une bonne connaissance et un goût prononcé pour l'informatique et la rigueur des chiffres.
Vous avez une formation du type Sciences Economiques, IEP, ENSAE, et une expérience de 2 ans en prévisions économiques dans l'industrie de pointe.

SERVICE CLIENT

Interface entre nos centres de production européens et nos clients, le Service Clientèle est le maillon représentant la qualité de service de Texas Instruments France.
Au sein du Département Marketing, et doté de moyens informatiques puissants, il se fixe comme objectif : satisfaire à tout prix le client.

CHARGE DE SERVICE CLIENTELE réf. SC/0386/3 M

En collaboration avec les chefs de produits, vous apporterez des solutions à tous les problèmes de commandes et de livraisons de nos clients.
Vous assurerez le meilleur suivi des commandes et des livraisons «just in time».
Outre une très bonne connaissance de l'anglais, vous pratiquez les systèmes informatiques, vous êtes diplômé d'une école commerciale et disposez d'une première expérience.

ASSISTANTS DE SERVICE CLIENTELE réf. SC/0386/4 M

Assistant du chargé de service clientèle, vous le supportez dans toutes ses fonctions.
Vous serez plus particulièrement amené à travailler sur l'informatique et le réseau interne de communication T.I. afin d'obtenir les informations sur les commandes dont vous aurez besoin.
Vous avez un BTS ou DUT de Gestion Techniques de commercialisation, vous êtes attiré par l'informatique, et vous avez réellement le souci du service et le goût du contact client.

Tous ces postes basés à Vélizy nécessitent une excellente mobilité et une bonne connaissance de l'anglais.
Ingénieurs des Grandes Ecoles ou diplômés d'Ecoles de Commerce qui voulez donner un nom à votre réussite professionnelle, n'oubliez pas que c'est parce que nous avons un passé que nous savons préparer votre avenir.
Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane-Saulnier - 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.



média-system

Ingénieurs *Réseaux Systèmes*

TNIS INFORMATIQUES société spécialisée en télécommunication et logiciels de base, compétente dans tous les domaines de transmission, recherche pour elle-même et pour ses clients plusieurs **ingénieurs expérimentés(ées).**

Ingénieurs, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en informatique et connaissez les réseaux ou la téléphonie (logiciel de base, protocole de transmission, etc.).
Nous vous proposons d'intervenir sur des projets variés, en systèmes ou réseaux au sein d'équipes dynamiques et professionnelles.
Si le poste de chef de projet vous tente, plusieurs opportunités existent actuellement dans notre société, vous garantissant une **évolution de carrière rapide et motivante.**



Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à TNIS INFORMATIQUE 3, rue du Colonel-Moll, 75017 PARIS.

Techniques Numériques de l'Information et des Systèmes Informatiques

LOGICIEL *catia* CREER LES SUPPORTS !

Le logiciel CATIA développé par DASSAULT SYSTEMES est une référence reconnue. Son évolution nécessite de nouvelles compétences et amène à recruter des

INGENIEURS CONCEPTEURS-REDACTEURS

De formation supérieure minimum BAC + 4 débutants ou possédant une première expérience nous leur proposons après une période de formation deux opportunités

Formation : étude, conception et réalisation de matériels pédagogiques pour les utilisateurs de CATIA.

Documentation : développement et informatisation de la documentation liée au logiciel CATIA.

La connaissance de l'anglais est une nécessité.



Merci d'adresser lettre + CV + photo
à Nicole MOUZARD
40, bd Henri-Sellier, 92150 Suresnes.

dassault systemes

CONTESSE TELEMATIQUE · UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 65

Ingénieur chimiste débutant... sachez saisir une réelle opportunité !

Une école supérieure de chimie (Paris - Lyon - Toulouse...), si possible une spécialisation en chimie organique, le sens du terrain, l'attrait que représentent pour vous la prise de décision, les responsabilités d'encadrement (35 personnes) et votre sens du contact humain vous permettront de réussir pleinement dans la fonction de

Chef d'atelier de production basé à Neuville S/Saône

Sous le contrôle d'un chef de groupe, vous êtes responsable de la production d'insecticides ménagers (chimie de synthèse multistades) en fonction des programmes proposés par l'ordonnancement central et le service planification de l'usine, tout en optimisant le climat social, les résultats (coûts et rendements) et en veillant au respect des normes de qualité, des " bonnes pratiques de fabrication ", de la sécurité des personnes et des biens et à la conformité des effluents rejetés.
Une bonne mobilité géographique est nécessaire pour une évolution satisfaisante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.), sous réf. 103M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction du Développement et de la Gestion des Cadres, 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CURRICULUM

Pour renforcer son équipe d'encadrement, diversifier et améliorer son potentiel d'intervention
I.T.E.M. SSII filiale du **Groupe Bossard** recherche :

JEUNES INGENIEURS CONSULTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez une expérience de 2 à 4 ans qui vous permet de maîtriser :
– les techniques informatiques IBM, BULL, DEC,...
– les méthodes de développement et de conduite de projets de préférence dans les secteurs industriels.

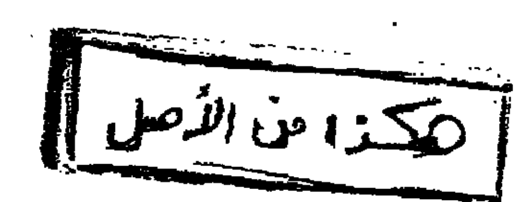
Vous avez le goût du **contact**, le sens de la **communication**. Homme de méthode vous êtes capable de **gérer votre temps** et de participer activement à un **travail d'équipe.**
Nous sommes une jeune société financièrement très solide, en forte expansion, soucieuse de la qualité de ses prestations : audit, conseil, conception, réalisation, formation, recrutement, management et méthodologie.
Nous vous proposons de nous rejoindre.
Persuadés que notre réussite dépend de votre professionnalisme, nous serons attentifs à votre évolution et vous dispenserons toutes les formations nécessaires.

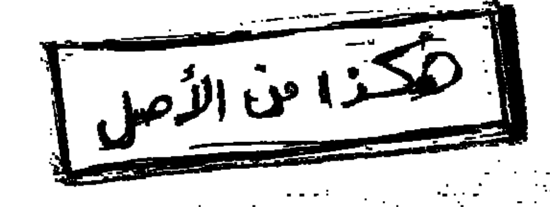
Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence PO3186 à
I.T.E.M. Service du Personnel - 12 bis, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

Debis



Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde







CGEE ALSTHOM
DIVISION COMSIP

Des technologies de pointe pour valoriser vos compétences.

La division COMSIP, spécialisée en Contrôle et Supervision des Procédés Industriels - Régulation - Instrumentation -Electricité (ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux), recherche pour son groupe **INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES** des

Ingénieurs et Techniciens Supérieurs
Spécialisés En Automatisme Industriel

Vous êtes mobile géographiquement pour des missions en rotation de moyenne et longue durée à l'étranger.
Titulaire du BTS CIRA, ingénieur ou technicien supérieur en automatisme, électronique, électrotechnique ou mesures physiques, vous avez une expérience de 3 ans minimum dans les secteurs : pétrole, pétrochimie, gaz naturel ou cimenterie...
Selon le cas, vous aurez à **configurer, programmer, régler, mettre en service, optimiser, assurer la maintenance** de matériels de contrôle commande tels que :
• Automates programmables, • Equipements de régulation analogique et numérique, • Matériels de télémétrie, • Micro, mini-ordinateurs et périphériques.
La connaissance et la pratique de l'anglais usuel et technique est indispensable.
Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions en précisant la référence M/ITS, à CGEE ALSTHOM, Divison COMSIP, Groupe ITS - BP 305 - 92508 Rueil-Malmaison.

C.G.E

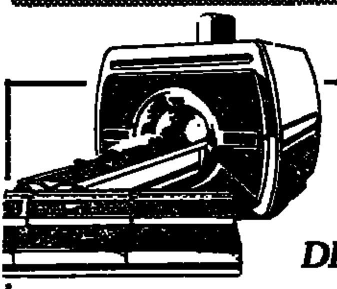
Les Etudes Logiciel de BULL SYSTEMES, l'une des plus importantes équipes d'Europe de conception de logiciel de base, développe le système d'exploitation GCOS 7 du DPS 7. Vous êtes :

INGENIEURS LOGICIEL

nous vous proposons d'accéder au niveau supérieur d'expertise technique, en appréhendant rapidement et globalement l'un des systèmes les plus utilisés sur le Marché International.
Nous vous confierons, dans un premier temps, la maintenance du logiciel (diagnostic des problèmes rencontrés par les clients, élaboration des solutions, documentation et diffusion de ces solutions techniques).
Forts de cette expérience, vous pourrez par la suite orienter vos activités soit vers le développement du système, soit vers le support technique ou l'assistance au réseau commercial.
Vous êtes ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires option informatique, débutants ou expérimentés dans le domaine (2 à 3 ans), vous voulez rejoindre une équipe qui gagne.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 113 M à :
Gérard GOYER - Bull S.A.
P.C. IL009D
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20





THOMSON-CGR
METTRE DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.*
*Pour renforcer nos équipes, nous recherchons pour la **DIRECTION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE** des*

INGÉNIEURS LOGICIELS EXPÉRIMENTÉS
en TRAITEMENT d'IMAGES et INTERFACES HOMMES-MACHINES

Nous vous proposons de participer aux spécifications, à l'analyse et à la réalisation d'une nouvelle génération d'équipements médicaux.
*Ces postes nécessitent une expérience de 2 à 5 ans, ainsi qu'une connaissance des gammes **DEC/VAX et MOTOROLA 68 000**, des langages **C et PASCAL**. L'environnement est construit autour d'un système **UNIX**.* (Réf. 1/M)

INGÉNIEUR SYSTEME ET GÉNIE LOGICIEL

Au sein de l'équipe méthodologie et Génie Logiciel, vous participerez aux activités suivantes :
– Mise en place d'un Atelier de Génie Logiciel.
– Support aux outils-système (portage UNIX, chaîne PASCAL – Noyau système Temps Réel).
*Une expérience d'**UNIX** et des langages **C et PASCAL** est indispensable, ainsi que la participation à des actions méthodologiques.* (Réf. 2/M)

Ces postes sont basés à ISSY-LES-MOULINEAUX (92), dans un premier temps, puis à BUC (78) courant 1986, dans notre nouvelle implantation.
*Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à Françoise LEMAIRE – **THOMSON-CGR** 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.*



HAVAS CONTACT

A l'heure du cable et du satellite...



FRANCE CABLES & RADIO

Acteur international en conseil et ingénierie, conçoit, réalise et exploite des réseaux de Télécommunications publics et privés par radio, câbles sous-marins, satellites... Pour notre activité messagerie électronique, nous recherchons :

CHEF DE PROJET CONFIRME
systèmes de messagerie

Dans le cadre des orientations du groupe et en relation directe avec le responsable de cette activité, nous vous confierons l'étude, la conception et l'encadrement de la réalisation de systèmes de messagerie. Outre les qualités d'organisation et la rigueur dans le suivi, votre esprit terrain vous permettra de contribuer directement à certains développements. Par votre goût des contacts, vous pourrez à plus long terme évoluer vers des activités de consultant auprès d'une clientèle de niveau international.
De formation ingénieur grande école ou équivalent, vous avez une expérience confirmée d'au moins 4 ans dans ce domaine ou dans les systèmes temps réel. La pratique du développement de logiciels sous UNIX en langage C serait un plus.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous la réf. 878 /M, à notre conseil, OUTSIDER, 18-20 place de la Madeleine, 75008 Paris.

OUTSIDER
Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

ROBOTS TRANSPORT
Une technologie *d'avance*

Dans un contexte industriel international,
au sein d'un département de 70 personnes qui réalise
des installations complètes de manutention automatique,
nous développons l'équipe dont la mission est de concevoir et réaliser des
systèmes de commande de chariots filoguidés.

responsable équipe produits

Fort de votre expérience dans la gestion de projets informatiques industriels et/ou produits de série temps réel mini et micro, vous souhaitez aller plus loin dans la maîtrise des techniques et méthodologies nouvelles.
Animateur d'une petite équipe d'ingénieurs, vous proposerez et gèrerez les projets de développement de produits hard et soft, en définirez les procédures d'assurance qualité et de contrôle de délais. Réf. Z1/M

ingénieurs système

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience en système temps réel mini et micro et des connaissances en électronique et micro-soft. Ce potentiel vous permettra de concevoir et de réaliser les logiciels standards des systèmes commande depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la maintenance. Réf. Z2/M

ingénieur électronicien et micro-soft

Votre parfaite maîtrise de l'électronique et votre intérêt pour exploiter votre savoir-faire en milieu industriel sont vos meilleurs atouts pour concevoir et réaliser des ensembles électroniques et micro-soft, analyser et homologuer les différents composants, contrôler la sous-traitance. Réf. Z3/M

Adressez votre dossier complet de candidature à M. DEUDON, en précisant la référence du poste qui vous intéresse à JEUMONT-SCHNEIDER, 31/32 QUAI DE DION BOUTON 92811 PUTEAUX CEDEX.



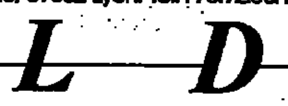
AXIAL publicité

Ingénieur commercial senior

Les leaders ont changé de nom...

Notre métier : l'informatique.
Nos résultats : une croissance annuelle supérieure à 20 % depuis 10 ans.
Une implantation nationale grâce à des structures légères et autonomes. Une présence dans 41 pays.
Notre avenir ? C'est peut-être vous.
Vous êtes un ingénieur commercial performant (constructeur ou SSII), vous êtes ambitieux, alors rompez avec la routine ! enrichissez votre expérience.
Nous vous offrons un poste d'ingénieur commercial senior à **Dijon, Toulouse, Grenoble** ou dans d'autres villes de France, une rémunération très motivante **(entre 300 et 400 KF par an)**, des évolutions certaines vers le management.

Si cette proposition vous séduit, sachez prendre un peu de temps et contactez Madame Dominique Deborde, LDI Conseil, 65 rue de la République, 69002 Lyon. Tél. : 78.92.80.10.



média-system

---

ingénieur-informaticien
DE HAUT NIVEAU

Société française de dimension internationale, spécialisée dans le secteur des **télécommunications** recherche un ingénieur-informaticien.

Vous êtes ingénieur E.N.S.T. - E.S.E. - CENTRALE..., vous avez 10 ans d'expérience des techniques informatiques (systèmes - réseaux), vous recherchez des responsabilités opérationnelles.

Nous vous proposons la responsabilité de notre **production informatique** et de la gestion des budgets correspondants. (5 4341 répartis sur 3 sites - VM/DOS - 400 terminaux - ordinateurs locaux connectés).

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 9612 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

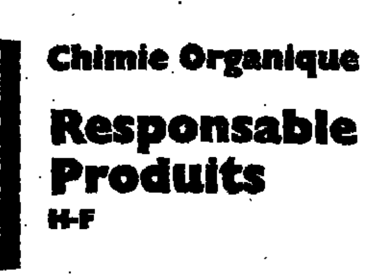


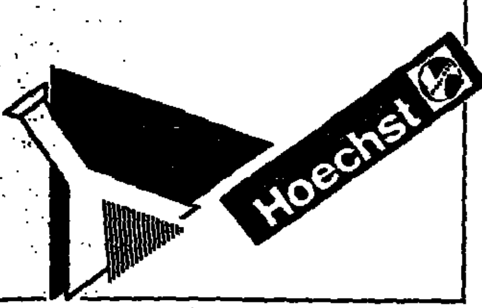
La Société Française HOECHST, filiale d'un des tout premiers groupes chimiques et pharmaceutiques mondiaux réalise en France et à l'Exportation un chiffre d'affaires proche de 5 milliards. Elle emploie plus de 2 200 personnes et dispose d'un Centre de Recherches et d'Applications et de 4 usines.

Sa Division **Chimie minérale et organique** recherche un Responsable Produits pour assurer la gestion et le développement des ventes et de l'exportation d'une gamme de produits organiques fabriqués en France.

Ce poste, basé à Paris, requiert une formation chimique, si possible une première expérience dans la vente et la connaissance courante de l'anglais et/ou de l'allemand.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. 70I au Département des Ressources Humaines, Sté Française HOECHST, Tour Roussel Nobel, Cx 03, 92080 PARIS LA DEFENSE.





DESSEIN

INGÉNIEUR DE FABRICATION

Débutant ou avec une première expérience

Si vous possédez un goût du terrain et des contacts humains, c'est l'opportunité pour vous de rejoindre nos Unités de Fabrication situées en SAONE-ET-LOIRE.

En collaboration étroite avec le chef d'Atelier, vous assumerez la responsabilité d'un secteur de production mécanique.

Votre champ d'action se situe au niveau de l'**animation des hommes** (30 personnes), de la **technique**, en adaptant moyens et méthodes, de la **production**, en intégrant objectifs, qualité et délais.

Votre souci permanent sera de développer la productivité et la compétitivité de l'atelier.

Vos qualités d'organisateur et d'animateur seront, avec la mobilité, vos atouts pour étendre vos compétences en évoluant par la suite dans l'environnement industriel de la Société.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 79993M à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Selles-St-Denis (180 p.) situé en Sologne recherche : (H/F)

Ingénieur Electronicien

Il animera la base de mesure d'antennes et de surface équivalente radar du Service Hyper-Fréquence.

Ce poste sera confié à un Ingénieur Grande Ecole possédant une solide formation en Hyper-Fréquence débutant à quelques années d'expérience.

Nous souhaitons qu'il soit également intéressé par les problèmes mécaniques et motivé par la responsabilité d'une équipe au sein d'une unité de production performante.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1308 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre-78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex



VOTRE CARRIERE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

Soyons clairs.

Au Crédit du Nord, l'informatique joue un rôle essentiel



Le Crédit du Nord, côté informatique, c'est : UNE ARCHITECTURE PUISSANTE, SOUPLE ET DÉCENTRALISÉE : 3000 MICRO-ORDINATEURS MULTI-FONCTIONS - soit près d'un micro-ordinateur pour 3 collaborateurs - reliés à un système central. Ils servent aussi bien au traitement des transactions avec la clientèle qu'au soutien à la vente ou aux diverses opérations de gestion.

Le Crédit du Nord propose de participer à ce plan en tant que

Ingénieurs Informaticiens

CONFIRMES : Grandes Ecoles + 2 à 5 ans d'expérience.

DÉBUTANTS : Formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Supelec, Mines, Ponts, Télécom...

POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SUIVANTS : international - financier - gestion du personnel, et pour le développement système au niveau central.

MOYENS : Nos équipes travaillent dans un environnement IBM et mettent en place des produits de pointe (systèmes experts, réseaux locaux, bases de données ...).

Le développement de ce plan ambitieux donne à nos Ingénieurs-Informaticiens, la responsabilité directe des projets conçus.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes dans l'ensemble du groupe où les candidats devront, à terme, évoluer pour participer directement aux activités bancaires.



Ecrire sous réf. LM03 à Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Crédit du Nord

CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION ENTREPRISE

Cette société d'Etudes et de Conseil connaît une forte expansion. Spécialisée dans les systèmes d'information d'entreprise (télé-informatique, téléphonie, bureautique, télématique, ergonomie), elle recherche des **Ingénieurs Télécom ou Informaticiens**, ayant déjà une bonne expérience de ces techniques, *vécue en Entreprise ou au sein d'une société de services*, et ayant des connaissances en organisation.

Ils assureront :
- l'audit technique, économique et stratégique des systèmes et réseaux ;
- l'étude des besoins de communication de la clientèle (petites et grandes entreprises) ;
- la conception des systèmes techniques.

ce qui les amènera à :
- *rédiger les cahiers des charges* ;
- établir les schémas directeurs ;
- choisir les fournisseurs ;
- assister l'exploitation.

La participation à des études stratégiques et prospectives concernant les systèmes et les réseaux est également prévue.

Les postes sont basés à Paris. Quelques déplacements sont à prévoir en France et à l'étranger, notamment en Europe. *Niveau de salaire attractif, à débattre suivant l'expérience.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) s/réf. SG 8601 au Cabinet **Rexbaix Décision**, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

DESSEIN

Gérer les outils de notre performance

Notre groupe est leader mondial dans son activité de Biens d'Equipement. L'une de nos usines de province renforce son équipe industrialisation et méthode. Elle recherche un

Ingénieur méthode

Ingénieur diplômé vous possédez une première expérience des problèmes d'industrialisation dans la métallurgie (transformation des métaux en feuilles) et voulez évoluer dans un environnement de haute technologie. La gestion de production informatisée et dans le futur la CAO seront de précieux outils dans notre mission.

Vous optimiserez les coûts et les délais de fabrication des produits en organisant notre service méthode et en animant votre équipe de techniciens.

Bénéficiant d'une large autonomie, votre esprit d'initiative sera déterminant pour votre évolution au sein du groupe.

Pour allier vos compétences à notre performance, adressez lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 6951 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
SUD-EST

THOMSON SEMICONDUCTEURS, *au premier rang européen tant en composants discrets qu'intégrés, investit en hommes de valeur et au plan des ressources internationales, pour atteindre une dimension de leader.*

Depuis deux ans, un taux de croissance exceptionnel justifie cette ambition.

Dans le cadre de notre programme de recrutement pour 1986, nous recherchons des ingénieurs électroniciens afin de renforcer nos équipes des Laboratoires d'Applications et d'Orientation Technique.

C'est au sein de ces Laboratoires que se préparent les choix pour les produits de demain en liaison avec les sociétés de systèmes, leaders dans leurs métiers. Par leur travail d'identification, de simulation des fonctions requises et la connaissance des évolutions technologiques, ces ingénieurs ont une double vocation : apporter un support technique spécialisé au marketing-produits et aider à l'innovation en identifiant les fonctions matériels et logiciels clés du futur dont les performances pourront être atteintes par les filières technologiques récentes et de demain.

C'est au sein de ces Laboratoires que se forment les responsables de demain pour les fonctions de création/conception, marketing-produits et stratégie. Travaillant auprès des Services Techniques (R & D, développement et fabrication) des divers Centres de l'entreprise et au contact du marché international par des visites fréquentes en clientèle, l'ingénieur d'Application et d'Orientation Technique développe ainsi ses talents, tant au plan technique que relationnel.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs électroniciens, ayant la pratique de l'anglais (Grandes Écoles ou Université, étrangères comprises), débutants ou possédant une première expérience. Ils bénéficient d'une rémunération à la hauteur de leur potentiel d'évolution.

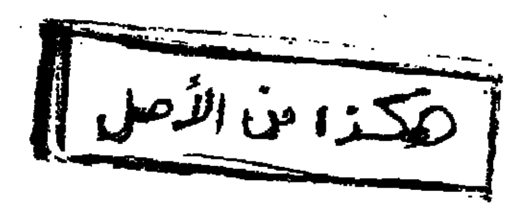
Merci d'adresser votre candidature à THOMSON COMPOSANTS – DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 101, *boulevard Murat, 75016 PARIS.*

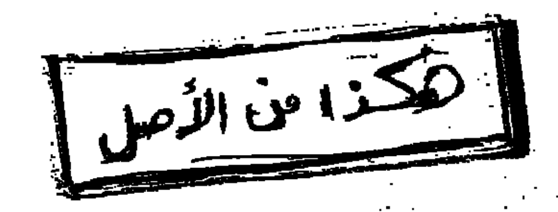


THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT







Haute Technologie



DIRIGER le B.E. développement

Ingénieur Grande Ecole Electromécanicien

Groupe français, leader dans notre créneau, nous sommes établis aux USA, au Japon et en Grande-Bretagne. Doublant notre CA tous les trois ans, nous investissons en Recherche Développement et structurons notre direction technique. Nous créons le poste de Responsable BE Développement, composants grande série. Mission : doubler la gamme de produits de haute technologie, à applications civiles et militaires, au niveau mondial (65 % à l'export) en respectant les normes internationales. Animant une équipe d'ingénieurs et techniciens très qualifiés, il (elle) dispose de laboratoires et moyens d'essais à la pointe dans leur spécialité, dont certains uniques en France. Ce poste, rattaché au Directeur Général, intéresse un(e) ingénieur grande école, **excellent mécanicien et électricien**, doué d'esprit de synthèse et de décision, parlant l'anglais, ayant l'expérience de la conception et de la réalisation jusqu'à la présérie de produits de haute technologie fabriqués en grande série, apte à concevoir en 9 mois un produit définitif. Lieu de travail : proche banlieue Ouest de Paris. **Rémunération à la hauteur de l'expérience.**

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 23737/M à Mme FOURNIAT Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Publival

LES SERVICES COMMUNS DE TECHNOLOGIE ET DE FIABILITÉ du Groupe THOMSON sont chargés sur composants, procédés, moyens de mise en œuvre et équipements électroniques :

- *des orientations technologiques,*
- *de la gestion de données,*
- *des essais et simulations,*
- *de l'assurance-qualité et de la fiabilité.*

Ils recherchent

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant 1 à 2 ans d'expérience.

• *ÉLECTRONICIEN, vous avez de solides connaissances en informatique, pour conduire des évaluations de circuits intégrés **VLSI** dans le domaine du traitement numérique rapide et microprocesseurs.*

Des connaissances en structure logicielle sont indispensables pour évaluer des outils de conception.

Nous étudierons également les candidatures de débutants motivés.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions à Mme BOUIC – S.C.T.F. – l'Orée de Corbeville – B.P. 50 – 91401 ORSAY.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

VOUS ÊTES PASSIONNÉ PAR LES TECHNIQUES D'AVENIR...

(Télématique, réseaux, radio-communication, vidéodisques, systèmes experts...).

Nous recherchons des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Option INFORMATIQUE

Possédant une première expérience, pour leur confier le développement de projets :

- conception et réalisation de systèmes temps réel
- développement de logiciels de base
- études de réseaux.

La pratique de certains langages (PASCAL, PLM 86, C, ADA...) et la connaissance de systèmes tels que : UNIX, RSX 11 M, GCOS 6... seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. FDP/AS à Anna STAROSWIECKI – SLIGOS DCI – 26, rue des Pavillons – 92800 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

PROGRAMME ARIANE

ingénieur qualité/structures

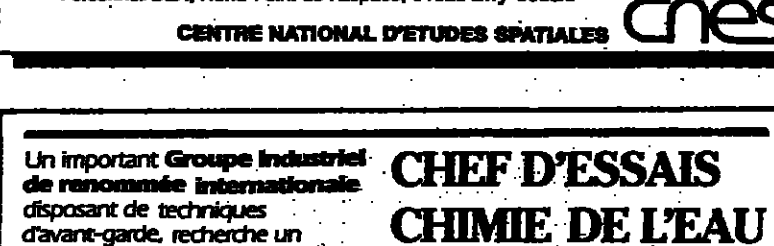
Le **Centre National d'Etudes Spatiales** recherche pour sa Direction des Lanceurs un **Ingénieur** Grande Ecole ou équivalent avec une expérience industrielle d'au moins 5 ans dans le domaine des **structures métalliques ou composites.**

Au sein d'une petite équipe **Qualité-Structures, il aura la responsabilité** d'analyser l'organisation qualité et les moyens existant chez les industriels contractants. Il proposera et mettra en place les solutions d'amélioration pour ce qui concerne les lanceurs en phase de développement.

L'anglais (**Lu - parlé - écrit**) est indispensable.

Veuillez adresser candidature avec CV et photo, sous la référence 85/DLA/38, à M. le Chef du Département du Personnel/DLA, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cédex.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES cnes



Un important **Groupe Industriel de renommée internationale** disposant de techniques d'avant-garde, recherche un

CHEF D'ESSAIS CHIMIE DE L'EAU

Spécialiste de son domaine, il aura la **responsabilité des essais** dans le cadre du démarrage de nos installations.

A ce titre il sera en relation avec nos équipes chargées des essais sur le chantier, et le client ; il sera responsable de la conformité des résultats d'essais ainsi que du traitement des anomalies éventuelles.

Les affectations sur chantier seront de l'ordre de 2 à 4 ans et exigent donc une certaine mobilité.

Ce poste sera confié à un technicien **DUT de chimie** ou niveau équivalent ayant une expérience confirmée (3 à 5 ans) de la chimie de l'eau, corrosion en milieu industriel, en usine ou sur chantier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 79994 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



La DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS de THOMSON-CSF conçoit et réalise les systèmes et matériels les plus modernes de Radiocommunications militaires.

Elle recherche pour son Centre d'Études et de Production, des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE – ENST – ENSERG – ENSEEIHT...

Vous êtes débutants ou avec une première expérience. Vous serez intégrés au sein de petites équipes d'Ingénieurs et d'Agents Techniques et développerez les nouveaux matériels de transmission utilisant les technologies les plus sophistiquées.

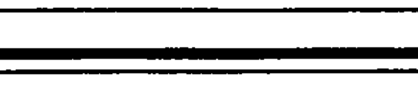
Ce poste est basé à Cholet, ville agréable et dynamique des Pays de Loire, proche de Nantes et Angers.

Si ce projet vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à M. ANTOINE – THOMSON- CSF – B.P. 945 – 49309 CHOLET Cedex ou de téléphoner au 16.41.62.54.32 poste 3319.

HAVAS CONTACT



NOUS RÉINVENTONS LA RADIO



La filiale française en pleine expansion du numéro un mondial des RADIOCOMMUNICATIONS recherche pour son Siège situé à EVRY

DIRECTEUR DU SERVICE APRES-VENTE FRANCE

Possédant une expérience : • de 10 ans minimum en électronique, acquise dans un domaine opérationnel (assistance clientèle, production, etc.) • de l'encadrement d'une équipe importante, notamment au niveau d'un service après-vente. La connaissance de Systèmes est souhaitée, l'anglais courant indispensable.

Le titulaire devra gérer son service comme un centre de profit, c'est-à-dire, avec la responsabilité de l'établissement de ses tarifs, ses budgets de fonctionnement et ses investissements, la promotion des services contractuels, la sélection de son personnel.

En plus de la responsabilité directe des laboratoires S.A.V. en France, il devra assurer la coordination d'une vingtaine de stations-service agréées.

Il s'agit d'un poste de véritable gestionnaire, capable de motiver son équipe et d'assurer la croissance de son activité.

Ecrire avec c.v. détaillé et prétentions au Service du Personnel, MOTOROLA S.A., Division Communications, 14, allée du Cantal, Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 Evry Cedex.

MOTOROLA SA
DIVISION COMMUNICATIONS

IMPORTANTE SOCIETE DE GESTION IMMOBILIERE

Banlieue Ouest proche PARIS

recherche

analyste expérimenté

pour élaboration projets et logiciels sur HP 3000. Formation MIAGE, ECOLE d'Ingénieurs ou équivalent, connaissant HP 3000.

collaborateur pour exploitation HP 3000

Lancement, suivi et contrôle des travaux, laisons avec les utilisateurs. Formation BAC ou équivalent. Expérience similaire souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, en précisant le poste choisi, sous référence 9666 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes un Groupe Industriel de renommée internationale disposant de techniques d'avant-garde.

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES DÉBUTANTS

Intéressés par les problèmes d'énergie, spécialisés en thermique, hydraulique, automatisme, physique neutronique nous vous proposons de vous joindre à nous.

Vous aurez à concevoir et mettre au point nos futurs systèmes de régulation, de surveillance et d'instrumentation ou à effectuer des études de conception physique, de développement de méthodes de calcul. Selon vos goûts et aptitudes, vous participerez aux essais de démarrage de nos installations.

Poste basé en Région Parisienne.

Merci d'envoyer votre dossier d'étude de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 79437 M. à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

REGMA CHIMIE

RHÔNE-POULENC

RESPONSABLE CENTRE DE PROFIT

POUR DEVELOPPER UNE LIGNE DE PRODUITS «CONSOMMABLES BUREAUTIQUES»

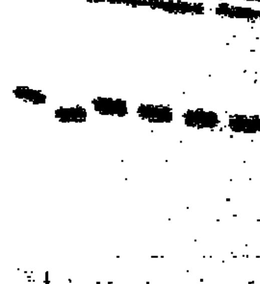
REGMA, filiale du Groupe Rhône-Poulenc (700 MF de CA) est spécialisée dans la Bureautique (systèmes, matériels et produits consommables). D'importants investissements ont été réalisés depuis 4 ans en recherche et en production (50 MF), pour créer de nouveaux produits consommables pour le photocopieur et les imprimantes.

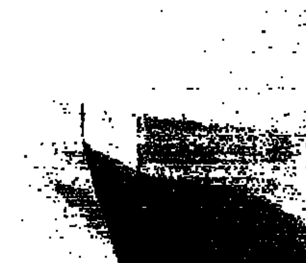
Le Responsable que nous recherchons définira sa stratégie et assurera le lancement de cette toute nouvelle gamme auprès d'une clientèle O.E.M. très internationale. Il assurera la liaison entre l'usine pour les programmes de production et le suivi de la qualité et en fonction du marché orientera les travaux du laboratoire pour la mise au point de nouveaux produits.

Nous souhaitons rencontrer, si possible, un ingénieur chimiste de 30 ans minimum, qui ait une première expérience de vente de produits à caractère technique. Une expérience de négociation de grands contrats dans un environnement très international ne peut être qu'appréciée. Une parfaite maîtrise de l'anglais est bien-sûr nécessaire. Les perspectives d'évolution sont très importantes en cas de succès.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 169 A à H.B., 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN





Le Monde **SECTEURS DE POINTE** Le Monde

GESTIC À RUEIL (RER)

Division du Groupe FERLOR, spécialisée dans la Simulation, le Temps réel, les architectures Multiprocesseurs, a pris des marchés internationaux importants dans l'Aéronautique, l'Informatique, la Téléphonie etc. : Simulateurs de Vol, Transmetteurs Téléphoniques... Pour faire face à son développement on cherche un

responsable de projets

INGENIEUR A DOMINANTE ELECTRONIQUE/INFORMATIQUE

Collaborateur direct du D.G., il devra coordonner et gérer des petites équipes d'ingénieurs et de Techniciens : à partir des cahiers des charges, concevoir, réaliser et mettre au point des systèmes, ensembles et sous-ensembles.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé ou équivalent, 28 ans minimum, ayant acquis une première expérience dans un service étude ou recherche (Automatisme, Robotique, par exemple) ayant l'esprit ouvert, ingénieux et le sens de la rentabilité, mais aussi cherchant à prendre des responsabilités dans une équipe de pionniers.

Les candidats intéressés envoient leur dossier de candidature, sous référence 425 M à :

Elisabeth et Didier FRENCH CONSEILS D'ENTREPRISE
17, rue Mirabeau, 75016 Paris - Discrétion assurée.

Notre Établissement spécialisé dans l'électronique professionnelle propose un poste de

RESPONSABLE FORMATION à un ingénieur.

Après une expérience réussie dans le métier d'ingénieur en milieu industriel, vous avez décidé de vous orienter vers la gestion des ressources humaines.

Ayant déjà exercé la FONCTION FORMATION, vous souhaitez devenir un PROFESSIONNEL dans une équipe compétente et dynamique. Vous assurerez la définition et la réalisation d'actions de formation (technique, économique, humaine) accompagnant notre activité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 90805/LM à HAVAS-CONTACT – 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

INSTRUMENTATION SERVICE S.A.

Ingénierie Spécialisée en instrumentation et automatisme industriel.
Pour poursuivre notre développement nous recherchons **des collaborateurs motivés acceptant de larges responsabilités,** pour Rueil-Malmaison (92) et Lyon

INGENIEURS SPECIALISTES

en instrumentation ou informatique industrielle

- 3 à 5 ans d'expérience,
- connaissances en système de conduite centralisée et automates.

Déplacements éventuels en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) à J. Dussart, Instrumentation Service, 2, avenue du Centre, BP 236, 92504 Rueil-Malmaison.

Automatismes Régulation de Process

Ingénieur ou technicien supérieur, vous possédez une bonne pratique dans le domaine des **automatismes et de la régulation de process.** Si vous souhaitez évoluer en mettant à profit vos qualités d'animateur, l'Association de Formation des Industries de l'Aisne vous propose un poste de **FORMATEUR.** Une seule condition, mais essentielle : partager notre passion. Pour le reste, nous vous assurons le soutien constant d'une équipe soudée autour d'un projet.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite à AFIDA
ZAC de la Vallée - Rue de la Chaussée Romaine
02100 SAINT-QUENTIN

AFIDA

polymont

- systèmes automatisés de production
- maintenance assistée par ordinateur
- informatique industrielle

pour répondre aux besoins de ses clients et au développement de ses activités, examine les candidatures

d'Ingénieurs

systèmes GPAO/MAO, organisateurs de systèmes automatisés, concepteurs systèmes productiques, informaticiens industriels avec expérience confirmée en milieu industriel.
Langues étrangères : Anglais, Allemand ou Espagnol.

Adresser CV et photo à
POLYMONT - Service Ressources Humaines
5, avenue Caroline 92210 St-Cloud

Pour une **nouvelle gamme de produits** dans le domaine des **super-micros**
UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPEEN implanté en région parisienne, recherche des

Responsables Marketing Ventes

Chargés d'assurer **les annonces et les promotions des produits** auprès des réseaux de vente (France et International).

Expérience requise commerciale ou technico-commerciale sur gammes mini-micro ordinateurs.

Chefs de Produits

Chargés de la définition des composants produit, pour le marché de la **Gestion Transactionnelle** et de la **Bureautique.**
Connaissances souhaitées :
- moniteurs transactionnels
- bases de données relationnelles
- communication d'entreprise.

Anglais courant pour les deux postes.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 4966 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

DESSEIN



JAEGER spécialiste des équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile (ordinateurs de bord, aide à la conduite, communication homme-machine) société du GROUPE MATRA recherche pour sa Direction Administrative et Financière à LEVALLOIS-PERRET (H/F)

Le Chef du Service Juridique Risques et Assurances

Rattaché au Directeur Général Adjoint Gestion-Finances, il est en relation avec l'ensemble des services opérationnels et fonctionnels de la société. Il intervient pour les contrats commerciaux ainsi que pour les fusions, absorptions, augmentations de capital, etc. . . Il gère pour l'entreprise les contrats d'assurances dans le cadre de la politique du groupe. Il met à jour ses connaissances juridiques et répercute auprès de l'ensemble des service concernés les informations utiles.

Homme (femme) ayant une expérience dans cette fonction d'au moins 5 ans, il est capable de prendre en compte toutes les données d'un problème et les traiter avec précision et rigueur. Ayant des qualités relationnelles, il doit être un conseiller écouté autant dans la société et ses filiales qu'à l'extérieur. Il doit avoir une connaissance courante de l'anglais.

Envoyer CV, photo, prétentions à Pierre STOFATI - Gestion des Cadres JAEGER - 2 rue Baudin - 92303 Levallois-Perret

JAEGER

Une réalité ... "l'esprit d'équipe"

Voilier sponsorisé par Bull,
"L'esprit d'équipe"
participe avec brio à la Course autour du monde.
C'est aussi le concept grâce auquel Bull
a obtenu de si bons résultats en 1985.
Un an d'avance sur les prévisions !
une exploitation bénéficiaire !
c'est ça le changement de cap de Bull.
Le numéro un de l'informatique française
offre des conditions d'évolution de carrière
réellement larges et variées.
Chez nous chaque ingénieur développe
sa propre personnalité et son propre savoir-faire.
C'est par complémentarité que,
chez Bull,
il va pouvoir élargir son champ d'investigation
et accéder rapidement
à des fonctions de management.
Bull offre les moyens, la structure, la dynamique
et la formation qui permet de faire de vous,

ingénieur informaticien confirmé

un homme rapidement destiné
à des fonctions à responsabilités élargies.
Que vos armes aient été faites
chez des constructeurs, des SSII ou des utilisateurs,
si vous avez l'esprit d'entreprendre
et la volonté d'être vous-même au plus haut niveau,
Bull vous offre un challenge à ne pas laisser passer.
Le réseau commercial France
vous propose des postes d'ingénieurs en Organisation
de Chefs de projet, de formateurs ...
Il n'y aura aucune limite
au cheminement de votre carrière...

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature
qui sera étudié avec la plus grande attention,
sous référence 214/M, à
Boris RESNIKOW - Groupe Bull
Service Recrutement
78/80, avenue Galliéni
93174 Bagnolet



Photo de P. Pillon

REJOIGNEZ UNE EQUIPE QUI GAGNE



Bull

Dans le cadre de son expansion, ce groupe international spécialisé dans le refroidissement des eaux industrielles (800 M.F. de C.A. mondial, 700 personnes), recherche pour PARIS

Ingénieurs Commerciaux

Centrale, Ponts, A.M., T.P., E.S.E...

Ils auront pour mission de capter de nouveaux marchés, de prendre en charge les projets et de conclure les ventes.

L'Ingénieur Commercial a la maîtrise du projet dans toutes ses dimensions, technique vente et gestion, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en fabrication industrielle.

Avec l'appui du service informatique, il en assure le contrôle permettant un meilleur rapport coût d'investissement/coût d'exploitation.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant acquis une expérience d'au moins 5 années dans l'ingénierie, le secteur industriel ou les travaux publics. Ils auront fait preuve de leur compétence tant au plan technique qu'au plan commercial.

Une évolution de carrière vers une fonction internationale peut être envisagée à court terme. Il est demandé une excellente maîtrise de l'Anglais ; la connaissance d'une autre langue (Allemand, Espagnol) serait appréciée.

Les postes sont à pourvoir à PARIS et comportent de fréquents et courts déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Votre dossier de candidature sera traité rapidement et confidentiellement, sous référence 416 A, merci de l'adresser à :



Marcelline BISESTI, Conseil de Direction
11, rue La Boétie - 75008 PARIS.





la CAO intelligente

Ingénieurs concevez et réalisez la CAO de demain

ASSIGRAPH, filiale d'un grand Groupe industriel international, développe et met sur le marché les applications les plus performantes de la CAO dans les domaines propres aux Bureaux d'Etudes :

schématiques, simulation, cartographie et réseaux urbains, planification de projets industriels,...

Pour consolider son avance ASSIGRAPH renforce son potentiel d'ingénieurs ayant acquis une première expérience dans les domaines suivants :

RESEAUX, SGBD, UNIX, IA, MICRO, GRAPHIQUE, GENIE LOGICIEL, ...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus complexes sur des outils très performants au sein d'une Société dynamique et créative. ASSIGRAPH vous permettra *de confirmer vos compétences et valoriser votre savoir-faire en découvrant* des horizons technologiques nouveaux. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 85.01-M à Patrick LECLERC, ASSIGRAPH, 72, Quai des Carrières, 94227 Charenton le Pont Cedex.

Filiale d'un des tout premiers groupes chimiques et pharmaceutiques mondiaux, nous réalisons en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués.

Outre 4 usines, nous disposons d'un Centre de Recherches et d'Applications où 150 collaborateurs participent à la recherche et au développement de produits chimiques spécifiques.

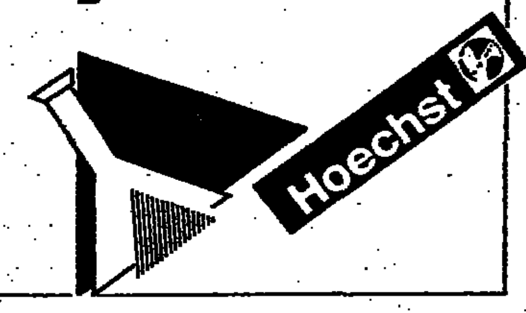
Le Laboratoire **«Chimie Thérapeutique»** de ce centre souhaite augmenter son équipe en la complétant par un Docteur Ingénieur ou Docteur d'Etat en chimie thérapeutique ou chimie organique.

Ce poste peut convenir à un débutant mais suppose une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand.

Les structures et le développement de notre société offrent de réelles possibilités d'évolution.

Merci de préciser la réf. 708 dans la candidature (CV + prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Nobel, Cédex 03, 92080 PARIS LA DEFENSE.

Docteur Ingénieur ou Docteur d'Etat
HF



DESSEIN

jeunes ingénieurs

L'informatique de demain est votre affaire

Serete Ingéniérie (800 personnes) réalise chaque année pour ses clients de grands projets industriels et tertiaires dans les secteurs les plus différents : bancs d'essais Ariane, pétrochimie et agro alimentaire, productique, grands projets parisiens, économies d'énergie, ...

Pour maîtriser la réalisation de telles missions. Serete met en œuvre un ambitieux programme d'informatisation de son métier en utilisant des méthodes modernes :

base de données, bureautique, info-centre, CAO, réseaux locaux, systèmes experts, micro-informatique, ...

sur des outils performants :

ASSIGRAPH, COMPUTERVISION, IBM, XEROX, ...

C'est pourquoi la Direction qui a en charge le développement de ce programme recrute de jeunes Ingénieurs débutants ou non, désireux d'acquérir ou de valoriser un savoir-faire de pointe dans un ou plusieurs de ces domaines après une formation à nos méthodes. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.00-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



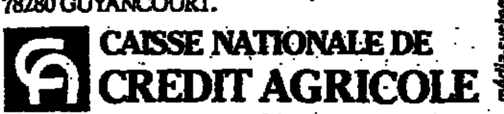
ENVISAGEZ VOTRE CARRIERE BANCAIRE SOUS L'ANGLE DE L'INFORMATIQUE

La Caisse Nationale de Crédit Agricole pour accompagner l'expansion de ses Services d'Etudes Informatiques propose à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES des postes de

Chefs de projets

Il s'agit de projets motivants touchant les secteurs en développement des activités bancaires et financières avec des techniques de pointe (VIDEOTEX, RESEAUX LOCAUX, MICRO-INFORMATIQUE...). Diplômé(e) d'une Grande Ecole scientifique ou de gestion, vous avez également une expérience de l'informatique d'environ 4 années.

Si vous souhaitez venir discuter de ces opportunités au CREDIT AGRICOLE, adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé et rémunération actuelle, sous référence FR/03/01, à CNCA, Service Gestion des Personnes, ST-QUENTIN-EN-YVELINES, 78280 GUYANCOURT.



média-system

LE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS IAO-CAO

UN CHALLENGE POUR NOUS... ET POUR VOUS!

Première Entreprise Française dans notre domaine, nous apportons **NOTRE APPUI INDUSTRIEL** au développement de ces techniques de pointe. Pour réussir et progresser sur ce marché, notre **EQUIPE** se renforce et recherche des personnalités enthousiastes, volontaires, prêtes à s'investir. Les compétences dont nous avons besoin sont celles :

- d'***INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT,*** ayant une formation et/ou une expérience dans la conception et la réalisation de systèmes de gestion des bases de données.
- d'***INGENIEURS D'APPLICATION,*** de formation mécanique électrique ou BTP avec une expérience professionnelle de 5 ans, et si possible une expérience de programmation.
- d'***ASSISTANTS*** d'***INGENIEURS,*** BTS d'Informatique ou Mécanique ayant une expérience de programmation en **Fortran.**

Ces postes sont basés dans la Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 79975 M, à HAVAS CONTACT, 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Bull Périphériques, un grand constructeur européen de périphériques d'ordinateurs
Notre engagement : la qualité au service de nos clients

AVEC VOUS INGENIEURS QUALITE

Méthodes qualité : expert des techniques touchant à la gestion de la qualité, votre mission sera, au sein de notre direction qualité, de promouvoir de nouvelles méthodes et de les faire appliquer dans les unités opérationnelles (rôle de conseil et d'assistance auprès des responsables concernés). Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez une première expérience de qualiticien et de solides connaissances en statistiques. Vos traits dominants : réflexion, persuasion, sens du contact.

Qualité systèmes : la mission de l'unité qualité de la nouvelle ligne-produits imprimantes non-impact est d'assurer la qualité tout au long du cycle de vie du produit. Au sein de cette équipe, vos responsabilités : l'assurance qualité systèmes et logiciels (DPS 6/applications/fonctionnalités...) et l'assurance qualité prestations, environnement (logistique/formation/documentation/informations).

Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez une première expérience de qualiticien et de solides connaissances en soft et en anglais. Vos traits dominants : autonomie, sens du contact.

Venez nous rejoindre en Franche-Comté et écrivez-nous à :

Bull Périphériques
Patricia FABRY - Service Recrutement
6, avenue des Usines - 90001 BELFORT

Bull

IL FAUDRA VOUS BATTRE

Le combat que nous menons au plan mondial pour développer notre position dans le cadre d'une vive compétition Internationale (Marché des ***simulateurs*** *d'avions de centrales électriques et d'engins blindés) nous conduit à rechercher des :*

CHEFS DE PROJETS

Votre capacité à motiver et à entraîner l'adhésion.
Votre parti pris pour l'action et votre volonté de gagner.
Votre esprit de synthèse.

sont déterminants pour :

- ***Gérer*** *d'importants contrats à forte dominante technique.*
- *Mener les* ***discussions techniques*** *avec nos clients.*
- ***Animer l'action*** *d'équipes d'études et de réalisation.*
- *Respecter nos* ***engagements*** *: coûts, délais et performances des simulateurs.*

Vos meilleures références pour réussir :

- *Ingénieur à dominante* ***Electronique/Informatique.***
- *Première expérience industrielle d'environ 5 ans réussie.*
- *Bonne maîtrise de l'****anglais.***

Merci d'adresser lettre, C.V., photo en précisant la rémunération souhaitée, sous réf. IC.86.6.M. à ***THOMSON-CSF — DIVISION SIMULATEURS :***
— Alain de BEJARRY · B.P. 226 · 95523 CERGY-PONTOISE Cedex

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

HAVAS CONTACT

GRANDS SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

LE MARKETING A L'ÉCHELLE DU MONDE

Un milliard de C.A. à l'export. Nos grands systèmes de télécommunication ont plus que jamais le vent en poupe, car nous savons vendre toujours mieux des technologies complexes que nous maîtrisons parfaitement.

Jeune Ingénieur électronicien, vous commencez à trouver que l'horizon du Bureau d'Études est bien limité. Offrez-vous le Monde ! Nous vous proposons d'être ADJOINT CHEF DE PRODUIT dans le domaine de la "guerre électronique".

Vous êtes mobile, brillant, ambitieux, votre carrière sera à la hauteur de vos aspirations...

Pour ce poste basé à PARIS, merci d'adresser lettre + CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M32/1386P à Jacques SCARINOFF.

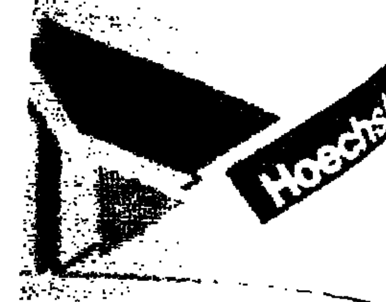
EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri – 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

Docteur Ingénieur ou Docteur d'Etat





EZ BANCAIRE IGLE ATIQUE

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

EURS QUALITE



ECTRONIQUES

IELLE DU MONDE

Ingénieurs Grandes Écoles

X, ECP, Mines,... rejoignez le Groupe de Recherche Opérationnelle du CRÉDIT LYONNAIS

VOUS ÊTES

- INGÉNIEURS débutants ou confirmés (deux à trois ans d'expérience) ;
- vous possédez de solides connaissances en Mathématiques appliquées et, éventuellement, une formation complémentaire en statistiques ou en économie ;
- vous maîtrisez un ou plusieurs langages de programmation scientifique (Pascal, Fortran) ;
- vous êtes très à l'aise dans les contacts à haut niveau ; vous avez le goût du travail en équipe et un dynamisme certain.

NOUS VOUS PROPOSONS

- de prendre en charge des études d'analyse et de prévision touchant à divers domaines d'activité de la Banque, au sein d'une équipe, basée à PARIS et directement rattachée à la Direction Générale ;
- de développer et promouvoir des outils d'aide à la décision sur mini et micro-ordinateur (modèles de simulation, traitement statistique de données, calculs actuariels et financiers, ...) ;
- de connaître rapidement une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions et motivations.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 79518M au CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement des Cadres - 25, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.

CL CRÉDIT LYONNAIS

HAVAS CONTACT



L'Equipement Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
28000 personnes – C.A. 12 Milliards de Francs – 50% réalisés à l'étranger.

recherche pour sa Direction des Affaires Sociales à Paris (17ème)

Jeune Diplômé Maîtrise Droit - I.E.P
RECRUTEMENT DES INGENIEURS ET CADRES

Au sein du Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres, votre activité, après une période de formation, sera centrée sur la recherche et la sélection des cadres débutants ou confirmés de toutes fonctions en utilisant les moyens d'approches appropriés. Vous participerez aux réflexions d'organisation et développerez nos relations avec les grandes écoles.

A partir de ce poste, de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe, seront offertes à un candidat motivé par les relations humaines.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste 60098/M. à :
Valeo Service Recrutement I & C – 43 rue Bayen – 75017 PARIS

PARFRANCE ANNONCES

INGENIEUR INFORMATICIEN HAUT NIVEAU

Dans le cadre de sa nouvelle politique en méthodes, notre Direction de l'Informatique recherche un Ingénieur Informaticien pour :
- animer l'implantation de la méthode de conception MERISE ;
- intervenir comme conseil auprès des équipes de développement.

Cette fonction de haut niveau requiert une expérience de plusieurs années en tant que Chef de Projet et une connaissance pratique de la méthode MERISE.

Le poste, très formateur, basé à Saint-Quentin-en-Yveline, offre de nombreuses possibilités d'évolution au CREDIT AGRICOLE.

Pour venir en discuter, veuillez nous adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence SB/0303, à CNCA, Service Gestion des Personnes - St-Quentin-en-Yvelines - 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

média-system

La fnac et l'informatique...

Dans le cadre de la mise en oeuvre de notre schéma directeur, nous créons un poste d'

INGENIEUR SYSTEME

Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction, une connaissance du système MVS/CICS vous permettront d'assurer l'installation et le suivi d'un SGBD relationnel et d'un langage 4e génération (Réf. IS/LM).
Lieu de travail : Centre de Paris.



Merci d'adresser votre lettre de candidature à : Christophe Dubouloz - FNAC Service Recrutement et Formation 101 rue du Cherche Midi 75006 Paris.

média-system

POSTE A POURVOIR

INSTITUT LAUE-LANGEVIN (ILL) GRENOBLE (FRANCE)

L'ILL est un institut de recherche neutronique ayant un effectif de 500 agents environ. Il est financé par la FRANCE (CEA et CNRS), l'ALLEMAGNE FÉDÉRALE et la GRANDE-BRETAGNE. L'institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine d'instruments (diffractomètres, spectromètres, etc.). L'ILL est conçu comme un Institut de services dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

NOUS OFFRONS A UN

SCIENTIFIQUE

ayant soutenu sa thèse d'Etat ou équivalent et ayant si possible déjà une pratique de la recherche neutronique, un contrat permanent ou limité d'une durée de 5 années.

Les candidatures avec *CURRICULUM VITAE, COPIE DES DIPLOMES ET RÉFÉRENCES*, doivent être adressées d'ici le 1er avril 1986 au directeur de l'ILL à l'adresse suivante :

INSTITUT LAUE-LANGEVIN
156 X
F 38042 GRENOBLE CEDEX.

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le Département RADARS CONTRE-MESURES MISSILES de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

Notre CENTRE de BORDEAUX-PESSAC recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Débutants ou courte expérience.

Vous participerez au développement, à la réalisation et à la mise au point d'équipements électroniques d'avioniques, dont vous élaborerez les logiciels intégrés et ceux de leurs moyens de test.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. PERDOU THOMSON-CSF, Département R.C.M. – SERVICE DU PERSONNEL, B.P. 94, 33605 PESSAC.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Laser Systèmes

a pour vocation la conception, la réalisation et la commercialisation de systèmes automatisés utilisant le laser (robots, portiques, centres d'usinage 3 axes, systèmes de marquage).

Nous recherchons un

automaticien

à dominante informatique industrielle.

- 30 ans
- capable de prendre des responsabilités au sein d'une structure légère.

Sa mission consistera à assurer l'intégration de nos produits avec des systèmes industriels complexes.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ingénieur et possédant une expérience des microprocesseurs.
Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Prière d'adresser votre dossier de cand. (lettre + c.v. + rémun. souhaitée) s/réf. DT/AU à LASER SYSTEMES 3, rue Denis Papin 95250 Beauchamp.

L'ÉCOLE NATIONALE D'EXPORTATION

recherche

UN COGNITICIEN

niveau 3e cycle ou école d'ingénieurs

Connaissances requises :
- Micro-informatique (logiciels standards : multiplan, Dbase...)
- Intelligence artificielle (langage LISP, expérience dans la construction de maquettes de système experts).

Rémunération annuelle de départ : 150 000 F

Ecrire au secrétariat général de l'E.N.E., 30, avenue d'Iéna, Paris 16e.

TELIC-ALCATEL
Les communicants des nouveaux mondes

LE GROUPE TELIC ALCATEL, filiale C.G.E. est présent dans 40 pays. Avec un C.A. supérieur à 2 milliards de francs, 500.000 lignes, 1.000.000 de postes et terminaux installés, nous sommes l'un des premiers dans le monde sur ce marché en forte expansion : la communication d'entreprise.
En France, notre effectif est de 3.000 personnes, réparties essentiellement en Alsace et en région parisienne.
Notre croissance (+ 35 % en 1985) et notre développement international nous amènent à renforcer en permanence nos équipes par de jeunes talents mobilisés par nos impératifs : innovation et goût d'entreprendre. A 25 km des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, STRASBOURG vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre au carrefour de l'Europe.

DIRECTION TECHNIQUE Les 250 ingénieurs et techniciens de notre unité de STRASBOURG peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT... Ils développent actuellement des systèmes de communication et un ensemble de terminaux associés. A cette fin, ils mettent en oeuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel... Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, des stations CAE, plus de 80 machines de développement, un centre de calcul puissant (VAX, UNIX).
L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intégrera dans ses produits, en 1985, plus d'un million de microprocesseurs 4, 8, 16 et 32 bits. Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets (autocommutateurs multiservices, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de TELIC ALCATEL.

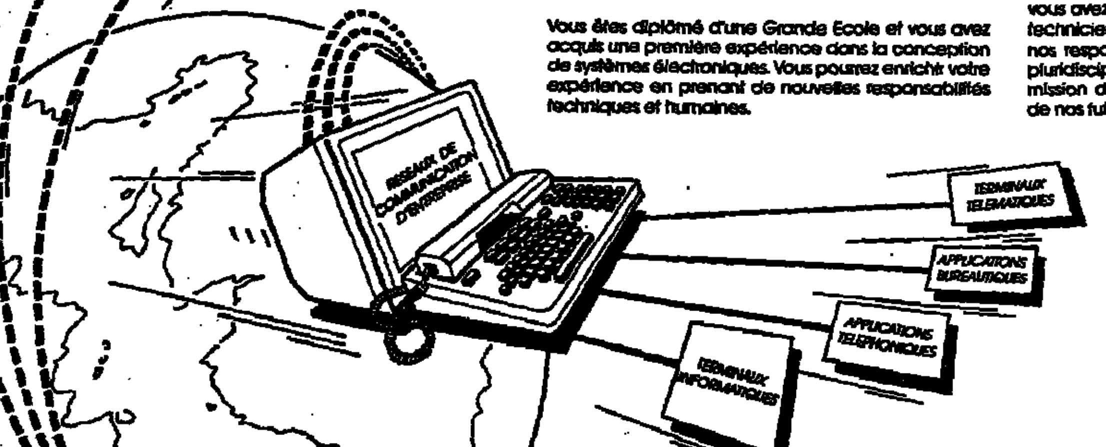


DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole et vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes électroniques. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant de nouvelles responsabilités techniques et humaines.

DES RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une bonne expérience dans la conception matériel et/ou logiciel de systèmes électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet. A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel/logiciel), vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.



Pour un premier entretien en toute confidentialité, nous vous remercions d'adresser votre C.V. à Bernard CAMMAS, Directeur des Ressources Humaines.



TELIC-ALCATEL 206, ROUTE DE COLMAR - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

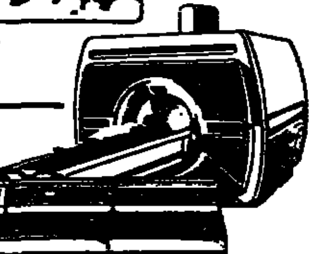
Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



هكذا من الأصل



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



THOMSON-CGR

L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie médicale**.*
Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.
Pour notre Direction du Contrôle de Gestion, nous recherchons :

CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

*Au sein de la Direction Administrative et Financière de notre **filiale en R.F.A.** (C.A. 145 millions DM – 450 salariés).*

Vous participez à l'élaboration du budget et du suivi des réalisations.
Vous assurez la centralisation, le contrôle et l'émission des documents du reporting.
Vous contribuez à la rédaction des procédures administratives et de gestion de la filiale.

Ce poste est basé à ESSEN (R.F.A.).
Vous maîtrisez parfaitement l'allemand et l'anglais.
Vous avez une pratique des outils d'informatique de gestion.

*De formation **École de Commerce**, vous avez acquis une expérience d'environ 2 ans dans le contrôle de gestion opérationnel.*

Au terme d'une période de détachement auprès de notre filiale nous vous orienterons en France, vers un poste au sein de la Direction du Contrôle de Gestion ou d'une Direction Opérationnelle.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à THOMSON-CGR – Service du Personnel – 33, avenue du Maine – B.P. 50 – 75015 PARIS.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



MANAGEMENT CONSULTANCY
CONSULTANTS

International Management Consultants are looking for bright and ambitious applicants from 26 to 35.

The ideal candidate should have 3 to 4 years business experience in manufacturing, production, logistics or supervision. Fluency in English is a must. Applicants with fluency in Italian, Scandinavian or other European languages will be given preference. Non-EEC nationals should not apply.

After an on-the-job training period, you will be able to apply proven management techniques for improving business performance in diverse areas. The position involves extensive travel but does not require relocation. You will have an excellent opportunity for rapid advancement in both earnings and responsibility.

Send your application and complete c.v. with salary history to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, who will forward. Please mention the reference 103 on the envelope.

DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Potentiel Directeur Général

Paris

Nous gérons aujourd'hui 90 personnes, une assistance extérieure de spécialistes, un budget de 32 millions et bientôt 240 hectares.

Notre clientèle se situe parmi les plus grandes entreprises. Outre nos compétences techniques (laboratoire, stations d'essai), que nous mettons à sa disposition, nous assurons une formation à plus de 7 000 personnes.

Le développement de notre activité nous conduit à préparer le proche avenir. Vous serez dans un premier temps notre Responsable Financier, Administratif et Juridique.

De formation supérieure ESSEC... Ingénieur + IAE... vous avez une expérience de 10 années acquise à la direction d'une entreprise (industrielle si possible) et vous parlez couramment anglais.

Vos compétences de gestionnaire associées à votre sens des relations et à votre créativité vous permettront d'évoluer.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 518M à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Curriculum

C. MAC MILLAN
cherche
FREELANCES
30 h/semaine minimum pour traduction anglais/français de son dictionnaire général. Lettre + c.v. à :
C. RABY – MAC MILLAN
12 A Golden Square
London W1R 3AF (G.-B.).

ABU DHABI NATIONAL OIL COMPANY

ADNOC is one of the major oil companies in the Middle East controlling the Exploration, Production and Processing of Oil, Gas and Associated Products in Abu Dhabi.

We are also providing Consultancy Services in Data Processing to our Group of Companies, with a wide communications network and different mainframe technologies such as ICL, IBM and HP.

The Company wishes to appoint the following experienced professionals into its Data Processing Services Directorate :

1) SENIOR CONSULTANT SPECIALIST

A Consultant with multi-discipline experience in the technical and business domains to work closely with the Hydrocarbon Processing sector in the following applications area :

- Process Simulation ;
- Fluid Flow Simulation ;
- Mas Balance ;
- LP Modelling ;
- Plant Maintenance ;
- Materials Control.

in order to determine new computerisation opportunities. The candidate should have a University degree in quantitative discipline with 10 years experience in the related fields mentioned above, of which 3-5 years in hydrocabon processing area. He should also have extensive project management experience in a consulting environment (3 to 5 years) relating to implementation of computer systems.

2) SENIOR SYSTEMS ANALYSTS (2 POSITIONS)

A Systems Analyst with at least 8 years experience in systems analysis, with a minimum of 4 years as a Senior Systems Analyst in a corporate environment or as a Consultant recommending DP solutions to user problems.

The candidate should be a University graduate in computer science or a related discipline, with proven track record in carrying out feasibility studies, system requirement specifications and software project management for a broad spectrum of business and technical applications. Significant experience in micro-computer based systems as well as good exposure to current state of the art software and hardware technology would be of particular advantage.

We offer competitive tax-free salaries plus a full range of expatriate benefits including free accommodation and utilities, subsidised school fees, airfares and generous paid annual leave.

Very good knowledge of English is essential for all these positions. Knowledge of Arabic is an advantage.

Interested candidates are invited to forward their detailed applications, together with photocopies of their education and experience certificates, within three weeks from the date hereof to :

THE HUMAN RESOURCES DIVISION MANAGER
PERSONNEL DIRECTORATE
ABU D'HABI NATIONAL OIL COMPANY (ADNOC)
P.O. BOX 898
ABU DHABI, U.A.E.

THE UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
UNICEF

With Headquarters in New York and offices throughout the world, working with development country governments to provide disadvantaged children and their mothers with the basic services they need to survive and develop, seeks :

BUDGET AND FINANCE OFFICER
Geneva Headquarters

Responsability : To develop and maintain Greeting Card Operation (GCO) accounting and budgeting procedures within GCO's financial policies. To develop, implement and maintain management information systems for the Finance Section in cooperation with National Committees for UNICEF. To advise Section Officers on the best courses of action to take from a profitability standpoint.

Qualifications : University degree or equivalent experience and training in Accounting, Financial and Budgetary Planning. Courses in EDP application to Business Systems (MIS). At least eight years international experience, business emphasis, five of these in on supervisory capacity. Fluency in French, good working knowledge of English. Another major European language an asset.

Salary commensurate with qualifications and experience. Excellent benefits package.

Qualified women are encouraged to apply.

Send detailed résumé to :

Michael Corbett (REF-VN-749)
Chief, Recruitment and Staff Development Section
UNICEF
866 united Nations Plaza
New York, N.Y. 110017
USA

Closing date for receipt of applications : 14 March 1986.

LA COMPAGNIE FORESTIERE DU GABON

LEADER EN AFRIQUE DANS L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ET LA TRANSFORMATION DU BOIS
recrute pour son usine de PORT-GENTIL

LE CHEF DU SERVICE APPROVISIONNEMENTS

qui sera chargé :
- de la passation de 6 000 commandes annuelles,
- de la gestion d'un magasin comportant environ 13 000 articles de grande diversité,
- du transit import impliquant déclarations en douane et relations suivies avec les compagnies aériennes et maritimes.

Ce poste s'adresse de préférence à un cadre ayant reçu une formation et acquis une expérience « approvisionnements », âgé de 30 ans minimum, disponible, méthodique, rigoureux, ayant le sens de l'encadrement et possédant de bonnes connaissances techniques.
Le titulaire aura sous sa responsabilité 26 personnes, dont 3 cadres.
Quelques années en Afrique Noire seront un atout supplémentaire.
Rémunération motivante, avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V., lettre manuscrite de candidature et photo à :
COMPAGNIE FORESTIERE DU GABON
46, rue Boissière - 75116 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

GOODYEAR

Goodyear International Tire Technical Center in Luxembourg has immediate openings, for its Tire-Vehicle Dynamics dept. for :

one test engineer/driver (Ref 102)

Qualifications
Degree in engineering discipline (preferably mechanics)
Experience
Experience in vehicle dynamics measuring techniques, above average driving abilities. Know-how of basic measuring technology

Job description
- Development of objective measurement system for car/tire behaviour assessment
- Operation of system above.
- Analysis and evaluation of results
- Correlation to subjective ratings

one tire dynamicist (Ref 103)

Qualifications
Degree in engineering discipline
Experience
Some experience in measuring modal parameters, general experience in dynamic property measurements and evaluation

Job description
- Measure tire dynamic properties
- Provide experimental data to verify mathematical tire models
- Develop objective tests of tire/vehicle interaction mainly in the field of ride and vibration dynamics

one tire suspension specialist (Ref 104)

Qualifications
Degree in engineering discipline (preferably mechanics)
Experience in car suspension design and in vehicle dynamics measuring techniques

Job description
- Measure and analyse vehicle suspension properties
- Define required tire properties to match a given vehicle suspension
- Objective measurement of car/tire behaviour during special testing
- Analysis and evaluation of results

one dynamics analyst (Ref 105)

Graduate engineers aged Typically 25-33 should preferably have experience with the application of MSC/Nastran to dynamics problems. The analyst will be required to work on practical problems related to tyres & suspensions with minimal supervision
Experience with cad techniques would be advantageous.

several diploma engineers (Ref. 106)

in its tire engineering dept.
We require :
- a mechanical, electrical or civil engineering background
- knowledge of vehicle mechanical engineering and/or suspension design desirable
- basic experience in computer programming
- finite element analysis experience desirable

We offer :
- a high tech development environment
- technical job challenges
- opportunity for growth and advancement
- special training programs
- international contacts (travelling required)

For all above positions the working language is English. Relocation expenses will be paid by the company for the successful candidate and his family.

Please apply in writing to :

GOODYEAR S.A.
Personnel dept.
L-7750 COLMAR-BERG
LUXEMBOURG





emplois régionaux



Entreprise Lyonnaise de 350 personnes, spécialisée dans la transformation du caoutchouc et des matières plastiques.
Dans le cadre d'un vaste programme d'amélioration de la qualité, nous créons le poste d'

INGENIEUR METHODES QUALITE

Sous l'autorité du Directeur Technique, Il propose les actions à court et long termes, définit les méthodes et outils à mettre en œuvre, chiffre les coûts, mesure les résultats. Il travaille bien sûr, en étroite collaboration avec la R et D, la Production, le Commercial, auprès de qui il «vend» ses idées et développe le réflexe «QUALITE».

Ingénieur généraliste, à dominante électromécanique, (AM, INSA...) à 35 ans environ, vos diverses expériences en méthodes, industrialisation, production, qualité, vous ont donné une solide culture industrielle et une connaissance globale de l'Entreprise et de ses différentes fonctions. Vous êtes un animateur : développer la fonction qualité vous intéresse. Un projet passionnant vous attend.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération) sous référence 859 M à Joëlle KHUAT DUY.

HAY RHONE ALPES

HAY Managers — 94, rue Servient 69003 LYON



COGEMA est la première compagnie mondiale sur son secteur d'activité : le cycle complet du combustible nucléaire. Elle met en oeuvre, avec de très puissants moyens, les technologies de production les plus modernes, notamment sur le site de La Hague, actuellement le plus grand chantier d'Europe où sont construites deux nouvelles usines de retraitement.

Jeunes ingénieurs généralistes réussissez une véritable carrière industrielle

Encadrer les équipes de production de l'Usine, coordoner les opérations de maintenance éventuelle sur le process, assurer la permanence du commandement pendant les heures de quart (production, gestion, maintenance, entretien, etc...).

Telles sont dans un premier temps les responsabilités qui vous seront confiées. Elles vous permettront de vous former à la conduite des hommes et à la maîtrise d'un process hautement technologique.
Selon votre potentiel vous pourrez ensuite prendre en charge la responsabilité complète d'un secteur d'activité.

Vous possédez une formation d'INGENIEUR GENERALISTE (Centrale, A et M, INSA, ENSI, Mines...) et vous avez l'ambition de développer vos premières années de carrière sur des postes réellement opérationnels, avec des responsabilités très évolutives.
Les conditions offertes et notamment les perspectives de développement de fonction sont de nature à motiver des candidats de grande valeur.

Les postes sont basés à La Hague (20 km de Cherbourg, Manche).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 1/08 A à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 21 rue du Bourg Tibourg 75004 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil — Ressources humaines — PARIS LYON

AFCOREM

Ingénieur et patron

Notre société (C.A. 150 millions), filiale du groupe Luchaire, recherche pour son établissement de Normandie (20 km de Rouen), un jeune ingénieur de formation supérieure (A et M, Ecole Supérieure d'Electricité,...) ayant une première expérience industrielle.
Chargé du développement et de la fabrication d'un produit d'avenir dont il deviendra le spécialiste, il devra également seconder le responsable de l'établissement dans ses diverses tâches de direction.
Pour ce poste à responsabilités variées et à évolution intéressante, nous demandons en plus de compétences techniques, des qualités de gestionnaire, du bon sens, de la stabilité, une solide autorité naturelle.
Adresser, lettre manuscrite, C.V., photo à

GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES
1 bis, place du Commerce 75015 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

CERICS — Centre Européen de Génie Logiciel

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice a créé le CERICS, premier Centre Européen de formation au Génie Logiciel en association avec l'INRIA et BULL en 1983.

Diplômés grande école

X, SUPELEC, MINES, CENTRALE, MAITRISE, ...

De grandes entreprises offrent à une vingtaine de diplômés scientifiques des Bourses d'Etudes leur permettant d'accéder à la fonction d'INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL à l'issue de 9 mois de formation intensive d'un M.S. en Génie Logiciel

Demander un dossier de candidature et d'information:
CERICS BP 48 - Sophia Antipolis
06561 VALBONNE Cedex Tel. 93 65 23 33

CONSEILLER LES ENTREPRISES DE VOTRE REGION

VANNES QUIMPER

C'est la mission que nous souhaitons vous confier. Le Crédit Mutuel de Bretagne, principal groupe bancaire de Bretagne crée un nouvel établissement qui complétera et valorisera les services qu'il propose déjà aux entreprises.
Ce développement nous conduit à recruter pour VANNES et QUIMPER, deux professionnels expérimentés du financement et du crédit aux PME et PMI. Une formation supérieure et une solide expérience dans une fonction similaire font de vous un spécialiste des techniques bancaires et de l'analyse des risques professionnelles. Ces créations de postes s'adressent à des candidats ayant une réelle vocation de négociateur et un talent commercial avéré au plus haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 02/86 à CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE
Gestion des Ressources Humaines, 29288 BREST Cedex.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 65

Petite entreprise de technologie de pointe

recherche

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

L'homme ou la femme que nous recherchons sera diplômé d'E.C.P. d'Arts et Métiers, d'IDN... et aura acquis une première expérience professionnelle (les candidatures des débutants seront néanmoins examinées).

Votre goût pour la technique et le contact humain font de vous le candidat idéal car vous aurez à contrôler la fabrication et à vous occuper du suivi de la clientèle (formation, salons, maintenance).

Bien que basé dans le Nord, vous serez ainsi amené à de fréquents déplacements de courte durée en France ou à l'Etranger.
Et si en plus votre anglais est courant...

Votre candidature sera examinée avec la plus grande discrétion :
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo à :
Annie ALLENDER
9, rue Giroud, 59500 DOUAI.

Importante Société de réalisation d'Equipements Industriels recherche pour ses activités situées à AIX EN PROVENCE

UN RESPONSABLE GESTION-FINANCE

Sous l'autorité du Directeur du Centre et assisté de quelques collaborateurs, il exercera les fonctions suivantes pour plusieurs centres de profit :
- *animation du processus budgétaire,*
- *conseil des responsables opérationnels,*
- *gestion de trésorerie et relations avec les banques.*

Profil : Formation supérieure avec 3 à 5 ans d'expérience minimum dans ces domaines.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 5790, qui seront transmis par :
Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02

---

l'innovation en électronique et informatique

DIGILOG — GROUPE DIGITONE

Filiale Groupe DIGITONE spécialisée en Ingénierie Informatique recherche pour AIX EN PROVENCE et TOULON

INGENIEURS D'ETUDES
Electroniciens de formation avec solide expérience - 5 ans mini - en traitement du signal ou d'image.

INGENIEURS « SYSTEME »
Expérience sur mini-ordinateur DEC ou HP et connaissance des techniques de l'intelligence artificielle appréciée.
Merci d'envoyer C.V. et prétentions à DIGILOG 21, rue Frédéric Joliot - ZI - 13763 LES MILLES Cedex.

Pierre Lichau S.A.

LA VIE INTERNATIONALE AVEC SOMFY

pour un

CONTROLEUR DE GESTION

HAUTE-SAVOIE - Leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture, SOMFY est en progression constante. Elle réalise un C.A. consolidé de 270 millions de francs (80% sur un plan international).
De formation supérieure, type SUP de CO (DECS complet apprécié), vous avez une première expérience de la consolidation dans un environnement international, de préférence en entreprise. Vous maîtrisez parfaitement l'ANGLAIS et peut être une autre langue et vous êtes prêt à effectuer des déplacements fréquents...
Votre MISSION PRIORITAIRE, sera tournée vers les activités de SOMFY INTERNATIONAL, opérant en tant que holding vis à vis de dix sociétés filiales dont 9 étrangères (avec USA et JAPON).
Vous prendrez en charge l'élaboration des méthodes de gestion du groupe, l'animation du processus budgétaire, le reporting et l'assistance aux filiales dans la mise en place de systèmes de gestion. Des études économiques vous seront confiées.

Merci d'écrire avec lettre de motivation, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à SOMFY, Service du Personnel B.P. 152, 74300 Cluses.



SOMFY

CONTESSE

FRANCE MARKETING — CONSEILS EN MARKETING

est heureux de vous annoncer que l'important développement de sa structure sur la région

NORD / PAS DE CALAIS

l'amène à transférer le siège social de sa Délégation Régionale dans de nouveaux locaux, plus vastes, et mieux adaptés à sa nouvelle dimension.
La Direction Générale en est toujours assurée par André HIBON

Centre Vauban - 201, rue Colbert
Bât A 1 - 59800 LILLE
Tél. 20.54.17.38.

Conseils en Marketing.
Recrutement de commerciaux et hommes de marketing.
Perfectionnement des Forces de vente.

FRANCE MARKETING

PARIS MARSEILLE LYON TOULOUSE BORDEAUX TOURS RENNES LILLE DIJON NANCY NICE LA RÉUNION

Jonction

Etablissement financier régional

RECHERCHE POUR ORLÉANS

UN(E) ADJOINT(E) AU RESPONSABLE RÉGIONAL DE FORMATION

IL (ELLE) SERA CHARGÉ (E) DE :
- participer à l'animation et à la coordination d'équipes pédagogiques ;
- assister les établissements du réseau en matière de formation (plan de formation...)
- participer à la conception d'actions de formation et d'outils pédagogiques ;
- intervenir dans l'animation de journées de formation.

D'une manière générale, il (elle) assistera le responsable régional de formation et devra être susceptible d'évoluer vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

PROFIL SOUHAITÉ :
- formation supérieure exigée avec expérience éventuelle ;
- esprit d'initiative ;
- aptitude à travailler en équipe et sens des contacts humains ;
- déplacements à prévoir dans la région.

Les lettres de candidatures manuscrites, avec photo et curriculum vitae détaillé, sont à adresser sous nº 7.056 M, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

MAIRIE DE VITROLLES (B.-du-R.)

Recrute pour Centre de Névache (05) capacité accueil 90 lits

DIRECTEUR(TRICE)

Niveau Attaché Animation (DEFA) ou Intendant Gestionnaire ; qualifications + expérience exigées :

- gestion d'un équipement de collectivité (intendance, hébergement + restauration) ;
- gestion du personnel ;
- animation en centre de vacances.

Candidatures avant 14/03/86
M. LE MAIRE
SERVICE DU PERSONNEL
B.P. 102 - 13743 VITROLLES CEDEX.

Etablissement financier de premier plan

recherche pour ORLÉANS

UN(E) ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E) (CADRE)

Il(elle) contribue au développement commercial d'un réseau d'établissements locaux et participe :
- à la mise en œuvre et au suivi des campagnes publicitaires et actions de promotion régionales ;
- à la conception, à l'exécution, à l'animation et au suivi d'actions commerciales locales ;
- à la sensibilisation et à l'information des agents commerciaux du réseau (élaboration d'outils d'aide à la vente notamment) ;
- au suivi de la concurrence.

PROFIL SOUHAITÉ :
- formation supérieure : grande école ou équivalent ;
- expérience confirmée de l'activité commerciale à un bon niveau de responsabilité ;
- sens du dialogue et de la communication ;
- forte capacité à travailler en équipe.

Les lettres de candidature manuscrites avec photo et curriculum vitae sont à adresser sous nº 7.069 M, à LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

POLE EUROPÉEN DE SUPERFRACTIONNEMENT (chimie fine, biotechnologies, pharmacie...)

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCE INTERNATIONAL

pour vente d'équipements industriels (déplacements fréquents à l'étranger)

UN RESPONSABLE R & D

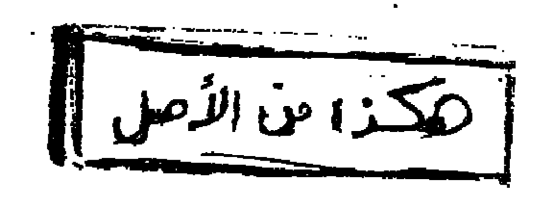
Chimiste - Docteur connaissant la chromatographie

Ecrire sous nº 7.058
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT
région Ouest littoral
recherche

INGÉNIEUR

libéré des obligations militaires, pour être responsable, dans un service d'achats, de la passation de marchés publics. Expérience d'acheteur négociateur, connaissances en droit commercial seraient appréciées.
Diplôme d'ingénieur exigé.
Ecrire avec c.v. détaillé et photographie sous le nº 7 072 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Monttessuy, Paris-7e.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Chef de produit

Un rayonnement européen, la qualité de la vie en plus.

Dagard, filiale du groupe Thomson SA est l'un des premiers fabriquants Européens **de constructions isolantes et frigorifiques.**

Pour développer le marché très porteur des usines et entrepôts du secteur agro-alimentaire, nous recherchons un Chef de Produit qui deviendra notre spécialiste en France et en Europe. Homme de terrain, vous définirez les besoins du marché, vous développerez les produits en collaboration avec notre bureau d'études et la production, vous organiserez le lancement commercial. Parallèlement vous assumerez toutes les responsabilités d'un chef de produit : définition des objectifs Marketing, suivi des budgets, mise en place des moyens de communication produits et assistance au réseau de vente.

Vous vous passionnerez pour ce métier car vous avez un tempérament d'entrepreneur et êtes prêt à vous intégrer dans une équipe jeune et dynamique qui associera vos ambitions aux siennes. Enfin vous apprécierez la qualité de la vie que vous propose une agréable région du centre de la France.

Vous avez une formation supérieure technique et/ou marketing complétée si possible par une expérience dans l'ingénierie agro-alimentaire.

Les premiers entretiens auront lieu à Paris.

dagard — Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. CP/M à Dagard Direction du Personnel, Route du Stade, 23600 Boussac.

média-system

Vous êtes un peu dans ses secrets et la diversité des responsabilités qu'il vous confie vous donne un rôle privilégié dans le Groupe qu'il contrôle (20 000 pers.).

Globalement, il vous appartient de recueillir toutes les informations, notamment économiques, auprès des directions et services du Groupe ou d'organismes extérieurs, informations dont vous ferez la synthèse la plus concise et claire.

Vous gérez également toute l'activité «communication» du Président, tant sur un plan interne qu'externe.

Vous veillez en outre à la bonne diffusion de l'information en entretenant notamment des relations avec les journalistes et en dirigeant la réalisation du rapport annuel.

Enfin, vous coordonnez l'activité du personnel directement au service de votre patron (recrutement, organisation du travail...).

Pour bien tenir ce poste, vous devez, à 35 ans environ, avoir occupé des fonctions très polyvalentes dans une grande entreprise. Votre formation de base type Sciences Po, HEC, ESSEC vous y avait bien préparé.

Dans nos structures et si vous vous montrez à la hauteur du poste, vous pourrez, à plus long terme, prendre des responsabilités de direction opérationnelle.

Rémunération de l'ordre de 300 000 F suivant votre expérience.

Adressez lettre, CV, photo s/réf. 4967 à l'agence Dessein 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

DESSEIN

ATTACHÉ DE



DIRECTION DE NOTRE PRESIDENT

RADIALL — *Multinational Group in hi-tech electronics components recherche*

POUR SON SIEGE PARISIEN

CONTROLEUR DE GESTION

La fonction :
Vous serez chargé de l'établissement et du suivi du tableau de bord mensuel du groupe, de l'animation et du suivi des prix de revient et des marges commerciales, du contrôle du crédit client, et de l'ensemble du système d'information du groupe (incluant la micro-informatique).

Le profil :
Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...), et une première expérience réussie d'audit ou de comptabilité sur système informatique évolué, si possible dans un environnement international.
Homme de terrain et de communication, vous savez respecter vos objectifs, innover pour améliorer délais et fiabilité.

CONTROLEUR DE GESTION FILIALES

La fonction :
Il animera et développera le contrôle de gestion de nos filiales étrangères, participera au suivi des budgets et des coûts, les conseillera fortement dans leur organisation administrative et informatique.
Les déplacements seront fréquents en Europe, puis aux Etats-Unis.

Le Candidat :
De formation supérieure (BUSINESS SCHOOL, MBA...), vous avez acquis une première expérience en audit ou dans un contexte international. L'anglais est impératif.
Homme de rigueur et d'indépendance, vous savez innover, avancer par étapes mesurées, convaincre vos interlocuteurs.

FOR RADIALL U.K. SUBSIDIARY (Located in Farnborough-Hants)

ADMINISTRATION AND FINANCIAL MANAGER

Due to the rapid growth over the last 3 years (+ 88%) our General Manager requires additional managerial support in the financial and administrative field.

The Function :
The manager shall be responsible for all aspects of finance (reporting, credit control, cash and stock management), administrative and staff procedures (including fully integrated computer system). This responsibility requires an ambitious and career orientated person capable of achieving the position of assistant to the General Manager.

The candidate :
Practical experience (minimum of 3 years) in administration, financial control and data-processing within a commercial environment is essential.
The candidate must be able to offer considerable drive and enthusiasm to achieve the objectives of the function.

ENVOYER C.V., PHOTO ET PRÉTENTIONS A RADIALL
101, rue Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

Bleu Publicité



INTERTECHNIQUE
AÉRONAUTIQUE - ESPACE

recherche pour son siège social à PLAISIR :

Pour sa Direction Organisation et Informatique :

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique est maître d'œuvre de vastes projets informatiques pour l'ensemble des sociétés du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN2 : plusieurs centaines de terminaux déjà connectés sur des IN 5000 (système IN-PICK), bases de données réparties, réseau et bureautique.

L'expansion rapide du groupe permet d'offrir des opportunités à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes des secteurs de pointe que par les aspects techniques de leur solution et possédant le profil suivant :

CHEFS DE PROJETS (RÉF. M 3/DOI-91)
ingénieurs Grandes Écoles ou MIAGE ayant une première expérience dans la conduite d'un projet d'informatique de gestion dans le domaine industriel, de préférence dans un secteur de haute technologie.

Pour sa Direction Qualité :
INGÉNIEUR CONFIRMÉ (RÉF. M 4/DQ-103)
Pour mettre en place et prendre en charge la fonction assurance qualité du logiciel. Cet ingénieur, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, a 5 ans d'expérience en développement de logiciels et doit être attiré par les relations humaines.
Des connaissances en logiciel temps réel appliqué aux microprocesseurs seraient appréciées.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel. INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.



emplois régionaux

Ville de Brest
recrute

ADJOINT(E) AU DIRECTEUR POUR LE PALAIS DES ARTS ET DE LA CULTURE

L'Adjoint(e) au Directeur sera appelé(e), sous la responsabilité du Directeur, à assurer en particulier les fonctions suivantes :
- gestion de l'établissement dans le cadre de son fonctionnement actuel (préparation et suivi de l'exécution du budget - négociation et suivi des contrats gestion du personnel) ;
- participation à la conduite de l'opération de reconstruction (relations avec le maître d'ouvrage délégué) et à la réflexion sur les modalités futures de fonctionnement de l'établissement.

La personne retenue devra faire preuve de solides qualités de gestionnaire, acquises soit à travers une formation de haut niveau en ce domaine, soit à la faveur d'une pratique professionnelle significative.

Une expérience de plusieurs années dans la gestion d'un établissement culturel serait appréciée.

Le recrutement est prévu sous contrat de trois ans renouvelable une fois (Loi du 26/01/84) et la rémunération envisagée est de 140.000 F/an (bruts)

Adr. candidature + curriculum vitae à M. le Maire de BREST Section Recrutement - Gestion - B.P. 868 - 29279 BREST CEDEX POUR LE 12 MARS 1986.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE DU CHER
recherche
COLLABORATEUR(TRICE)
titulaire DECS.
Ecrire sous n° 7 060 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

L'Ecole de Musique Intercommunale des Alpes-Maritimes recrute deux professeurs :
1 Formation Musicale chargé du Chant Choral
1 Clarinette
Postes à pourvoir pour le 1er septembre 1986
20 heures hebdomadaire
Indices nouveaux majorés : 268 - 471 + 15 %
Les candidats doivent être titulaires d'un Premier Prix ou d'une Médaille d'Or dans les disciplines concernées d'une Ecole contrôlée (C.N.R. - E.N.M.) ou agréée par l'Etat
Renseignements et retraits des dossiers de candidatures :
Délégation Départementale de la Musique et de la Danse des Alpes-Maritimes
B.P. n° 7. 06030 NICE CEDEX
Téléphone : 93-72-27-32
Date limite de retrait des dossiers : 31 mars 1986.

Importante société du SUD-OUEST
recherche
2 INGÉNIEURS
parfaite connaissance de la mécanique et de la soudure demandée. Poste évolutif et motivant, disponibilité immédiate. Possibilité de travail dans diverses régions de France. Merci d'adr. c.v., lettre manusc. à MÉDIA SYSTEM, réf. 2600, 15, rue Rivals, 31000 TOULOUSE, qui trans.

ASSOCIATION MARSEILLE
cherche pour
FONCTION PERSONNEL
COLLABORATEUR
HOMME ou FEMME
ayant formation juridique et droit du travail.
35 ans minimum + expérience.
Connaissances Secteur Social et Convention Collective mars 1966 appréciées.

Les candidatures sont à adressées à : F.C.E.P., M. le Directeur, 87, bd Tellène, 13007 Marseille.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDES ÉCOLES

Créée en 1980, nous sommes devenus une des sociétés leaders dans l'étude et la commercialisation de machines de bases de données (DIRAM 32, DORSAL 32) que nous commercialisons aussi bien en France qu'aux Etats-Unis. Nous développons actuellement de nouveaux produits dans le domaine des machines base de données audiovisuelles (serveurs multimédia) des frontaux de télécommunication et de l'intelligence artificielle.

Notre effectif actuel de 110 personnes dont 61 ingénieurs passera fin 1986 à 120 personnes dont 70 ingénieurs.

Pour faire face à notre développement nous recherchons

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour vente accélérateurs disques (DIRAM 32), machines base de données (DORSAL 32), serveur de données (SERVEUR 32).



Envoyer C.V. à Mme Marsallon, COPERNIQUE - Service du Personnel, 108, avenue Jean-Moulin, LA CELLE-SAINT-CLOUD.

PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INF
INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERPECTIVES INFORMATIQUE NO

Rechercher les hommes des carrières de demain : un métier passionnant

Depuis plus de 25 ans, Sélé-CEGOS apporte aux entreprises son conseil en matière de recrutement au sein d'une structure internationale. Plus récemment, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE s'est spécialisé dans la recherche des hommes des technologies avancées, qu'ils soient cadres de Direction, Ingénieurs, Techniciens ou Commerciaux, sur des marchés en forte croissance. Afin de poursuivre notre progression, nous recherchons un CONSULTANT.

Motivé par le choix des hommes et le développement des ressources humaines, vous définirez les besoins des entreprises, vous analyserez les fonctions et les compétences qu'elles recherchent, vous conseillerez les modes d'approche que vous appliquerez.

Avec notre appui, notre formation et l'apport d'experts en informatique, vous conduirez ces missions jusqu'à l'engagement des candidats recherchés. Vous serez entièrement responsable de votre activité, et de la qualité de vos interventions. Vous possédez une expérience du recrutement, en Entreprise ou en Cabinet, et une bonne connaissance des hommes, des organisations et des fonctions.

De formation supérieure, mobile, passionné par l'informatique et les nouveaux métiers qu'elle propose, votre tempérament de conseil vous fait rechercher une équipe animée par un projet ambitieux au sein d'une structure forte. Le poste est basé à Paris avec déplacements.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération), sous référence 74005/M à P. MARZELLA, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

CURRICULUM

LE COMITÉ D'ACCUEIL Ligue de l'Enseignement
recherche
PROFESSEURS ANIMATEURS
pour centres internationaux langue et culture françaises
ÉTÉ 86
Expérience pédagogique indispensable
Peuvent postuler :
- agrégés, certifiés de langues, lettres, hist., sc. éco ;
- professeurs de F.L.E. exerçant région parisienne ou académies limitrophes.

Stages de recrutement et d'information 29 avril-1er mai
Pour obtenir dossier candidature, écrire ou tél. :
Ligue de l'Enseignement
21, rue Saint-Fargeau
B.P. 313
75989 Paris Cedex 20
Téléphone : 43-58-[illegible].

ASSISTANT
jeune, qualifié, pour le responsable des librairies de musées est recherché par important établissement public.
Adr. lettre manuscrite avec C.V. + photo sous réf. 11.465 à P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.





BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche un

JEUNE CHEF DE PROJET

De formation supérieure : MIAGE ou Bac + 4 (expérience 3 à 5 ans si possible en milieu bancaire), il aura pratiqué l'environnement DB/DC (expérience CICS souhaitée), le système MVS/OS et le langage COBOL.

Sous le contrôle d'un responsable des études, le candidat participera aux travaux de conception, d'analyse, de réalisation et mise en place de projets nouveaux. Il aura par délégation une grande autonomie.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo à
la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Service du Recrutement
75107 PARIS CEDEX 02.

Du commercial au recrutement de commerciaux.

BJ FORCES, depuis 6 ans, s'est imposé comme l'un des premiers dans la recherche de forces de vente. Département autonome de Bernard Julhiet Psycom, BJ FORCES est au contact permanent des autres départements de Bernard Julhiet Psycom spécialisés dans la recherche de cadres, d'ingénieurs, d'hommes de l'informatique et de la communication, de dirigeants. Les consultants de BJ FORCES issus de la fonction commerciale mènent des missions sur tout le territoire en s'appuyant sur des unités régionales déjà développées à Strasbourg et à Nice. Nous recherchons un

Conseil en recrutement "opérationnel"

Face à des interlocuteurs décideurs des fonctions commerciales, marketing, promotion vous négocierez vos interventions puis mènerez en toute autonomie les missions de recherches qui vous seront confiées. Pragmatisme, écoute, esprit d'analyse et de synthèse vous permettront d'apprécier l'adéquation des candidats que vous saurez contacter par divers moyens (annonces, contacts écoles, contacts divers, gestion de candidatures spontanées). Pour ce métier passionnant, nous souhaitons rencontrer des jeunes candidats qui, au terme d'études commerciales supérieures, ont pratiqué des fonctions d'encadrement terrain pendant quelques années.

Merci d'écrire (lettre + CV + photo) sous réf. 880/5 M- 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom
BJ FORCES

IMPORTANTE ASSOCIATION
souhaite recruter

UNE TRADUCTRICE ANGLAIS, FRANÇAIS ET ÉVENTUELLEMENT ALLEMAND

30 ans environ,
disponible pour déplacements
France et étranger
30 ans environ, pour règlement
affaires juridiques
bureau à Paris, disponible pour
fréquents déplacements
en France

Envoyer C.V. et photo
sous n° 7.065 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Librairie spécialisée
Sciences Naturelles
cherche

VENDEUR

pour magasin à Paris
Formation biologie
(maîtrise sciences nat....)

Env. C.V. et prétentions à
B.P. 234,
94702 Maisons-Alfort Ced.

Chargé des relations publiques

Prendre la responsabilité des relations publiques de la filiale française (7 000 personnes) d'une des MAJOR U.S. qui développe sa diversification vers de nouveaux créneaux à hautes technologies.

Voilà une opportunité qui devrait séduire et passionner un homme ou une femme, âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (Sciences Po, Sciences Eco ou équivalent), volontaire, ambitieux, diplomate, ayant le goût de réussir et acceptant pour cela de s'impliquer totalement dans un challenge difficile mais motivant.

Connaissant bien les milieux de la **PRESSE** et de l'**AUDIOVISUEL**, rompu aux débats et aux négociations à haut niveau, cet excellent professionnel de la **COMMUNICATION, VERITABLE AMBASSADEUR** de dimension corporate, devra, sous l'autorité du Directeur Juridique et des Relations Publiques, en étroite collaboration avec les membres du Comité de Direction, concevoir, négocier, organiser, animer et développer une politique de Relations Publiques offensive et efficace.

Les candidats que le poste intéresse devront adresser leur **C.V. + PHOTO + PRETENTIONS**, sous la référence LM/982, à Bernard G. ALLEN au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et les candidats sélectionnés seront convoqués rapidement à PARIS.

EN FRANCE ET DANS LE MONDE

- **DES REALISATIONS EXEMPLAIRES**
  Autoroutes, voies ferrées, aéroports, tunnels, barrages, ouvrages d'art...
- **DES PROCEDES INNOVANTS**
  Béton Compacté au Rouleau, gestion informatisée des chantiers, applications du laser...
- **UNE GRANDE EXPERIENCE DE LA MAITRISE DE L'EAU**
  Irrigation, drainage, assainissements, travaux fluviaux...

Pour continuer aujourd'hui à développer notre savoir-faire technique au sein d'une société de Travaux Publics qui a su rester à taille humaine, nous recherchons :

CHANTIERS INTERNATIONAUX

- **CHARGES D'AFFAIRES**
  Interlocuteurs privilégiés entre les chantiers (Asie, Afrique) et l'ensemble des services du siège (techniques, administratifs, financiers...) réf. 2555 M1
  Postes basés en métropole ; pratique courante de l'anglais.
- **INGENIEURS MECANICIENS INSA, ENSAM, ENSAIS, ESIM...**
  Ces postes supposent 4 à 5 ans d'expérience de gestion d'un parc matériel important sur des chantiers de TP en pays anglophone. réf. 2555 M2
- **RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**
  Ce poste basé en Asie suppose une expérience réussie de la supervison en matière de comptabilité, gestion du personnel, formalités administratives, sur chantier en pays anglophone réf. 2555 M3

DIRECTIONS OPERATIONNELLES

- **DIRECTEURS DE TRAVAUX**
  Responsables d'un chantier : relations client, gestion financière, travaux, personnel, matériel... Expérience terrassement, ouvrage d'art. réf. 2555 M4
- **RESPONSABLES DE PROJETS FRANCE ET ETRANGER**
  En charge du développement de nos activités dans les domaines :
  • irrigation, drainage, assainissement (ingénieur ENGREF, AGRO...)
  • barrages, ouvrages hydrauliques (ingénieur Grandes Ecoles)
  • nouvelles technologies : béton compacté au rouleau, applications du laser,... (ingénieur Grandes Ecoles). réf. 2555 M5
- **JEUNES INGENIEURS ECP, ENPC, ESTP, INSA, ECL, ENSAIS, ENSAM**
  Première expérience souhaitée
  • Ingénieurs travaux : terrassements génie civil
  • Ingénieur études et méthodes réf. 2555 M6
  • Ingénieur géomètre.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé en précisant la référence du poste choisi à BEC Frères S.A., Département Personnel, 34680 Saint Georges d'Orques.



Banque en développement

recherche
pour renforcer son équipe

TRADER D'OBLIGATIONS FRANÇAISES

Directement rattaché au Directeur Opérationnel du service, il aura pour mission de :
- Négocier les transactions sur les marchés comptant et à terme (MATIF) ainsi que sur celui des réméres ;
- Mettre à jour et suivre les positions ;
- Participer à la gestion des SICAV et fonds communs.

Ce poste sera pourvu par un candidat diplômé de l'enseignement supérieur en finance et connaissant les produits obligataires de la place.

Une bonne maîtrise de l'outil informatique et le goût du travail en équipe sont indispensables pour réussir à ce poste.

Envoyer c.v. et prétentions sous n° 7 074 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JEUNE EXPERT-COMPTABLE diplômé(e)

Vous aimez approfondir les problèmes comptables complexes.

Vous avez le goût et l'expérience de la rédaction.

Le cas échéant vous êtes intéressé(e) par l'animation de séminaires.

POUR REJOINDRE NOTRE DEPARTEMENT PUBLICATIONS,
Rédacteur notamment du «Mémento comptable», des «Comptes consolidés» et du «Bulletin comptable et financier» (Francis Lefebvre), d'«Audit et contrôle des comptes» (Publi-Union), etc...

Nous vous proposons de participer à la préparation et à la mise à jour d'ouvrages réputés, en relation avec des auteurs et des praticiens de référence.

Merci d'adresser sous référence R23, lettre manuscrite de motivation, CV et photo à Jean Emmanuel COMBES, 12 rue Margueritte - 75017 PARIS.

Nous sommes un des premiers groupes de restauration sous contrat : 2 000 personnes, 400 établissements. Notre projet d'entreprise nous amène à rechercher notre

SPECIALISTE-QUALITE H/F

Sous l'autorité du président, sa mission auprès de l'ensemble des établissements et des services fonctionnels consistera à faciliter la mise en place et le suivi des «cercles de qualité».
De formation supérieure (ingénieur, science éco ou équivalent).
Vous avez environ 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un cabinet de consultants.
Vous êtes rodé à l'animation et l'organisation de groupes de travail (cercles de qualité, groupes de progrès).
Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.
Merci d'adresser CV, photo et prét. sous réf. 3471 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

RADIALL

Fabricant de composants électroniques passifs No 1 des connecteurs coaxiaux en Europe, recherche

CADRE MARKETING

Mission :
au sein de notre direction marketing vous serez chargé de la mise en place de la politique de prix et de tarifs pour nos produits en France et à l'Étranger.

Profil :
- Vous avez environ 25 ans.
- Vous êtes diplômé soit d'une école d'ingénieurs option gestion ou marketing, soit d'une école de commerce.
- Vous parlez couramment l'anglais.

Si vous êtes attiré par de réelles responsabilités dans une entreprise particulièrement performante, envoyez C.V. et prétentions

à **RADIALL**
101, rue Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

DMC - premier groupe cotonnier européen
6 Milliards de CA, recherche pour sa Division MERCERIE

CHEFS DE PRODUIT SENIOR

- BRODERIE - TAPISSERIE - COUTURE

Vous aurez pour mission d'assurer :
- l'analyse des marchés
- l'élaboration, le suivi des plans marketing et gérer d'importants budgets liés à la communication
- le développement de projets
- l'interface avec la création et l'édition.

De formation HEC, ESSEC..., vous avez une expérience marketing minimum de 5 ans, si possible dans la grande distribution.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prét.
à M. J. WEBER, DMC,
Gestion des Cadres 88, rue de
Rivoli 75180 Paris Cedex 04.

DMC

BANQUE PARIS 9ème

recherche pour sa
direction de la comptabilité

jeune cadre

Formation supérieure • Expérience bancaire souhaitée.
Envoyer lettre manuscrite, avec Curric.-Vitae + photo, sous la référence 86.106,
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIETE FINANCIERE

(Rond-Point Champs Elysées) recherche

ASSISTANT BOND/STOCK DEALERS

Age : 25 - 30 ans. Avec une première expérience du marché des valeurs mobilières.
- Aptitude à la négociation.- Bonne formation économique - Formation complémentaire assurée -
Anglais indispensable.
Adresser CV manuscrit + photo et prét. à
M. ONODA, NOMURA, 19, rue de Ponthieu,
75008 PARIS.

S2M — **SOCIETE DE MECANIQUE MAGNETIQUE**
Leader mondial du palier magnétique actif.
Filiale de la S.E.P., de S.K.F. et de SEIKO.

TECHNOLOGIE DE POINTE
VERNON (Eure)
80 km ouest de Paris

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons des :

Ingénieurs de projets

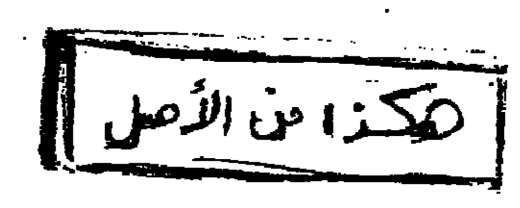
de formation grande école avec spécialisation électronique (SUP'AERO, AM + SUPELEC, ENSTA, TELECOM, etc...).
Débutants ou possédant 3 à 4 ans d'expérience de la conception ou de l'essai et de la mise en service de matériel électromécanique.
Rattachés à un ingénieur d'affaires, ils seront chargés de mener à bien un projet sur le plan technique :
- *participation à l'évaluation du projet,*
- *dimensionnement général des paliers magnétiques,*
- *définition du concept général électronique,*
- *gestion et suivi de la réalisation de projets (coûts, délais).*

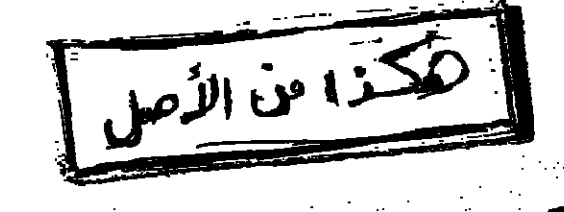
Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 436 LM à I. et D. LAVAUD
IDL CONSEIL - 32 37 56 82
Le Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.









OFFRES D'EMPLOIS

Siège français d'un groupe international leader dans le domaine de l'Assurance-Vie et de l'Epargne
Nous recherchons notre

FORMATEUR

PARIS

Dans le secteur de l'Assurance-Vie des produits d'Epargne et de CAPITALISATION et en liaison avec la Direction, vous participerez à l'élaboration du plan de formation de l'entreprise et mettrez en œuvre les actions nécessaires à sa réalisation.

Vous concevrez et gérerez la formation interne et externe et participerez avec nous à la conception de nouveaux produits et à leur promotion auprès des équipes de vente.

Votre formation supérieure et votre première expérience seront acquises dans les produits financiers, l'Assurance-Vie, les produits d'Epargne et de Capitalisation.

Votre sens pédagogique et votre goût de la communication seront appréciés par nos équipes commerciales et vous permettront d'évoluer dans notre service formation.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 505/1/M à A.L. CONSEIL, 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL affiliée à un Groupe financier ayant des exploitations outre-mer, offre un poste de

RESPONSABLE DU SERVICE DOCUMENTS

à un cadre (H/F) connaissant le commerce international avec si possible une expérience de plusieurs années chez un transitaire ou dans une société de négoce de matières premières.

Travail varié comportant des relations permanentes avec Compagnies de navigation, transitaires, transporteurs, banques et Compagnies d'assurances et des fonctions d'administration de ventes, de comptabilité et statistiques.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitable.

Poste disponible immédiatement.

Adresser CV et prétentions s/réf. 1603 à CEPIAD - 135, av. de Wagram - 75017 Paris.

cepiad

Un des premiers groupes de restauration sous contrat, 2500 personnes, 400 établissements, 16 sociétés recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

30 ans environ.

De formation supérieure, type Ecole de Commerce, maîtrise de gestion, DECS, expérience professionnelle de 5 ans acquise en contrôle de gestion ou de préférence en audit.

Bonne connaissance de l'informatique et de la micro.

Rattaché à la direction financière, il sera responsable de la définition du cadre de gestion, de la préparation des budgets, de l'analyse des résultats mensuels en liaison avec les responsables opérationnels, d'études d'orientation générale.

Poste à pourvoir en banlieue Sud.

Merci d'adresser CV, photo et prét. sous réf. 3470 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

jpv

Jean Paul Vella conseil change d'adresse :
23 Rue La Boëtie - Paris 8e
42.65 86 71
A partir du 3 Mars

ENQUÊTE D'OPINION
Secteur Professionnel

Une mission d'études d'opinion et de comportement dans des secteurs socio-professionnels de pays moins avancés pourra être confiée à un(e)

SOCIO/PSYCHO

ayant un début d'expérience

Adresser lettre + C.V. détaillé + photo sous nº 1.242 M, à AMP 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui transmettra.

Société de Conseil en Organisation Financière et bancaire propose à un

SPÉCIALISTE

de montage et Gestion de Sociétés de Caution Mutuelle

de mener à bien un intéressant projet dans le cadre de la promotion de concepts mutualistes en Afrique Sub-Saharienne

Adresser lettre et C.V. sous réf. SCM à SIFOR 36, rue La Bruyère, PARIS-9e.

ORGANISME DE FORMATION recherche

FORMATEURS CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS

- Techniques de vente, réf. 601
- Management comm., réf. 602
- Gestion du temps, réf. 603
- Résolution de probl., réf. 604
- Marketing bancaire, réf. 605
- Analyse transaction., réf. 606

Expérience de l'entreprise indispensable

Adresser C.V. et prétentions à OBEA - Immeuble Montréal 3 à 5, rue du Javelot 75013 PARIS.

CHARGÉ D'ÉTUDES

- Débutant.
- Utilisateur convaincu de l'informatique.
- Ayant une bonne formation de base (BAC + 2) orienté de préférence gestion ou discipline scientifique.

Notre taille et notre implantation nationale permettant de larges évolutions.

Env. C.V., photo et prétentions sous réf. 1.998 à L.T.A. 31, boulevard Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

GENIOUS SYSTÈMES rech.

3 INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
PDP, VAX, SOLAR
68000. 80/86
Téléphone : 46-05-35-80.

AGENCE IMMOBILIÈRE recherche son

FUTUR GÉRANT

Opportunité pour négociateur expérimenté et ambitieux
Département 91
Adresser C.V. et prétentions sous le nº 7.066 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LA VILLE DE VITRY-SUR-SEINE (94400) recherche pour son service Petite Enfance

UNE PUÉRICULTRICE

(Diplôme d'Etat de puéricultrice)
Adresser demande et C.V. à :
M. le Député Maire de Vitry-sur-Seine.

Entreprise tourisme gestionnaire de 20 villages vacances en France recherche pour son département village au siège à Paris :

CONTROLEUR DE GESTION HOTELIÈRE

- Elaboration et contrôle des budgets ;
- contrôles comptabilités et caisses ;
- contrôles des stocks économat ;
- mise en place des procédures de gestion et assistance technique auprès des directeurs.

Le candidat retenu devra posséder une réelle expér. de 3 à 5 ans dans la gestion hôtelière et faire preuve d'un sens des relations humaines en adéquation avec les missions confiées. Les nombreux déplacements à prévoir supposent une grande disponibilité. Rémunération annuelle offerte environ : 175.000 F brut selon expérience.
Ecrire sous le nº 7.053
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ets public logement social Nord-Est région parisienne recherche

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET GESTION LOCATIVE

Formation juridique BAC + 4
Expérience gestion administrative dans le logement social ou collectivité territoriale souhaitée.
Possibilité de mutation.

Ecrire sous le nº 7 076,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

Rech. chauf. P.L. Permis C1 Rel. Z courte. Rég. Paris. 6 roues + grue, domicilié en 91. Tél. entre entre 14 et 15 h. 90-79-25-78.

COLLÈGE cherche

PROF. d'ANGLAIS

Anglophone. Expérience
Téléphone : 47-63-48-35.

SOCIÉTÉ RECHERCHE pour son siège parisien

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(IBM 36)
formation DUT ou équivalent
Langages GAP2 – BASIC
Bonne expér. professionnelle connaissance micro appréciée
Adr. C.V. + photo et prétent. sous réf. 2010 LT ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle
75083 Paris Cedex 02.

IMPORTANTE ASSOCIATION souhaite recruter

UNE TRADUCTRICE

ANGLAIS, FRANÇAIS ET ÉVENTUELLEMENT ALLEMAND
30 ans environ, disponible pour déplacements France et Etranger

UNE LICENCIÉE

OU TITULAIRE MAITRISE DE DROIT
ayant personnalité,
30 ans environ, pour règlement affaires juridiques bureau à Paris, disponible pour fréquents déplacements en France
Envoyer C.V. et photo sous nº 7.065 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 16).
B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

J.H. formation inst. Fr. de presse cherche collaborateur pour reportage free-lance Haïti. Tél. 35-73-13-62 ap. 20 h.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

capitaux propositions commerciales

SUISSE FRANÇAISE

Société d'édition, de diffusion par UPC, désire diversifier ses activités sur le marché de la Suisse romande par la représentation de nouveaux produits. Prendre contact avec R.L. JAGGI, case postale 474 à Ch 1211 Genève 6.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

R 30 TX 1981, 120 000 km, toit ouvrant électrique. 30 000 F, 43-56-09-20/19 h.

---

formation professionnelle

STAGES D'INFORMATIQUE

- Logiciels d'application - étude d'un gestionnaire de fichiers : OMNIS 2
- Logiciels d'application - étude d'un tableur : MULTIPLAN
- Logiciels d'application - étude d'un logiciel intégré : APPLEWORKS
- Programmation avancée : le basic et les fichiers
- Informatique générale - connaissance des micro-ordinateurs et sensibilisation aux applications.
- Introduction à la programmation - le langage Basic
- Création et composition de documents.

Stages de 20 à 30 heures.
Période du 19 mai au 19 juin 1986.
Renseignements et inscriptions :

université paris 8
formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02
Tél. 48.29.23.00

Le Monde PUBLICITE S.A.

5, RUE DE MONTTESSUY. 75332 PARIS CEDEX 07
TÉL. : 45-55-91-82

TARIF MARS 1986
1 colonne

	la ligne HT
Offres d'emplois	131,00
Demandes d'emplois	37,00
Immobilier	82,00
Agenda	82,00

Annonces encadrées

	le m/m colonne HT
Offres d'emplois	71,00
Demandes d'emplois	21,00
Immobilier	54,00
Agenda	54,00

Autres rubriques, nous consulter.
TVA 18,60 %.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 24 ans, dégagé O.M. possédant CAP et BT dessin, admissible enseignt rech. emploi dans illustration, maquette et dessin technique. Tél. de préf. le matin, au 60-89-18-06 ou 48-24-41-21.

J.F. 30 ans, STS Master Arts, angl., all. courant, séjour 3 ans aux U.S.A. étudie ttes propos.
Ecrire sous le nº 7.057
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 ans, docteur d'Etat en Droit ch. 1er emploi de services juridiques, entreprises, collectivités locales, Région Paris. étudiera ttes propositions.
Ecrire sous le nº 7.087
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SECRÉTAIRE réf. : CINEMA rech. poste similaire ou autres. Tél. 46-33-52-65.

H. 25 ans, DEA Eco du travail et diplôme communication + expériences cherche emploi Service Personnel ou relation publique. Tél. le matin 46-81-01-50.

Rédactrice presse, pub et RP cherche travaux free lance Téléphone : 43-38-79-63.

CADRE SUPÉRIEUR

39 ans
(CNAM + IESTO
Forte expérience
(conseil et entreprise)

ORGANISATION INFORMATIQUE GESTION

prop. sa collabor. à sté dynamique Paris ou banl. sud
Ecrire sous le nº 7.040
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Niv. 2e année doctorat, 3e cycle et de paléographie grecque donne cours de grec ancien Déchiffre et collationne tous manuscrits grecs.
Téléphone : 42-01-89-05 ou 42-41-63-19.

COMPTABILITÉ INFORMATIQUE

J.H. 28 ans, DECS, 5 ans expér. dont 2 de chef comptable. Form. analyste concepteur en systèmes d'information ch. poste impliquant sa double compétence
Ecrire sous le nº 7.070
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ing. géologue, 15 ans d'exp. dont 7 Outre-Mer (de rech. min., géotech. hydrogéol.) cherche emploi
M. STEFAN, 107, bd Charonne, 75011 PARIS.

Cadre administratif sup. de co, 20 ans expér. organisation, adminis. commerciale Fr. et export, achats et cost. control., angl., esp., courant rech. poste responsabilité en rapport
Téléphone : 47-50-59-78.

Jeune femme ayant organisé expositions (peintres illustrateurs, photographes) et salons importants à Paris cherche collaborateur avec sociétés spécialisées dans l'organisation de manifestations.
Ecrire sous le nº 7 071
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ing. chef de projet 34 ans 10 ans exp. proj. CAO, CIR, INTGR. MOS-VLSI de A jusqu'à Z.
Spécialiste HARD SOFT temps réel sur uP. Libre de suite.
Ecrire sous le nº 1 602
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR ET HOMME D'AFFAIRES

Actuellement gérant et directeur des ventes de la filiale allemande d'une grande entreprise française. Expérience de l'organisation et de la vente. Prouvée par d'excellents résultats et les meilleures références. Désire changer de situation et s'intéresse à : Création/direction d'une filiale en Allemagne ou éventuellement représentation commerciale indépendante.
Ecrire sous le nº 9 088
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

30 ans, INGÉNIEUR A. & M. Automatisme électronique.
- Directeur technique
- Chef de prodution ou
- Ingénieur conseil.

Libre de suite pour mission à l'étranger ou en France.
Ecrire sous le nº 1 601
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Homme 38 ans, prof. d'éco. souhaite animer stage éco-gestion pendant les vacances de Pâques temps partiel après. Tél. : 43-45-08-47.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE PERFORMANTE

exportatrice de biens d'équipements, machines, matériels agricoles, etc.

JE SUIS UN COMMERCIAL DE TALENT

34 ans, formations techniques, trilingue français, arabe, anglais. Je vous offre mon expér. du Proche-Orient et mon efficacité.

RENCONTRONS-NOUS

Ecrire sous nº 7 064
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE BANQUE,

CLASSE VII
26 ans d'expérience recherche situation stable responsable comptable et administratif.
Ecrire sous le nº 1 607
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Guinée - Conakry, Guinéen prof. de gestion de Paris. Sc. Po + D.E.S.S. désire quitter l'ens. cherche situation au sein d'entreprises souhaitant s'installer en Guinée dans : agro-industrie-service (banques, assurances, négoce...)
Ecrire sous le nº 7.016
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Architecte DPLG 32 ans rech. missions archit. intern., design, rehab. Tél. 42-77-11-03.

Disponible immédiatement rédaction d'articles, lecture et relecture de textes, correction d'épreuves, recherches littéraires ou historiques
Téléphone : 30-24-01-20.

Secrétaire de Direction trilingue (anglais, allemand) 1 an 1/2 d'expérience professionnelle recherche emploi dans service exportations ou service marketing, étudie toutes propositions
Ecrire sous le nº 6.861
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Urgent, journaliste-écrivain 50 ans, organisé, efficace, dynamique, passionné par son travail, souhaite s'intégrer dans une équipe (presse-édition) et lui apporter 25 ans d'expér., immédiatement disponible
Téléphone : 34-84-40-13.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. de marketing, 32 ans, diplômé IFG, ancien sciences politiques et 8 années d'expérience promotion, publicité, courriers, documentation PLV, salons, plan médias, VPC, productions audiovisuelles, vidéo, communications, relations extérieures.
RECHERCHE responsabilités similaires dans société dynamique, BCO/VJ 800 BIS.

CONTROLEUR DE GESTION, H. 39 ans, formation comptable juridique informatique, 15 ans exp. à Abidjan, budgets fonctionnement, investissement, commerciaux techniques, standard de fabrication, calcul des rendements usine, gestion du personnel.
RECHERCHE poste similaire Abidjan ou Afrique de l'Ouest ou région parisienne, BCO/VJ 801.

DIRECTEUR D'USINE PMI, 46 ans, CNAM, INGÉNIEUR CHIMISTE ET SÉCURITÉ, CNPP, 25 ans exp. PMI, direction technique, traitement rejets polluants, fabrication, travaux neufs, développement, assurance qualité, habitué relations partenaires sociaux, gestion personnel.
RECHERCHE poste à responsabilité, Paris-province-étranger, BCO/VJ 802.

OFFICIER DE MARINE, 47 ans, INGÉNIEUR EN DSSE, gestion des entreprises, spécialité détection, électronique, armement, exp. équipements industriels, gestion et négociations (techniques commerciales) de projets, coordination d'activités, connaissance étranger, 2 directions d'unité.
PROPOSE collaboration à toute société pour organiser et développer projets. Contrat à durée indéterminée ou missions ponctuelles. Paris et déplacements, BCO/VJ 803.

INGÉNIEUR. – Consultant 35 ans, DESS gestion, bilingue anglais, 12 ans expérience PME et conseil marketing, organisation, social.
CHERCHE poste en rapport. Free-lance accepté. (BCO-BD 785.)

RELATION PUBLIQUE. – 32 ans, DESS. Une dizaine d'années d'expérience professionnelle, ayant le goût du contact, de la communication et le sens des responsabilités.
CHERCHE à Paris ou environs un poste dans toute société ou entreprise comme responsable ou collaboratrice d'un service de relation publique, de communication, d'information ou de formation animation. (BCO-JV 786.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde
Emplois Cadres
CHAQUE MERCREDI 10 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ______ Ville ____________

Nombre d'exemplaires ______ X 11 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

économie

REPÈRES

Dollar : 6,79 F

Le dollar, après être tombé assez bas sur les marchés asiatiques puis à l'ouverture des marchés européens où il cotait 6,78 F contre 6,8250 au fixing de la veille, s'est légèrement raffermi en fin de matinée à 6,79 F et à 2,2080 DM. Le marché semble quelque peu bloqué dans l'attente de l'indice composé des indicateurs économiques américains et dans l'incertitude qui pèse sur une prochaine réunion du groupe des « cinq » (les principaux ministres des finances). Affectée par la chute des cours pétroliers, la livre sterling était cotée 9,84 F.

Prix : baisse de 0,2 % en RFA

Les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en février, permettant à la RFA de ramener, pour la première fois depuis 1967, à moins de 1 % son rythme annuel d'inflation, indique l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden, selon des chiffres provisoires établis sur la base de données recueillies dans les trois principaux Länder. Sur douze mois, le rythme annuel de l'inflation s'inscrit ainsi à 0,7 %, contre 1,3 % en janvier et 1,8 % en décembre. Sur l'ensemble de 1985, la RFA a enregistré une inflation de 2,2 %, qui la classe avec le Japon en tête des pays qui connaissent une faible hausse des prix.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,7890	6,7915	+ 35	+ 50	+ 75	+ 105	+ 280	+ 300
$ can.	4,7310	4,7394	– 205	– 186	– 347	– 311	– 634	– 536
Yen (100)	3,7896	3,7931	+ 68	+ 81	+ 157	+ 180	+ 564	+ 628
DM	3,0754	3,0780	+ 101	+ 115	+ 206	+ 227	+ 653	+ 715
Florin	2,7229	2,7250	+ 61	+ 70	+ 128	+ 137	+ 309	+ 439
F.B. (100)	15,0183	15,0288	– 403	– 384	– 661	– 497	– 736	– 321
F.S.	3,6324	3,6357	+ 144	+ 162	+ 283	+ 309	+ 866	+ 942
L. (1 000)	4,5185	4,5231	– 482	– 444	– 901	– 839	– 1984	– 1870
£	9,8101	9,8285	– 364	– 322	– 673	– 618	– 1668	– 1486

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 13/16	7 15/16	7 3/4	7 7/8	7 11/16	7 13/16
DM	5	5 1/4	4 1/2	4 5/8	4 3/8	4 1/2	4 5/16	4 7/16
Florin	5 7/8	6 1/8	5 3/4	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 5/8	5 3/4
F.B. (100)	9 3/4	10 1/4	10 15/16	11 3/8	10 3/4	11 1/8	9 3/8	9 3/4
F.S.	2 1/2	3	3 13/16	3 15/16	3 3/4	3 7/8	3 3/4	3 7/8
L. (1 000)	17	19	19 3/8	20 3/8	19	20 3/8	17 3/8	17 7/8
£	12 5/8	12 7/8	12 11/16	12 13/16	12 5/8	12 3/4	12 1/16	12 3/16
F. franç.	8 5/8	8 7/8	14 1/2	15 1/2	14 3/4	15 3/4	12 1/4	13 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

● *Grève des pompiers à l'aéroport de Roissy.* – Les pompiers de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle se sont mis en grève, lundi 3 mars. Leur mouvement a perturbé gravement le trafic aérien. La sécurité n'étant plus assurée, les vols ont été annulés ou retardés. Les avions qui se sont présentés pour l'atterrissage, lundi matin, ont été déroutés vers Orly. Les pompiers voulaient protester contre les conséquences des contrôles médicaux auxquels ils sont soumis : en cas de résultats négatifs, ils estiment que les propositions de reclassement sont très aléatoires.

M. Maire ravale la conception CFDT de « l'anticapitalisme »

Le manichéisme, le simplisme, la vision transparente du monde, autant de pièges dans lesquels le syndicalisme, selon M. Maire, ne devrait pas tomber. Dans un article publié ce mardi 4 mars par *CFDT-Aujourd'hui*, le secrétaire général de la CFDT pousse encore un peu plus loin la réflexion sur l'adaptation du syndicalisme en s'interrogeant sur l'entreprise et l'anticapitalisme, l'individu et l'action syndicale. Une fois encore, il ne craint pas de secouer les tables de la loi.

Pour M. Maire, *« nous devons mieux approfondir notre conception de l'entreprise »*. Et il s'engage lui-même, et hardiment, dans cette voie : *« Nier la fonction spécifique du chef d'entreprise conduit à une impasse. (...) La fonction de chef d'entreprise, fonction spécifique, légitime et permanente, ne nous semble pas pouvoir relever d'une large délibération collective. »* M. Maire reprend l'analyse de la CFDT sur la présence dans l'entreprise de deux logiques, celle du chef d'entreprise et celle du salarié, mais s'en tenir là lui paraît *« un peu court »*.

« S'il est vrai, écrit M. Maire, *que, dans une entreprise, la logique des salariés vise, en resserrant leurs liens et leur identité professionnelle, à améliorer au maximum leur propre situation et leur influence dans la gestion et sur les décisions, la logique syndicale vise, elle, à étendre la solidarité, le progrès social et la démocratie à l'ensemble des salariés, de toutes entreprises. Entre ces deux logiques, il ne peut pas ne pas y avoir de tensions. »* Revenant sur la logique du salarié et celle du chef d'entreprise, il poursuit : *« Dans la mesure où il n'y a jamais totale communauté d'intérêts, il est certainement plus efficace et plus sain, sur le plan économique aussi bien que sur le plan social, d'opter pour ce qu'on pourrait appeler une « coopération conflictuelle », c'est-à-dire une confrontation explicite, à découvert, entre deux logiques appelées à opérer ensemble, chacune avec sa légitimité et chacune selon sa perspective. Ni guerre de tranchées, ni union sacrée. »*

Un tel préambule permet à M. Maire de poursuivre la révision du dogme cédétiste. *« L'article premier de nos statuts*, rappelle-t-il, *définit la CFDT comme un syndicat foncièrement anticapitaliste. »* Or, souligne-t-il, la description du capitalisme par la CFDT, en 1970, *« était à la fois insuffisante et inadéquate »*, et l'idée de rupture *« constituait déjà une illusion dangereuse et non opératoire »*. Là aussi, il ne voit pas d'un côté un bon salariat et de l'autre un mauvais patronat, mais insiste sur les *« phénomènes transversaux »*. Reprenant un à un les critères de définition du capitalisme, il plaide pour un *« anticapitalisme sans simplisme »*.

« Nous n'en sommes plus, donc, au capitalisme originel, affirme le secrétaire général de la CFDT. *La loi, le contractuel, le rapport de forces permanent ont limité l'arbitraire, réduit le pouvoir abusif et imposé la prise en compte partielle d'autres critères de comportement économique. (...) Au grand rêve de la rupture nous substituons – avec un réalisme qui n'exclut nullement l'ambition – l'action quotidienne de transformation. On ne peut plus ignorer la complexité du réel, l'imbrication des forces et des intérêts en présence, l'immensité et la diversité des domaines à investir. Tout vocabulaire relevant d'un manichéisme (y compris celui de la lutte des classes) est aujourd'hui plus obscur que descriptif et nous met, quant à ce que nous devons faire, dans la confusion plus que dans l'imagination et la fécondité. »*

M. Maire rejette à la fois comme porteurs de totalitarisme *« tout projet de « système » capitaliste parfaitement autorégulé et tout « système » socialiste accompli »*. Il refuse aussi toute *« logique bureaucratique »* et se prononce pour une société *« qui favorise le développement personnel de chacun de ses membres »*. *« Replacer l'individu au centre de nos préoccupations*, écrit-il, *considérer qu'il est la raison ultime de toute organisation sociale, ce n'est pas cheminer à contre-courant de nos conceptions solidaires. »* Une *« certaine recherche de différenciation »* entre les individus lui apparaît donc légitime. Exemples : il faut *« reconnaître et réguler »* la part individualisée de la rémunération comme la part individualisée de la protection sociale. Une démarche qui, pour nombre de syndicats, même CFDT, est loin d'être naturelle.

MICHEL NOBLECOURT.

La mort de l'ancien directeur de l'information de Creusot-Loire

Guy Delamotte, ancien directeur de l'information de Creusot-Loire, licencié économique l'année dernière, s'est donné la mort à l'âge de cinquante-six ans le dimanche 2 mars. Dans une lettre, ce cadre qui avait particulièrement mal vécu la fin du groupe industriel dans lequel il travaillait, écrit avoir voulu *« attirer l'attention de tous les candidats aux élections sur le scandale et le drame que représentent les cessations d'activité obligatoires pour les personnes ayant plus de cinquante ans »*. Il juge *« MM. Laurent Fabius et André Billardon, député (PS) du Creusot, responsables de la disparition de l'un des groupes industriels français les plus importants et par suite de la mienne »*.

Guy Delamotte, qui avait préféré le licenciement à la mise en préretraite lorsque, l'an passé, le groupe Creusot-Loire avait été démantelé, n'avait pas réussi à retrouver de réelles activités depuis lors. Pour M. Bergeron, secrétaire général de FO, ce suicide *« confirme qu'en matière de chômage on ne peut (...) ignorer les réalités humaines »* et la CGC espère que ce geste montrera que *« toute mesure ayant pour objet de créer des embauches par élimination prématurée des personnels en place est humainement inadmissible »*.

PRÉRETRAITE POUR LES MÉTIERS PÉNIBLES A LA SNECMA

La SNECMA a mis en place, à la suite d'un accord signé le 18 février avec la CFDT, la CGT, la CFTC, la CGC et FO, un système de préretraite « maison » pour les salariés qui ont été affectés à des travaux pénibles. Cet accord, qui concerne notamment les fondeurs, les forgerons, les peintres au pistolet, est valable dix ans et permet à ce personnel de quitter l'entreprise dès cinquante-cinq ans.

Le système repose sur le volontariat. Il est fonction de deux paramètres : le nombre d'années passées à occuper un poste pénible et le type d'horaire pratiqué. L'ouverture du droit à la préretraite est variable : les salariés peuvent quitter l'entreprise de deux mois à cinq ans avant l'âge normal.

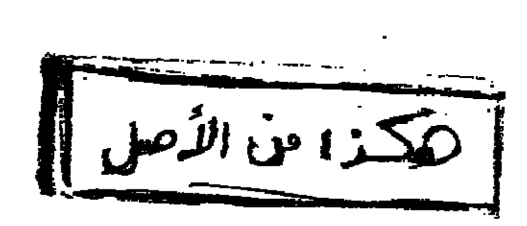
Les préretraités percevront 70 % de leur dernier salaire brut. Ils continueront à bénéficier des mêmes avantages sociaux que les autres membres du personnel. La SNECMA versera durant leur préretraite leurs cotisations en vue de leur retraite officielle.

Cet accord, qui répond à une revendication syndicale, permet également à la SNECMA d'y trouver son compte. La mise en place de nouvelles technologies a entraîné la disparition de certains métiers. Les salariés les plus âgés ont, par ailleurs, plus de difficultés à s'adapter aux nouvelles machines que les jeunes.

La SNECMA ne pouvant justifier de sureffectifs, le Fonds national de l'emploi (FNE) a refusé de financer ces départs anticipés... ce qui laissera à l'entreprise la possibilité de procéder à de nouvelles embauches si le besoin s'en fait sentir.

En 1986, une quarantaine de personnes seront concernées par cette mesure, traduction du coût social des nouvelles techniques.

M.C. R.



SOCIAL

L'emploi, l'emploi, l'emploi !

(Suite de la première page.)

Il existe un certain nombre de remèdes partiellement efficaces au problème du chômage, et la véritable recette, la seule, est bien de les employer tous avec détermination et ténacité. L'erreur est de penser que quelques mesures partielles donneront des résultats proportionnels. L'impact est souvent insignifiant, voire nul. Comme antibiotiques, l'effet n'est atteint qu'avec une certaine dose de médicaments. Au-dessous, c'est totalement inutile.

La croissance d'abord. Elle est indissociablement liée à l'emploi, et il faut tout faire pour la favoriser sans inflation. D'ailleurs, le rapport n'est pas à sens unique, et l'emploi lui-même peut être un facteur de croissance. On peut aider l'un et l'autre par des mesures interactives. Qu'en face des 3 E de la triple priorité de l'emploi on mette en place les 3 F : formation, fiscalité, flexibilité.

1. – **LA FORMATION** est essentielle car sans formation solide, il ne peut y avoir de qualification, et sans qualification, il ne peut y avoir de perspective d'emploi. Le développement technologique peut apparaître, localement, comme destructeur d'emplois. Mais en réalité il s'agit plutôt, globalement, d'un déplacement d'emplois exigeant de nouvelles qualifications.

Qu'elle soit initiale, en alternance ou continue, la formation crée la compétence et la capacité professionnelle. Pour l'entreprise, c'est un investissement coûteux, mais il est indispensable et complémentaire des autres investissements. Nos contrats de formation alternée « jeunes-entreprises » connaissent un beau succès puisque, en dix mois, nos entreprises en ont proposé plus de deux cent mille et que le rythme annuel de trois cent mille est dépassé depuis plus de six mois. Ces résultats pourraient être accélérés par une simplification radicale des formalités administratives.

De plus, pour relancer l'emploi des jeunes, la France doit réhabiliter l'apprentissage en entreprises à l'instar de la République fédérale d'Allemagne qui compte aujourd'hui 1 800 000 apprentis. Plus qu'un coût, plus qu'un risque, l'embauche d'un jeune à former doit devenir une chance de l'entreprise.

2. – **LA FISCALITÉ** sur les entreprises françaises est l'une des plus lourdes du monde. De ce fait, elle est démotivante pour la création d'emplois. Les entreprises ne peuvent créer des emplois nouveaux que si elles sont certaines de rester compétitives par rapport aux étrangères et de grignoter ainsi des parts du marché mondial. Le prélèvement obligatoire sur les entreprise est en France, en fin 1984, de 17,3 % du PIB, alors que pour la moyenne des autres pays de l'OCDE, il est de l'ordre de 9 %. Les impôts et charges sur les entreprises sont donc en France près du double de ceux des pays modernes.

Un exemple caractéristique des effets pervers de cette fiscalité : la France est le seul pays où l'entreprise n'a pas le droit de provisionner fiscalement la dette (pourtant privilégiée) contractée auprès de ses salariés au titre des congés payés. Il s'agit là d'une véritable « taxe à l'emploi nouveau » évaluée à 3 000 F par an pour un salaire mensuel de 5 300 F.

Droit de douane

Autre exemple, la taxe professionnelle qui frappe les investissements nouveaux, mais également les emplois nouveaux, constitue non seulement un véritable droit de douane à l'envers en favorisant les importations et en pénalisant les exportations, mais aussi un haut obstacle à l'embauche. Voilà pourquoi les chefs d'entreprise demandent, avec tant d'insistance, sa réduction.

De même, les charges sociales, extrêmement lourdes dans notre pays, freinent l'embauche. Faut-il le rappeler, la France est l'unique pays où la totalité des cotisations d'allocations familiales est payée par les seules entreprises.

3. – **LA FLEXIBILITÉ**, c'est surtout l'inverse des rigidités qui étouffent nos entreprises. C'est la souplesse, la mobilité, l'adaptation, la remise en cause, le changement, en un mot, c'est la vie. La vie de l'entreprise. Et c'est en même temps un progrès social, contrairement à une idée répandue.

On a cru longtemps que le progrès social c'était la sécurité, la rigidité, la réglementation et l'irréversibilité des avantages acquis. Or, aujourd'hui, le vrai progrès social, c'est l'emploi pour lequel nous devons tous nous coaliser. Et cet emploi est bloqué par les rigidités.

Les salariés en général l'ont bien compris, eux qui s'investissent de plus en plus dans leurs entreprises dont ils comprennent de mieux en mieux les finalités et qui, par ailleurs, souhaitent pour eux-mêmes des conditions de travail de plus en plus personnalisées, des horaires atypiques et des salaires différenciés.

De façon non exhaustive, les principales flexibilités créatrices d'emplois sont :

– *La liberté de moduler les effectifs :* Une polémique est engagée à propos de l'autorisation administrative préalable de licenciement économique pour savoir si sa suppression créerait ou détruirait des emplois.

Certains ont même évoqué le risque d'une augmentation massive du nombre des demandeurs d'emploi : il s'agissait de la lecture erronée d'une étude de l'INSEE. Trois instituts de conjoncture, GAMA, OFCE et IPECODE, ont évalué l'augmentation « théorique » des demandes d'emplois actuellement bloquées par les refus d'autorisation entre quinze mille et soixante mille, théorie trop strictement économétrique.

En effet, le problème se pose de façon différente si on l'analyse sous l'angle des destructions puis des créations d'emplois dues à cette suppression de l'autorisation.

Tout d'abord, les sureffectifs bloqués artificiellement par l'inspection du travail.

Ces sureffectifs existent dans un certain nombre d'entreprises, généralement grandes et bien identifiées. Les calculs économétriques de ces sureffectifs n'ont pas grande signification car il n'est question pour personne d'ouvrir les vannes du licenciement et de déverser du jour au lendemain un flot de demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Les dirigeants d'entreprise ne le souhaitent pas. Le climat de convivialité qui existe par bonheur de plus en plus dans les entreprises implique compréhension.

De plus, il existe pour tout licenciement économique un plan social qui doit être négocié avec le comité d'entreprise. Il subsisterait, comme subsisteraient toutes les autres protections actuelles.

Enfin, serait *ipso facto* rétabli le recours judiciaire au conseil des prud'hommes qui, en fait, ne pouvait coexister avec l'autorisation administrative. La justice enfin remplacerait l'arbitraire ! Et l'expérience des autres pays montre qu'il n'y a pas à craindre un engorgement massif des procédures possibles.

Pas de vague

Il est probable que la résorption des sureffectifs actuels se fera donc à peu près suivant la même courbe, qu'il y ait ou non autorisation, et qu'aucune vague ne déferlera dangereusement.

Quant aux créations d'emplois, elles seraient rapides dans les petites et dans les moyennes entreprises qui ont des postes à pourvoir et qui, aujourd'hui, craignent d'embaucher de peur de ne pouvoir ajuster à temps leurs effectifs en cas de baisse de leurs commandes.

Le degré d'efficacité de cette liberté, difficilement quantifiable dépendra essentiellement de la confiance des chefs d'entreprise dans sa durabilité, car ils pourraient craindre une décision d'opportunité, de caractère provisoire, pouvant être annulée d'un jour à l'autre en fonction des événements.

La confiance jouera alors un rôle capital. Confiance dans le gouvernement bien sûr, mais surtout dans l'attitude qu'adopteront les organisations patronales et le CNPF à ce moment-là. Notre caution sera indispensable pour le succès de l'opération. Alors, si les entreprises ont confiance, elles embaucheront et beaucoup plus qu'on ne le croit : l'étude du cabinet PRAGMA de mai 1984 prévoyait à l'époque l'embauche de plus de 350 000 personnes par la seule suppression de cette autorisation.

Faut-il rappeler que cette autorisation administrative préalable n'existe chez aucun de nos grands concurrents étrangers qui pourtant, eux créent des emplois. Par ailleurs, elle implique la responsabilité du gouvernement dans tous les licenciements, ce qui n'est pas son rôle.

Oui, la suppression de l'autorisation administrative pour adaptation des effectifs à l'activité de l'entreprise créera des emplois, beaucoup d'emplois. Les chefs d'entreprise français considèrent qu'il s'agit là, avec la liberté des prix, de la toute première priorité.

– *La flexibilité des salaires* permet de tenir compte en priorité du mérite individuel et de récompenser les qualités de ceux qui mettent leurs compétences et leur énergie au service de l'entreprise dans l'intérêt même de tous ses membres. L'égalitarisme, longtemps prôné, a été souvent l'expression vertueuse de la jalousie sociale.

Enfin, ne négligeons pas les « petits métiers » à faible valeur ajoutée qui ont fait le succès de l'emploi aux Etats-Unis ces dernières années et qui constituent fréquemment des emplois de transition à salaire provisoirement réduit. Les importants coups de pouce au SMIC, sûrement accordés par générosité, ont joué contre l'emploi, et spécialement contre l'emploi des jeunes.

– *La flexibilité des conditions de travail* regroupe la flexibilité des horaires (initiée par les chefs d'entreprise eux-mêmes et négociée depuis quinze ans directement avec les salariés, malgré l'opposition initiale peu compréhensible des syndicats), toutes les formes de travail différencié et l'aménagement du travail sur périodes longues que nous appelons « annualisation ».

Le seul travail à temps partiel intéresse 21 % des salariés aux Pays-Bas, 19 % au Royaume-Uni, 15,8 % au Japon, 14,1 % aux Etats-Unis et moins de 9 % en France... Nous exploitons très mal ce gisement d'emplois, et la liberté doit être rendue à toutes ces formes de travail différencié : temps partiel, travail intérimaire et contrats à durée déterminée.

– *La flexibilité des seuils sociaux* sera également un important facteur d'emploi. En effet, de nombreux chefs d'entreprise hésitent à embaucher au-delà de neuf ou de quarante-neuf salariés car ils redoutent l'avalanche des contraintes fiscales, sociales et administratives que déclenche le franchissement de ces seuils. Ainsi, lorsqu'une entreprise accroît son effectif salarié de quarante-neuf à cinquante, le nombre des salariés « protégés » (délégués du personnel), délégués syndicaux, membres du comité d'entreprise, etc.) peut passer de quatorze à dix-huit, soit 36 % de son personnel. Un record mondial !

Dès lors, comment s'étonner qu'il existe en France de véritables clubs « des 9 » et « des 49 », constitués d'entreprises dont le développement est freiné par l'existence des seuils sociaux et qui ont, ô scandale ! des possibilités d'embauche.

Une mesure importante serait également d'élargir la catégorie petites entreprises actuellement de 10-50 salariés à la fourchette 10-100 salariés qui correspondrait mieux à la réalité de ce type d'entreprises, avec, bien sûr, des contraintes sociales et administratives allégées. Enfin, une certaine flexibilité dans les conditions de présentation des candidatures au premier tour des élections professionnelles enlèverait des inhibitions profondes d'embauche dans les entreprises de taille moyenne.

Evolution de l'emploi (en milliers)

	1983	1985 (chiffres provisoires)	Différence 1983-1985
USA	103 000	109 400	+ 6 400
Japon	57 330	58 080	+ 750
Royaume-Uni	23 700	24 310	+ 610
Canada	10 800	11 380	+ 580
Italie	20 920	21 020	+ 100
RFA	25 190	25 310	+ 120
France	21 730	21 380	– 350

Source : OCDE.

Vouloir

Dans ce difficile problème de l'emploi, on peut prétendre que nous donnons trop d'importance à des facteurs qui ne sont pas quantifiables. Mais il faut être méfiant vis-à-vis des modèles économétriques qui minimisent les effets des différentes flexibilités. L'INSEE (qui a par ailleurs admis les conséquences néfastes de certaines rigidités, comme les seuils sociaux) a utilisé pour ses simulations le modèle « mini-DMS », dans lequel l'emploi dépend essentiellement du niveau de la demande. Il ne peut pas rendre compte des conséquences favorables que la flexibilité exerce sur l'offre, et l'INSEE le reconnaît honnêtement.

Or ce que nous affirmons, c'est qu'il existe, sur le marché intérieur et à l'exportation, une demande soutenue, bien que variable, pour nos produits, à condition qu'ils soient compétitifs, mais que nos entreprises, muselées par les rigidités, ne sont pas en mesure de répondre à cette demande et donc ne peuvent pas embaucher.

Demain l'emploi peut revenir. Mais il faut le vouloir vraiment et prendre d'emblée la totalité de ces mesures, je dis bien la totalité. Que les libertés et les flexibilités permettent la création économique... Et l'entreprise créera l'emploi.

YVON GATTAZ.

ÉNERGIE

NOUVELLE BAISSE DES COURS DU PÉTROLE

L'Arabie saoudite produit plus de 5 millions de barils par jour

Les cours au jour le jour du pétrole brut ont de nouveau chuté, le lundi 3 mars, entraînant dans leur sillage la livre sterling, dont les cours sont tombés à leur plus bas niveau historique vis-à-vis du deutschemark (3,1825) et à moins de 10 francs. Sur le marché à terme de New-York, le prix du baril de brut est descendu en dessous de 13 dollars à 12,30 dollars. A Londres, sur un marché très perturbé, il a également été vendu du brut à 12,50 dollars par baril.

Ce nouveau accès de faiblesse du marché pétrolier, à moins de deux semaines de la conférence extraordinaire de l'OPEP le 16 mars, n'a pas surpris les observateurs. *« Il y a tout simplement trop de pétrole. L'Arabie saoudite ne montre aucun signe de changement de stratégie. Le pire est encore à venir »*, assure M. Joseph A. Stanislaw, de la société Cambridge Energy Associates.

Un certain nombre d'indications montrent en effet que le royaume saoudien a de nouveau augmenté son niveau de production au cours des premières semaines de février. Selon les compagnies, la production de brut saoudien a atteint 4,5 millions de barils par jour, soit plus que son quota (4,3 millions), ceci sans inclure les gaz de pétrole liquéfiés, le brut extrait de la zone neutre, ni les quantités stockées en mer, récemment gonflées.

Au total, selon des sources diplomatiques du Golfe, la production saoudienne aurait dépassé 5 millions de barils par jour au début de février. Le Koweït a également poussé son rythme d'extraction, de 0,9 à plus de 1,1 million de barils par jour. L'Indonésie enfin vient, selon un quotidien de Djakarta, de porter sa production à 1,5 million de barils par jour, au-delà de son quota (1,32 millions).

Globalement, la production de l'OPEP a toutefois diminué en février, aux environs de 16 millions de barils par jour, les pertes de marché des uns compensant les gains des autres. Ainsi l'Iran, l'Irak et le Nigéria ont vu leur production chuter aux alentours de 1,4 million de barils. En dehors de l'OPEP, le Mexique, l'Egypte et la Malaisie ont également vu leurs ventes réduites.

Les compagnies préfèrent en effet s'adresser en priorité aux pays qui ont adopté les systèmes de tarification les plus avantageux, comme l'Arabie saoudite, et exercent de fortes pressions sur les autres producteurs pour qu'ils adaptent leurs tarifs. *« C'est comme si un grand supermarché du pétrole avait ouvert un magasin dans un quartier peuplé de petites boutiques »*, assure un analyste.

Contraint par la concurrence, l'émirat d'Abu Dhabi vient ainsi de réduire rétroactivement ses prix pour février d'un tiers : de 24,95 à 16,65 dollars par baril. Le sultanat d'Oman a également diminué ses tarifs de plus de 30 %.

VÉRONIQUE MAURUS.

ÉTRANGER

BIEN ACCUEILLI DANS LES MILIEUX ÉCONOMIQUES

Le « plan tropical » suscite l'hostilité des syndicats brésiliens

Le « plan tropical » de lutte contre l'inflation mis en place par le président brésilien Sarney permettra-t-il de contrôler non seulement les prix mais aussi le très important déficit public du pays ? Le doute existe mais il n'empêche apparemment pas les investisseurs étrangers d'être attirés par ce pays qui conjugue une forte croissance — 7,6 % en 1985 — à de solides résultats commerciaux.

Les Français, dont les investissements ont connu « une forte baisse » ces dernières années et ne représentaient, en 1983, que 3 % des investissements étrangers au Brésil, pourraient trouver dans les efforts d'assainissement du président Sarney des raisons de se lancer sur ce marché de cent trente-quatre millions d'habitants. Mais le débat reste ouvert entre ceux qui prônent l'assainissement avant toute chose, au détriment, s'il le faut, de l'expansion, et ceux qui voient dans le maintien d'un minimum de croissance l'assurance d'une stabilité politique pour le Brésil et de sérieux débouchés pour ses partenaires commerciaux.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — En présentant son plan de *« stabilisation économique »*, le 28 février, le président brésilien, M. José Sarney, a affirmé que celui-ci ne s'inspirait d'aucun exemple étranger. Il n'aura pas convaincu grand monde, étant donné les similitudes entre les mesures annoncées par le chef de l'Etat en présence de ses ministres et le « plan austral » argentin.

Le titulaire des finances, M. Dilson Funaro, s'est évertué pourtant à expliquer que le *« traitement de choc »* brésilien n'aurait pas les mêmes effets récessifs que dans le pays voisin. Ce plan est appliqué, en effet, au moment où l'économie est en plein essor, a précisé le ministre, alors qu'un grand nombre d'emplois ont été créés, et que le pays vient de conclure un accord satisfaisant avec ses créanciers étrangers. Il aura vraiment pour effet, selon lui, de stabiliser l'économie, non de la déprimer.

Les principaux dirigeants politiques ont applaudi les mesures annoncées. Une réaction significative a été celle de M. Pimenta da Veiga, porte-parole du parti au pouvoir, le PMDB, à la Chambre des députés. M. da Veiga, qui n'avait pas caché son hostilité au dernier remaniement gouvernemental et redoutait un virage à droite, a parlé de *« décision courageuse »*. L'ensemble du parti a adhéré au programme annoncé.

Les syndicats agitent néanmoins l'idée d'une grève générale, pour protester contre le blocage des salaires. Le gouvernement les a invités à discuter. Le ministre du travail, M. Almir Pazzianotto, qui a généralement l'oreille de la « base », a volé au secours du *pacote* (ensemble de mesures) de ses collègues de l'économie.

Toutefois, les Brésiliens ont encore du mal à comprendre la nature exacte du plan gouvernemental. Ils se demandent sur quelle base les salaires seront gelés, en même temps que les prix, les loyers et les tarifs publics, pour une période qui n'a pas été déterminée, contrairement à ce qu'on prévoyait jeudi. Une prime sera accordée à l'ensemble des salariés (de 15 % jusqu'à un certain niveau, de 8 % au-delà), et tous les salaires seront réajustés à partir du 1er mars.

Le programme brésilien est complexe. Il devrait pénaliser ceux qui ont des opérations financières de caractère spéculatif, les titres en cruzeiros — l'ancienne unité monétaire — perdant chaque mois 15 % de leur valeur, jusqu'à l'implantation complète du cruzado, la nouvelle monnaie.

Selon l'un des décrets signés vendredi par M. Sarney, chaque citoyen brésilien est habilité à contrôler les prix au détail et à dénoncer les fraudeurs. C'est une autre ressemblance avec la méthode utilisée en Argentine, pour obtenir la réussite du « plan austral ».

Le prédécesseur de M. Funaro aux finances, M. Francisco Dornelles, a exprimé son scepticisme. Selon lui, le blocage des prix va provoquer des ruptures d'approvisionnement, car il découragera les producteurs agricoles et incitera les commerçants à stocker. Mais la plupart des économistes qui ont commenté le plan de stabilisation l'approuvent chaudement et croient à son succès.

CHARLES VANHECKE.

AU CANADA

Priorité à la réduction du déficit budgétaire

Bilan contrasté pour l'économie canadienne en 1985. Si la croissance du produit national brut a atteint 4,5 % en termes réels (5 % en 1984) — un résultat enviable pour un pays industriel, — le déficit de la balance des paiements courants s'est creusé. Le ministre des finances, M. Michael Wilson, tablait, en mai dernier, sur un déficit de 1,3 milliard de dollars canadiens (environ 6,2 milliards de francs), et c'est un solde négatif de 2,6 milliards qu'a enregistré le pays, selon les dernières données de l'Agence fédérale des statistiques. Il faut remonter à 1982 pour retrouver un déficit de la balance des paiements courants, qui avait enregistré un excédent de 2,5 milliards en 1984. Ce revers reflète la diminution de 3,9 milliards à 16,8 milliards de l'excédent commercial et l'accroissement du déficit des transferts « invisibles ». Le ministre des finances prévoit un retour à l'équilibre à l'horizon de 1987.

De notre correspondant

Montréal. — C'est un budget destiné avant tout à rassurer les investisseurs que le ministre des finances, M. Michael Wilson a déposé, le 26 février, à la Chambre des communes. Depuis des mois, le gouvernement menait une campagne pour faire comprendre à la population que le Canada vivait depuis trop longtemps au-dessus de ses moyens et que cette situation ne pouvait plus durer.

Les contribuables s'attendaient donc au pire, et ils s'en sortent finalement un peu mieux qu'ils ne le craignaient, même s'ils paient en grande partie la note. La réduction du déficit, qui revient de 34,3 milliards de dollars en 1985 (7,5 % du PNB) à 29,5 milliards pour cette année (6 %), se fera essentiellement grâce à une augmentation sensible des impôts des particuliers : hausse de 3 % des impôts sur le revenu (11,5 % pour les revenus les plus élevés), de 1 % de la « taxe de vente » prélevée sur les produits manufacturés, de 4 % sur les alcools et de 6 % sur le tabac.

Les sociétés sont également mises à contribution puisque, à partir de 1987, leurs bénéfices seront soumis à une taxe supplémentaire de 3 %. Certains avantages fiscaux seront en outre supprimés. En revanche, *« parce qu'elles créent des emplois »*, les petites et moyennes entreprises auront droit à quelques privilèges, en particulier une réduction de 1 % à 2 %, selon les secteurs, de l'impôt sur les bénéfices.

Le gouvernement devra, lui aussi, faire des économies (500 millions cette année) par une réduction des effectifs de la fonction publique (suppression de 5 000 postes) et par l'abandon de certaines dépenses qui restent à déterminer. Pour la troisième fois en moins de deux ans, les ministres et les députés donneront l'exemple en acceptant une légère baisse de leurs émoluments. M. Wilson a enfin indiqué qu'il devait revenir sur deux promesses de son gouvernement : les dépenses militaires et l'aide au développement augmenteront à un rythme moins rapide que prévu.

La confiance des investisseurs

Le gouvernement conservateur, qui se targue d'avoir créé 580 000 emplois depuis son arrivée au pouvoir en septembre 1984, souhaite réduire ses interventions dans ce secteur. Son action sera avant tout dirigée vers le rétablissement de la confiance des investisseurs, notamment par *« la réduction du déficit qui entraînera une baisse des taux d'intérêt, une croissance plus rapide et des emplois plus nombreux »*. De plus, selon M. Wilson, son gouvernement est *« disposé à faciliter l'établissement de centres bancaires internationaux à Montréal et à Vancouver pour promouvoir les intérêts commerciaux du Canada en Europe et dans les pays du Pacifique »*.

Le budget a été mal reçu par les syndicats et les partis d'opposition, qui reprochent au gouvernement de pénaliser surtout les familles à revenus modestes. Ils sont cependant soulagés de constater que les programmes sociaux ne sont pas touchés, tout en sachant que ce n'est que partie remise.

En revanche, les milieux d'affaires, qui exigeaient une réduction substantielle du déficit, ont bien accueilli les mesures annoncées par le gouvernement. *« C'est un pas dans la bonne direction*, a déclaré M. Hamel, le président de la chambre de commerce du Canada. *Mais j'aurais aimé un budget encore plus dur. »*

L'accueil a été tout aussi favorable à New-York, où environ deux cents hommes d'affaires ont assisté au consulat canadien à la retransmission en direct du discours du budget. *« Les investisseurs étrangers devraient être rassurés »*, a déclaré l'un d'eux, reflétant semble-t-il le sentiment de Wall Street à l'égard du Canada.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LA CHINE NE COMMANDERA PAS DE TROISIÈME RÉACTEUR NUCLÉAIRE AVANT 1991

Pékin. — *La Chine a suspendu pour cinq ans au moins son projet de construire une troisième centrale nucléaire* à Sunan, dans la région de Shanghai, a-t-on appris lundi 3 mars à Pékin de source occidentale bien informée. De même source, on a indiqué que le gouvernement chinois avait décidé de supprimer le projet de Sunan de son VIIe Plan quinquennal (1986-1990), qui soit être soumis fin mars à l'Assemblée nationale populaire (Parlement chinois).

Le projet de la centrale de Sunan, pour lequel la firme ouest-allemande Kraftwerk Union et la française Framatome étaient en compétition, comprenait l'achat de deux réacteurs nucléaires de 1 000 MW, d'une valeur totale de 2 milliards de dollars. Son ajournement correspond à la volonté du gouvernement chinois de faire des économies à la suite de son déficit commercial record, qui a atteint plus de 14 milliards de dollars en 1985. Sunan était la troisième centrale nucléaire dont la Chine avait officiellement annoncé la construction. Elle s'inscrivait initialement dans un programme ambitieux d'édification d'une dizaine de centrales nucléaires d'ici à l'an 2000, programme qui avait cependant été très vite revu en baisse. — (*AFP*.)

● **L'Egypte retarde sa décision.** — L'Egypte vient de demander aux sociétés qui avaient soumissionné pour la construction d'un réacteur nucléaire à 160 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie, de maintenir leur offre jusqu'au 31 juin. KWU, les Américains de Westinghouse et la firme française Framatome sont sur les rangs. C'est la seconde fois que l'Egypte, en pleine crise financière, retarde sa décision.

TRANSPORTS

LA COUR DE CASSATION DONNE TORT AUX PILOTES LICENCIÉS PAR AIR AFRIQUE

La Cour de cassation vient de mettre un point final au litige qui opposait la compagnie multinationale africaine Air Afrique aux cinquante-six pilotes et officiers mécaniciens français que celle-ci avait licenciés à la suite d'un jugement du tribunal d'Abidjan à la fin de 1984 pour s'être mis en grève sans respecter le préavis prévu par la législation sociale ivoirienne.

Dans quatre arrêts successifs, la Cour de cassation française a repoussé l'ultime argumentation des pilotes licenciés qui plaidaient la compétence des juridictions françaises. Elle a estimé que seule la loi ivoirienne s'appliquait au personnel navigant technique d'Air Afrique, car celui-ci *« exerçait exclusivement son activité sur des appareils ayant la nationalité ivoirienne, en vertu de la convention de Chicago du 7 décembre 1944 »*.

● **Entraide pour les familles des disparus du *Snekkar-Artic*.** — La caisse de secours des marins de Fécamp, après le naufrage du chalutier *Snekkar-Artic*, lance un appel pour venir en aide aux familles des disparus. On peut adresser les dons au compte du Crédit lyonnais no 51494 F, 32, rue Félix-Faure, 76400 Fécamp.

AFFAIRES

La Fédération nationale des coopératives de consommateurs en voie de liquidation

La Fédération nationale des coopératives de consommateurs — la plus vieille des organisations de consommateurs, puisqu'elle fait remonter son existence à plus d'un siècle — est-elle en train de mourir ? La survie du mouvement ayant été prise en main par le conseil exécutif composé des responsables des quatre sociétés régionales encore saines (Saintes, Strasbourg, Rouen, Château-Thierry), la FNCC, ainsi que ce qui reste de la centrale d'achat et des services du groupe commercial, la SGCC (Société générale des coopératives de consommation), vient de quitter l'orgueilleux immeuble des quais Le Gallo (Boulogne), vendu parmi les actifs négociables. Le repli d'une centaine de personnes dans un modeste local de Puteaux n'est que l'avant-dernière étape de la disparition de la SGCC, qui restera holding industriel mais n'aura plus d'activité de centrale d'achat.

Quant à l'organe « politique » du mouvement, il perd ses responsabilités de gestionnaire. Que lui reste-t-il ? La tâche d'organiser la réflexion du mouvement coopératif au travers des congrès nationaux et celle de faire face aux obligations qui sont les siennes d'organisation de consommateurs.

Le licenciement de 166 personnes laisse plein d'amertume ceux des cadres qui, permanents du mouvement coopératif, se sont dévoués depuis souvent plus de quinze ans aux actions coopératives. Ainsi s'explique le communiqué laconique et désespéré annonçant que *« par suite de la suppression de toutes ressources »*, la FNCC *« se trouve en voie de liquidation »*. Ce communiqué a été diffusé par Jacques Semler-Collery, qui fut la cheville ouvrière des actions consuméristes.

Il restera, pour assumer les tâches, un secrétaire général et deux secrétaires, nous a dit M. Jean Grave, président du conseil exécutif. Selon lui, la FNCC demeure en tant qu'organisation de consommateurs, mais ce sont des élus régionaux (administrateurs de sociétés régionales) ou des permanents locaux qui prendront en charge les tâches de représentation dans les instances consuméristes. Quant aux actions de formation (comme les Forums et Journées du jeune consommateur, les bagarres autour de médicaments comme l'affaire Prodol ou le Clioquinol ou, en 1972, le premier et unique Salon de la consommation), il semble bien qu'elles doivent se faire uniquement au plan local, sans coordination nationale.

Enfin, le prochain congrès, dont personne ne peut dire si et quand il aura lieu (en bonne démocratie coopérative, il aurait dû décider du sort de la FNCC), ne pourra qu'entériner les décisions du conseil exécutif. Nécessité fait loi.

Il reste que le mouvement coopératif français, qui sur le plan commercial peut sans doute encore se redresser, donne bien l'image de ce que de nombreux penseurs de la coopération, de Charles Gide à Henri Desroche, craignaient *le plus* : des coopératives sans coopérateurs.

La FNCC, dès l'origine, a souffert de deux péchés : le premier est sans doute de n'avoir pas su, en tant que centrale gestionnaire, faire des sociétés régionales un véritable groupe industriel et commercial, géré sainement et où les pertes de rentabilité seraient sanctionnées.

Le second est d'avoir fait financer ses actions consuméristes (qui furent importantes et souvent efficaces) par le réseau commercial.

Le recours à une cotisation annuelle demandée à chaque coopérateur de base (et il existe en France de nombreux militants de la coopération actuellement désemparés) aurait sans doute permis une survie du mouvement. Les technostructures, au fil des décennies, ne l'ont pas voulu. Peut-être n'est-il pas trop tard...

JOSÉE DOYÈRE.

ENTREPRISES

CNIT : les concurrents de l'OPA se mettent d'accord

Le consortium Accor-SARI et le groupe Bouygues, qui s'opposaient dans l'OPA (offre publique d'achat) sur le CNIT de la Défense, se sont mis d'accord, annonce un communiqué des trois groupes. *« Un accord est intervenu entre les participants pour réaliser le programme d'équipements collectifs et d'aires d'exposition tel qu'il est souhaité par les institutions régionales et communales dans le cadre de leurs préoccupations d'intérêt général »*, indique le communiqué. En décembre dernier, Accor et SARI avaient déclenché une OPA sur les actions du CNIT en proposant un prix d'achat de 1 500 F par action. Bouygues, avec le soutien d'organisateurs de salons, avait proposé, dans sa contre-OPA, un prix de 1 650 F.

Bull : retour aux bénéfices

Bull, numéro un français de l'informatique, a enregistré un bénéfice net consolidé de 110,2 millions de francs en 1985, contre une perte de 489 millions en 1984. Le groupe renoue ainsi avec les bénéfices, après quatre exercices déficitaires. Ce profit, plus élevé que prévu, représente 0,7 % du chiffre d'affaires. Le redressement s'explique notamment par des gains de productivité importants (environ 18 % par an depuis 1982) et une diminution sensible des frais financiers tombés de 9 % du chiffre d'affaires en 1982 à moins de 3 % en 1985.

Electroménager : Electrolux propose de racheter le no 3 américain

Le groupe suédois Electrolux, un des premiers fabricants mondiaux d'appareils ménagers, propose de racheter, pour près de 700 millions de dollars (4,9 milliards de francs), White Consolidated Industries (les marques Frigidaire, Gibson et Kelvinator). Cette offre publique d'achat est « amicale », donc soumise à l'accord du conseil d'administration de la firme américaine. Si cette transaction se réalisait, White Consolidated (qui, pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars, a réalisé un bénéfice avant impôts de 51 millions de dollars en 1985) fusionnerait avec DMT Holding, la filiale américaine d'Electrolux. Cette filiale a réalisé, l'année dernière aux Etats-Unis, 1 milliard de dollars de ventes (sur 4,6 milliards au total pour l'ensemble du groupe suédois).

Carita racheté par le japonais Shiseido

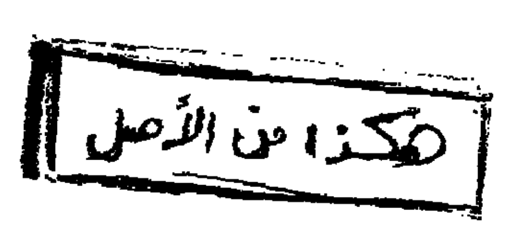
Le groupe Shiseido, numéro un japonais et numéro trois mondial des cosmétiques, vient de racheter, avec l'assistance de la Banque Lazard Frères, pour 5 millions de dollars la firme Carita, le célèbre salon de coiffure parisien, qui fait aussi des produits de beauté. Carita dépendait, depuis trois ans, de la société américaine Playtex. Avec un chiffre d'affaires de 80 millions de francs, deux cents salariés et des exportations atteignant 50 % du chiffre d'affaires orientées pour les trois quarts vers le Japon, Carita va permettre à Shiseido de développer une ligne de produit haut de gamme. Un Français, M. J.-F. Lamson, conservera la direction générale de Carita.

Composants : Pechiney reprend les boîtiers de protection de Thomson

Pechiney va reprendre l'activité boîtiers céramiques de protection des semi-conducteurs de Thomson afin de constituer un pôle français de développement dans ce secteur, à travers Xeram, la filiale spécialisée créée par Pechiney en 1985. Cette reprise comprend l'usine Thomson de Bollène (Vaucluse) et les services commerciaux, soit au total 236 personnes, pour une activité de 100 millions de francs.

M. de Benedetti demande une assemblée des actionnaires de Valeo

« L'assemblée des actionnaires du groupe Valeo doit être convoquée avant la fin du mois de mars pour décider d'une augmentation de capital », a déclaré, le lundi 3 mars en Italie, M. de Benedetti, administrateur délégué de la CIR, devenue le principal actionnaire (avec 19 %) du no un français de l'équipement automobile. Interrogé sur le sort de M. Boisson, PDG de Valeo, M. de Benedetti a estimé que celui-ci devrait *« changer d'habitude »* (c'est-à-dire gérer en tenant compte des actionnaires) ou *« changer d'entreprise »*. Il a également affirmé que tous les partenaires consultés (autres actionnaires, principaux clients, gouvernement français...) avaient considéré comme positive l'entrée dans Valeo d'un groupe européen plutôt que japonais ou américain.



هكذا من الأصل

AFFAIRES

DEUX MOIS APRÈS SON ENTRÉE DANS LA CEE

L'Espagne fait jouer la clause de sauvegarde sur la sidérurgie

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – L'Espagne va être autorisée à freiner ses importations de produits sidérurgiques sensibles en provenance des autres pays de la Communauté. La Commission européenne a, en effet, annoncé le lundi 3 mars aux ministres de l'indusrie des Douze, qui étaient réunis à Bruxelles, son intention d'accueillir favorablement la demande de mise en œuvre de la clause de sauvegarde présentée par Madrid.

N'est-il pas préoccupant que, deux mois après son adhésion, l'Espagne demande à se soustraire aux contraintes du libre-échange communautaire ? *« Les circonstances le justifient et la Commission l'a reconnu d'emblée »*, a répondu le porte-parole de M. Karl Heinz Narjes, vice-président de la Commission chargé des affaires industrielles. De fait, les négociants des Dix, profitant de la période de flottement administratif qui a accompagné l'adhésion, ont fortement accru leurs livraisons outre-Pyrénées. En janvier 1986, les importations espagnoles de produits sidérurgiques en provenance des Dix ont dépassé 200 000 tonnes, au lieu des 120 000 tonnes en moyenne mensuelle en 1985.

Les Espagnols évaluent pour leur part cette moyenne mensuelle à 90 000 tonnes, et, pour certains produits plats, la progression a dépassé 200 %. L'Espagne demande l'application de la clause de sauvegarde pour trois ans avec limitation des importations à un niveau se situant autour du million de tonnes. Ces importations, qui ont été de 958 000 tonnes en 1983, sont passées à 1 200 000 tonnes en 1984 et à 1 440 000 tonnes en 1985. La Commission, qui va en débattre cette semaine, n'ira pas aussi loin que le demande Madrid.

M. Narjes a parlé d'un plafond *« équitable »*. En outre, il a fait connaître l'intention de la Commission d'intégrer l'Espagne dès 1987 dans le régime des quotas de production qui est appliqué au reste de la Communauté depuis six ans. La Commission s'était prononcée pour la libéralisation rapide de ce régime, c'est-à-dire pour la suppression des quotas et le retour à la liberté de production et des prix. Ainsi, en 1985, 13 % des produits soumis au contingentement obligatoire de la production, ont été libérés.

Cet épisode espagnol confirme que le retour au libre-échange pourrait ne pas s'accomplir aussi vite qu'on le souhaitait à Bruxelles. Dans le sens inverse, pour mettre un peu de baume au cœur des Espagnols, la Commission a décidé de les autoriser à exporter vers la Communauté, en 1986, 850 000 tonnes de produits sidérurgiques au lieu des 827 500 tonnes prévues dans le traité d'adhésion.

PHILIPPE LEMAITRE.

COMPRENNE QUI PEUT

Les industriels français, qui, depuis longtemps, accusent le label « made in », obligatoire notamment sur les vêtements, d'induire les consommateurs en erreur, ont une nouvelle raison de se plaindre : son application simplifiée, pratiquée dans les catalogues de vente par correspondance, déforme encore plus l'information, déjà confuse, de l'origine du produit.

Un décret de 1983 exige que tous les vêtements commercialisés en France portent une étiquette d'origine. Tous, sauf ceux provenant des partenaires européens – une dérogation imposée par le droit communautaire.

Selon les professionnels, le marquage d'origine – qui n'existe pas dans tous les pays de la CEE – pénalise les Français. Ainsi, un industriel ouest-allemand qui sous-traiterait sa production à Taïwan pourrait exporter en France des produits sans étiquette, alors que son homologue français, dans les mêmes conditions, devra apposer la mention « made in Taïwan ». Impossible de reconnaître à coup sûr les vêtements façonnés à l'étranger.

Ces critiques durent depuis deux ans. Mais le débat a été relancé récemment par l'Union des industries d'habillement, qui a remarqué le régime assoupli accordé aux organismes de vente par correspondance. En matière de provenance d'origine, en effet, leur catalogue n'offre que deux possibilités : le label « importé » ou l'absence de mention que le produit soit alors « made in France » ou qu'il vienne d'un pays de la CEE dispensé de marquage. Au consommateur de comprendre qu'un produit non marqué « importé » peut venir des pays de la CEE, du Sud-Est asiatique ou de l'île Maurice.

D. B.

A Caen

M. MEXANDEAU LANCE LA CARTE A MÉMOIRE « MULTISERVICES »

(De notre envoyé spécial.)

Caen. – La monétique est entrée dans l'âge adulte avec le lancement commercial, lundi 3 mars à Caen, de la première carte à mémoire « multiservices ». Présentée par M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, cette carte bancaire à microprocesseur devrait permettre aux titulaires de compte-chèques postaux caennais de prélever directement sur leur compte les sommes nécessaires pour payer les communications téléphoniques effectuées dans les publiphones à carte (1).

C'est la première fois qu'une « carte à puce » est utilisée à des fins essentiellement financières. Jusqu'à présent, ces cartes n'étaient mises en vente que pour la réalisation d'un service particulier : c'est le cas actuellement de la télécarte ou de la carte « télécommunication » pour le règlement des communications téléphoniques établies à partir d'un publiphone. Désormais, pour le téléphone, et à partir de la fin du mois pour d'autres services (commerces, grandes surfaces...), la carte mixte (à piste et à puce) met en prise directe un service financier (ici les CCP) et des services commerciaux.

Cette opération fait figure de test en grandeur nature dans la ville, qui, comme Blois et Lyon, avait accueilli, en 1982, l'expérience monétique IPSO. Elle devrait rapidement s'étendre aux zones prioritaires définies par le GIE Carte bancaire pour le plan carte à mémoire (Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur), une fois la preuve faite par les services financiers de la poste que ce nouveau type de transfert de fonds sur une petite application commerciale ne perturbe en rien les services bancaires.

Pour arriver à ses fins, M. Louis Mexandeau a fait appel aux industriels (Paimatec-Schlumberger et Crouzet) afin d'harmoniser dans les deux mois l'ensemble des dix mille publiphones installés en France et de les adapter à ce nouveau type de carte. Le ministre s'est tourné également vers les banques afin qu'elles proposent, pour les deux années à venir, un nouveau taux, plus attractif, de la commission imposée sur les transactions effectuées par ce nouveau mode de paiement (5 % à 6 % serait « raisonnables », selon le ministre, contre les 6,5 % avancé par les banques).

En clair, les PTT veulent bien encore une fois jouer le rôle de locomotive. Faut-il encore que toutes les voitures suivent...

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Une expérience est menée parallèlement à Blois et à Rennes, pour d'autres applications.

EN BOURSE

Asystel : une autre SSII au second marché de Paris

Le secteur des SSII (sociétés de services en ingénierie et informatique) cotées en Bourse s'est enrichi d'une nouvelle entreprise depuis le 4 mars. Ce jour-là, 100 000 actions (soit 10 % du capital) d'Asystel ont été, en effet, proposées au public, au prix d'offre minimum de 150 F par action. Cette opération, qui s'est déroulée selon la procédure ordinaire, est conduite par le Crédit commercial de France (CCF), la Compagnie financière (Ed. de Rothschild) et la charge d'agents de change Melendès.

Une fois cette introduction réalisée, l'entreprise, qui emploie soixante-quinze personnes, dont quarante-cinq cadres, disposera d'un capital réparti entre M. Alain Obadia, président, qui conservera 38,5 %, Locamic SA, du groupe CCF (33,7 %), M. Jean-Louis Bouchard (11,6 %), la société IGF France (5,9 %) pour l'essentiel. Depuis sa création, en septembre 1981, son activité initiale de *« prestations machine »* (énergie-temps partagé), a fortement diminué, pour ne représenter plus, fin 1985, que 12,6 % du chiffre d'affaires. La société a plutôt choisi de développer le secteur ventes de matériels (plus de 40 %), depuis la signature avec IBM d'accords de distribution de la gamme PC lancée en 1982 par le constructeur américain.

L'autre grand axe est la location – clé en main – de systèmes informatiques. Outre un réseau de six cents terminaux connectés sur les ordinateurs d'Asystel, la société cherche à élargir son implantation géographique sous forme de franchise. Une première agence a été ouverte, en mai dernier, à Toulouse, les suivantes devant être créées à Lyon, à Grenoble, à Marseille, à Bordeaux, à Lille et à Strasbourg.

Ventilé actuellement à hauteur de 59 % entre les prestations de services et de 41 % dans la vente de matériels, le chiffre d'affaires consolidé de cette entreprise est passé de 1 million de francs l'année de sa création à 98 millions en 1984 et 192 millions un an plus tard. Pour l'exercice en cours, Asystel devrait, selon l'étude présentée par l'agent de change, réaliser un chiffre d'affaires de 330 millions de francs et dégager un bénéfice net de 16 millions, contre 9,3 millions l'année précédente. Ce qui correspond à un ratio de 9,4 fois le bénéfice net prévu pour 1986 (16 F par action), sur la base d'un prix d'offre de 150 F par titre et de 6 fois les résultats 1987 (24 F par action).

Un ratio très inférieur à l'actuel taux de capitalisation du second marché (16 fois les résultats escomptés pour 1985 en moyenne) et au-dessous de la moyenne (14,4 fois) établie pour quatre entreprises déjà cotées en Bourse et assez proches, par certains côtés de l'activité d'Asystel, à savoir CCMC, CDME, MB Electronique et Metrologie International.

SERGE MARTI.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 mars

Sévère recul

La semaine a mal commencé pour les valeurs françaises, qui, poursuivant leur baisse des séances précédentes, ont perdu 2,5 % en moyenne après les 2,15 % du vendredi précédent.

Parmi les valeurs les plus touchées, citons la CFDE (– 10 %), Ciments français (– 10 %), L'Oréal (– 8,5 % après – 10,6 %), ELF-Aquitaine (– 7 %), Générale des Eaux (– 6,5 %), Lafarge (– 6 %), Thomson-CSF (– 5 %), Raffinage-Distribution (– 5 %), Peugeot (– 5 %).

Quelques rares hausses ont été enregistrées : Club Méditerranée (+ 5 %), Eurafrance (+ 3,8 %), Printemps (+ 3,8 %), Moteurs Leroy-Somer (+ 1,5 %).

Ainsi, les gains réalisés depuis le début du nouveau mois boursier, le 21 février, ont été effacés, et même au-delà, puisque, sur certains titres, les reculs sont supérieurs aux 6,5 % de hausse enregistrés du vendredi 21 au lundi 24 février, début du recul.

Commentaire général autour de la corbeille : « On a secoué le prunier : cela devait bien arriver. » Effectivement, les spéculateurs ont commencé à prendre leurs bénéfices après les progressions parfois effarantes réalisées auparavant, et on a noté des ventes étrangères, notamment en provenance de Londres, où le sentiment que la baisse du dollar pourrait se ralentir ou s'arrêter a incité les acheteurs à prendre leurs bénéfices de change. « Le charme est rompu », entendait-on sous les colonnes, où l'on reconnait, toutefois l'évolution des marchés était hors de contrôle, avec des bonds quotidiens de plus de 10 % sur certaines valeurs

Sur le marché des obligations, la stabilité a régné après la très forte hausse des jours précédents, notamment vendredi.

Le lingot a gagné 450 F à 75 350 F et le napoléon 1 F à 580 F.

NEW-YORK

Prises de bénéfices

L'indice Dow Jones est retombé au-dessous de la barre des 1 700 à New-York, s'établissant à 1 696,21, en recul de 12,84 points. Ce recul est attribué à des ventes bénéficiaires après la série de records enregistrés récemment à Wall Street, qui avaient, précisément, porté l'indice Dow Jones au-dessus de 1 700, record absolu établi à la veille du week-end.

Selon les analystes, les opérateurs ont estimé qu'une période de « correction » s'imposait maintenant, pouvant s'étendre sur plusieurs semaines. On a remarqué, notamment, la faiblesse du comportement de l'informatique et de celui du pétrole, à la suite de la nouvelle baisse des prix du brut, qui s'acheminent vers 12 dollars le baril.

La baisse des cours des actions, toutefois, a été freinée par la nouvelle hausse des obligations, favorisée par l'accentuation de la détente sur les taux d'intérêt à moyen et à long terme, au plus bas depuis huit ans. White Industries, troisième producteur mondial d'électroménager, a vu son titre bondir de 10 dollars, à 48,8 dollars, après l'offre d'achat déposée par Electrolux.

VALEURS	Cours du 28 fév.	Cours du 3 mars
Alcoa	44 1/2	43 1/2
A.T.T.	22 5/8	22 5/8
Boeing	53 3/8	52 7/8
Chase Manhattan Bank	43 1/2	43 1/8
Du Pont de Nemours	72	70 5/8
Eastman Kodak	56	55
Exxon	52 3/8	52 7/8
Ford	71 3/4	71 1/4
General Electric	77 1/2	78 7/8
General Motors	77 7/8	77 1/2
Goodyear	36 7/8	34 3/4
I.B.M.	161	151 7/8
I.T.T.	44 5/8	44 1/2
Mobil Oil	29 1/4	28 5/8
Pfizer	53 3/8	55
Schlumberger	30 1/4	29 7/8
Texaco	29 3/4	29
U.A.L. Inc.	58 5/8	58
Union Carbide	95 3/4	97 1/2
U.S. Steel	23 5/8	23 5/8
Westinghouse	48 3/4	48 1/4
Xerox Corp.	70 3/8	69

AUTOUR DE LA CORBEILLE

RADAR : LE CONFLIT SE DURCIT. – Après la surenchère effectuée par M. Maurice Bidermann sur les actions Radar, son offre étant portée de 230 F à 250 F, les administrateurs de Radar, qui déclarent représenter plus de 50 % du capital, réaffirment leur intention de s'en tenir au protocole d'accord signé précédemment avec les principaux actionnaires de Primistères, MM. Amar et Gaith Pharaon.

Au terme de ce protocole, ils apporteraient leurs titres à l'OPA déposée par Primistères à 210 F, ce qui, en théorie, devrait assurer son succès, puisqu'ils représentent près de 80 % du capital de Radar.

M. Bidermann réagit avec violence, estimant que l'esprit des OPA n'est pas respecté. Mais un problème juridique se pose : la réglementation actuelle ne prévoit pas que le dépôt d'une OPA rende caducs les accords antérieurs.

Néanmoins, un actionnaire minoritaire de sociétés qui vont apporter leurs titres peut intenter une action en abus de droits sociaux.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	28 fév.	3 mars
Valeurs françaises		
Valeurs étrangères		

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	28 fév.	3 mars
Indice général	312,9	303

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 4 mars

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3 mars	4 mars
1 dollar (en yens)	180	178,85

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	32 40	1 266
5 %	....	0 425
3 % amort. 45-54	....	1 767
Emp. 7 % 1973	7180	..
Emp. 8,80 % 77	122	6 871
9,80 % 78/93	100 60	6 310
8,80 % 78/86	98 99	1 977
10,80 % 79/94	104	5 356
13,25 % 80/90	107 90	9 947
13,80 % 80/87	106 75	5 255
13,80 % 81/89	111 30	1 815
16,75 % 81/87	110 29	8 031
16,20 % 82/90	121 46	2 219
16 % juin 82	122 30	11 748
E.D.F. 7,8 % 61	....	1 614
E.D.F. 14,5 % 80-92	111	9 975
Ch. France 3 %	162	..
CNB Bques janv. 82	101 80	1 832
CNB Paribas	104 50	1 832
CNB Suez	104 50	1 832
CNI janv. 82	101 89	1 832
CNI 10,90 % déc. 85	106 90	1 720

BOURSE DE PARIS — Comptant — 3 MARS

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	258	258	Meridionale Part.	314	328 80 d
A.G.F. (St Cent.)	6720	6950	M.H.	94 50	98 20
André Roudière	263	255	Métal Déployé	385	390
Applic. Hydraul.	560	560	Mors	160 10	168 50
Arbel	100	100	Navel Worms	131 30	158 20
Astorg	282	278	Navig. (Nat. de)	130 30	130 30
Avenir Publicité	1200	1151	Nicolas	572	625 d
Bain C. Monaco	590	....	OPB Paribas	505	505
Banque Hypoth. Eur.	390	....	Optorg	180	172 80
B.G.I.	338	372 80	Origny-Desvroise	334 90	320
Blanzy-Ouest	461	483	Palais Nouveauté	560	....
B.N.P. Intercontin.	270	269 20	Paris France	301	....
Bénédictine	3840	3800	Paris-Orléans	255	255
Bon-Marché	465 50	....	Part. Fin. Gest. Im.	1685	1645
Caff	711	715	Pathé-Cinéma	249	245
Cambodge	258	381 d	Pechiney (cert. inv.)	265	261
C.A.M.E.	168	174 80 d	Piles Wonder	1030	1030
Campenon Bern.	225	....	Piper-Heidsieck	615	640
Carbone-Lorraine	470	475	P.L.M.	245	248
C.E.G.Frig.	598	....	Porcher	280	300 d
Centen. Blanzy	1833	1965	Providence S.A.	2580	2653
Cenmat (Ny)	141	145	Publicis	1810	1815
Cerabati	98 40	102 40	Raff. Souf. R.	229	....
Chambourcy (M.)	1080	1080	Révillon	400	400
Champex (Ny)	132	137	Rhône-Poul. (c. inv.)	424	407
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Ricqlès-Zan	140	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Rochefortaise S.A.	245	240
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Rochette-Cenpa	63 35	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Rosario (Fin.)	224	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Rougier et Fils	70	....

[illegible]

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

Étrangères

[illegible]

SICAV 3/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]								

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1545	4,5 % 1973	1590	1620	1628	+ 3 03
3700	C.N.E. 3 %	3920	3920	3920	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
220	Elf-Aquitaine	233	219	[illegible]	[illegible]
205	— (certific.)	223	211 90	[illegible]	[illegible]
1830	Epeda-B-Faure	1850	1770	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
500	Du Pont-Nem.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	– 3 76
365	Eastman Kodak	406	407	404	– 1 19
37	East Rand	41 10	41 75	41 90	+ 7 69
250	Electrolux	243 50	240	240	– 0 45
240	Ericsson	241 60	246 20	249	+ 1 40
370	Exxon Corp.	382	384 50	384 50	....
500	Ford Motors	512	506	506 c	– 2 50
....	Freegold	81 80	83 50	83 90	– 2 47
91	Gencor	103 20	102 50	102 50	– 2 81
535	Gén. Electr.	545	554	554	+ 2 08
355	Gén. Belgique	387	389 90	390	+ 0 89
575	Gen. Motors	581	588	588	– 3 49
49	Goldfields	48 30	48 50	49	– 1 85
40	Gd Metropolitain	43 20	41 90	42 10	– 2 76
90	Harmony	96 80	98 95	98 95	– 1 89

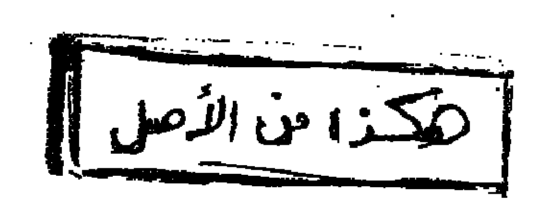
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
210	Schlumberger	[illegible]	[illegible]	[illegible]	– 1 92
69	Shell transp.	72 60	71 20	71 20	+ 1 31
2350	Siemens A.G.	2275	2303	2305	+ 0 65
140	Sony	136 60	137	137 50	+ 1 74
145	T.D.K.	143 50	146	146	+ 1 82
14	Toshiba Corp.	13 70	13 95	13 95	– 0 19
1010	Unilever	1002	1000	1000	+ 0 13
375	Unit. Techn.	382 50	380	383	– 1 12
595	Vaal Reefs	625	629	618	+ 0 81
315	Volvo	305 50	308	308	+ 1 30
290	West Deep	306	310	310	– 0 59
485	Xerox Corp.	503	501	500	+ 2 53
1 58	Zambia Corp.	1 58	1 60	1 62	

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 830	6 831	6 630	7 150
ECU	6 627	6 611	....	....
Allemagne (100 DM)	307 700	307 650	298	316
Belgique (100 F)	15 026	15 023	14 550	15 400
Pays-Bas (100 fl.)	272 420	272 380	263 500	280 500
Danemark (100 krd)	83 250	83 230	79	86
Norvège (100 k)	97 670	97 440	94 500	101
Grande-Bretagne (£ 1)	10 014	9 810	9 500	10 200
Grèce (100 drachmes)	4 950	4 950	3 800	5
Italie (1 000 lires)	4 515	4 521	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	364 650	364 320	354	373
Suède (100 krs)	95 380	95 120	93	98 500
Autriche (100 sch)	43 800	43 790	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	4 871	4 873	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 660	4 637	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	4 760	4 783	4 550	4 850
Japon (100 yens)	3 798	3 803	3 630	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/3
Or fin (kilo en barre)	74800	75150
Or fin (en lingot)	74850	75400
Pièce française (20 fr)	579	582
Pièce française (10 fr)	475	.....
Pièce suisse (20 fr)	540	546
Pièce latine (20 fr)	501	525
Souverain	530	626
Pièce de 20 dollars	3455	3505
Pièce de 10 dollars	1840	1800
Pièce de 5 dollars	1190	.....
Pièce de 50 pesos	3300	3250
Pièce de 10 florins	522	524
Or Londres	338 25	339 45
Or Zurich	337 50	339 50
Or Hongkong	337 65	339 85
Argent Londres	5 91	5 65



هكذا من الأصل

Le Monde

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les séquestrés de Talloires

M. et Mme Jean-Claude Duvalier, ainsi que les neuf membres de sa famille, installés depuis le 7 février à l'hôtel de l'*Abbaye*, à Talloires (Haute-Savoie), sauront le 5 mars si le tribunal des référés de Paris estime fondée l'action par laquelle ils lui ont demandé de constater et de faire cesser des *« voies de fait »* dont ils s'estiment victimes de la part de l'Etat français. Car, s'il y a une légende des prisons quatre étoiles, ils assurent, eux, qu'un hôtel quatre étoiles peut bel et bien devenir prison.

On plaidait donc sur ce thème, lundi 3 mars, sous les plafonds fleuris de la première chambre civile. Au nom du président déchu de la République de Haïti et de tous les siens, Me Sauveur-Vaisse n'y est pas allé par quatre chemins. S'il a assigné le ministre de l'intérieur, celui des relations extérieures et le commissaire de la République de la Haute-Savoie, c'est parce que, sur leurs instructions, ses clients sont aujourd'hui soumis à des conditions de résidence *« qui portent atteinte à leur santé physique et morale et que rien ne saurait justifier juridiquement »*.

Sans doute Me Vaisse sait bien que l'Etat invoque deux actes administratifs pris l'un le 14 février, l'autre le 17 février. Le premier est effectivement un arrêté d'expulsion visant M. et Mme Jean-Claude Duvalier. Le second est un arrêté d'assignation à résidence. Mais, pour Me Vaisse, ce sont des actes *« inexistants »*, ni l'un ni l'autre n'ayant été signifiés aux intéressés. De surcroît, l'arrêté d'assignation à résidence ne mentionne même pas le lieu de cette résidence.

Dès lors, il n'y a rien qui puisse justifier le régime imposé aux exilés de Talloires. Tout, là, est *« illicite »* et contrevient à l'acceptation par la France d'accueillir, fût-ce momentanément, un homme qui, selon son défenseur, par sa décision de s'effacer personnellement, évitait un bain de sang dans son pays et y permettait l'installation de la démocratie. Au reste, lorsqu'il débarque d'un avion de l'US Air Force, le 7 février, à l'aéroport de Grenoble-Saint-Geoirs, ne fut-il pas accueilli par un préfet de la République ?

Une dizaine de manifestations

D'où serait donc venu ce durcissement qui fait que, aujourd'hui, M. Duvalier ne peut recevoir personne, ne dispose plus de la liberté d'aller et de venir et que ses enfants doivent vivre en claquemurés ? Me Vaisse en donne pour seule raison *« le déchaînement »* qu'entraîna la présence en France de M. Duvalier et de sa famille. C'est pour cela, assure-t-il, qu'on s'est empressé de proclamer que le gouvernement ne garderait pas plus de huit jours ces indésirables.

Mais c'est en vain qu'on chercha une autre terre d'accueil après qu'on eut envoyé à M. Duvalier un émissaire qui lui présenta, dûment remplie et préparée, une demande d'asile au Liberia. A cela, toujours dans la thèse de Me Vaisse, le président déchu répondit par une demande tendant à obtenir de l'Office français des réfugiés et apatrides (OFRA) un statut de réfugié politique. Mais là encore, sa demande fut rejetée ainsi que celle de sa femme. Les autres sont demeurées sans réponse.

Dès ce moment, assure Me Vaisse, le gouvernement français va transformer les mesures prises à Talloires au nom de la sécurité, en mesures de véritable réclusion et même de séquestration. C'est que *« l'on veut absolument que M. Duvalier et sa famille se sentent isolés. On leur refuse tout contact avec la presse, toute sortie, même anodine. On s'oppose à tout changement de résidence. Cela au nom de la sécurité alors que la présence de Jean-Claude Duvalier à Talloires n'a jamais entraîné autre chose qu'une dizaine de manifestations qui n'ont réuni chacune jamais plus de trente personnes avinées. En fait, on veut user leur résistance par un détournement de pouvoir flagrant »*.

> *M. Jean-Claude Duvalier a assigné deux ministres. Il estime que ses conditions actuelles de résidence (120 000 francs par jour) portent atteinte à sa « santé physique et morale » et à celle de sa famille.*

Cela paraît d'autant plus *« intolérable »* à Me Vaisse que son client ne fut pas, dans son pays, un homme aussi néfaste qu'on le prétend. Et il a cité des propos du pape, des rapports d'Amnesty International constatant que, sous son autorité, Haïti évoluait quand même, que les disparitions et les tortures y étaient devenues moins fréquentes qu'au temps de son père.

Comme Somoza ou Bokassa

Ce noir tableau des méthodes françaises, comme ce tableau embelli de Haïti sous Jean-Claude Duvalier, Me Georges Kiejmann, qui plaidait pour les ministres mis en cause, devait le refuser.

« S'il y eut moins de disparitions et de tortures sous Jean-Claude Duvalier, cela implique bien qu'il y en avait encore, glissa-t-il au passage. *Et comment se fait-il qu'aucun pays ne veuille recevoir, aujourd'hui, cet homme, alors que des dictateurs, comme Somoza ou Bokassa, ont connu des sorts moins rigoureux ? »*

Pour Me Kiejmann, l'affaire est simple en fait comme en droit. En fait d'abord. Le 7 février, le gouvernement français, pour faciliter une transition démocratique à Haïti, a accepté que M. Jean-Claude Duvalier vienne en France avant de gagner un autre pays. Il était donc bien spécifié qu'il ne pouvait s'agir que d'un transit dont le caractère temporaire a été souligné et que chacune des parties connaissait parfaitement. Les conditions d'un accueil dans ce sens ont donc été négociées, alors que M. Duvalier était déjà en route vers Grenoble.

C'est un banquier suisse, a précisé Me Kiejmann, qui a loué, pour 120 000 francs par jour, l'hôtel de l'Abbaye à Talloires. Comme le gouvernement était d'accord avec le choix de ce lieu qui répondait à l'un de ses impératifs, il n'était, dès lors, pas nécessaire de désigner l'endroit dans l'arrêté d'assignation à résidence qui devait être pris le 17 février.

Le deuxième impératif était la sécurité. Il convenait de ne pas perdre de vue que M. Duvalier avait été renversé par une révolution. Prétendre, dans ces conditions, qu'il ne serait pas menacé en France, c'est se moquer du monde. Il y a, dans notre pays, des gens qu'il a contraints à partir avec d'être obligé de venir lui-même. Pour ceux-là, il peut paraître révoltant qu'un homme puisse trouver un abri tranquille et, de surcroît, avec une fortune de plusieurs centaines de millions de dollars. Il convenait donc de prendre au sérieux tout risque d'attentat car le véritable terrorisme ne se manifeste pas par quelques réunions ou quelques slogans éphémères. Telle était la raison de l'assignation à résidence et de sa rigueur. Celle de l'arrêté d'expulsion s'inscrivait dans le cadre diplomatique.

« La France s'est mise en quête d'une terre d'accueil pour M. Duvalier, a pousuivi Me Kiejmann, *mais si l'on en avait trouvé pour d'autres que lui on se heurta partout, en ce qui le concernait, à des refus. »* L'arrêté d'expulsion a, en principe été pris régulièrement en application des textes additionnels de l'ordonnance du 2 novembre 1945 visant, tout à la fois, les articles 23 à 26 de cette ordonnance, fondés l'un sur la menace grave pour l'ordre public et l'autre sur la nécessité impérieuse engendrée par une situation d'extrême urgence. Si cet arrêté d'expulsion n'a pas été notifié, c'est uniquement faute de pays d'accueil pour ne pas infliger à l'hôte de quelque temps une humiliation qui n'était pas nécessaire.

Extrême urgence

Mais le tribunal des référés est-il compétent pour connaître de la validité de tels arrêtés d'un ministre de l'intérieur ou d'un préfet de police ? Non, a plaidé avec force Me Kiejmann, rejoint sur ce chapitre par M. Stéphane Boittiaux, représentant du ministère public. Le juge des référés n'a pas qualité pour connaître des décisions administratives. C'est l'affaire des tribunaux administratifs et, au-dessus d'eux, du Conseil d'Etat. De surcroît, il ne peut y avoir voie de fait qu'en raison d'un comportement qui ne puisse être rattaché à un texte législatif. Or aussi bien l'arrêté d'assignation à résidence que celui d'expulsion ont été pris en référence à des lois bien précises.

Si, d'aventure, le fait que ces deux décisions n'aient pas été notifiées aux intéressés les rendait inexistantes, seul le tribunal administratif pourrait le dire. Et, pour parachever le tout, Me Kiejmann devait ajouter un trait supplémentaire dont il parut du reste s'excuser quelque peu. *« En effet,* devait-il dire, *mon confrère Vaisse, s'il est avocat, est aussi professeur d'université. A ce titre il est fonctionnaire et ne peut, comme avocat, agir contre des représentants de l'Etat français. J'en suis désolé pour lui, mais les textes sont les textes et, là encore, c'est un décret de 1936 qui stipule cette interdiction. »*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Sur le vif

Mon idole

Si vous saviez ce qui m'arrive ! Une vraie catastrophe. Cette nuit, sans attendre d'être vrillée par la sonnerie du réveil, je me suis dressée en sursaut dans mon lit avec l'obscur souvenir d'une épouvantable calamité. Qu'est-ce que c'était déjà ? Ça m'est revenu brusquement et je suis retombée, les bras en croix, sur l'oreiller, foudroyée par la honte. C'est l'abomination. Comment vous dire... J'oserai jamais. Non, n'insistez pas...

Bon, ben, alors, voilà. Hier, avant de me coucher, j'ai fait le test du *Nouvel Obs :* A deux semaines des élections, calculez votre ligne politique. Etes-vous véritablement de gauche ? Cochez l'une des réponses aux questions suivantes. Il y en a vingt-huit, des questions. Il y a, par exemple : Le dimanche, pour vous, c'est quoi : repos, déprime, famille, jour du Seigneur... ? J'ai mis : grasse matinée. Ou encore : Qu'est-ce que vous dites de préférence : les toilettes, les waters, les gogs, le trône... ? J'ai marqué : les cabinets. J'aurais pas dû. C'est réac. Faut dire les chiottes.

On me demandait aussi ce que je reprochais le plus à Badinter. J'ai pas mis, vous pensez bien, que c'était d'avoir supprimé la peine de mort, je ne suis pas folle, j'ai mis : de trop croire au Père Noël. J'avais pas tellement le choix, le reste c'était : la coupe de ses vestons et la forme de ses sourcils. Quoi d'autre encore ? Ah ! oui : Avec qui aimeriez vous faire tourner les tables : Signoret, le petit Grégory, Orson Welles, Céline... ? Céline, pas question ! J'ai mis Marilyn. Fallait mettre Mendès. Et puis, j'ai dit que je préférerais le camembert au brie, et ça, ça m'a coulée.

Résultat : ma tendance, c'est pas Juquin, c'est pas Maire, c'est pas Delors, c'est pas Rocard, c'est pas Barre, pas Chaban, pas Léotard, pas Debré, pas Chirac et même pas Bigeard, c'est encore pis, c'est...

Allez, avoue, dépêche-toi, de toute façon, on a les moyens de te faire parler... Ce matin, au café-tabac, mes copains m'ont arraché, sous la menace d'horribles représailles, le nom de mon idole. C'est Ponia... Poniatowski ? Oui. Le gros pépin, quoi !

CLAUDE SARRAUTE.

Il faut poursuivre la politique actuelle déclare M. Fabius

Trois politiques sont imaginables pour utiliser la manne pétrolière, a déclaré en substance M. Laurent Fabius, invité ce mardi 4 mars, de l'Association des journalistes économiques et financiers.

La première consiste à confisquer le bonus en augmentant les taxes pétrolières et en constituant une cagnotte pour plus tard. La deuxième est une politique de dilapidation du bonus pétrolier : on augmente les taxes et on redistribue leur produit. La troisième est celle de la poursuite de la politique actuellement menée qui mise avant tout sur la désinflation, seule façon, selon M. Fabius, d'améliorer durablement la compétitivité et l'emploi et de préserver la *« convergence sociale »*.

Le premier ministre s'est évidemment déclaré favorable à cette troisième solution, sans préciser toutefois si la révision en baisse de la norme des prix (2 % entre janvier et décembre 1986 au lieu de 2,5 %), impliquait automatiquement la même révision en baisse de la norme des salaires. Cependant, dans l'entourage du premier ministre, on considère que l'idée d'une poursuite de la politique actuelle implique que la pré-indexation des salaires sur les prix continue de jouer et que, dans la mesure où la norme prix est abaissée, la norme salaire l'est aussi.

La preuve en serait prochainement fournie — indirectement — par l'accord salarial qui va être conclu à EDF. Mais M. Fabius ne donnerait aucune indication officielle sur ce point.

Aux Etats-Unis

Soixante sénateurs demandent la réouverture de l'enquête sur la défection d'un marin soviétique

Washington *(AFP, AP)*. — Soixante sénateurs américains, qui soupçonnent les Soviétiques d'avoir procédé à un échange de personnes, ont demandé la réouverture de l'enquête sur la tentative de fuite d'un marin soviétique qui avait sauté de son navire, le *Maréchal-Koniev*, près de la Nouvelle-Orléans, le 24 octobre dernier. Le marin Miroslav Medved avait été ramené à son navire, quelques heures après son apparente défection, sur ordre des membres des services de l'immigration américaine, qui avaient ensuite été blâmés. Le 28 octobre, il avait déclaré aux autorités américaines qu'il ne désirait finalement pas obtenir l'asile politique aux Etats-Unis.

D'après le *New York Times*, une fiche remplie par les garde-côtes indique que l'homme qui a sauté du cargo soviétique mesurait 1,79 mètre et pesait 79 kilos. Mais moins de vingt-quatre heures après, un médecin de la marine américaine avait examiné à bord du cargo soviétique un marin présumé être Medved. Et dans son rapport, il avait noté le poids et la taille du marin, *« un homme de petite stature, pesant environ 68 kilos »*. D'autre part, selon son interprète, l'homme qui a plongé parlait couramment ukrainien et l'homme interrogé ensuite par les autorités américaines s'exprimait avec difficulté dans cette langue, devait révéler le département d'Etat.

Le gouvernement américain a démenti lundi ces informations. M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que ces rumeurs sur une éventuelle substitution sont *« sans fondement »*. Il a ajouté que les autorités américaines n'avaient aucun doute sur le fait qu'il s'agissait du même homme et qu'elles disposaient entre autres de preuves photographiques.

UN NOUVEAU MOUVEMENT D'AMBASSADEURS EST EN PRÉPARATION

Un nouveau mouvement diplomatique devrait avoir lieu prochainement et plusieurs ambassades de France changeraient de titulaire avant les élections du 16 mars. En particulier au Proche-Orient, où M. Jean Bressot, ambassadeur à Koweït depuis août 1982 et excellent connaisseur de la région, pourrait quitter ce poste sans avoir obtenu celui de Damas, pour lequel il avait été un moment sollicité. Le nom de M. Marcel Laugel, « numéro deux » à Beyrouth, est avancé pour lui succéder.

Le poste de Tel-Aviv devrait également changer très bientôt d'ambassadeur : M. Jacques Dupont, qui s'y était installé en septembre 1982, y serait remplacé plus tôt que prévu par M. Alain Pierret, actuellement chef du service des Nations unies et des organisations internationales à l'administration centrale. En 1982, M. Pierret avait été rappelé de Niamey, où il était ambassadeur, dans des conditions pour le moins étranges, sans doute à la suite d'une confusion, dans un rapport de parlementaires de passage, entre le Niger et le Nigéria...

Le poste de Lagos doit justement faire partie de ce prochain mouvement. Il devrait échoir à M. Jacques Thibau, jusqu'alors ambassadeur à Bruxelles, qui l'avait demandé.

● *La guerre en Afghanistan.* — Les résistants afghans ont abattu en février trois hélicoptères soviétiques dans les environs de Kaboul, ont affirmé, mardi 4 mars, des diplomates occidentaux en poste au Pakistan.

Euromissiles

UNE MISE EN GARDE DE M. HERNU

Parlant lundi 3 mars devant la presse anglo-américaine, M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a mis en garde contre d'éventuels accords séparés soviéto-américains conclus « sur le dos des Européens ».

Selon M. Hernu, M. Gorbatchev *« fait des propositions de désarmement étrangement ressemblantes aux anciennes, sauf qu'il les présente sous un jour nouveau. »* Il a *« une façon nouvelle, élégante, parisienne, de ficeler les paquets. Mais le fond soviétique est le même. Il faut faire attention aux fausses bonnes solutions (...). On assiste a un détachement du dossier des forces nucléaires intermédiaires par rapport aux deux autres* (les armes à longue portée et la guerre des étoiles). Or, s'est-il inquiété, *« si Reagan semble pressé d'obtenir un accord, il ne faudrait pas qu'il soit tenté de le faire sur un dossier qui concerne moins la sécurité américaine, car les Soviétiques pourraient le prendre au mot (...). Il n'est pas possible que Français et Britanniques acceptent que nos amis américains se lancent dans les discussions avec les Soviétiques sur le dos de la France et de la Grande-Bretagne »*, a dit encore M. Hernu.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

MARDI 4 MARS
« le Monde » reçoit
PIERRE JOXE
ministre de l'intérieur
avec PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 5 MARS
Allô « le Monde »
47-20-52-97
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : UN BILAN GLOBALEMENT POSITIF
avec ELIZABETH GORDON
Emission préparée par FRANÇOIS KOCH

Le numéro du « Monde » daté 4 mars 1986 a été tiré à 526 145 exemplaires